

# VILLE DE TOURNAI

## Procès-verbal du Conseil communal du 29 juin 2015

---

**Présents** : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,  
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. ~~V. BRAECKELAERE~~, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;  
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. ~~J.-M. DE PESSEMIER~~, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. ~~J.-L. CLAUX~~, J.-L. VIEREN, ~~D. SMETTE~~, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, ~~Mme S. LIETAR~~, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, ~~L. BARBAIX~~, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, ~~L.-D. CASTERMAN~~, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, ~~G. DENONNE~~ - Conseillers communaux;  
M. T. LESPLINGART - Directeur général adjoint, ~~M. D. COUPEZ - Directeur général~~

Monsieur le Directeur général D. COUPEZ, absent, est remplacé par Monsieur le Directeur général adjoint T. LESPLINGART, conformément à l'article L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le jeudi 18 juin 2015.

### 2. Communications.

- \* Le **Président** d'assemblée Rudy DEMOTTE ouvre la séance publique à 19 heures 44 et dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance du 1er juin 2015, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.
- \* D'emblée, il informe le Conseil que le point 11 - Personnel administratif. Recrutement d'un attaché spécifique A4 en ressources humaines. Modification du cadre et statuts administratif et pécuniaire. Profil de fonction. Approbation - est retiré de la séance, la concertation syndicale n'ayant pas encore eu lieu.
- \* Conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sur proposition de Monsieur le **Président** d'assemblée, le Conseil communal, à l'unanimité des membres présents, déclare ensuite l'urgence d'examiner les deux points suivants :
  - 1) "Service d'aide aux communes proposé par l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE). Secteur "Eau". Adhésion. Convention. Approbation."  
L'urgence est motivée comme suit : il est urgent de mettre en oeuvre l'étude réalisée par IPALLE à l'avenue de Maire, avant les orages de juillet (désenvasement des conduites).

- 2) "Service des espaces verts. Bâtiment à Rumillies. Etudes de faisabilité et responsable PEB (performance énergétique des bâtiments). Mode et conditions de passation du marché."  
L'urgence est motivée comme suit : l'état actuel des locaux du service des espaces verts nécessite une relocalisation urgente. Pour ce faire, il est prévu de reconditionner un bâtiment communal à Rumillies. Ceci nécessite au préalable l'obtention d'un certificat PEB (performance énergétique des bâtiments). Le prochain Conseil communal étant prévu fin septembre, il est urgent de prendre les dispositions relatives à l'obtention de certificat avant les vacances de juillet et août.

L'urgence de ces deux dossiers est déclarée par les membres suivants :

Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. VIEREN, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. J. DEVRAY, B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Ces points seront examinés en fin de séance publique.

- \* Monsieur le **Président** d'assemblée signale, par ailleurs, qu'un point complémentaire lui a été remis conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et à l'article 12 de la section 3 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal:

"Demande d'un audit sur le fonctionnement du centre public d'action sociale (CPAS)".

Ce point complémentaire déposé par Madame la Conseillère communale cdH, Hélène CLEMENT-COUPLET, sera examiné en fin de séance publique.

- \* Monsieur le **Président** d'assemblée précise enfin que trois questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal :

- 1) "Poulailler de Marquain" , déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin MR Robert DELVIGNE
- 2) "Transformation du Pont des Trous", déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin MR Robert DELVIGNE
- 3) "Poulailler de Marquain", déposée par Monsieur le Conseiller communal cdH, Jean-Marie VANDENBERGHE. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin MR Robert DELVIGNE.

### **3. Mémoire pour l'intégration de l'axe ferroviaire Tournai – Lille dans le projet de réseau express grand Lille. Approbation.**

Illustrant son propos par des diapositives électroniques, le **Président** d'assemblée fait l'exposé suivant :

"Lille veut développer des liaisons rapides avec les pôles urbains proches. Pour cela, la métropole regarde comment elle peut améliorer ses flux avec les territoires voisins situés sur un axe Nord-Sud. Quelles en sont les caractéristiques ? Vous avez une liaison de plus de 37 km entre Lille et Hénin

Beaumont. Vous avez également un projet important de gare souterraine. L'objectif est que ces projets soient réalisés au plus tard en 2030 !

Qui est le maître d'ouvrage ? C'est le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, désormais la Picardie, puisque la région a été élargie. Le coût est gigantesque. Il est question d'un montant de 2 milliards d'euros.

Quel est le contexte ? La volonté est de trouver une solution rapide et concrète, qui permet de désengorger l'autoroute A1, entre le bassin minier et Lille.

Un débat public est prévu. Ce débat se situe durant une période pendant laquelle nous nous réunissons, du 2 avril au 22 juillet. Je rappelle, par ailleurs, que Tournai va prendre ce 3 juillet la présidence de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai.

Il est assez symptomatique - et même pour nous assez outrageant - que le projet soumis par Lille ait totalement gommé Tournai. Notre ville ne figure pas sur la carte, au contraire de la liaison avec la Flandre. Certes, vous remarquerez qu'on passe par Mouscron. Mais Mouscron n'est pas non plus la destination. C'est clairement le Courtrais qui est visé. C'est une première anomalie. Pourquoi ? Dans notre programme de politique générale 2012-2018, nous voulions et nous voulons toujours que Tournai soit reconnue comme un noeud de communication. Pas par égocentrisme : Lille a besoin de s'inscrire dans l'eurocorridor qui la relie à la métropole bruxelloise. La Wallonie picarde, et singulièrement Tournai, se trouvent sur cet eurocorridor.

Il y a donc là une première lacune sérieuse dans ce plan lillois.

Deuxième élément : le poids important de Tournai dans le bassin de vie de Lille. C'est indéniable. Pourquoi ? Notamment à cause de ses structures d'enseignement. Que dit le SDER (schéma de développement de l'espace régional) sur ce que va devenir notre territoire ? Ce schéma fait apparaître un tripôle Lille-Courtrai-Tournai. Il caractérise notre région. Il y a également deux portes d'entrée à l'accès international pour la Wallonie : la gare TGV de Lille, qui est un point essentiel pour rejoindre le bassin parisien, le sud de la France mais aussi la Grande-Bretagne, et l'aéroport de Lille-Lesquin, tout proche et dont la fréquentation augmente sans cesse. Nous en sommes les témoins, au vu du nombre de vols au-dessus de la Ville.

Autre élément intéressant, les déplacements. Selon un document français, il y a environ 20.000 déplacements de Lille vers la Flandre, 7.000 déplacements de la Flandre frontalière vers Lille et 36.000 déplacements de Lille vers la Wallonie picarde. La Wallonie picarde est donc en première place. 18.000 déplacements sont comptabilisés par ailleurs de la Wallonie picarde vers Lille. La question qu'on peut se poser, c'est pourquoi il y a beaucoup plus de Français qui viennent en Wallonie picarde que l'inverse. La réponse est essentiellement liée aux flux scolaires. Nous attirons beaucoup de public scolaire français sur notre territoire, que ce soit dans l'enseignement secondaire, le classique, le technique, le qualifiant, ou le supérieur. Il reste donc logique que nous soyons inscrits dans la démarche lilloise.

L'eurométropole a proposé qu'à terme un billet unique soit créé. Il permettrait de se déplacer dans toute la région transfrontalière, une sorte de billet "all-in" pour traverser les frontières, appelé "Trampoline". Ce billet perd de son intérêt si nous ne sommes pas intégrés dans les projets de mobilité de Lille.

A propos des distances, Tournai est située à la même distance de Lille qu'Hénin Beaumont et la métropole lilloise. Notre ville est un peu plus proche de Lille Flandre que ne l'est Courtrai.

Sur un plan socio-économique, nous avons aussi fait des choix pour Tournai, comme le développement du plateau de la gare. Le quartier cathédral réaménagé va être relié à ce plateau. C'est donc pour nous assez surprenant. Je rappelle en outre qu'en termes d'emploi, Tournai Ouest, c'est aujourd'hui 4.000 emplois. Sur ces 4.000 emplois temps plein qui vont augmenter de 20% pour

atteindre 5.000 emplois, vous avez aujourd'hui 16% de Français. Notre territoire est donc créateur d'emplois pour les Français.

Voilà pourquoi la liaison Lille-Tournai-Bruxelles devient de plus en plus importante, au même titre que le liaisonnement Lille-Tournai-Liège-Maastricht qui reste une voie de communication importante. Nous allons donc demander de faire figurer Tournai, de manière plus visible, dans le réseau express du grand Lille.

Nous allons également demander que les TER marquent davantage d'arrêts et qu'à terme, il y ait un minimum de 3 trains par heure entre Lille et Tournai et que l'offre soit proportionnée aux besoins. Voilà l'objet du mémorandum qui nous est soumis."

A l'issue de cet exposé introductif, l'assemblée est invitée à s'exprimer.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, s'exprime en premier lieu :

"Le groupe ECOLO se réjouit de cette proposition du Collège communal. Depuis de nombreuses années, nous plaçons pour que la liaison Tournai-Lille soit enfin une liaison régulière, à tarif correct afin que l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai puisse être desservie par un réseau de transports en commun digne d'une grande métropole.

Nous vous rappelons que notre travail en commun avec les Verts français a permis de faire accepter par la SNCF une réduction du prix du billet entre Lille et Tournai et entre Lille-Mouscron et Lille-Kortrijk. C'est l'apparition du billet trampoline, une première étape pour rendre le transport en commun au sein de la métropole transfrontalière plus accessible et plus attractif pour les habitants. Nous avons aussi dénoncé, avec les Verts et Groen, le manque de dessertes régulières entre les villes de l'Eurométropole, un véritable obstacle, notamment pour les étudiants et les travailleurs qui traversent la frontière dans les deux sens chaque jour pour se rendre à leur travail et à leur école. Nous avons aussi demandé la réouverture d'un point d'arrêt à l'ancienne gare de Blandain, sur la ligne Tournai-Lille. En effet, ce point d'arrêt se trouve à proximité de la nouvelle zone d'activités économiques de Tournai Ouest, mais aussi au centre d'un village très peuplé de notre entité, qui pourrait être relié facilement à la Ville de Tournai et à la métropole lilloise.

L'amélioration de la liaison Tournai-Lille est, pour les écologistes français et belges de l'Eurométropole, une priorité que nous continuerons à défendre à vos côtés."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

"En ce qui concerne le transport des passagers, nous n'avons rien à ajouter. Les enjeux sont importants. Je ne rappellerai pas le cas de Blandain parce que j'y habite. Il est vrai qu'une gare génère du développement économique. J'aimerais élargir la réflexion dans le cadre de l'avenir du transport des marchandises. Nous savons tous que l'avenir, dans ce secteur, est à la voie d'eau et au chemin de fer. Pour l'instant, les décisions politiques lilloises font que la zone frontalière souffre énormément. Les tonnages transportés sur nos autoroutes augmentent. La qualité de vie des habitants s'en ressent. Il faut donc envisager ce projet également dans le domaine du transport des marchandises et du développement économique. J'ai d'ailleurs été déçu par le projet de l'agence intercommunale de développement (IDETA) pour la zone Tournai Ouest 3. On avait imaginé que cette zone serait équipée d'une ligne de chemin de fer. Mais, apparemment, cela a été abandonné. Je trouve cela décevant. Cela aurait pu soulager nos routes et assurer le bien-être de nos concitoyens."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Geoffroy HUEZ**, clôture les interventions :

"C'est aussi le point de vue du parti socialiste. Nous n'avons jamais caché notre colère par rapport aux décisions de la SNCB qui font que notre région est de moins en moins bien desservie. Il y a là un axe à développer avec la France."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le programme de politique générale 2012-2018 stipule ce qui suit : " la Ville de Tournai veut s'affirmer comme nœud de transport en commun, au carrefour de l'Eurométropole et cela passe par une amélioration et un renforcement des connexions ferroviaires de Tournai avec Lille, Bruxelles, Mons, Ath et Courtrai et un soutien au développement d'une ligne de tram-train entre Lille et Tournai ";

Considérant que la Ville de Tournai joue un rôle majeur dans son bassin de vie et dispose d'un important niveau d'équipements et de services, plus particulièrement en matière de pôles d'enseignement dont le rayonnement dépasse les frontières;

Considérant que le SDER (schéma de développement de l'espace régional), dont le projet a été approuvé par le Gouvernement wallon le 7 novembre 2013, définit notamment la Ville de Tournai comme pôle wallon de référence de l'aire Ouest, plus communément appelée Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai avec Lille comme pôle métropolitain;

Considérant que le projet de réseau express grand Lille (REGL) consiste en une étude visant à relier l'agglomération de Lille au bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, à Hénin-Beaumont, à l'horizon 2025;

Considérant que le projet de réseau express grand Lille vise à créer sur le grand Lille les conditions d'une évolution concertée des pratiques de mobilité au travers d'un nouveau modèle de mobilité durable;

Considérant que le projet de réseau express grand Lille (REGL) fait actuellement l'objet d'un débat public, et ce, jusqu'au 31 juillet 2015;

Considérant que le premier attaché à la direction de la planification de la mobilité du service public Wallon a attiré l'attention de la Ville de Tournai sur l'absence de l'axe Tournai - Lille dans le projet "Réseau express grand Lille";

Vu la position privilégiée de la Ville de Tournai au sein du groupement européen de coopération territoriale de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai;

Vu le projet de mémorandum pour l'intégration de l'axe ferroviaire Tournai-Lille dans le projet de réseau express grand Lille, annexé à la présente;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE:**

d'approuver le mémorandum pour l'intégration de l'axe ferroviaire Tournai – Lille dans le projet de réseau express grand Lille, dont les termes suivent :

## **"1. LES RAISONS DE L'INTÉGRATION DE L'AXE FERROVIAIRE LILLE-TOURNAI DANS LE PROJET**

### **1.1. Tournai au sein de l'aire métropolitaine**

Le projet de SDER (schéma de développement de l'espace régional) qui a été approuvé par le Gouvernement wallon le 7 novembre 2013, définit notamment Tournai comme pôle wallon de référence de l'aire Ouest plus communément appelée Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai avec Lille comme pôle métropolitain. Deux principales portes d'accès internationales à la Wallonie sont d'ailleurs situées sur ce territoire métropolitain : les gares TGV de Lille et l'aéroport de Lille-Lesquin.

Les principales ambitions de cette Eurométropole sont de gommer les frontières nationales et de construire une métropole européenne commune notamment dans les aspects de mobilité et d'accessibilité. Cette volonté s'oriente plus particulièrement vers le développement d'une offre de solutions de transports en commun multi et intermodales, intégrant tous les moyens de transport.

Cette volonté se traduit au sein de l'ambition 6 de la Stratégie 2020 de l'Eurométropole, «Développer un système plus intégré de transports en commun». Le projet de REGL offre la possibilité de concrétiser cette ambition dans une perspective transfrontalière.

Dans le cadre de son programme de politique générale 2012-2018, Tournai veut s'affirmer comme nœud du transport en commun, au carrefour de l'Eurométropole. Cela passe par une amélioration et un renforcement des connexions ferroviaires de Tournai avec Lille, Bruxelles, Mons, Ath et Courtrai et un soutien au développement d'une ligne de tram-train entre Lille et Tournai.

Tournai joue un rôle majeur dans son bassin de vie et dispose d'un important niveau d'équipements et de services plus particulièrement en matière de pôles d'enseignement dont le rayonnement dépasse les frontières.

Par ailleurs, dans le cadre de sa programmation FEDER (Fonds européen de développement régional) 2014-2020, le Gouvernement wallon a défini Tournai comme un pôle urbain transfrontalier de par sa situation privilégiée avec le groupement européen de coopération territoriale (GECT) de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai.

### 1.2. Tournai au cœur de la Wallonie Picarde

Tournai dispose d'un rôle central en Wallonie picarde. Son aire d'influence comme pôle urbain s'étend bien au-delà des frontières de son territoire communal comme l'indiquent les cartes relatives aux aires d'influence des pôles urbains dressées dans le diagnostic territorial préparatoire à la réactualisation du projet du schéma de développement de l'espace régional (SDER).

Par ailleurs, Tournai constitue un bassin d'emploi important. Avec plus de 34.000 emplois pour une population approchant les 70.000 habitants et une population active de 31.000 personnes, Tournai s'impose comme un pôle d'emploi à l'échelle de la Wallonie picarde. Tournai occupe le 15ème rang dans la hiérarchie wallonne en termes d'offres d'emploi avant Mons, Charleroi et La Louvière (source : Lambotte J.M. et al. 2011, Hiérarchie urbaine et zone d'influence, CPDR, notes de recherche n° 25).

### 1.3. Le potentiel de Tournai dans les déplacements transfrontaliers

Comme le rappelle le document «Synthèse Mobilité et Accessibilité de l'Eurométropole» (avril 2013), les flux entre la métropole lilloise et la Belgique se décomposent comme suit (jour moyen ouvrable) :

Déplacements de la métropole lilloise vers la Flandre frontalière : 20.000

Déplacements de la Flandre frontalière vers la métropole lilloise : 7.000

Déplacements de la métropole lilloise vers la Wallonie frontalière : 36.000

Déplacements de la Wallonie frontalière vers la métropole lilloise : 18.000

(source : enquête ménage déplacements de 2006)

Ces chiffres ne distinguent pas spécifiquement Tournai pour le volet wallon. Ils mettent en lumière, à partir de la Métropole, un flux deux fois plus important vers et depuis la Wallonie que vers et depuis la Flandre.

La part modale du train dans l'ensemble de ces déplacements transfrontaliers est aujourd'hui très basse (moins de 5%), quoiqu'en augmentation (augmentation relative plus

marquée d'ailleurs sur l'axe de Tournai, soit +20%, que sur celui de Courtrai soit +15%, comme l'a indiqué lors de la réunion le délégué de l'Eurométropole).

La répartition des déplacements par motif sur ces relations transfrontalières montre une grande différence selon qu'on les appréhende tous modes confondus ou uniquement en train, et montre qu'un potentiel non négligeable existe pour une extension de la clientèle du rail.

	Tous modes		Train
	Depuis Lille	Depuis Belgique	(origine non différenciée)
Travail	21 %	29 %	41 %
Scolarité/études	9 %	3 %	28 %
Personnel/loisirs	70 %	68 %	31 %

Les flux scolaires plus abondants émis par Lille témoignent de l'attractivité scolaire belge, sans doute quasi exclusivement vers la Wallonie pour d'évidentes raisons linguistiques, et donc en bonne partie vers Tournai, pôle scolaire important : un pôle d'enseignement supérieur (artistique, paramédical, formation qualifiante,...) et un pôle d'enseignement secondaire classique, technique et qualifiant.

Tournai héberge également l'Eurometropolitan e-campus qui regroupe toutes les universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles ainsi que les hautes écoles de la Province de Hainaut et le FOREM (formation régionale de l'emploi) (service public wallon de l'emploi et de la formation) et qui vise à couvrir la palette la plus large possible des métiers de l'internet en lien avec les entreprises de l'Eurométropole.

Le potentiel du rail pour les déplacements «personnels/loisirs» apparaît également clairement, Tournai disposant d'un important patrimoine culturel et historique.

Si on fait abstraction des perturbations actuelles (problèmes de caténaires) sur l'axe Lille–Tournai, les temps de parcours actuels sont de 29 minutes (service de type omnibus), mais peuvent descendre à 20 minutes en service direct, ce qui est attractif pour un trajet de 27 km.

Outre la qualité du service (fréquence et vitesse des services), le principal obstacle à une utilisation accrue du rail en transfrontalier est le tarif. Cet obstacle est identique qu'il s'agisse de la branche nord (Courtrai) ou est (Tournai), et n'explique donc pas la différence de traitement entre ces deux axes.

Par ailleurs, d'ici 2030, des évolutions peuvent se produire à ce sujet. La création d'un premier tarif intégré (trampoline) en est un premier signe. Sans sous-estimer la problématique tarifaire, il faut donc se placer dans une logique purement territoriale à l'échelle de la zone métropolitaine, ce qui impose d'y inclure Tournai. Signalons, enfin, que Tournai est située à la même distance de Lille que la commune d'Hénin-Beaumont qui est prévue dans le projet de réseau express grand Lille, et est un peu plus proche de Lille-Flandres que Courtrai, même si, bien sûr, les caractéristiques du territoire (densité,...) ne sont pas identiques.

Sur le plan socio-économique, une politique urbaine dynamique se déploie au centre de Tournai et sa périphérie : le redéploiement du plateau de la gare en lien avec le cœur de ville, le développement de nouveaux quartiers et le réaménagement du quartier «cathédral». En termes d'emploi, le parc d'activités économiques Tournai-Ouest occupant 4.000 emplois à ce jour (dont un nombre significatif d'emplois est occupé par des citoyens

français (10 à 20 %)) et à moyen terme 5.000 emplois, est à proximité directe de l'axe ferroviaire Tournai–Lille. Dans la perspective du développement d'un parc d'activités transfrontalières «recyclant» le site de l'ancienne douane entre Baisieux et Marquain, l'amélioration de l'accessibilité ferroviaire sur cet axe renforcera donc l'attractivité de ces sites moyennant une politique commerciale et d'arrêts adaptée visant une augmentation de la clientèle du rail pour une mobilité plus durable.

#### 1.4. L'attractivité de la métropole lilloise sur les déplacements transfrontaliers

La métropole lilloise dispose d'un potentiel de développement de son attractivité.

L'étude «Synthèse Mobilité et Accessibilité de l'Eurométropole» a identifié des marges de progression en termes d'utilisation des transports collectifs (en particulier le train) pour les étudiants transfrontaliers et pour le public belge prenant le TGV et l'Eurostar à Lille.

L'aéroport de Lille-Lesquin développe également son attractivité sur le public belge, notamment par une offre accrue de liaisons vers des destinations françaises et européennes.

Lille métropole communauté urbaine a défini 5 pôles d'excellence qui développent leurs influences sur le territoire de l'Eurométropole et qui lient la formation, la recherche et le monde de l'entreprise : Euralille, zone de l'Union, Euratechnologies, Eurasanté et le parc scientifique de la Haute-Borne.

Figure 9 : «Pôles d'excellence» et pôles de recherche de la métropole lilloise– Source : De Villeneuve-d'Ascq Technopole à la métropole technopolitaine : espace, réseaux, gouvernance (norois.revues.org)

En matière de tourisme et culture, Lille développe son attrait par le City Pass permettant un accès gratuit à 26 musées, sites et prestations touristiques.

En outre, plusieurs programmes culturels et touristiques transfrontaliers se développent (Next, Lille 3000,...) et ainsi l'opportunité de relier l'accessibilité en transports collectifs à ces événements.

Il faut également citer le stade Pierre Mauroy, dont les manifestations sportives et culturelles attirent un public belge grandissant.

#### 1.5. Le potentiel de Tournai comme nœud ferroviaire

Tournai se situe au cœur d'un nœud ferroviaire important composé des liaisons :

(Lille) – Tournai – Bruxelles (Anvers)

(Lille) – Tournai – Liège (Maastricht - Aachen)

Suite à l'étude sur «Le transport ferroviaire, un atout structurant pour la Wallonie»[1], la Région wallonne poursuit, entre autres, les objectifs suivants :

- Optimiser les nœuds de correspondance sur la dorsale wallonne, axe parcourant la Wallonie d'ouest en est, de Mouscron/Tournai à Liège, en desservant les villes du sillon industriel. Ce projet vise à réduire les temps de parcours entre les grandes villes de Wallonie et permettra de relier plus rapidement Tournai à Liège/Aix-la-Chapelle et Maastricht.
- Tirer un meilleur parti, au bénéfice de la desserte de la Wallonie, de la LGV 1 et rapprocher ainsi Tournai de Bruxelles
- Mieux connecter la Wallonie aux métropoles voisines, dont Lille.

Le développement du pôle multimodal de la gare de Tournai conforte une volonté de développer un système intégré de transports en commun, de créer les conditions favorables et incitatives à l'usage des modes doux et de s'inscrire comme pôle d'échange transfrontalier au cœur de l'Eurométropole. Il bénéficiera dans les prochains mois d'importants budgets émanant notamment des fonds FEDER (fonds européen de développement régional).



## **2. COMMENT INTÉGRER L'AXE FERROVIAIRE LILLE–TOURNAI ?**

Notre demande est de voir figurer de manière beaucoup plus visible Tournai dans l'offre «REGL» et TER, tant dans les différents schémas que dans les tableaux préfigurant la future offre. Telle qu'on la déduit des (rares) citations de cette ligne dans les documents disponibles (dossier du maître d'ouvrage), il semble que des services TER vers et de Tournai se font sur l'infrastructure existante avec, dès lors, terminus à Lille-Flandres, ce qui empêche tout service passant qui se prolongerait soit vers le nord-est (Roubaix et au-delà), soit vers le nord-ouest (Armentières).

### **2.1. Infrastructure : évaluer la faisabilité et l'intérêt d'une connexion au tronc commun vers la gare souterraine de Lille-Flandres**

En plus de desservir Tournai, cette ligne dessert également un pôle lillois important, entre autres scolaire, Villeneuve-d'Ascq. Il est donc opportun de se poser la question de l'intérêt éventuel d'un raccordement au futur tunnel desservant Lille-Flandres, d'autant que, selon les schémas disponibles (cfr page 66 du dossier du maître d'ouvrage – carte reproduite ci-dessous), il semble que ce tunnel s'amorcerait précisément à hauteur de l'embranchement d'où la ligne vers Tournai quitte l'itinéraire principal Lille–Hénin. Cette question est à aborder sous l'angle de la faisabilité technique, le cas échéant de l'amélioration du service qu'un raccordement à l'infrastructure passante permettrait (éviter la gare cul-de-sac), ainsi bien entendu que du rapport coût/bénéfice.

[Bulle ronde : On voit que le point d'amorce du tunnel coïncide quasiment avec le point de jonction entre la ligne venant de Tournai et l'axe principal du futur REGL à mettre en souterrain]

[1] TRITEL, 19 mars 2012

### **2.2. Service de trains**

De Lille à Tournai, cette ligne dessert un milieu globalement moins dense que la ligne vers Courtrai. Entre les deux pôles extrêmes (Lille et Tournai), seul, sans doute, celui de Villeneuve-d'Ascq se détache. Or, aujourd'hui, la plupart des trains marquent beaucoup plus d'arrêts : Lille, Lezennes, Hellemes, Pont-de-Bois, Annapes, Ascq, Baisieux, Froyennes et Tournai. Le nombre et/ou la localisation de certains arrêts pourraient être réétudiés pour desservir des pôles en croissance. La zone économique de Tournai-Ouest, située en bordure de la ligne et accueillant aujourd'hui déjà 4.000 emplois, ainsi que la future zone transfrontalière d'activités économiques sont idéalement localisées.

Viser à terme un minimum de 3 trains/heure sur cet axe (un omnibus et 2 directs, desservant peut-être au passage l'une des gares de Villeneuve-d'Ascq) semble idéal pour une offre proportionnée aux besoins, ce d'autant plus si de nouveaux progrès en matière tarifaire sont réalisés.

Le tableau présentant le niveau d'offre actuel et futur (page 5 de la brochure de synthèse) deviendrait :

Tronçon	Offre actuelle	Nombre de trains futurs	Dont REGL	Dont TER sur infrastructure actuelle
Tronçon central L-FI-H-B	3	14	12	2
Lille - Armentières	4	Au moins 6	Au moins 3	3
<b>Lille - Tournai (ajouté)</b>	<b>1</b>	<b>Au moins 3</b>	<b>2 ? (1)</b>	<b>2 ?</b>
Lille - Courtrai	1 à 2	Au moins 4	Au moins 3	1
Lille - Lens	4 + 1 via Don	6 + 1 via Don	4	2 + 1 via Don
Lille - Cambrai	2	3	2	1
Lille - Hénin-Beaumont	3	6	4	2
Lille - Arras	1 + 0,5 à 1 TGV	4 + 0,5 à 1 TGV	3	1 + 0,5 à 1 TGV
Lille - Douai	5	7	3	4

(1) : REGL si connexion via le tunnel ; dans ce cas, voir avec quel service coupler vers le nord : Armentières ? Courtrai ? / Si pas de connexion possible à la gare souterraine, il s'agit alors de services TER

L'intégration des relations Lille–Tournai dans le projet de REGL offre un potentiel d'amélioration de l'offre ferroviaire sur cet axe. En effet, les liaisons «RER» pourraient ainsi être dédiées à la desserte fine des points d'arrêt intermédiaires, tandis que les relations IC/TER existantes deviendraient des liaisons directes entre Lille et Tournai, offrant un temps de parcours plus attractif."

#### **4. Remplacement d'une Conseillère communale en congé à l'occasion de la naissance d'un enfant. Information.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que, conformément à l'article L1122-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID, a notifié, le 21 avril 2015, au Collège communal, son intention de prendre un congé de maternité du 20 juillet au 3 novembre 2015 inclus;

Considérant que la durée du congé notifié est de 15 semaines et 3 jours;

Considérant que cette durée n'excède pas le maximum de 20 semaines et est donc conforme à l'article L1122-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, conformément à l'article L1122-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la majorité du groupe ECOLO a demandé, dans un courrier adressé à Monsieur le Bourgmestre, daté du 27 avril 2015 et signé par Madame la Conseillère communale Marie-Christine LEFEBVRE et Monsieur le Conseiller communal Guillaume DENONNE, le remplacement de Madame la Conseillère communale Coralie LADAVID;

Considérant que, conformément à l'article L1122-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, Madame Coralie LADAVID doit être remplacée par le suppléant appartenant à sa liste et arrivant le premier dans l'ordre indiqué à l'article L4145-14, après vérification de ses pouvoirs par le Conseil communal;

Considérant que, conformément à l'article L4145-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, Madame Magali PRATTE a été déclarée première suppléante sur la liste ECOLO suite aux élections communales du 14 octobre 2012;

Considérant toutefois que Madame Magali PRATTE n'est plus domiciliée sur le territoire de la Ville de Tournai et ne répond dès lors plus à l'ensemble des conditions d'éligibilité fixées à l'article L4142-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, conformément à l'article L4145-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, Monsieur Benoît DOCHY a été déclaré deuxième suppléant sur la liste ECOLO suite aux élections communales du 14 octobre 2012;

Considérant que, né le 19 août 1951 à Tournai et domicilié n°21 rue Albert Asou à Tournai, Monsieur Benoît DOCHY remplit les conditions d'éligibilité définies à l'article L4142-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

#### **PREND ACTE**

que Madame la Conseillère communale ECOLO **Coralie LADAVID** sera en congé à l'occasion de la naissance de son enfant du 20 juillet au 3 novembre 2015, conformément à l'article L1122-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

A l'unanimité,

#### **DECIDE**

de procéder à son remplacement pour la durée de son congé par Monsieur **Benoît DOCHY**, 2ème suppléant sur la liste ECOLO suite aux élections communales du 14 octobre 2012. Ce remplacement s'applique également à l'ensemble des mandats dérivés, au sens de l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, détenus par Madame la Conseillère communale Coralie LADAVID.

### **5. Prestation de serment et installation d'un Conseiller communal remplaçant.**

Le **Président** d'assemblée **Rudy DEMOTTE** invite ensuite Monsieur **Benoît DOCHY** à prêter entre ses mains le serment fixé par l'article L1126-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation: "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux Lois du Peuple belge".

Monsieur Benoît DOCHY sera conseiller communal remplaçant de Madame la Conseillère communale Coralie LADAVID du 20 juillet au 3 novembre 2015 inclus.

### **6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Germaine Devalet : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;  
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Vu sa décision du 31 mars 2014 créant un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées face au n° 18 de la rue Germaine Devalet à 7500 Tournai;  
Considérant que cet emplacement n'a plus de raison d'être vu le déménagement du demandeur;  
Considérant le rapport de police;  
Considérant le plan de situation joint;  
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;  
A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : dans la rue Germaine Devalet, face au n°18, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Vaulx, carrefour rues Michel Holyman, du Canon et Communale. Canalisation de la circulation par un rond-point.**

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :

"Nous marquons évidemment notre accord pour la création de ce rond-point, d'autant que des riverains avaient déjà exprimé des inquiétudes concernant la sécurité de ce carrefour depuis 2004. Mais aucune suite n'avait été donnée jusqu'à aujourd'hui.

La création de ce rond-point va, en effet, clarifier et ralentir la circulation, mais à condition qu'il y ait un marquage bien visible au sol.

D'autre part, nous profitons de ce point pour demander qu'un dispositif soit mis en place pour ralentir les voitures venant de Tournai, juste avant les premières habitations de la rue Michel Holyman; un panneau "50 km/h" n'est pas suffisant.

Serait-il possible de prévoir des passages pour piétons (de la descente du bus vers la rue Communale, en bas de la rue Communale (face au n°3) et face à la rue des Grinques) ?

Enfin, beaucoup de vélos passent par ce carrefour (de Vaulx vers Chercq ou Calonne), n'y aurait-il pas moyen de créer un tracé "modèle" pour des cyclistes empruntant ce rond-point ?"

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, lui répond comme suit :

"Un marquage au sol avec des triangles est bien prévu. La proposition de limitation de vitesse peut être examinée par les services de police. Mais il faut savoir que le gestionnaire de cette voirie est le service public de Wallonie (SPW). Pour le passage piétons, j'en prends bonne note. Idem en ce qui concerne le marquage d'une piste cyclable. Je demanderai un rapport à la police et je reviendrai sur ce point."

Répondant ensuite à une nouvelle question de Madame la Conseillère ECOLO, Coralie LADAVID, Monsieur l'Echevin **Armand BOITE** précise que la police se charge également du placement de radars préventifs destinés à indiquer la vitesse des véhicules (radars de type "smiley").

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le rapport de police n°5524/04 du 25 février 2004 proposant de canaliser la circulation par un rond-point au carrefour formé par la RN500 et la rue Communale à Vaulx;

Considérant le rapport de police n°AD/800634/09 du 2 juillet 2009 proposant à nouveau de canaliser la circulation par un rond-point au carrefour formé par les rues Michel Holyman, du Canon et Communale à Vaulx;

Considérant le courrier du 15 avril 2010 du Service public de Wallonie, direction des routes de Mons, indiquant que les moyens, qui étaient alors disponibles, ne permettaient pas de réaliser un tel aménagement;

Considérant le nouveau courrier du 9 mars 2015 du Service public de Wallonie, direction des routes de Mons, indiquant que, suite à un nouvel examen de la situation et sur base des contraintes actuelles, il propose de mettre en application l'aménagement en giratoire de ce carrefour;

Vu l'avis favorable du service de police;

Vu le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales et régionales;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1er : au carrefour formé par les rues Michel Holyman (N500), du Canon (N500) et Communale à Vaulx, la circulation est canalisée par un rond-point.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux B1 et D5 et les marquages au sol appropriés.

Article 2: dans la rue Michel Holyman (N500) à Vaulx, une zone de stationnement est délimitée au sol le long des numéros 11 à 19.

Cette mesure sera matérialisée par le marquage approprié au sol.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue de la Culture: création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue de la Culture, 15 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le Service public de Wallonie;

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : dans la rue de la Culture à Tournai, face au n°15, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**9. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue André Hennebicq: interdiction de stationnement.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'un riverain habitant rue André Hennebicq, 2 à Tournai a signalé avoir des difficultés pour accéder à son garage localisé du côté opposé à son domicile;

Considérant que le service de police compétent a constaté sur place que les doléances de ce riverain étaient fondées vu la situation des lieux (stationnement de part et d'autre de la chaussée, largeur de la voirie...);

Considérant qu'il propose, dès lors, d'interdire le stationnement sur 1,5 mètre de part et d'autre de l'accès carrossable attenant au n°3 de la rue André Hennebicq à Tournai et ce, par le tracé de lignes jaunes discontinues;

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

Article 1er : dans la rue André Hennebicq à Tournai, le stationnement est interdit sur 1,5 mètre de part et d'autre de l'accès carrossable attenant au n°3 (accès latéral au n°26 de l'avenue Montgomery). Cette mesure sera matérialisée par le tracé de lignes jaunes discontinues.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

### **10. Nourrissage des chats errants. Règlement général de police. Modification. Approbation.**

Le groupe ECOLO annonce d'emblée qu'il s'abstiendra sur ce point, en cohérence avec son vote lors du Conseil communal précédent.

Par 27 voix pour et 2 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. VIEREN, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. J. DEVRAY, B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction majeure et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenues : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID.

Considérant l'organisation d'une campagne de stérilisation des chats dans l'entité;

Considérant que les chats errants stérilisés et replacés sur le terrain doivent pouvoir bénéficier d'un apport de nourriture et d'un abri;

Considérant sa décision du 1er juin 2015 de marquer son accord sur une charte à conclure entre les citoyens "nourrisseurs" et la Ville et sur l'octroi d'une carte personnelle d'autorisation de "nourrissage" des chats errants de l'entité;

Considérant que l'article 41 du règlement général de police prescrit actuellement, en son paragraphe 4, qu'il est interdit d'attirer, d'entretenir et de contribuer à la fixation des pigeons et autres animaux

en leur distribuant de la nourriture. Il est fait exception à ce principe pour les actions menées par les ASBL CHATS SAUVAGES, VEEWEYDE (CROIX BLEUE DU TOURNAISIS)";  
Considérant qu'il convient d'ajouter, parmi les exceptions à l'interdiction précitée, les citoyens partenaires "nourrisseurs" bénéficiant d'une carte personnelle d'autorisation de nourrissage des chats errants de l'entité;

Vu l'article 119 de la nouvelle loi communale;

Par 27 voix pour et 2 abstentions;

### **DECIDE**

de modifier le paragraphe 4 de l'article 41 du règlement général de police comme suit:

"Il est interdit d'attirer, d'entretenir et de contribuer à la fixation des pigeons et autres animaux en leur distribuant de la nourriture. Il est fait exception à ce principe pour les actions menées par l'ASBL CHATS SAUVAGES, l'ASBL VEEWEYDE (CROIX BLEUE DU TOURNAISIS) et les citoyens partenaires "nourrisseurs" bénéficiant d'une carte personnelle d'autorisation de nourrissage des chats errants délivrée par la Ville de Tournai dans le cadre de la campagne de stérilisation des chats.".

<b>11. Personnel administratif. Recrutement d'un attaché spécifique A4 en ressources humaines. Modification du cadre et statuts administratif et pécuniaire. Profil de fonction. Approbation.</b>
---

Ce point est retiré vu l'absence d'avis du Comité de concertation/négociation syndicale.

<b>12. Demande de permis d'urbanisme de TUC RAIL pour INFRABEL. Suppression du passage à niveau 76 et construction d'une nouvelle voirie à Havinnes. Approbation.</b>
---

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée :

"Nous restons dubitatifs sur la position dite de «compromis» qui est présentée au vote aujourd'hui. Est-elle vraiment satisfaisante ? Je suis allée sur place. Il y a du pour et du contre.

Une question reste importante à nos yeux : l'intégration de cette voirie sur le Grand Chemin. Sur cette voirie, les usagers roulent trop vite. Il faut que ce croisement soit sécurisé et profiter de son aménagement pour ralentir la vitesse des véhicules sur le Grand Chemin."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient ensuite :

"Il y a quelques conseils communaux, j'avais demandé d'envisager de sécuriser les traversées de village, notamment par des obstacles physiques. Rien qu'aujourd'hui, on a déjà évoqué à deux reprises, à Vaulx et à Havinnes, ces problèmes de vitesse dans les villages. J'aimerais bien que ces problèmes de vitesse soient examinés."

Le **Président** d'assemblée précise que ce problème ne concerne pas que les villages : "quand on est piéton ou cycliste, on se rend compte aussi de la vitesse des véhicules en ville !" s'exclame-t-il.



La Conseillère communale MR, **Hélène LELEU**, clôture les interventions comme suit :

"Jean-Louis VIEREN et moi-même, nous nous abstenons sur ce point. Nous regrettons le fait que la seule solution trouvée amène à diviser de belles parcelles agricoles. Cette situation ne sera pas du tout optimale et pratique pour les deux agriculteurs concernés.

Néanmoins, nous pouvons admettre que la sécurité des habitants de la rue Astrid soit importante et que d'autres solutions n'étaient peut-être pas possibles."

Par 25 voix pour et 4 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, M. B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. J. DEVRAY, B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction majeure et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, M. J.-L. VIEREN, Mmes H. LELEU, C. LADAVID.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, et plus précisément son article 8 aux termes duquel il est précisé que, notamment, toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt peut soumettre, par envoi au Collège communal, une demande de création, de modification ou de suppression d'une voirie communale;

Vu la lettre du service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 4 (DGO4) – aménagement du territoire - du 6 janvier 2015 par laquelle est transmis le dossier de demande de permis d'urbanisme de **TUC RAIL** pour INFRABEL dont les bureaux se trouvent à 1060 Bruxelles, avenue Fonsny, 39, pour la **SUPPRESSION (DEMONTAGE ET CLOTURE) DU PASSAGE A NIVEAU L94 PN76** situé à 7531 Tournai (Havannes), rue Astrid, et la construction, comme accès alternatif pour les maisons et terres agricoles situées au sud du passage à niveau, d'une nouvelle voirie d'accès partant du Grand Chemin et aboutissant rue Astrid, au sud du passage à niveau;

Attendu que ladite demande implique la procédure préalable liée à l'article 129 quater du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (C.W.A.T.U.P.E.) ainsi que celle prévue par le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

Vu l'enquête publique effectuée du 23 janvier au 24 février 2015 conformément aux dispositions dudit décret wallon;

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête libellé comme suit :

" .../...

Me suis rendu à l'hôtel de ville, lieu indiqué où se sont présentés :

- M. A. BOITE, échevin des travaux et de la mobilité
- M. C. MEERMAN, de TUC RAIL
- Mme MOLENS, cellule info riverains d'INFRABEL
- M. P. DUBUISSON, agriculteur, Grand chemin, 208 à 7531 Havinnes
- M. V. MEYS, agriculteur, rue Grand Mazures, 15 à 7534 Maulde
- M. et Mme CORNIL-GOEMAERE, chaussée de Renaix, 56/1 à 7500 Tournai
- M. et Mme DUBOIS-HERNOULD et leur avocate Mme N. DEMARQUET, Grand Chemin, 100 à 7531 Havinnes.

Il est fait part des diverses lettres de remarques réceptionnées à ce jour, à savoir :

- lettre de M. et Mme DUBOIS-HERNOULD Grand Chemin, 100 à 7531 Havinnes, lesquels ne sont pas opposés au projet tel que présenté tout en émettant des réserves quant à la proximité du raccordement avec le Grand Chemin et le tournant du passage à niveau.
- lettre de l'Association MEYS Marcel et Vincent, rue Grand Mazures 15 à 7534 Maulde
- lettre de M. DUBUISSON Pierre, Grand Chemin, 208 à 7531 Havinnes
- lettre de M. GOEMAERE José, rue Astrid, 165 à 7531 Havinnes
- lettre de M. GOEMAERE Joseph, rue Astrid, 165A à 7531 Havinnes
- lettre de M. et Mme CORNIL-GOEMAERE chaussée de Renaix, 56 à 7500 Tournai
- lettre du Centre public d'action sociale (C.P.A.S.) de Tournai (propriétaire de parcelles louées par MM. MEYS et DUBUISSON),

lesquels sont opposés au projet tel que présenté et souhaitent que l'on en revienne au premier tracé le long de la ligne de chemin de fer et de la propriété de M. et Mme DUBOIS-HERNOULD pour les motifs suivants :

- morcellement des terres agricoles et donc augmentation des coûts d'exploitation des terres, diminution de la polyvalence dans le choix des cultures agricoles
- perte d'intimité de la ferme et risque de vandalisme
- absence de vision globale pour la suppression des divers passages à niveau sur Havinnes
- option plus coûteuse
- dévalorisation du potentiel agricole ainsi que de la valeur foncière des terres
- dangerosité de la jonction avec le Grand Chemin.

Pour les agriculteurs, la voirie telle que proposée n'a que des inconvénients alors que le projet de voirie le long de la ligne de chemin de fer aurait les avantages suivants :

- réduction importante des coûts de la voirie
- diminution des nuisances pour les "DUBOIS" grâce au détachement de la voirie par rapport à l'habitation et possibilité de créer un mur antibruit performant à l'extérieur de la propriété des "DUBOIS" sur les côtés Est, Sud et Sud-Ouest
- limitation de la surface agricole perdue au nord de la voirie et création des aires de croisement à ces endroits
- sécurisation maximale de la connexion entre la voirie et le Grand Chemin pour tous les véhicules agricoles
- harmonisation et valorisation des projets de suppression des passages à niveau 75 et 76 initiés par INFRABEL
- préservation du potentiel agricole et du capital foncier des terres au sud de la voirie
- respect du caractère rural du site
- construction rapide de la voirie garantissant l'entretien du passage à niveau 76
- désengagement de longues et coûteuses procédures judiciaires ralentissant l'aboutissement du projet du passage à niveau 76.

Pour M. et Mme DUBOIS-HERNOULD ainsi que leur avocate, il est hors de question de revenir au tracé le long de leur habitation qui serait dès lors enclavée entre le Grand Chemin, la ligne de chemin de fer et la nouvelle voirie.

M. DUBUISSON se demande si la meilleure solution ne serait pas d'exproprier l'habitation de M. et Mme DUBOIS-HERNOULD. M. MEERMAN signale que ce n'est pas la politique d'INFRABEL d'exproprier des habitations quand il y a d'autres solutions.

Chacun reste sur ses positions et aucune solution ne semble se dégager.

J'ai ensuite annexé au présent procès-verbal les susdits courriers.";

Vu la note de présentation annexée à la demande et plus précisément les motivations du bruit du tracé, à savoir :

" Choix du tracé pour la nouvelle voirie

Pour réaliser ce projet, nous avons dégagé deux possibilités principales (voir figure 0 annexée au dossier). La seconde possibilité a été retenue, le choix du tracé s'est fait en concertation avec la commune et la zone de police.

La raison qui a guidé ce choix est :

- le premier tracé "enclavait" entre deux routes la maison située juste au Sud du passage à niveau n°77
- le second tracé permet de limiter les pertes de terres agricoles exploitables (voir zones hachurées en orange sur le premier schéma) – écarter un peu plus le trait mauve, dessiner les hachurés.

Nous avons veillé à :

- aboutir rue Astrid en face d'un champ, plus sécurisant et moins incommodant (phares de nuit) que face à une maison d'habitation
- conserver un rayon de courbure suffisant pour les convois agricoles au croisement de la nouvelle voirie avec le Grand Chemin, tenant compte d'un véhicule avec remorque (voir figure 1 annexée au dossier)
- vérifier la possibilité de demi-tour pour les véhicules au Nord du passage à niveau 76 : celui-ci sera possible via la nouvelle voirie qui sera réalisée avec le projet de lotissement en cours (voir figure 2 annexée au dossier)
- conserver une distance de 108 m (multiple de 27 m à la demande de l'agriculteur, cette largeur correspondant à la largeur de son engin de pulvérisation) entre le tracé de la route dans le champ et le bord du terrain côté voie de chemin de fer (voir croquis du tracé)
- conserver une distance de 80 m entre la maison située au croisement du Grand Chemin et du passage à niveau 77 et le tracé Sud de la nouvelle voirie
- aboutir au Grand Chemin à un endroit suffisamment éloigné du passage à niveau 77 afin d'éviter que les véhicules venant du Nord sur cette route, cédant la priorité aux voitures venant en face et bifurquant dans la nouvelle voirie, encourent le risque de rester bloqués sur le passage à niveau.";

Vu l'avis de la zone de police du Tournais du 16 février 2015 libellé comme suit :

" Le présent fait suite à la demande d'avis de l'Administration communale de Tournai, en vue d'une demande de permis d'urbanisme introduite par TUC RAIL pour le compte d'INFRABEL afin de supprimer le passage à niveau 76 (sise rue Astrid à 7531 Havinnes) et la construction d'une nouvelle voirie d'accès.

Il faut savoir que, comme stipulé dans le dossier, le projet a été présenté et choisi en concertation avec Monsieur l'Echevin de la Mobilité et nos services. Nous étions, personnellement, présent lors de cette réunion.

Dès lors, nous n'avons aucune observation à émettre sur ce projet.";

Vu l'avis sans remarque du service voirie du 19 mai 2015;

Vu l'avis du service mobilité du 16 avril 2015 libellé comme suit :

" J'émetts un avis favorable sur ce dossier, sous réserve de veiller à permettre le demi-tour de part et d'autre du passage à niveau 76. Il y aura lieu également de prendre contact avec les services de police afin de modifier le règlement complémentaire communal sur la police de roulage régissant les 2 accès de cette nouvelle voirie.";

Vu les propriétés concernées par cette nouvelle voirie (en zone agricole au plan de secteur), à savoir :

- n° 208 a : propriété de M. Pierre DUBUISSON
- n° 207 : propriété de M. Michel MOUTON
- n° 183 p2 : propriété du Centre public d'action sociale (C.P.A.S.) de Tournai;

Attendu que si on tient compte du tracé proposé par les agriculteurs, la propriété de M. et Mme DUBOIS-HERNOULD serait encerclée par le Grand Chemin, la ligne de chemin de fer et la nouvelle voirie;

Attendu que le tracé tel que proposé dans la demande tient compte non seulement du cadre de vie de M. et Mme DUBOIS-HERNOULD, mais aussi des techniques de travail des agriculteurs;

Attendu que certaines remarques d'un agriculteur (perte d'intimité de la ferme, risque de vandalisme alors que la nouvelle voirie se situerait à  $\pm$  200 m de leur habitation) sont assez excessives dès lors qu'il propose de la réaliser à 10 m de la propriété DUBOIS-HERNOULD;

Attendu que, dès qu'il y a des travaux au passage à niveau 76, une dizaine d'habitations se retrouvent enclavées, sans aucun accès pour les services de secours ou autres;

Vu la note de TUC RAIL suite à l'enquête publique :

*"L'intérêt public du projet est clair : améliorer la sécurité par la suppression du passage à niveau, éviter les risques d'enclavement des riverains de la rue Astrid (quand le passage à niveau est en dérangement ou en entretien), améliorer la ponctualité des trains, diminuer les coûts d'entretien. Concernant la sécurité, le placement de barrières est impossible sur ce passage à niveau vu l'étroitesse de la route (cfr passage à niveau 78 qui est dans le même cas).*

*Le projet tel que nous le proposons convient à tous les riverains excepté les 2 agriculteurs dont les parcelles seraient traversées par la voirie à construire. Leurs parcelles des 2 côtés de la voirie resteraient néanmoins largement exploitables; de plus, une indemnité supplémentaire est prévue, tant pour les propriétaires du terrain que par l'exploitant, dans le cas où la parcelle se voit coupée en deux (montant de l'indemnité déterminé par le comité d'acquisition selon des standards).*

*La distance entre la voirie à créer et le chemin de fer a été calculée de manière à faciliter l'exploitation de la parcelle résiduelle (côté chemin de fer) de M. DUBUISSON selon les données qu'il nous avait communiquées à la fin de la session d'info riverains. La voirie tracée à cet endroit permet également de ne pas arriver face à une habitation à la rue Astrid (éviter phares pointés vers une maison la nuit,...).*

*Néanmoins, nous pourrions déplacer la voirie un peu plus près ou un peu plus loin du chemin de fer (par exemple pour des questions pratiques des exploitants agricoles) si c'est jugé préférable : à préciser alors dans les conditions d'octroi du permis.*

*La variante avec la voirie le long du chemin de fer n'a pas été retenue afin d'éviter de "coincer" la maison des époux DUBOIS-HERNOULD entre le chemin de fer, le Grand Chemin et cette nouvelle voirie, même si cet impact serait quand même à relativiser; en effet, la voirie à créer serait très peu empruntée (habitants de la rue Astrid et agriculteurs uniquement); visuellement, il n'y aurait pas de gêne pour la famille DUBOIS-HERNOULD puisque les hauts sapins, qui entourent leur terrain, masquent de toute façon entièrement la vue vers les champs; au niveau sonore, nous pourrions éventuellement placer une paroi antibruit le long de leur habitation (même si c'est sans doute démesuré au vu du très faible trafic de la voirie à créer).*

*Si au vu des avantages et inconvénients de cette variante (par rapport au projet proposé), le Collège communal la juge préférable au projet proposé, nous devons alors redessiner cette variante et réintroduire une nouvelle demande de permis avec nouvelle enquête publique pour celle-ci, en attendant alors cette fois un avis définitivement favorable.*

*Peu importe l'option choisie (projet proposé ou variante ci-dessus), la question de la zone de jonction de la voirie à créer avec le Grand chemin se pose; dans notre projet, nous avons suivi les recommandations de la police de Tournai. Si au vu des remarques des courriers ci-joints, il apparaît à la commune préférable de rapprocher le lieu de jonction du passage à niveau du Grand Chemin, ceci peut être indiqué dans les conditions d'octroi du permis.*

*Personne (ni nous, ni la commune, ni les riverains, y compris les riverains opposés au projet) n'a trouvé de meilleure alternative avec une idée complètement différente (voirie de déviation à créer vers le sud ou vers l'est, par exemple : ces autres options s'avèrent nettement moins avantageuses).";*

Vu l'article 13 du décret voirie, lequel précise que le Collège communal soumet la demande (de création d'une nouvelle voirie) et les résultats de l'enquête publique au Conseil communal;

Vu l'article 15 du décret voirie;

En application du décret sur la voirie

Sur proposition du Collège communal;

Par 25 voix pour et 4 abstentions;

### **PREND CONNAISSANCE**

de la teneur des réclamations issues de l'enquête publique effectuée du 23 janvier au 24 février 2015 et du procès-verbal libellés ci-avant;

### **DECIDE**

**de marquer son accord** sur le tracé de la nouvelle voirie communale tel que proposé par TUC RAIL pour les motifs ci-avant évoqués dont, notamment, le respect du cadre de vie du riverain le plus concerné par ce projet.

### **13. Service mobilité. Rapport d'activités 2014. Approbation.**

Monsieur le Conseiller communal **Brieuc LAVALLEE** sort de séance.

Madame la Conseillère communale **ECOLO, Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :

"Ce rapport nous fait un peu penser au rapport du plan cyclable présenté lors du Conseil communal précédent : c'est-à-dire beaucoup d'objectifs louables mais peu de résultats.

De plus, il nous semble que les choses ne soient pas faites dans l'ordre : on commence par définir un plan de stationnement, puis un plan communal de mobilité. Ne serait-ce quand même pas plus logique de définir d'abord le plan communal de mobilité et ensuite un plan de stationnement qui soit en cohérence avec les objectifs poursuivis dans le PCM ?

Par ailleurs, ECOLO a émis énormément de critiques quant au plan de stationnement ainsi que pour le plan cyclable.

Nous avons deux questions :

- Le plan communal de mobilité ne devait-il pas être voté au mois de juin ? Quand celui-ci va-t-il finalement être voté ?
- Il existe un comité de suivi du plan communal de mobilité. Nous imaginons qu'il se réunira encore une fois le plan voté pour évaluer sa mise en œuvre. Nous demandons que soient intégrés un représentant de la CCATM puisque la mobilité est dans ses compétences ainsi qu'un représentant de chaque famille politique. En effet, ce comité travaille pour le moment en vase clos; l'opposition n'en a ni les procès-verbaux, ni de réunion annuelle de commission pour dire où en est la démarche. Comment pouvons-nous dès lors suivre un dossier aussi technique et sensible et voter en connaissance de cause ?

Je voulais aussi remercier Monsieur l'Echevin BOITE d'avoir fait parvenir la semaine passée à Madame la Conseillère communale Marie-Christine LEFEBVRE, un mois après le vote, les plans des aménagements cyclables (avenue d'Audenaerde, le quai ...)."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, prend ensuite la parole :

"Nous approuverons le rapport d'activités de 2014. La mobilité des usagers faibles et, notamment, des cyclistes a cependant été négligée en 2014 en dehors des projets menés dans le cadre de Tournai commune pilote Wallonie cyclable. Il faut absolument en faire une priorité en 2015. Un petit rappel pour situer mon propos. Je vous demande d'être attentifs aux dates. Le 3 juillet 2013, il est suggéré, lors d'une réunion de la commission cycliste et pour gagner en efficacité, de scinder celle-ci en deux. Avec le recul, cela prend tout son sens; d'une part, une commission cycliste plus généraliste, chargée de promouvoir la pratique du vélo et, d'autre part, la commission consultative communale vélo, plus technique, composée de professionnels et d'usagers du vélo. Cette commission est chargée d'étudier les projets concrets d'aménagements cyclables, de stationnement, de sécurisation des vélos, de signalisation, etc. Le 16 septembre 2013, le Conseil communal approuve le règlement d'ordre intérieur de ces commissions qui seront présidées par l'échevin de la mobilité. Ce règlement prévoit notamment que la commission cycliste se réunira au moins deux fois par an et que la commission consultative communale vélo se réunira au moins trois fois par an. Lors du précédent Conseil communal, à l'occasion du débat sur le point "plan communal cyclable", je m'étais inquiété du peu de réunions de ces deux commissions. Il m'avait été répondu que les commissions avaient émis un avis sur les différents projets présentés. Je m'étais étonné de cette réponse et j'avais demandé les procès-verbaux des réunions. Il en ressort que la commission cycliste, celle qui doit se réunir deux fois, ne s'est jamais réunie en 2014. Et elle ne s'est pas non plus réunie durant le premier semestre 2015. La deuxième commission, sauf erreur de ma part, s'est réunie une fois en 2014 alors qu'elle devait se réunir trois fois. Conclusion, quoi qu'en laisse entendre le rapport d'activités, peu d'avancées significatives concernant le plan cyclable ont été réalisées en 2013. Les commissions se sont peu ou pas réunies. Leur rôle est important pour que des réalisations correspondant aux attentes aient l'assentiment de la population. Nous approuverons cependant ce rapport car il contient de bonnes choses. Il est nécessaire aussi pour l'octroi d'une subvention de financement de l'agent de mobilité. Mais nous signalons qu'en matière cyclable, il est temps de mettre les bouchées doubles en collaboration avec les commissions créées pour cela comme nous nous y étions engagés lors du dernier Conseil communal. Le cdH sera particulièrement attentif sur ce point mais votera malgré tout ce rapport d'activités."

En sa qualité de présidente de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité, Madame la Conseillère communale MR, **Catherine GUISSSET-LEMOINE**, intervient ensuite :

"En ma qualité de présidente de la CCATM, je voudrais signaler que nous n'avons pas voté ce rapport. Il nous a été simplement présenté. Je voudrais également préciser que nous avons un représentant à la commission cycliste. C'est le vice-président de la CCATM. Enfin, je signale que le plan communal de mobilité a été examiné par la CCATM. Il a fait l'objet d'une série de remarques qui ont été transmises au Collège. En ce qui nous concerne, l'examen de ce dossier est donc terminé. Voilà les précisions que je tenais à vous apporter."

Avant de céder la parole à Monsieur l'Echevin de la mobilité, le **Président** d'assemblée intervient comme suit :

"Il me semble indispensable qu'on respecte les calendriers. En ma qualité de Président d'assemblée, je vais faire vérifier les dates de tenue ou de non-tenue et j'inviterai les responsables à tenir les engagements qui ont été pris devant le Conseil, qui, je le rappelle, reste l'organe souverain de la Ville de Tournai."

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, est ensuite invité à intervenir :

"Je ne peux qu'abonder dans votre sens en ce qui concerne la tenue des réunions. Concernant la question relative au plan communal de mobilité, j'ai préféré attendre le mois de septembre, les ordres du jour étant assez lourds.

L'analyse de toutes les remarques que nous avons reçues, prend beaucoup de temps. Nous devons encore nous réunir avec le SPW et TRANSITEC pour avancer dans l'analyse du document, mais ce dossier figurera à l'ordre du jour du Conseil du mois de septembre, en principe.

Je prends bonne note de la remarque concernant les représentations. A la prochaine réunion, nous essayerons de voir comment on peut intégrer d'autres représentants de l'opposition, dans l'intérêt des cyclistes.

Concernant les remarques de Monsieur le Conseiller communal Xavier DECALUWE, je constate que j'ai bien fait de lui donner tous les documents pour qu'il puisse les étudier. Tout ce qui a trait à la circulation des vélos est assez technique. La cellule mobilité, qui ne comprend que deux personnes, met les bouchées doubles. Mais il faut respecter la loi sur les marchés publics."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, clôture les interventions :

"Ma question concernait les réunions des commissions. Il est important qu'elles fonctionnent correctement. Dans ces commissions, vous n'avez pas que des représentants politiques. Vous avez des personnes qui viennent de l'extérieur, des personnes qui s'intéressent au sujet. C'est un peu décourageant de constater que ces commissions sont purement formelles.

Note positive, j'ai bien reçu les documents transmis par Monsieur l'Echevin BOITE. Je l'en remercie, mais c'était pour constater que ces réunions n'avaient pas eu lieu. J'ai reçu beaucoup de plans, mais pas de trace de réunions. J'étais donc étonné de votre remarque lors de la séance précédente où vous sembliez dire que des commissions s'étaient réunies régulièrement. J'ai eu malheureusement confirmation que ces commissions ne s'étaient pas réunies."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'arrêté ministériel allouant une subvention à la Ville de Tournai en vue de l'engagement ou du maintien d'un conseiller en mobilité du 1er janvier au 31 décembre 2014;

Vu le rapport d'activités annuel du service mobilité joint en annexe qui reprend notamment une évaluation de l'état d'avancement de la mise en oeuvre du plan communal de mobilité, selon le schéma établi par la direction de la planification de la mobilité, qui traite :

- des évolutions éventuelles de la fonction du conseiller en mobilité ou de la cellule mobilité dans la ville;
- de l'état d'avancement de la mise en oeuvre du plan communal de mobilité;

- de l'état d'évolution de la mobilité locale par rapport aux objectifs définis dans le plan de mobilité, en se basant sur les résultats de l'évolution des indicateurs :

## **COMMUNE DE TOURNAI - RAPPORT ANNUEL DE LA CELLULE MOBILITE 2014**

### **PARTIE 1 : COMMUNICATION EXTERNE**

#### **I. Éditorial**

Le Collège communal a, au travers de sa note de politique communale, défini des engagements essentiels dans la mise en œuvre d'une mobilité durable visant à sécuriser tous les usagers et permettant un développement économique harmonieux.

La nouvelle majorité mise en place fin 2012 s'est penchée sur l'examen des acquis et sur les projets élaborés durant la précédente législature. Cependant, force est de constater que peu de concrétisations ont vu le jour.

Le Collège communal, au travers de son échevin de la mobilité, met les bouchées doubles pour atteindre les objectifs fixés : un nouveau plan de stationnement a vu le jour le 1<sup>er</sup> avril 2015, l'actualisation de son plan communal de mobilité qui datait de 2004, la mise en œuvre du plan communal cyclable dans le cadre du projet «communes pilotes Wallonie cyclable».

Le développement et le suivi de ces projets sont au cœur des missions et des activités du service mobilité en 2014.

A la lecture de ce rapport annuel très complet, je peux être heureux du travail fourni par la petite cellule mobilité de la Ville de Tournai.

Armand BOITE, Echevin de la mobilité

#### **II. Objectifs du PCM - Axes de travail**

##### **Un plan communal de mobilité en 2004.**

Pour l'ensemble du territoire communal, les objectifs du plan communal de mobilité, réalisé en 2004, visaient la sécurisation des zones sensibles, la convivialité des espaces publics dans le cœur des villages, le développement d'un maillage d'itinéraires cyclables sécurisés, l'accueil et l'information des usagers du TEC (société de transport en commun du Hainaut) par une meilleure lisibilité des lignes.

En ville, jusqu'à la limite des faubourgs, il s'agissait de maîtriser la circulation sur les boulevards, d'adapter la régulation des carrefours à des traversées aisées pour les piétons, de sécuriser les radiales et les boulevards pour les déplacements à vélo et de favoriser la circulation des transports en commun.

En intra-muros, il fallait réorganiser la circulation de manière à maintenir le transit hors des quartiers, améliorer les conditions de déplacement des piétons et des personnes à mobilité réduite, créer des itinéraires cyclistes, assurer le stationnement des habitants, des clients et des visiteurs du centre-ville.

##### **Une mise en œuvre lente**

Entre 2004 et 2012, peu de mesures ont été concrétisées. Le grand projet de mise en zone 20 km/heure du quartier cathédral voit cependant le jour ainsi que la mise en place d'une nouvelle politique de stationnement. Une attention particulière est également portée sur des aménagements pour les personnes à mobilité réduite et la sécurisation des abords d'écoles. Quelques aménagements cyclables se développent également.

##### **Une politique de mobilité tournée vers l'avenir**

Le programme de politique générale 2012-2018, dans son volet mobilité, entend mettre en œuvre une politique de mobilité en adéquation avec le développement durable en réduisant les effets néfastes sur l'environnement et la santé et qui visera à améliorer la sécurisation des usagers de modes doux, tout en permettant un développement économique. C'est en ce sens que sera adapté le plan communal de mobilité.



Pour ce faire la majorité s'engage à :

- \* faire de Tournai une ville modèle en termes de mobilité douce au travers d'actions comme:
  - la poursuite du projet-pilote de communes cyclables dans le cadre du plan Wallonie cyclable;
  - la «piétonisation» du cœur historique de la Ville (mise en zone 20 km/heure, aménagements infrastructurels);
  - la mise en place de navettes entre les différents parkings de déstassement situés aux abords de la ville et l'intra-muros;
  - la participation aux actions de la «journée sans voiture»;
  - l'installation, en différents points stratégiques, de bornes de recharge pour les véhicules électriques;
- \* comme indiqué ci-dessus, le plan de mobilité prendra en considération le développement économique de la Ville. Ce qui impliquera :
  - d'adapter le plan de stationnement afin de mieux le faire coïncider avec les attentes des citoyens et des commerçants;
  - d'envisager un système de navettes vers les zones d'activités économiques;
  - de sensibiliser les citoyens au covoiturage;
  - de favoriser la fluidité du trafic en étudiant les manières de résorber les différents points noirs routiers.

### **L'actualisation du plan communal de mobilité**

En 2011 débute l'actualisation du plan communal de mobilité. Elle confirme les options du plan communal de mobilité initial.

2014 fut l'année de reprise du processus d'actualisation après quelques mois d'interruption.

La phase d'enquête publique s'est terminée le 1er mars 2015.

Cette actualisation du plan communal de mobilité se focalise plus particulièrement sur deux périmètres que sont l'agglomération de la ville de Tournai qui s'étend du cœur de ville aux faubourgs et à l'intra-muros délimité par la ceinture des boulevards.

Ses objectifs en lien avec le programme de politique générale 2012-2018 et le plan stratégique transversal sont:

#### **1. Pour les faubourgs :**

- \* Sur les axes de pénétration vers le centre-ville :
  - améliorer l'intégration des modes actifs
  - prioriser les bus
  - apaiser les vitesses;
- \* Développer un réseau cyclable sûr et cohérent en lien avec le plan communal cyclable;
- \* Améliorer l'attractivité et la lisibilité du réseau TEC;
- \* Adapter l'offre en bus aux projets socio-économiques;
- \* Désenclaver la commune de Kain.

#### **2. Pour les boulevards de ceinture :**

- \* Enjeux d'aménagement :
  - Réaménager l'ensemble des boulevards avec une requalification des portes de la Ville et en veillant à assurer une perméabilisation aux modes actifs;
  - Réaménager la plate-forme de la gare dans une optique d'intégration des modes actifs et des transports en commun, dans un concept d'ouverture de la gare sur la ville;
  - Redynamiser et sécuriser les zones de parking de l'esplanade du Conseil de l'Europe, de la maison de la culture et du hall des sports en lien avec le centre-ville;
  - Intégrer les grands projets qui s'établissent en périphérie des boulevards et dans le centre-ville;
- \* Enjeux d'exploitation :
  - Maîtriser les charges de trafic entrant, en adéquation avec les capacités admissibles sur la ceinture (contrôle d'accès);
  - Orienter le trafic sur les itinéraires souhaités et lutter contre les flux transitant par l'intra-muros;
  - Prioriser les transports en commun;

- Sécuriser les traversées piétonnes et cyclables.

### 3. Pour l'intra-muros :

- \* Evaluer le plan de stationnement, proposer des indicateurs de suivi et d'une méthodologie de mise en œuvre de ceux-ci;
  - \* Actualiser le plan de circulation et de hiérarchisation des voiries du centre-ville;
  - \* Jalonner les parkings du centre-ville et de la périphérie;
  - \* Mettre en place un réseau de navettes «propres», en liaison avec les zones de stationnement, les pôles de travail et les pôles commerciaux;
  - \* Créer et mettre en œuvre des zones de rencontre, zones résidentielles et zones 30 km/heure dans le centre-ville en lien avec la requalification du «quartier cathédrale» .
- Par conséquent pour le reste du territoire de la commune, il faut se référer aux objectifs du plan communal de mobilité de 2004, à savoir :
- Développer un maillage d'itinéraires cyclables sécurisés;
  - Sécuriser les zones sensibles : traversées des villages, écoles;
  - Améliorer la convivialité des espaces dans le cœur des villages;
  - Contenir l'étalement urbain, dans l'esprit du développement durable;
  - Rendre les villages plus autonomes;
  - Valoriser le cadre naturel et les paysages.

### **Un volet vélo particulièrement développé : le plan communal cyclable**

Dans le cadre du projet «Communes pilotes Wallonie cyclable», la Ville de Tournai dispose de son plan communal cyclable développant des objectifs spécifiques au vélo. Ils ont été intégrés dans l'actualisation du plan communal de mobilité.

#### \* Rouler à vélo

- Aménager un réseau cyclable primaire reliant les principaux pôles d'éducation, de formation, d'emplois, culturels, sportifs et administratifs dans un périmètre de 5 km autour de l'intra-muros;
- Développer et favoriser l'usage du vélo dans les quartiers et les centres de village;
- Sécuriser, entretenir et baliser le réseau cyclable existant et futur.

#### \* Le vélo à l'arrêt

- Développer un stationnement vélo sûr et confortable dans le centre-ville et son agglomération;
- Développer l'intermodalité vélo/transports en commun;
- Développer un stationnement vélo sûr et efficace dans les établissements scolaires.

#### \* Encourager la pratique du vélo

- Créer et développer un système de communication entre la ville et le citoyen;
- Développer et promouvoir l'usage du vélo et son image auprès des associations, des administrations, du monde scolaire, du monde culturel et du monde de l'entreprise;
- Développer l'usage du vélo à des fins de tourisme;
- Faire du vélo un évènement.

#### \* Ancrer la politique cyclable

- Ancrer la politique cyclable dans les textes;
- S'assurer le personnel suffisant et les moyens pour ancrer la politique cyclable dans le développement communal;
- Evaluer la politique cyclable.

Pour l'année 2014, les axes de travail se sont plus particulièrement orientés sur :

- le volet vélo et la mise en œuvre du plan communal cyclable;
- l'adaptation du plan de stationnement;
- la rédaction du rapport de synthèse de l'actualisation du plan communal de mobilité et ses aspects administratifs.

## **III. Les faits marquants de l'année**

### **1. L'actualisation du plan communal de mobilité : reprise de la procédure**

En janvier 2004, après deux ans de diagnostic, de consultations citoyennes et de propositions, Tournai se dotait de son plan communal de mobilité.

Depuis 2004, de nombreux projets sont venus changer le paysage urbain et reposer la question de la mobilité. Cette dynamique urbaine nécessite une adaptation de notre plan communal de mobilité. Le Conseil communal a donc décidé de solliciter une actualisation. Cette procédure a débuté le 20 septembre 2010, sous l'ancienne législature.

Suite aux élections de 2012, la procédure a marqué un temps d'arrêt avant de reprendre le 13 juin 2014 :

- Présentation du rapport de synthèse à la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) : 25 juin 2014
- Réunion du comité technique : 9 octobre 2014
- Présentation du rapport de synthèse au Collège communal : 14 novembre 2014
- Réunion de commission du conseil communal : 9 décembre 2014
- Présentation du rapport de synthèse au Conseil communal et décision de soumission à enquête publique : 16 décembre 2014

## **2. La modification du plan de stationnement**

Le contrat de concession avec la société City Parking se terminant le 31 décembre 2014, c'était l'occasion de revoir le plan de stationnement.

AVANT	APRES
<b>Zones de contrôles</b>	
10 zones de contrôles (quartiers) <ul style="list-style-type: none"><li>• horodateur</li><li>• zone bleue 2 h</li><li>• zone bleue 4 h</li></ul>	1 seule zone de contrôle <ul style="list-style-type: none"><li>• horodateur</li><li>• zone bleue 2 h</li></ul>
<b>Gestion du stationnement</b>	
horodateur <ul style="list-style-type: none"><li>• tarif forfaitaire: 15,00 €/jour</li></ul>	horodateur <ul style="list-style-type: none"><li>• tarif forfaitaire: 15,00 €/1/2 jour</li></ul>
Carte riverain (limitée au quartier) <ul style="list-style-type: none"><li>• carte zone bleue: 25,00 €/an</li><li>• carte zone horodateur: 120,00 €/an</li></ul>	Carte riverain ( <del>limitée au quartier</del> ) <ul style="list-style-type: none"><li>• carte zone bleue: 1ère gratuite</li></ul>
/	Carte travailleur <ul style="list-style-type: none"><li>• valable en zone bleue: 150,00 €/an</li></ul>
Contrôle du stationnement <ul style="list-style-type: none"><li>• zone horodateur: lundi au samedi, de 9h à 12h30 et de 14h à 17h</li><li>• zone bleue: lundi au samedi: 9h à 17h</li></ul>	Contrôle du stationnement <ul style="list-style-type: none"><li>• zone horodateur: lundi au vendredi, de 9h à 12h30 et de 14h à 17h et le samedi de 9h à 12h30</li><li>• zone bleue: lundi au vendredi, de 9h à 17h et le samedi de 9h à 12h30</li></ul>

## **3. La sécurisation des abords d'écoles**

Le 7 juillet 2006, le Collège communal décidait de participer au projet fédéral «Plan Octopus» et de signer la charte reprenant ses objectifs principaux.

L'un des objectifs de ce plan était de mettre en place des infrastructures routières originales et uniformes de façon à atteindre une harmonisation permettant une reconnaissance des routes fréquentées par les enfants et des espaces aux abords des écoles.

Le choix du mobilier «Octopus» découle de cet objectif d'harmonisation et vise à contribuer à une reconnaissance optimale de l'environnement scolaire.

L'année 2014 a permis de mettre en œuvre la sécurisation des abords de trois écoles de la Ville :

- L'école communale de Barry
- L'école communale de Béclers
- L'école communale maternelle Beyaert

## **4. Réaménagement de la chaussée de Bruxelles**

Une phase test de mise à deux fois une bande de la chaussée de Bruxelles comprise entre la porte Marvis et le rond-point Lemay a débuté fin août 2014.

Cette mesure vise à sécuriser les traversées piétonnes ainsi que les tourne-à-gauche sur cette portion de voirie.

La réduction à deux bandes permet par la même occasion de sécuriser le stationnement en accotement et le déplacement des cyclistes et piétons.

A l'issue de la période test d'une durée de six mois, une évaluation du dispositif sera opérée afin de l'adapter au mieux.

## 5. Le brevet du cycliste

En 2014, 19 écoles primaires communales et libres ont participé au projet du brevet du cycliste. La session 2013-2014 a permis à plus de 400 élèves de 5ème primaire d'apprendre à devenir autonomes sur les routes de la Ville.

La remise officielle des brevets pour les 27 classes s'est déroulée avant les grandes vacances en présence de l'échevin de la mobilité. Cette journée a permis à quelques écoles de participer à une balade vélo de 25 km vers Templeuve où un pique-nique était organisé au sein de l'école Camille Dépinoy de Templeuve. Un spectacle de magie a fait le bonheur des petits et des grands avant la remise des diplômes aux écoles présentes.

## IV. Mise en œuvre du PCM - Actions réalisées – Indicateurs – Tendances

0. Données socio-économiques - réseaux	
Données socio-économiques	69.997 habitants
	28.600 emplois
	25.150 élèves
	326 habitants/km <sup>2</sup>
	1,25 véhicule/ménage (2008)
	<i>nombre emplois/nombre habitants = 0,41</i>
	<i>nombre élèves/nombre habitants = 0,36</i>
Réseau de voiries	longueur réseau routier = 875 km
	800 km de routes communales
	32 km de routes provinciales
	43 km de routes régionales
	37 km d'autoroutes
	<i>0,0125 km réseau routier/habitant</i>

1. Trafic motorisé (chiffres 2011)
35.000 véhicules/jour sur la drève de Maire
12.000 véhicules/jour sur la rue du Viaduc
21.500 véhicules/jour sur la chaussée de Renaix
28.600 véhicules/jour sur la chaussée de Bruxelles
21.000 véhicules/jour sur la chaussée de Saint-Amand
17.800 véhicules/jour sur la chaussée de Douai
14.500 véhicules/jour sur la chaussée de Lille
110.000 véhicules/jour au cordon du centre-ville
15.000 véhicules/jour en transit dans le centre-ville
2. Modération de la vitesse
1,6 km de zone 30 km/heure (hors abords école)
1,2 km de zone résidentielle/rencontre
<i>longueur zone 30 km/heure réalisée/longueur zone 30 km/heure projetée = 0,067</i>
3. Vélo. Nombre de cyclistes/infrastructures

Nombre de cyclistes		Comptage vélo mai 2014 (7h-9h)	
Localisation		Nombre de cyclistes	
Rond-point du Viaduc		88	
Gare		51	
Porte Morel		48	
Porte Marvis		82	
Rond-point de la Dorcas		70	
Porte Saint-Martin		61	
Porte de Lille		101	
Rond-point de l'Europe		98	
Pont Delwart		50	
Pont de Fer		54	
Pont Notre-Dame		34	
Pont à Pont		50	
Pont Devallée		34	
Infrastructures cyclables		18,56 km de réseau cyclable aménagé (dont voiries en zone 30 km/heure, de rencontre, résidentielle et piétonne	
70 SUL			
0,48 km de piste cyclable séparée unidirectionnelle			
0,39 km de bande cyclable suggérée			
4. Marche. Nombre de piétons/infrastructures			
Nombre de piétons	localisation	30/06-05/07	29/09-04/10
	rue de Courtrai	11.028	10.086
	rue du Puits Wagnon (piétonnier)	16.308	14.724
	rue de l'Hôpital Notre-Dame	15.666	18.588
	rue de la Tête d'Or	13.488	14.280
	rue des Chapeliers (piétonnier)	17.832	16.158
	Grand Place (côté Beffroi)	25.392	28.608
	Grand Place (côté rue de l'Yser)	14.592	17.352
	4 Coins Saint-Jacques	11.676	12.822
	place de Lille	12.714	18.168
5. Transports en commun. Nombre d'usagers/infrastructures			
Train		/	
Bus		pas reçu les informations	
6. Sécurité routière			
		pas reçu les informations	
7. Stationnement. Organisation/occupation			
7.1 Offre	5.694 emplacements réglementés périmètre (centre-ville/quartier gare)		
	4.147 emplacements zone bleue		
	1.534 emplacements payants		
	1.319 cartes "riverain" octroyées		

7.2 Demande					
Taux moyen d'occupation		Avril 2014		Septembre 2014	
	rue	semaine	samedi	semaine	samedi
	Royale	0,65	0,81	0,72	0,84
	de Courtrai	0,56	0,66	0,27	0,42
	Grand Place	0,90	0,96	0,92	0,99
	place Saint-Pierre	0,73	0,95	0,38	0,99
	place Reine Astrid (zone bleue)	0,58	0,69	0,55	0,75
	place Reine Astrid (zone payante)	/	/	0,70	0,76
	place Crombez	0,32	0,2	0,29	0,24
	rue de Pont	0,70	0,77	0,56	0,72
Taux de rotation (chiffre de 2011)	Grand Place	6,4			
	place Saint-Pierre	6,2			
	place Reine Astrid	5,3			
	Square Bonduelle	2,2			
	quai Saint-Brice	4,9			
	rue Royale	11,8			
	avenue Leray	3,1			
8. Intermodalité. Organisation/occupation					
			472 emplacements de parking SNCB		

9. Service Mobilité	
	1,8 personne affectée à la politique mobilité
	800 visites à l'atelier de réparation vélo MELI-VELO
10. Education-Sensibilisation-Communication	
	Semaine de la mobilité : 1 activité organisée
	Brevet du cycliste : 24 classes
	Brevet du cycliste : 436 participants
	Journal communal : 11 articles mobilité publiés

## **V. Les dix chiffres de l'année**

L'année 2014 en quelques chiffres :

- Ouverture d'un parking en ouvrage de 120 places dans le centre-ville
- 51 cyclistes en moyenne par point de comptage
- 1,7 km de pistes cyclables aménagées
- 424 enfants ont reçu leur brevet du cycliste
- 3 abords d'école sécurisés par du mobilier «Octopus»
- Remplacement de 27 abribus

- Aménagement de 2 nouveaux arrêts TEC
- 800 visites à notre atelier de réparation vélo MELI-VELO
- Réfection de 900 m de trottoirs
- Mise en œuvre de 3.000 m<sup>2</sup> de zone de rencontre

## **VI. Projets**

### **1. Poursuite de la procédure d'actualisation du plan communal de mobilité**

En 2015, la procédure d'actualisation du plan communal de mobilité se poursuit. L'enquête publique s'est déroulée du 12 janvier au 1er mars 2015. Elle s'est accompagnée d'une présentation publique le mardi 24 février 2015. Des groupes de travail ont également été organisés avec les commerçants ainsi qu'avec la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité.

Des présentations spécifiques ont été faites aux membres de la commission consultative de la personne handicapée et du conseil consultatif communal des aînés.

La procédure de dépouillement des avis des citoyens est actuellement en cours. Il est actuellement envisagé de présenter le dossier pour approbation au Conseil communal du mois de juin 2015.

### **2. Projet d'aménagement du plateau de la gare**

Dans le cadre de la programmation européenne FEDER (fonds européen de développement régional) 2014-2020, la Ville de Tournai a notamment introduit le projet de réaménagement du plateau de la gare, de la place Crombez et de la rue Royale.

#### Enjeux mobilité

- Reconnecter la gare et la gare bus au centre-ville;
- Inscription de la zone de la gare comme pôle multimodal en lien avec le centre-ville et plus particulièrement avec le "quartier cathédral" en vue d'un développement touristique se basant sur des modes de déplacement durable.

#### Objectifs mobilité

- Réaménagement de la plate-forme de la gare dans une optique d'intégration des modes doux et des transports en commun, dans un concept d'ouverture de la gare vers la Ville et d'un pôle multimodal;
- Réaménagement de la place Crombez et de la rue Royale pour les modes actifs comme axe structurant.

Ce projet vient se joindre au projet de la société régionale wallonne des transports d'aménagement d'une nouvelle gare TEC.

### **3. Mise en zone 30 km/heure du centre-ville**

La mise en œuvre de ce projet, qui émane du plan communal cyclable, débutera le 4 mai 2015.

Il se concrétise plus particulièrement par l'aménagement d'effets de porte aux différentes entrées de la Ville. Des aménagements plus spécifiques seront réalisés au niveau des rues Saint-Martin et Marvis, les vitesses pratiquées y étant trop élevées.

### **4. Aménagement de la chaussée de Bruxelles**

Un premier bilan après 6 mois de test a permis de proposer de nouvelles actions à mener, à savoir :

- mieux réguler et sécuriser les «tourne à gauche»;
- meilleur agencement de l'espace transversal ;
- selon la disponibilité de l'espace, créer une bande bus entre le giratoire "ma campagne" et peu avant le carrefour de l'Orient en y intégrant les cyclistes;
- sécuriser les traversées piétonnes (avancées de trottoir et matérialisation des îlots en saillie), mise en évidence par un éclairage avec pose de LED transversales conformément à l'accord administration communale - service public de Wallonie. Solution de faisabilité ou

variante à proposer par la division de l'électricité, de l'électromécanique, de l'informatique et des télécommunications ;

- mettre en attente la problématique des vitesses;
- transmettre à l'administration communale les comptages avant et après les modifications;
- maintenir l'emplacement actuel des passages piétons;
- faire une esquisse (SPW) afin d'intégrer les divers éléments après avoir effectué un levé afin de d'assurer des largeurs transversales suffisantes pour accueillir une zone centrale neutralisée entre les voies circulées tout en veillant à la sécurisation des passages piétons. L'esquisse de projet mettra en évidence les propositions à moyen terme (provisoires) et suggérera des considérations à long terme permettant de dégager des budgets, quand les parties seront convaincues de leur efficacité.

## **5. Projet objectif vélo**

L'école communale des Apicoliers 1, après avoir élaboré un projet «Construire son REVe» - le Réseau des Ecoliers à Vélo, se lance maintenant dans le projet «Objectif Vélo».

Comme son nom l'indique, ce projet développé par PRO VELO, a pour objectif d'augmenter la part du vélo dans les déplacements pour venir à l'école. Contrairement au projet REVe, ce projet ne s'adresse pas uniquement à une seule classe mais vise l'ensemble de l'école : les enfants dès la maternelle, le corps enseignant, les parents, la Ville.

Dans le cadre de ce projet, les Apicoliers développent plus particulièrement les projets suivants :

- Mise en place d'un bus à vélo;
- Apprendre le code de la route en s'amusant (matérialisation d'un circuit dans la cour d'école);
- Brevet du cycliste;
- Amélioration du stationnement vélo au sein de l'école : création d'un abri vélos;
- Promotion du vélo dans le journal scolaire;
- Expo vélo;
- Comment diminuer le poids du cartable;
- .....

## **6. Réouverture de l'atelier vélo MELI-VELO**

Après les quelques semaines d'arrêt hivernal, l'atelier vélo MELI-VELO va rouvrir ses portes dans le courant du mois de mai après un important déménagement et quelques modifications du partenariat.

En effet, les locaux, qui hébergeaient jusqu'à présent notre atelier, vont être détruits pour faire place à un projet de réaménagement du quartier. Il a donc fallu trouver de nouveaux locaux, qui se localiseront à quelques centaines de mètres de notre emplacement initial, dans des bâtiments appartenant à l'Agence Local pour l'Emploi.

## **7. Projet MELI-VELOCATION**

En septembre 2013, dans le cadre du Plan Marshall 2.vert, le Service public de Wallonie - Direction de l'Economie sociale lançait l'appel à projets "Economie sociale: développement durable – économie verte – mobilité douce... avec les communes".

Cet appel à projets visait à soutenir l'émergence et la mise en œuvre de projets d'économie sociale marchande s'inscrivant dans le champ de l'économie verte et du développement durable.

Dans ce cadre, nous avons introduit un projet de mise en place d'un système de "vélos partagés" en libre service sur base d'une technologie de cadenas intelligent dans le cadre de l'atelier MELI-VELO. Il a pour objectif de développer la location vélo de courte durée pour le public touristique et les clients de Tournai mais également pour le public scolaire et les populations fragilisées.

Ce projet a reçu un avis favorable de la Région et bénéficie d'une subvention de 10.000,00€.



Le test du prototype de cadenas intelligent se fera au printemps au sein même des structures des partenaires de l'atelier MELI-VELO de façon à pouvoir identifier ses faiblesses et pouvoir les corriger. Il sera ensuite testé à plus grande échelle auprès de certains publics cibles qui devront évaluer le service : système de réservation, facilité d'utilisation, évaluation du prix, formules de paiement,...

Dans le même temps, une étude de faisabilité de l'ensemble du projet de partage de vélos est en cours.

#### **8. Mise en œuvre du plan communal cyclable**

2015 verra enfin les débuts concrets de la mise en œuvre de notre plan communal cyclable avec les travaux suivants qui débiteront au printemps:

- Mise en zone 30 km/heure du centre-ville;
- Aménagement d'une rue cyclable sur l'une des latérales de la Drève de Maire;
- Aménagement du quai des Vicinaux;
- Installation d'arceaux et abris vélos;
- Balisage des itinéraires cyclables;
- Aménagement de la jonction centre-ville – zoning Tournai Ouest.

D'autres aménagements devraient également se concrétiser en automne :

- Travaux de signalisation et de balisage des itinéraires cyclables sur le territoire de Tournai (le dossier est en passe d'être finalisé);
- Liaison cyclable quai Donat Casterman;
- Liaison cyclable avenue d'Audenarde;
- Liaison cyclable chaussée Romaine, chemin Vert et avenue des Peupliers;
- Fourniture et pose d'arceaux vélos et abris vélos (l'emplacement des abris est en passe d'être finalisé) ;
- Mise en œuvre des sens uniques limités (phase 2).

#### **9. zone d'aménagement communal concerté (ZACC) MOREL, élaboration d'un rapport urbanistique et environnemental**

Poursuite de l'élaboration du rapport urbanistique et environnemental de la zone d'aménagement communal concerté «Morel». Cette zone localisée au nord de la Ville dispose d'une surface totale de 75,5 ha.

#### **10. Mise à gabarit de l'Escaut – Modernisation de la traversée de Tournai à la classe Va**

Ce projet est toujours actuellement en phase d'étude mais le permis d'urbanisme devrait être déposé courant 2015.

Il comprendra les aménagements suivants :

- Zone du Pont à Pont : élargissement de l'Escaut dans la zone du quai Saint-Brice et remplacement complet du Pont à Pont ;
- Zone du Pont des Trous : remplacement des arches de l'ouvrage et intégration de lisses de guidage ;
- Quais de l'Escaut entre le pont Delwart et la pont Devallée, réaménagement complet des quais non encore aménagés et intégration d'une halte nautique évolutive aux alentours du quai Taille-Pierres.

### **PARTIE 2 : Fonctionnement interne**

#### **I. La Cellule mobilité**

Composition de la cellule mobilité :

- Christine BERNARD, agent spécifique, conseillère en mobilité
  - Donat DE GRAEVE, agent technique en chef, conseiller en mobilité
- Donat DE GRAEVE est également responsable de la cartographie communale

Autres conseillers en mobilité au sein de la commune :

- Commissaire Jean-Marie ORLANDI
- Inspecteur principal Joël DEMARCIN

Ils sont tous deux à la zone de police du Tournaisis, service réglementation

#### Situation de la cellule mobilité dans l'organigramme communal

La cellule mobilité dépend de la division urbanisme/aménagement du territoire

#### Mission de la cellule mobilité

- Améliorer la sécurité et l'accessibilité aux abords des écoles
- Avis en matière de mobilité sur les aménagements et projets soumis à sa consultation (permis d'urbanisme, études d'incidences, règlement de Police,...)
- Faciliter les déplacements des cyclistes au travers des aménagements, de la communication et de la sensibilisation : atelier «MELI-VELO», brevet du cycliste, commission cycliste et plan communal cyclable
- Faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite au travers des aménagements, de la communication et de la sensibilisation
- Gestion et suivi des règlements complémentaires de circulation routière : création d'un sens unique, zone 30 km/heure, tracé de marquages, limitation de vitesse,... et demande d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées
- Information sur les différents thèmes de la mobilité
- Mise en œuvre et suivi du plan communal de mobilité, de son actualisation et des différents plans et projets ayant trait à la mobilité et à l'accessibilité dans la Ville
- Mise en œuvre, coordination et suivi des politiques fédérale, régionale et communale en matière de mobilité et d'accessibilité : enquête fédérale déplacement domicile-travail, plan de stationnement et réseau autonome des voies lentes (RAVeL)
- Organisation de la semaine de la mobilité
- Participation à des groupes d'études en matière de mobilité au niveau communal, régional et transfrontalier
- Gestion du stationnement

#### Transversalité interne (formelle/informelle)

La cellule mobilité travaille plus particulièrement avec les services suivants :

- Urbanisme
- Bureau d'études, voiries
- Marchés publics
- Communication
- Juridique
- Enseignement
- Aide à l'intégration sociale

#### Transversalité externe (formelle/informelle)

La cellule mobilité travaille plus particulièrement avec :

- La police
- L'agence intercommunale de développement (IDETA)
- Le TEC-Hainaut
- La société régionale wallonne des transports
- Le service public de Wallonie (SPW), direction générale opérationnelle 1 (DGO1), direction des routes de Mons
- Le SPW, DGO1, direction des équipements électroniques du Hainaut et du Brabant wallon
- Le SPW, DGO1, direction de la sécurité des infrastructures routières
- Le SPW, DGO1, direction des déplacements doux et des partenariats communaux
- Le SPW, DGO2, direction de la planification de la mobilité

- Le SPW, DGO2, direction de la réglementation et des droits des usagers
- Le SPW, DGO2, direction des voies hydrauliques de Tournai
- La société nationale des chemins de fer belges (SNCB)
- Infrabel
- City-Parking
- L'ASBL Les cyclistes quotidiens (GRACQ)
- L'institut belge de la sécurité routière (IBSR)
- PROVELO
- Groupe d'action pour une meilleure accessibilité (GAMAH)

## **II. Comité de suivi du PCM**

Cette partie du document a été rédigée sur base des différents documents établis dans le cadre de l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai :

- 8 avril 2010 : décision du Collège communal sollicitant officiellement l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai
- 29 juillet 2010 : décision du Collège communal
  - déléguant la maîtrise de l'ouvrage en vue de l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai au service public de Wallonie, direction générale opérationnelle «Mobilité et voies hydrauliques», département de la stratégie de la mobilité, direction de la planification de la mobilité, par le biais d'une convention;
  - prenant connaissance du prédiagnostic établi par le service mobilité.
- 20 septembre 2010 : décision du Conseil communal approuvant le cahier spécial des charges relatif à l'actualisation du plan communal de mobilité de la Ville de Tournai, en fonction de spécificités locales dressées en collaboration avec le service public de Wallonie
- 19 janvier 2011 : notification de l'attribution du marché de services relatif à l'étude de l'actualisation du PCM de Tournai à TRANSITEC
- 14 juillet 2011 : notification de l'octroi à la ville de Tournai d'une subvention d'un montant de 72.000,00 € lui permettant de couvrir une partie du coût de l'actualisation de son plan communal de mobilité
- Février 2011 - septembre 2014 : élaboration de l'actualisation du plan communal de mobilité
- 16 décembre 2014 : décision du Conseil communal d'approuver la démarche d'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai et de la soumettre à enquête publique du 12 janvier au 1er mars 2015

Composition du comité de suivi de l'actualisation du plan communal de mobilité

- SPW, direction de la planification de la mobilité
- SPW, direction des routes de Mons
- SPW, direction des routes de Mons, district de Tournai
- SPW, direction des déplacements doux et des partenariats communaux
- SPW, direction de la réglementation et du droit des usagers
- SPW, direction de l'aménagement du territoire, logement
- SNCB
- Le TEC-Hainaut
- La société régionale wallonne des transports
- Le GRACQ
- L'asbl GAMAH
- L'IBSR
- L'intercommunale IDETA
- Le Collège communal de Tournai
- Le bourgmestre de la Ville de Tournai
- L'échevin de la Mobilité
- La police
- Les services techniques «urbanisme, aménagement du territoire et travaux» de la Ville de Tournai
- La cellule mobilité de la Ville de Tournai

## **Quick Scan - Partie 1 : État d'avancement du PCM 2004**

Niveau d'actualisation nécessaire		Précisions			Résultat attendu	
Révision du PCM pour ce qui concerne Tournai et son agglomération		Elaboration d'un nouveau PCM pour Tournai et son agglomération Rapport de synthèse de l'actualisation du Plan Communal de Mobilité (joint en annexe)			L'élaboration préalable d'un prédiagnostic est nécessaire Un prédiagnostic a été établi dans le cadre de la demande d'actualisation	
Mesure	échéance d'origine	terminée	en cours	reportée (nouvelle échéance)	supprimée	Commentaire en cas d'écart important
<b><u>Modération du trafic et sécurisation</u></b>						
Mise en œuvre des zones 30 km/heure et résidentielles dans le centre-ville	CT		X			
Sécurisation ponctuelle par des marquages et des éléments de guidage amovibles	CT		X			
Aménagement des axes dans les traversées de villages	MT		X			En cours : traversée du village de Willemeau
Sécurisation des carrefours	MT		X			Très peu d'aménagements réalisés actuellement
<b><u>Schéma de circulation</u></b>						
Nouveaux sens de circulation en ville	CT		X			
Intégration du boulevard Eisenhower	MT			X		
Nouveau franchissement de l'Escaut entre Kain et Froyennes	/			X		
Liaisons concentriques complémentaires	/				X	
<b><u>Déplacement de proximité et PMR</u></b>						
Elargissement des trottoirs	CT		X			En fonction des projets d'aménagement
Abaissement des bordures	CT		X			En fonction des projets

						d'aménagement
Marquages des pistes cyclables	CT		X			Débute dans le cadre du PCC
Ouverture d'itinéraires vélos complémentaires	CT		X			Débute dans le cadre du PCC
Ring cyclable continu et nouvelles traversées piétonnes sur les boulevards	MT			X		Pas encore réalisés
Nouvelles liaisons piétonnes en ville	MT		X			Requalification du quartier cathédral

<b><u>Transport en commun</u></b>						
Plans des lignes et informations aux arrêts	CT		X			Toujours pas de plan des lignes sur Internet
Etalement des heures de service du Tournai City	CT			X		Pas à l'ordre du jour au niveau des TEC
Doublément de la fréquence de la ligne V	CT			X		Pas à l'ordre du jour au niveau des TEC
Réseau de nuit le week-end	CT			X		Pas à l'ordre du jour au niveau des TEC
Fréquence de minimum 2 passages/heure sur toutes les lignes du Tournai City	MT			X		Pas à l'ordre du jour au niveau des TEC
Restructuration des lignes suburbaines	MT			X		Pas encore réalisée
Raccordement au tram-train du Grand Lille	/			X		Plus de nouvelles
<b><u>Politique de stationnement</u></b>						
Etalement de la zone payante et nouvelle tarification	CT	X				
Création d'un compte communal pour la gestion et le contrôle	CT				X	

Réorganisation dans les rues	MT		X			En fonction des projets d'aménagement
Jalonnement vers les parkings	MT		X			Actuellement peu de mise en œuvre
Politique P+R	MT		X			Actuellement peu de mise en œuvre
Suivi de la politique du stationnement par un observatoire	MT		X			Prise en charge en partie par la cellule mobilité lors de l'actualisation

<b><u>Transports professionnels et de marchandises</u></b>						
Développement des infrastructures du port autonome	CT		X			Port de Vaulx
Création de cases de stationnement «livraisons» en ville	CT	X				
Branchement ferroviaire des usines du bassin carrier	MT				X	
Construction d'une plate-forme de transfert rail-route à Tournai-Ouest	/				X	
<b><u>Régulation des carrefours</u></b>						
Réaménagement et équipement des carrefours Saint-Martin et Lille avec des feux intelligents	CT			X		Pas encore réalisés
Concept de contrôles d'accès sur la ceinture avec des nouveaux feux intelligents au Viaduc, au pont Morel et à Marvis	CT			X		Pas encore réalisé
<b><u>Signalisation et jalonnement</u></b>						
Remplacement des panneaux de la ceinture	CT		X			Projet RESI

Mise en place de la signalisation selon les principes du PCM	MT			X		
--	----	--	--	---	--	--

<b><u>Mobilité liée aux écoles</u></b>						
Création de zones de dépose aux abords des écoles	CT		X			Projet Octopus
Développement du trajet scolaire accompagné à pied et à vélo	CT		X			
Mise en réseau des écoles par le schéma cyclable	MT		X			Débute dans le cadre du PCC
Amélioration des itinéraires piétonniers autour des écoles	MT		X			
<b><u>Intermodalité et gestion de la mobilité</u></b>						
Mesure pour favoriser la complémentarité bus+vélo	CT			X		Prévu dans le cadre du PCC
Accueil de stations de car-sharing Cambio	CT			X		Le projet n'a pas encore abouti
Construction d'un nouveau parking pour les clients SNCB au boulevard Eisenhower	MT			X		Réfection du parking actuel envisagée
Mise en œuvre d'une plate-forme pour l'éducation liée aux thèmes de la mobilité	MT			X		

## Quick Scan - Partie 2 : Évolution du contexte politique et de planification

Document	Instance	Date	Éléments neufs ou divergents par rapport au PCM
Schéma de structure	Ville de Tournai		Projets d'aménagement des ZACC
Plan Communal Cyclable	Ville de Tournai	19/09/2011	Itinéraires structurants, stationnement, communication
Plan communal de stationnement	Ville de Tournai	16/12/2014	Modification des zones bleues
Plan communal de développement rural	Ville de Tournai	2004	Projet de requalification des centres de village
Schéma d'accessibilité et de la mobilité pour la Wallonie Picarde	IDETA-SPW	09/2008	Axe de développement sur le territoire de la Wallonie picarde
Schéma directeur cyclable en Wallonie Picarde	IDETA-SPW	06/2011	Itinéraires cyclables touristiques
Etude de faisabilité dans le cadre du projet RAVeL de l'itinéraire de l'ancienne ligne SNCB 88a Tournai-Rumes	SPW-Ville de Tournai	01/2008	Nouvel axe cyclable d'accès à la gare
Etude mobilité pour l'extension du centre commercial «Les Bastions »	Privé	04/2012	Impact majeur sur l'aménagement du boulevard Walter de Marvis et la chaussée de Bruxelles
Rapport Urbanistique et Environnemental de la mise en œuvre de la ZACC Morel	Ville de Tournai	en cours	Développement d'un nouveau quartier au nord de Tournai
Etude d'incidences pour l'élargissement de l'Escaut	SPW-Voies hydrauliques	2014	Elargissement de l'Escaut dans sa traversée de Tournai et aménagements connexes



**Quick Scan - Partie 3 : Scan thématique (prédiagnostic actualisation PCM)**

Nouvel élément (projet, vision, réflexion, constats, tendances...)	Ce qui implique			
	Simple mise à jour des échéances	Complément à ajouter	révision thématique / du chapitre	révision complète / transversale
<b>A. Développement territorial</b>				X
Projets impactant la mobilité de l'agglomération de Tournai : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre de la ZACC Morel</li> <li>• Extension du centre commercial «Les Bastions»</li> <li>• Extension du centre hospitalier de Wallonie picarde</li> <li>• Construction d'un ensemble résidentiel au lieu-dit «Plaine des Manœuvres»</li> <li>• Réaménagement du plateau de la Gare</li> <li>• Revitalisation intégrée du cœur de Ville «quartier cathédral»</li> <li>• Mise à gabarit de l'Escaut dans la traversée de Tournai dans le cadre du projet de jonction Seine-Nord Europe</li> <li>• Requalification du quartier du port fluvial</li> <li>• Restructuration de l'ancien site Dunlop en complexe résidentiel et activités annexes</li> </ul>				
<b>B. Marche</b>		X		
Amélioration et/ou création de nouvelles traversées modes doux entre les deux rives de l'Escaut		X		
Etude du réaménagement de l'ensemble des boulevards			X	
Etude et réaménagement des axes de pénétration vers le centre-ville en veillant plus particulièrement à améliorer l'intégration des modes doux et des transports en commun			X	

<b>C. Vélo</b>			X	
Amélioration et/ou création de nouvelles traversées modes doux entre les deux rives de l'Escaut		X		
Elaboration et mise en œuvre d'un plan vélo pour le centre-ville et sa périphérie : PCC			X	
Etude du réaménagement de l'ensemble des boulevards			X	
Etude et réaménagement des axes de pénétration vers le centre-ville en veillant plus particulièrement à améliorer l'intégration des modes doux et des transports en commun			X	
<b>D. Transports en commun</b>		X		
Mise en place d'un réseau de navettes «propres» en liaison avec les zones de stationnement, les pôles de travail et les pôles commerciaux		X		

Etude et réaménagement des axes de pénétration vers le centre-ville en veillant plus particulièrement à améliorer l'intégration des modes doux et des transports en commun			X	
<b>E. Circulation motorisée</b>			X	
Actualisation du plan de circulation du centre-ville et de hiérarchisation des voiries du centre-ville			X	
Etude du réaménagement de l'ensemble des boulevards			X	
<b>F. Stationnement</b>			X	
Évaluation du plan de stationnement 2010 : proposition d'indicateurs de suivi			X	
Jalonnement des parkings du centre-ville		X		
<b>G. Espace public</b>			X	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Requalification du quartier cathédral</li> <li>• Elargissement de l'Escaut</li> <li>• Réaménagement du plateau de la gare</li> </ul>				

Création et mise en œuvre de zones de rencontre, zones résidentielles et zones 30 km/heure dans le centre-ville en lien notamment avec les aménagements du quartier cathédral		X		
Aménagement et sécurisation des abords d'écoles		X		

### **III. Moyens budgétaires**

DGO2 - subsides Wallonie cyclable : 474.358,00€

Dépenses communales mobilité : 195.642,00 €

Budget communal mobilité : 690.000,00 €

Budget communal voiries : 2.634.357,86 €.;

Vu l'avis favorable de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité daté du 27 mai 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

d'approuver le rapport d'activités 2014 du service mobilité.

## **14. Plan de cohésion sociale 2014-2019. Approbation des modifications et de la fiche synthétique.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) adopté par le Conseil communal le 18 décembre 2012 par lequel la majorité a exprimé sa volonté, notamment, d'agir afin de garantir la cohésion sociale et la solidarité en mobilisant l'ensemble des compétences pour répondre aux enjeux sociaux en matière de santé, d'intégration et d'émancipation;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu le plan de cohésion sociale (P.C.S.) 2014-2019 approuvé en séance publique par le Conseil communal le 24 février 2014;

Vu la commission d'accompagnement du plan de cohésion sociale dont la composition a été approuvée en séance secrète par le Conseil communal le 24 février 2014;

Considérant que les précisions et modifications à apporter au plan portent sur les points suivants :

- action "Maisons de quartier" : précision de la localisation d'une maison de quartier au Maroc dont l'ouverture a pu être organisée 3 heures par semaine en 2014
- action "Maisons de quartier" : correction : présence de deux conventions premier emploi et pas une seule
- action "Maisons de quartier" : modification en termes de personnel suite à l'échange de deux postes entre le plan stratégique de sécurité et de prévention (P.S.S.P.) et le plan de cohésion sociale : un mi-temps éducateur va en P.S.S.P. et un mi-temps responsable de projet va en P.C.S. pour coller à l'évolution de la réalité de terrain (approuvé lors de la commission d'accompagnement du 3 novembre 2014)
- action d'Infor Jeunes : précisions apportées afin de compléter le nouveau canevas en ligne
- action d'Anama : rectification de la thématique en "lutte contre l'isolement"
- action d'Anama : prolongation de l'action au-delà de 2014 par l'étalement sur l'année des ateliers concentrés en 2014 sur une seule journée. Constat de l'existence d'une demande de poursuite de cette expérience. L'étaler permettra en outre d'accueillir plus de public : approbation de la commission
- action de vie féminine : choix de la thématique (non spécifiée) : la citoyenneté. Diagnostic : action de vie féminine à corriger : ne fait pas de permanence juridique, mais des permanences d'information dans le cadre desquelles elles peuvent orienter vers des services juridiques
- action de la Ressourcerie : modification survenue entre l'approbation du plan et l'approbation de la convention de partenariat intégrée dans le plan : personne directement engagée sous statut "sine" sans passer par une mise à l'emploi article 60, §7 et ajout d'un volet mobilité par la possibilité de se déplacer à très faible coût en procédant à la réparation et à la remise en état de vélos de seconde main.

Diagnostic : rectification de l'action de la Ressourcerie à placer dans l'action 3 de la rubrique "Aide matérielle" : "Meubles à bas prix + don de mobilier et prêt de camionnette";

Considérant que la direction interdépartementale de la cohésion sociale demande à chaque plan de cohésion sociale de remplir une fiche standard qui sera d'actualité jusqu'en 2019, destinée à une publication en ligne et à une publication en version papier dans le but d'informer les opérateurs, les citoyens, les professionnels, les cabinets ministériels, les administrations... de la nature des P.C.S. wallons;

Considérant qu'après avoir été discutée et retravaillée en commission, la fiche synthétique de présentation de la Ville de Tournai et de son P.C.S. se présente comme suit :

#### 1. Description du contexte communal :

La Ville de Tournai est située à proximité de Mouscron et d'Ath en province de Hainaut. De nature mixte, urbaine et rurale, la ville compte 69.598 habitants. Classée 217ème sur 262 par l'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF), la particularité sociale principale de la commune est : précarité croissante et concentrée au centre-ville même si diffusion observée dans les villages, difficulté croissante pour accéder à un logement décent à loyer modéré (centre ancien), besoins spécifiques liés à la présence d'un hôpital psychiatrique et d'une prison ainsi qu'à la proximité de la frontière française. Difficultés de mobilité (territoire communal le plus étendu de Belgique).

2. Finalité spécifique du P.C.S. sur le territoire communal :

10 actions sur les 18 du plan ont parmi leurs axes majeurs un travail de proximité, c'est-à-dire qu'elles impliquent la rencontre des personnes dans leurs lieux de vie afin d'éviter la rupture du lien social (enfants, adolescents et/ou adultes dans certains quartiers, personnes précaires au centre-ville, en conflit de voisinage ou intra-familial, peu mobiles, accompagnées dans la gestion de leur logement). Actions de réinsertion socioprofessionnelle.

3. Modalités de mise en oeuvre du plan : (emplois affectés, partenaires principaux, public cible principal, équipe P.C.S., travail supracommunal,...). 20,8 équivalents temps plein (ETP) sont affectés au P.C.S. Le public cible est composé d'adultes précarisés, de demandeurs d'emploi (tous statuts confondus) ainsi que d'enfants et d'adolescents de divers quartiers du centre ou des villages. L'équipe du P.C.S. est mixte, composée principalement d'ouvriers (tuteurs ou formateurs) et d'éducateurs. Les partenaires sont nombreux et variés aussi bien issus du secteur public que privé.

4. Thématiques principales développées dans le P.C.S. :

Actions de proximité, accompagnement social, réinsertion socioprofessionnelle.

5. Décrivez une action phare dans votre plan : (action originale ou innovante) :

L'action de l'ASBL ANAMA, association qui vise à rompre l'isolement, s'adressait à un public plus précarisé et s'est déroulée en août 2014. Intitulée "Manger sainement, équilibré et sans gaspiller", cette action a proposé différents ateliers visant à mieux gérer un budget, à montrer comment manger sainement à petit prix. Cette journée visait également à (re)donner aux gens précarisés un rôle de citoyen responsable nécessaire à la confiance en soi. Les ateliers furent divers et variés : ateliers cuisine pour redonner le plaisir de cuisiner, trucs et astuces pour éviter le gaspillage alimentaire, conseils de diététiciens associés à des dégustations, découverte des épices, dégustations de plats préparés par des personnes étrangères, atelier cuisine sauvage, atelier comparaison des prix de plats équilibrés industriels ou faits maison, présentation des produits de saison et de leur conservation, réflexion sur la surconsommation, présentation sur : un groupe d'achat solidaire, la marmite norvégienne, l'entomophagie.

6. Insérez une photo de cette action :

7. P.C.S. développé en association de communes : NON.

8. Pour nous contacter : [sais@tournai.be](mailto:sais@tournai.be) (adresse mail) et/ou (site web) site internet de la ville;  
Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**APPROUVE :**

- les modifications apportées au plan de cohésion sociale 2014 -2019;
- la fiche synthétique de présentation de la Ville de Tournai et de son plan de cohésion sociale;

**DECIDE :**

d'autoriser l'envoi de ces documents modifiés et complétés à la direction interdépartementale de la cohésion sociale.

**15. Tournai, place de l'Evêché et rue du Four Chapitre. Bâtiments appartenant au centre public d'action sociale de Tournai. Acquisition. Décision de principe.**

Monsieur le Conseiller communal **Brieuc LAVALLEE** rentre en séance et Madame la Conseillère communale **Coralie LADAVID** sort de séance.

Le **Président** d'assemblée cède d'emblée la parole à Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE** :

"Lors de la présentation du budget extraordinaire, nous avons effectivement constaté qu'un montant était indiqué pour l'acquisition de ces bâtiments. Si je me souviens bien, ce montant était de 2.100.000,00€.

A l'époque, j'avais posé la question de savoir si ce projet était subventionné à 100%. A titre personnel, je n'ai jamais vu cela. Pour moi, cela n'existe pas. On m'avait pourtant répondu par l'affirmative. Je voudrais y voir clair, car, dans le dossier présenté ce soir pour lequel nous sommes favorables, il n'est fait aucune mention d'une promesse ferme de subsides à 100%. Au contraire, on nous précise maintenant que des subsides supplémentaires d'un montant de 2.500.000,00€ pourraient être sollicités auprès de la Wallonie. Il y a donc des raisons d'être inquiet. J'ai donc eu raison quand j'ai dit que l'achat ne serait pas subventionné à 100%."

Le **Président** d'assemblée lui répond à ce sujet :

"Premier élément, les bâtiments sont estimés à 1.160.000,00€. On n'est donc plus à 2 millions.

Deuxième élément, les terrains sont estimés à 340.000,00€.

L'acquisition des terrains est à charge de la Ville à 100%, donc 340.000,00€. Les bâtiments sont financés à hauteur de 40% par la Ville, soit 740.000,00€. Il reste donc un solde de 1.044.000,00€ à couvrir. Les subsides de la Région wallonne peuvent porter sur 60% des bâtiments, donc sur un montant maximum plafonné à 1.056.000,00€.

Viennent aussi les phases ultérieures. Des travaux seront réalisés dans ces bâtiments. Ils sont estimés à l'heure actuelle à plus ou moins 2.500.000,00€. Le montant à charge de la Ville est estimé à 962.666,00€. Les subsides de la Région wallonne sont de 60%, soit 1.444.000,00€. L'estimation du projet du centre d'interprétation est de 12.235.472,00€. 10% sont à charge de la Ville, soit 1.235.472,00€. Les subsides de la Région wallonne portent sur un montant de 6.176.236,00€ et les subsides de l'Europe portent sur les 40% restants, soit 4.940.989,00€.

Si on regarde maintenant l'estimation totale à charge de la Ville pour l'ensemble du projet (bâtiments, terrains, travaux, centre d'interprétation), au total, nous arrivons à un montant de 3.241.913,00€.

L'estimation totale des subsides de la Région wallonne, portant sur le même objet, est de 8.676.236,00€.

Quant à l'Europe, elle couvre le solde, soit un montant de 4.940.989,00€.

Je rappelle que la Task Force s'est réunie et a émis un avis favorable sur ce projet."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, estime que ces explications ne répondent pas à sa remarque :

"On lit dans le dossier que l'on va transmettre le dossier à la Wallonie en vue d'obtenir une promesse de subsides pour l'acquisition des biens et les travaux. Or je ne peux penser qu'un montant ait été bloqué par la Wallonie pour ce projet."

Le **Président** d'assemblée clôture le débat en précisant que la Ville doit introduire les demandes pour obtenir ces subsides conformément à la procédure.

"Il y a déjà un courrier de la Région qui s'engage sur un montant de 2,5 millions d'euros à ce jour" conclut-il.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 et la volonté de la majorité d'offrir un lieu de découverte visant à expliquer aux Tournaisiens et aux visiteurs la richesse de Tournai tout en la positionnant comme "Ville du futur" sur base du concept de "SmartCity";

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T 2013-2018) approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire du bien sis à Tournai, rue du Curé Notre-Dame, cadastré ou l'ayant été section F, n° 622 M (ancienne bibliothèque);

Considérant que le Centre public d'action sociale de Tournai est propriétaire des immeubles sis à Tournai, place de l'Evêché et rue du Four Chapitre, cadastrés ou l'ayant été section F, n° 626 B et n° 626 C, d'une contenance respective de 10 a 25 ca et 4 a 66 ca (Hôtel des Anciens Prêtres) jouxtant le bâtiment communal précité;

Considérant que, dans le cadre du portefeuille «SmarTournai», un centre d'interprétation avec parcours sensoriel et immersif pourrait être aménagé dans l'ancienne bibliothèque communale et dans l'Hôtel des Anciens Prêtres et que le projet a été retenu pour la programmation européenne 2014-2020;

Considérant que le coût du projet a été estimé à 12.235.472,91€ dont les montants et les pourcentages suivants seraient à charge des différents intervenants :

- 10% à charge de la Ville, soit 1.235.247,29€
- 50% à charge de la Wallonie, soit 6.176.236,45€
- 40% à charge de l'Europe, soit 4.940.989,16€;

Considérant que la première étape du projet consiste à acquérir l'Hôtel des Anciens Prêtres;

Considérant que, dans le cadre de la procédure d'acquisition des immeubles appartenant au centre public d'action sociale, une réévaluation de ces biens a été établie en date du 30 janvier 2015 par Maître Jean-Luc HACHEZ, notaire, et que celui-ci en a fixé la valeur vénale à 2.100.000,00€ hors frais se ventilant comme suit:

- 1.760.000,00€ pour les bâtiments
- 340.000,00€ pour les terrains;

Considérant que des subsides supplémentaires d'un montant maximum de 2.500.000,00€ pourraient être sollicités auprès du Service public de Wallonie, direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments (DGO1) - département des infrastructures subsidiées - direction des bâtiments subsidiés, pour financer cette acquisition ainsi que la réalisation de certains travaux;

Considérant qu'en ce qui concerne l'acquisition proprement dite, seuls les bâtiments pourraient bénéficier des subsides de la DGO1 et ce, à concurrence de 60 % de la valeur de l'estimation;

Considérant que le prix d'acquisition serait donc pris en charge :

- par la Ville : à hauteur de 1.044.000,00€ (soit 100% de la valeur des terrains et 40% de la valeur des bâtiments)
- par la Région wallonne : à hauteur de 1.056.000,00€ (soit 60% de la valeur des bâtiments);

Considérant qu'en ce qui concerne les travaux, la répartition serait la suivante (montant maximum subsidié : 1.444.000,00€ - taux des subsides : 60%) :

- part de la Ville de Tournai : maximum 962.666,67€
- part de la Région wallonne : maximum 1.444.000,00€;



Considérant que, globalement, la réalisation du centre d'interprétation avec parcours sensoriel et immersif serait financée comme suit par la Ville de Tournai (19%), la Région wallonne (51,5%) et l'Europe (29,5%) :

- Ville de Tournai : 3.241.913,96€ (environ 19% de 16.859.139,57€)  
soit : 1.235.247,29€ (programmation européenne 2014-2020) + 1.044.000,00€ (acquisition) + 962.666,67€ (travaux)
- Région wallonne : 8.676.236,45€ (environ 51,5% de 16.859.139,57€)  
soit : 6.176.236,45€ + 1.056.000,00€ + 1.444.000,00€
- Europe : 4.940.989,16€ (programmation européenne 2014-2020) (environ 29,5% de 16.859.139,57€);

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

- de marquer son accord de principe sur l'acquisition des immeubles appartenant au Centre public d'action sociale de Tournai (Hôtel des Anciens Prêtres) sis à Tournai, place de l'Evêché et rue du Four Chapitre, cadastrés ou l'ayant été section F, n° 626 B et n° 626 C, d'une contenance respective de 10 a 25 ca et 4 a 66 ca, moyennant la somme de 2.100.000,00€ hors frais;
- de transmettre la présente délibération ainsi que le rapport de Maître HACHEZ relatif à l'estimation et à la réactualisation des biens au service public de Wallonie, la direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments (DGO1) - département des infrastructures subsidiées - direction des bâtiments subsidiés - afin d'obtenir une promesse de subsides pour l'acquisition des biens et la réalisation de travaux.

<p><b>16. TOURNAI, 27 rue Clercamps. Octroi d'un bail emphytéotique au profit de la société immobilière de service public "LE LOGIS TOURNAISIEN".</b> <b>Approbation.</b></p>
---

Madame la Conseillère communale **Coralie LADAVID** rentre en séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"Nous approuvons évidemment la proposition, mais nous regrettons qu'elle se fasse si tard.  
En effet, l'immeuble est vide depuis des années et le bâtiment est maintenant complètement dégradé."

Le **Président** d'assemblée précise que le Logis tournaisien a dû faire approuver le dossier d'acquisition, ce qui a pris un certain temps.

Le **Directeur général adjoint** rappelle que "le bâtiment a longtemps servi de bureau de pointage, quelques heures par jour. Il a ensuite servi de lieu de stockage de décors de théâtre. Le projet actuel porte sur les critères de logements. L'issue lui semble a priori plus favorable."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012/2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a, notamment, pour objectif de rénover et d'entretenir le parc de logements publics existants (page 14 de la DPC);

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le bâtiment communal sis rue Clercamps, 27 à 7500 Tournai, cadastré ou l'ayant été 2ème division, section C, n°91 F, d'une contenance de 3 a 90 ca;

Considérant que ce bien est actuellement occupé par l'ASBL Centre de la marionnette de la Communauté française de Belgique et que celle-ci est liée avec la Ville de Tournai par une convention de mise à disposition depuis le 16 avril 2012, et ce à titre précaire, gratuit, et avec un délai de préavis de trois mois;

Considérant que ce bien a été repris dans l'ancrage communal 2014/2016;

Considérant que, par correspondance du 4 février 2015, il a été notifié à ladite ASBL qu'elle devait libérer les lieux avant le début des travaux suite à une décision du Collège communal du 30 janvier 2015;

Considérant que le bien sera réhabilité par la société immobilière de service public à forme coopérative à responsabilité limitée "LE LOGIS TOURNAISIEN" en une maison de trois chambres qui servira de logement social;

Considérant que "LE LOGIS TOURNAISIEN" a monté le dossier sur le plan financier en partant du principe que le bail emphytéotique portant sur l'immeuble communal serait accordé moyennant un canon symbolique;

Considérant que la société immobilière précitée abandonnerait le projet si un canon annuel réel (correspondant à la valeur actuelle de l'immeuble communal divisée par le nombre d'années du bail emphytéotique) était réclamé par la Ville de Tournai;

Considérant les décisions du Conseil communal des 14 octobre 2013 et 28 avril 2014 approuvant, d'une part, le programme triennal d'actions en matière de logement et, d'autre part, la relocalisation des deux financements vers le bien en question;

Considérant la décision du Collège communal du 30 janvier 2015 de marquer son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur l'octroi d'un bail emphytéotique, et ce :

- moyennant un canon unique d'un euro symbolique;
- pour une durée de 99 ans;
- dans le but d'y aménager un logement social de trois chambres;

Considérant qu'en même séance il a été décidé de solliciter l'expertise du bien précité auprès du comité d'acquisition d'immeubles de Mons et de charger ce dernier de la rédaction du bail;

Considérant la correspondance du 26 mars 2015 émanant du comité d'acquisition d'immeubles de Mons portant, d'une part, sur le rapport d'expertise et, d'autre part, sur les frais de formalités hypothécaires relatifs audit bail;

Considérant le courriel en date du 1er avril 2015 émanant dudit comité portant sur le projet de bail;

Considérant qu'en date du 8 mai 2015, le Collège communal a décidé que les frais de formalités hypothécaires relatifs audit bail emphytéotique seraient à charge de la société immobilière précitée (société demandeuse dudit bail);

Considérant le projet de bail rédigé par le comité d'acquisition de Mons, modifié par le service patrimoine et approuvé par le Collège communal du 8 mai 2015;

Considérant l'accord daté du 1er juin 2015 de la société immobilière sur ledit projet;

Vu l'article L1122-20 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE:**

d'approuver le bail emphytéotique liant la Ville de Tournai et la société immobilière de service public à forme coopérative à responsabilité limitée "LE LOGIS TOURNAISIEN" portant sur le bâtiment communal sis rue Clercamps, 27 à 7500 Tournai, cadastré ou l'ayant été 2<sup>ème</sup> division, section C, n°91 F, d'une contenance de 3 a 90 ca, et dont les termes sont les suivants :

L'an deux mille quinze,

Le .....

Nous, Christian FOUCART, Président adjoint au Service Public de Wallonie, Direction Générale Transversale du Budget, de la Logistique et des Technologies de l'Information et des Communications, Département des Comités d'acquisition, Direction du Comité d'acquisition de MONS, actons la convention suivante intervenue entre :

**D'UNE PART,**

La **VILLE DE TOURNAI**, dont le siège est situé à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, publié au Moniteur Belge du 23 janvier 2015, entré en vigueur le premier janvier 2015 et en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du 29 juin 2015, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé,

Ci-après dénommée «**le propriétaire**» ou «**le Pouvoir public**».

**ET D'AUTRE PART,**

Comparaissant devant nous :

La société coopérative à responsabilité limitée, dénommée «**Le LOGIS TOURNAISIEN**», inscrite au registre des sociétés civiles sous le numéro 114, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, avenue des Bouleaux, 75/B et le siège social en l'Hôtel de Ville de Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52 à 7500 Tournai, immatriculée à la T.V.A. sous le numéro BE 402.504.468, constituée par acte reçu le vingt-neuf avril mil neuf cent vingt-deux, publié aux annexes au Moniteur belge du trois juin mil neuf cent vingt-deux sous le numéro 6458.

Ayant adopté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire dressé par le notaire Claude DECROYER, le vingt-huit octobre mil neuf cent nonante-trois, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 931126-258.

Dont la durée a été prorogée à plusieurs reprises et pour la dernière fois pour trente ans par décision de l'assemblée générale extraordinaire du huit avril mil neuf cent quatre-vingt-un, publiée aux annexes du Moniteur belge dont les statuts ont été modifiés suivant actes :

- du notaire Anne GAHYLLE en date du trente novembre deux mille, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 20001222-297,
- du notaire Anne GAHYLLE en date du vingt avril deux mille un, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2001.0517-13,
- du notaire Anne GAHYLLE en date du vingt-six avril deux mille deux, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2002.20522-498,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt avril deux mille sept, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 07074612,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt-cinq avril deux mille huit, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 08076882,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt-six avril deux mille treize, publié aux annexes du Moniteur belge le vingt-huit mai deux mille treize sous le numéro 13079965.

Connue au registre des sociétés civiles à Tournai ayant emprunté la forme commerciale sous le numéro 114.

Agréée par la Société Wallonne du Logement le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-huit, agrément renouvelé le seize décembre deux mille deux,

Ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du onze décembre deux mille quatorze contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015 (M.B. du 23 janvier 2015) et plus particulièrement en vertu d'une décision de son Conseil d'administration approuvée par la Société wallonne du Logement le \*

Ci-après dénommée «**l'emphytéote**».

## **I.- CONSTITUTION D'UN DROIT D'EMPHYTEOSE**

Le propriétaire constitue, sur le bien ci-après désigné, au profit de l'emphytéote, qui accepte, un droit d'emphytéose régi par la loi du dix janvier mil huit cent vingt-quatre dans la mesure où il n'y serait pas dérogé par les conditions ci-après :

### **DESIGNATION DU BIEN**

#### **TOURNAI 2ème division (INS 57462 - MC 01648)**

Une parcelle sise au lieu-dit «RUE CLERCAMPS 27», actuellement cadastrée comme bâtiment administratif, section C numéro 91 F pour une contenance de trois ares nonante centiares (3 a 90 ca).

Ci-après dénommée «**le bien**»

### **ORIGINE DE PROPRIETE**

Le bien prédécrit appartient depuis plus de trente ans à la Ville de Tournai.

### **BUT DE L'EMPHYTEOSE**

L'emphytéose est constituée pour cause d'utilité publique et plus spécialement pour permettre l'aménagement d'un logement social de trois chambres par l'emphytéote.

## **II.- CONDITIONS**

### **DUREE DE L'EMPHYTEOSE**

L'emphytéose est consentie pour une durée de nonante-neuf ans, prenant cours le \*D\* pour se terminer de plein droit (sans tacite reconduction) le \*D\*

### **SITUATION HYPOTHECAIRE**

Le bien donné en emphytéose est libre de toutes charges privilégiées et hypothécaires quelconques, tant dans le chef du propriétaire que dans le chef des précédents propriétaires.

### **SERVITUDES**

Le bien est grevé du présent droit d'emphytéose avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, l'emphytéote étant libre de faire valoir les unes à son profit et de se défendre des autres mais à ses frais, risques et périls sans intervention du propriétaire ni recours contre lui, et sans cependant que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits soit en vertu de la loi.

### **ETAT DU BIEN - CONTENANCE**

L'emphytéote prendra le bien dans l'état où il se trouve, sans aucune garantie relative au bon état des constructions, aux vices ou défauts apparents ou cachés, à la nature du sol ou du sous-sol, ni à la contenance indiquée, dont la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, fera profit ou perte pour l'emphytéote.

Il ne pourra exiger aucune indemnité pour erreur de nom, de désignation, d'indication de tenants et aboutissants ni pour défaut d'accès.

Les parties se dispensent mutuellement de dresser un état des lieux en début et en fin d'emphytéose.

### **RESERVE**

Tous les compteurs et canalisations qui se trouveraient actuellement dans le bien et qui n'appartiendraient pas au propriétaire ne font pas partie de la présente emphytéose et sont réservés à qui de droit.

### **TRESORS ET DECOUVERTES**

Tous trésors et objets trouvés, d'intérêt historique ou archéologique, enfouis dans le bien donné en emphytéose continuent à appartenir au propriétaire.

L'emphytéote est tenu de signaler, sans retard, au propriétaire la présence de ces objets trouvés et de suspendre les travaux jusqu'au moment où les experts désignés par le propriétaire auront examiné le site.

Le propriétaire est tenu de faire procéder à cet examen sans retard.

#### SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE ET ASSURANCES

L'emphytéote sera tenu de continuer tous contrats ou abonnements aux services de distribution d'eau, gaz, électricité et/ou autres services d'utilité publique pouvant exister relativement au bien et il en paiera et supportera toutes redevances à partir des plus prochaines échéances suivant la date de son entrée en jouissance.

#### ENTRETIEN ET REPARATIONS

L'emphytéote s'engage à maintenir à ses frais, en bon état, les constructions qui se trouvent sur le bien aussi bien en ce qui concerne les réparations d'entretien qu'en ce qui concerne les grosses réparations, telles qu'elles sont définies aux articles 605 et 606 du Code civil et les réparations rendues nécessaires en raison de la vétusté ou d'un cas de force majeure, sans pouvoir exiger du propriétaire ni la moindre indemnité ni la moindre réduction du canon.

#### MODIFICATIONS - OBLIGATION DE CONSTRUIRE

A l'effet de respecter le but du présent contrat d'emphytéose, l'emphytéote s'engage à aménager dans le bien, à ses frais, un logement social de trois chambres.

Dès à présent, le propriétaire marque son accord sur lesdits travaux et rappelle l'obligation d'obtenir au préalable un permis d'urbanisme.

L'emphytéote ne pourra apporter au bien aucune autre modification sans l'accord écrit et préalable du propriétaire.

#### ASSURANCE DES CONSTRUCTIONS

L'emphytéote assurera à ses frais tant les constructions actuelles que celles qui seraient érigées par lui, contre les risques d'incendie, d'explosion, d'inondation et tous risques annexes ou similaires généralement quelconques, pour un montant suffisant pour assurer la reconstruction de ces immeubles. L'assurance couvrira également la responsabilité civile de l'emphytéote en ce qui concerne les dommages occasionnés aux tiers par les biens. L'emphytéote produira une copie des polices d'assurance avant de prendre possession des biens et, chaque année, une copie de la quittance des primes. L'assurance devra être contractée auprès d'une compagnie de premier rang agréée en Belgique, laquelle devra s'engager dans la police à informer le propriétaire de toute suspension ou résiliation du contrat.

#### CESSION DU DROIT D'EMPHYTEOSE

L'emphytéote n'aura la faculté de céder ses droits au présent contrat que moyennant l'accord préalable et écrit du propriétaire et de la Société wallonne du Logement, tout en restant solidairement garant de son exécution et en imposant au cessionnaire le respect de toutes les clauses et conditions présentes.

L'emphytéote sera, en outre, toujours tenu de garantir le propriétaire contre les actes de possession de tiers qui pourraient mener à la prescription acquisitive.

#### CONSTITUTION DE DROITS REELS.

#### VENTE DES CONSTRUCTIONS

L'emphytéote ne pourra hypothéquer et grever de droits réels son droit d'emphytéose ainsi que les constructions qu'il aurait érigées sur le bien que pour la durée de sa jouissance et moyennant l'accord préalable et écrit du propriétaire et de la Société wallonne du Logement.

#### BAUX

L'emphytéote a le droit de louer le bien. Les contrats de louage qui dépasseront la fin de l'emphytéose ne sont pas opposables au propriétaire.

### RESILIATION DU DROIT D'EMPHYTEOSE

Le propriétaire pourra résilier le présent contrat par anticipation si l'emphytéote reste en défaut de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat.

La résiliation ne pourra être demandée que si le propriétaire, par lettre recommandée à la poste, a mis l'emphytéote en demeure d'exécuter l'obligation dont le défaut d'exécution est susceptible d'entraîner la résiliation du présent contrat et si l'emphytéote n'a pas exécuté cette obligation dans un délai de soixante jours à dater de l'expédition de la lettre recommandée.

Le propriétaire pourra également résilier le contrat de plein droit et sans indemnité :

- en cas de faillite, de déconfiture, de dissolution ou de liquidation de l'emphytéote.
- au cas où l'emphytéote n'aurait pas introduit la demande de permis d'urbanisme relatif à l'aménagement du logement social de 3 chambres dans le délai d'un an à dater de la signature du présent contrat
- au cas où l'aménagement de ce logement n'aurait pas été entamé dans le délai d'un an ou complètement terminé dans le délai de deux ans à dater de l'obtention du permis d'urbanisme.

Chacune des parties pourra résilier le présent contrat sans indemnité au cas où l'emphytéote n'obtiendrait pas le permis d'urbanisme relatif à l'aménagement du logement social de 3 chambres dans le délai de deux ans à dater de la signature du présent contrat.

### FIN DU DROIT D'EMPHYTEOSE

Lors de l'extinction du droit d'emphytéose par suite de l'arrivée du terme, de résolution ou de résiliation du présent contrat, le propriétaire accédera sans indemnité à la pleine propriété des constructions, ouvrages et plantations quelconques (à l'exclusion du matériel et du mobilier) érigés par ou pour l'emphytéote, qui seront laissés sur place en bon état.

### CHANTIERS TEMPORAIRES OU MOBILES

A la demande du fonctionnaire instrumentant de savoir si un dossier d'intervention ultérieure avait été rédigé pour le bien décrit plus haut, le propriétaire a répondu de manière négative et a confirmé que, depuis le premier mai deux mille un, aucun entrepreneur n'avait entrepris, relativement audit bien, de travaux nécessitant la rédaction d'un dossier d'intervention ultérieure conformément à l'arrêté royal du vingt-cinq janvier deux mille un et concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

### PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le propriétaire déclare que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement. En conséquence, il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

### GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées de la modification de l'article 85 du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (C.W.A.T.U.P.E.) opérée par le décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols, dont il résulte que doivent désormais être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article 85, les «données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols» ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. L'article 85, §1er, alinéa 1, 3° du C.W.A.T.U.P.E., quoique entré en vigueur le dix-huit mai deux mille neuf, ne pourrait toutefois recevoir ici d'application effective dans la mesure où la banque de données de l'état des sols précitée n'est, au jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Le propriétaire déclare :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activités pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer telle pollution;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit décret sols en vigueur en Région wallonne;
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit décret sols n'a été effectuée sur le bien et que, par conséquent, aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le propriétaire est exonéré vis-à-vis de l'emphytéote de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

### **III.- URBANISME**

#### **A) Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie**

##### **a) Information circonstanciée**

Le propriétaire déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, par le schéma de structure communal, est la suivante : zone d'habitat;
- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1er janvier 1977 ni d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans.

##### **b) Absence d'engagement du propriétaire**

Le propriétaire déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa premier dudit Code.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

##### **c) Information générale**

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et 2, dudit Code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

#### **B) Déclarations complémentaires du propriétaire**

Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance le bien :

- n'est pas soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants dudit Code;
- n'est ni classé ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année;
- n'est pas inscrit sur la liste de sauvegarde, mais est répertorié dans le «Patrimoine Monumental de la Belgique»;
- n'est pas concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- n'est pas repris dans le périmètre d'un remembrement légal et qu'il ne lui a pas été notifié d'avis de remembrement.

### **IV.- OCCUPATION - IMPOTS**

Le bien donné en emphytéose est libre d'occupation.

L'emphytéote supportera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférents au bien donné en emphytéose à partir de ce jour.

## **V.- CANON**

Le présent droit d'emphytéose est consenti et accepté contre le paiement d'un canon unique d'un euro symbolique représentant l'ensemble des redevances annuelles pour toute la durée du présent contrat d'emphytéose. Monsieur Eddy Moulin, directeur financier de la Ville de Tournai, intervient au présent acte et déclare que le canon a été viré préalablement sur le compte de la Ville par le Logis tournaisien et en donne quittance entière et définitive. Le montant du canon a été fixé en tenant compte de la charge imposée ci-avant à l'emphytéote.

## **VI.- DISPOSITIONS FINALES**

### **FRAIS**

Tous les frais des présentes sont à charge de l'emphytéote.

### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, le propriétaire et l'emphytéote font élection de domicile chacun en leur siège respectif.

### **TITRE DE PROPRIETE**

Il ne sera fourni d'autre titre à l'emphytéote qu'une expédition du présent acte.

### **ACTES ULTERIEURS**

L'emphytéote s'engage, pour lui-même et pour ses ayants cause, à respecter les termes de la présente convention. Les actes translatifs ou déclaratifs de droits réels devront contenir une clause imposant à ces ayants cause le respect de cette obligation.

### **SOLIDARITE - INDIVISIBILITE**

Les droits et obligations des parties sont solidaires et indivisibles entre leurs ayants droit et ayants cause à tous titres.

### **DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE**

Les parties déclarent qu'elles sont d'avis qu'il n'existe pas de privilège immobilier et que, dès lors, il ne doit pas être pris inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

### **LITIGES**

En cas de litige, les tribunaux de Tournai seront seuls compétents.

### **DONT ACTE.**

Passé à Tournai

et signé par le directeur financier et le fonctionnaire instrumentant, après lecture commentée.

<b>17. Convention de partenariat entre le centre interculturel de Mons et du Borinage et la Ville de Tournai dans le cadre de l'accueil des primo-arrivants.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret wallon du 27 mars 2014 remplaçant le livre II du code wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère;

Considérant que l'objectif d'une politique d'accueil des primo-arrivants est d'organiser l'accompagnement de ces personnes au début de leur parcours dans la société d'accueil;

Considérant que les communes sont intégrées dans ce processus d'accueil des primo-arrivants;

Considérant que le rôle des communes consiste à :

- informer le primo-arrivant de l'existence du parcours d'accueil via la remise d'un document informatif contre accusé de réception
- une fois par semaine, transmettre au centre compétent, par mail ou par courrier, la liste des primo-arrivants nouvellement inscrits, accompagnée de ses accusés de réception ainsi que du nombre de personnes dispensées;



Considérant que les communes se voient donc attribuer une nouvelle mission par le gouvernement wallon;

Vu l'article 237 du code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé qui stipule :

*"Les centres concluent avec chaque commune de leur ressort territorial une convention de partenariat portant sur les modalités de leur collaboration dans le cadre de l'accueil des primo-arrivants.*

*La convention contient au minimum :*

- 1° l'engagement de la commune à informer le primo-arrivant sur l'existence du parcours d'accueil via la remise d'un document d'information et à l'orienter vers le bureau d'accueil du centre compétent;*
- 2° l'engagement du centre à fournir à la commune le document d'information sur le parcours d'accueil à remettre au primo-arrivant ainsi que toute information ou document utile dans le cadre de l'accueil des primo-arrivants;*
- 3° l'engagement de la commune à transmettre au centre un relevé hebdomadaire des primo-arrivants nouvellement inscrits dans les registres communaux;*
- 4° l'engagement du centre à respecter les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;*
- 5° l'engagement du centre à informer le primo-arrivant de l'usage qu'il fait des données recueillies dans le cadre du parcours d'accueil, des moyens utilisés pour obtenir les données et de la possibilité d'accéder à ses données personnelles;*
- 6° le relevé des moyens humains ou techniques disponibles dans le cadre de l'accueil des primo-arrivants.";*

Considérant que, dans le cadre de l'accueil des primo-arrivants, il convient donc de conclure une convention de partenariat avec le centre interculturel de Mons et du Borinage, rue Grande, 56 à 7330 Saint-Ghislain;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

d'approuver les termes de la convention de partenariat entre le centre interculturel de Mons et du Borinage et la Ville de Tournai, dans le cadre de l'accueil des primo-arrivants, dont les termes suivent :

La présente convention porte sur les modalités de collaboration dans le cadre de l'accueil des primo-arrivants, tel que prévu par le Livre II du Code wallon de l'action sociale et de la santé.

Entre, d'une part,

La Ville de Tournai, sise rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par son Collège communal ayant mandaté Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint,

et, d'autre part,

Le centre régional pour l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère "Centre interculturel de Mons et du Borinage", sis rue Grande, 38 à 7330 Saint-Ghislain, dénommé ci-après "le CIMB", représenté par Madame Piera MICCICHE, directrice,

**IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :**

Le CIMB s'engage à :

1° fournir à la commune les documents à remettre à la personne primo-arrivante :

- a) le document d'information visé à l'article 238, §2 de l'arrêté du gouvernement wallon du 15 mai 2014
- b) Le modèle d'accusé de réception du document d'information relatif au parcours d'accueil des primo-arrivants (article 238, §2 de l'arrêté du gouvernement wallon du 15 mai 2014)
- c) tout autre document jugé utile dans le cadre du parcours d'accueil des primo-arrivants;

2° fournir à la commune toute information utile dans le cadre du parcours d'accueil des primo-arrivants;

3° respecter les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements des données à caractère personnel;

4° informer le primo-arrivant de l'usage qui sera fait des données recueillies dans le cadre du parcours d'accueil, des moyens utilisés pour obtenir ces données et de la possibilité d'accéder à ses données personnelles;

5° recevoir le public, sur rendez-vous, dans l'un des bureaux d'accueil suivants :

- Saint-Ghislain : au CIMB, rue Grande 38 (durant les heures d'ouverture des locaux)
- Mons : chez Infor-Jeunes, rue des Tuileries 7 (le mardi et mercredi au matin)
- Frameries : à la Maison de la Citoyenneté, cité Belle Vue - clos des Bouvreuils, 22 (le 4ème mardi du mois au matin)
- Colfontaine : au guichet social, rue du Pont d'Arcole, 14 (les 1er et 3ème jeudis du mois au matin)
- Dour : à l'espace EPN, cité Hyacinthe Harmegnies, rue des Peupliers, 9 (le 1er lundi du mois au matin)
- Tournai : à la Maison internationale, quai des Salines, 11 (le mercredi matin);

6° fournir le personnel nécessaire pour assurer le bon déroulement du bureau d'accueil.

La ville s'engage à :

1° remettre au primo-arrivant le document d'information visé à l'article 238, §2 de l'arrêté du gouvernement wallon du 15 mai 2014 contre remise de l'accusé de réception signé

2° orienter le primo-arrivant vers le bureau d'accueil mis en place par le CIMB

3° transmettre au CIMB, par courriel (en utilisant le tableau fourni par le CIMB) et par écrit, un relevé hebdomadaire des primo-arrivants inscrits depuis le 28 avril 2014 dans les registres communaux, ainsi que la copie de l'accusé de réception signé par chaque personne primo-arrivante

4° respecter les modalités de prise de rendez-vous entre la personne primo-arrivante et le CIMB (les entretiens du module d'accueil ne peuvent se mener que sur rendez-vous préalablement fixés de commun accord entre la personne primo-arrivante et le/la travailleur(se) du CIMB).

2. Les deux parties s'engagent à :

1° travailler dans une dynamique de collaboration : communication des informations et documents nécessaires, évaluation régulière, ajustement si nécessaire...

2° assurer aux travailleurs et aux primo-arrivants les règles de confidentialité et de respect.

Cette convention est établie pour une durée indéterminée.

En cas de différend entre les contractants ou en cas de non-respect de la convention, un règlement amiable sera privilégié entre les différentes parties. A défaut de règlement amiable, les tribunaux de Tournai seront compétents.

[1] article 237 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé.

**18. Tournai, rue du Palais Saint-Jacques. Convention de concession domaniale au profit de particuliers. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la correspondance en date du 16 février 2014 émanant de Madame Laetitia MOUTHUY et Monsieur Damien VANNESTE, propriétaires et domiciliés à Tournai, rue du Palais Saint-Jacques, 7 (bien cadastré ou l'ayant été 1ère division, section E, n°323 A);

Considérant que ceux-ci sollicitent une mise à disposition de l'espace situé en face de leur habitation et faisant partie du domaine public en vue de l'entretenir, gagner en intimité par rapport au passage public, y installer quelques arbustes et/ou plantes vertes et éventuellement y semer de l'herbe;

Considérant, pour rappel, que les intéressés avaient introduit une demande d'acquisition portant sur la même parcelle, mais que le Collège communal, en séance du 9 septembre 2010, ne l'avait pas accueillie favorablement en raison des avis négatifs émanant du service urbanisme;

Considérant la réunion du 25 février 2014 entre l'un des propriétaires et les responsables du service urbanisme à l'issue de laquelle une autorisation par une convention de concession domaniale à titre précaire, révocable à tout moment, moyennant certaines conditions et le paiement d'une redevance, a été envisagée;

Considérant la note du 26 février 2014 émanant du chef de bureau technique du service urbanisme, par laquelle le service précité formule un avis favorable quant à la conclusion d'une convention de concession domaniale au profit des intéressés sous certaines conditions :

- pas de privatisation excessive (pas de barrières, clôtures, palissades, canisses,...);
- bacs à plantes possibles permettant la vue de la façade arrière;
- prendre en considération le fait que la porte du voisin donne sur cette portion d'espace de trottoir.

Il y a donc lieu de retirer cet espace de ladite convention, pour ne pas bloquer l'entrée du voisin;

Considérant les conditions habituellement imposées lors de l'octroi de concessions domaniales :

- l'accès aux canalisations souterraines appartenant aux sociétés d'adduction de fluides et d'énergie doit être maintenu à tout instant;
- les aménagements doivent être de type amovible afin de pouvoir, le cas échéant, être déplacés;
- il est formellement interdit:
  - \* d'ériger toute espèce de construction (bâtiment, mur de séparation, clôture, etc.) et de planter des arbres et arbustes;
  - \* d'établir un dépôt de matières toxiques et notamment d'hydrocarbures;
  - \* de pratiquer des fouilles ou déplacements ou enlèvements de terre de nature à modifier le niveau naturel du sol ou à nuire à la stabilité des conduites qui y sont posées;
  - \* d'une manière générale, de faire quoi que ce soit qui puisse nuire, de quelque façon que ce soit, aux canalisations installées en sous-sol, ainsi qu'à leur stabilité;

Considérant qu'en séance du 7 mars 2014, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur la conclusion d'une convention de concession domaniale au profit de Madame Laetitia MOUTHUY et Monsieur Damien VANNESTE et ce, à titre précaire, révocable à tout moment et aux conditions habituelles complétées par celles définies par le service urbanisme;

Considérant qu'en même séance, il a, d'une part, chargé le service patrimoine de la rédaction de ladite convention et le géomètre communal de l'établissement du plan de mesurage excluant la partie située devant la porte d'entrée des voisins et, d'autre part, fixé la redevance annuelle à 1,00€ le mètre carré;

Considérant le plan de mesurage levé et dressé le 10 juillet 2014 par le géomètre communal et fixant à 15ca la superficie de la partie de l'espace public non cadastrée faisant l'objet de la concession domaniale et approuvé par le Collège communal du 17 octobre 2014;

Considérant la prise de connaissance du Collège communal du 17 octobre 2014 :

- de la redevance annuelle de 15,00€ pour ladite concession vu la superficie concernée;
- de l'accord du propriétaire voisin, suite à la réunion tenue le 23 septembre 2014, sur la concession précitée à la condition que son entrée ne soit bien sûr pas bloquée. Ce point a donc été ajouté dans le projet de convention;

Considérant qu'en date du 27 avril 2015, Madame Laetitia MOUTHUY et Monsieur Damien VANNESTE ont marqué leur accord sur le projet de convention qui a été approuvé par le Collège communal en séance du 17 octobre 2014;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices;

Vu les articles L 1122-30 et L 1122-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

d'approuver la convention liant la Ville de Tournai, Madame Laetitia MOUTHUY et Monsieur Damien VANNESTE portant sur la concession domaniale d'une parcelle située à Tournai, rue du Palais Saint-Jacques devant leur habitation et dont les termes suivent :

Entre les soussignés :

La VILLE DE TOURNAI dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L 1132-3, L1123-5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par :

1) Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale

2) Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint

Agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 29 juin 2015.

Ladite délibération a été notifiée à l'autorité de tutelle, laquelle n'a pas émis d'objection à la conclusion de la présente convention dans le délai lui imparti,

Ci-après dénommée «le concédant»

Et :

**Madame Laetitia MOUTHUY et Monsieur Damien VANNESTE**, domiciliés à 7500 TOURNAI, rue du Palais Saint-Jacques, 7,

ci-après dénommés "les concessionnaires",

### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :**

#### **Article 1 : Préambule**

La présente convention a pour objet d'accorder au profit des concessionnaires une dérogation limitée au principe d'interdiction d'utiliser privativement le domaine public. Cette dérogation est soumise au strict respect des conditions fixées ci-après.

#### **Article 2 : Situation - Description - Destination du bien concédé**

Le concédant donne en concession aux concessionnaires, qui l'acceptent, une partie d'espace public non cadastrée sise à 7500 TOURNAI, rue du Palais Saint-Jacques, comprise, selon le plan de division levé et dressé en date du 10 juillet 2014 par Monsieur le géomètre communal et approuvé par le Collège Communal en date du 17 octobre 2014, entre les points L1, L2, L3, L4 et L1, d'une contenance de 15 ca.

La parcelle concédée est exclusivement destinée à y installer une terrasse.

Les photographies jointes au présent contrat tiennent lieu d'état des lieux contradictoire entre parties. Tout nouvel aménagement ou toute modification aux aménagements photographiés devra être autorisé par le concédant.

### **Article 3 : Redevance - Indexation annuelle**

La présente convention de concession est consentie moyennant le paiement par le concessionnaire d'une redevance annuelle d'un montant de 1,00€/m<sup>2</sup> soit quinze euros (15,00€) pour la surface décrite à l'article 2 du présent contrat.

Ladite redevance est due par anticipation et payable le 1er janvier de chaque année par versement au n° de compte 091-0004055-10 au nom de l'administration communale de Tournai avec la mention "TOURNAI, rue du Palais Saint-Jacques - Année 20.., nom du concessionnaire".

La redevance afférente à l'année de prise de cours du présent contrat sera payée dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent contrat.

En cas de non-paiement dans les délais requis, les concessionnaires sont tenus de payer les intérêts de retard calculés au taux légal au concédant sans que celui-ci soit tenu d'adresser de mise en demeure préalable aux concessionnaires.

Il est procédé, chaque année, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat, au réajustement de la redevance précitée et ce, sur base de l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat. La nouvelle redevance, valable à partir de la date anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat de concession, est calculée et fixée conformément à la formule ci-après :

$$\text{Nouvelle redevance} = \frac{\text{redevance de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{Indice de base}}$$

La redevance de base est la redevance telle qu'elle est fixée au présent article.

L'indice de base est celui du mois précédant le mois de la signature du contrat.

Le nouvel indice est celui du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat.

Chaque adaptation annuelle est acquise de plein droit par la partie bénéficiaire sans que celle-ci doive mettre en demeure l'autre partie.

### **Article 4 : Modifications et améliorations apportées au bien**

Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations du bien concédé ne pourront être effectués qu'avec l'accord écrit du Collège communal.

Les concessionnaires sont autorisés à installer, sur la partie concédée, du mobilier (tables, chaises, jardinières) aux conditions suivantes :

- Ce mobilier doit être facilement amovible. Il ne peut être ancré ou fixé au sol.
- Ce mobilier ne peut gêner la vue sur la voie carrossable.
- Les matériaux, styles et couleurs doivent être en harmonie avec l'environnement. Aucune publicité n'est acceptée.
- Le choix des espèces de végétaux est laissé à l'appréciation des concessionnaires. Seules les espèces figurant sur la liste établie par le service des espaces verts et jointe en annexe ne sont pas autorisées.
- Les concessionnaires sont tenus de maintenir le mobilier et la végétation en parfait état d'entretien.

Le concessionnaire s'interdit formellement :

- a) d'ériger toute espèce de construction (bâtiment, mur de séparation, clôture, barrières, palissades, canisses, etc.) et de planter des arbres et arbustes;
- b) de pratiquer des fouilles ou déplacements ou enlèvements de terre de nature à modifier le niveau naturel du sol ou à nuire à la stabilité des conduites qui y seraient posées;
- c) d'établir un dépôt de matières toxiques et notamment d'hydrocarbures;
- d) d'une manière générale, de faire quoi que ce soit qui puisse nuire, de quelque façon que ce soit, aux canalisations qui seraient installées en sous-sol, ainsi qu'à leur stabilité.

Les concessionnaires doivent prendre en considération le fait que la porte du voisin donne sur cette portion d'espace trottoir, ils ne peuvent donc pas bloquer cette entrée.

D'une manière générale, les concessionnaires veilleront à prendre toute mesure utile afin que la concession ne génère pas de trouble pour le voisinage.

Sauf convention contraire à intervenir lors de la délivrance écrite de cet accord, les aménagements réalisés par les concessionnaires seront acquis sans indemnité par le concédant qui conservera toutefois la faculté d'exiger, à l'expiration de la présente convention, le rétablissement des lieux dans leur pristin état.

#### **Article 5 : Caractéristiques de la concession**

La présente convention de concession prend cours à la date de sa signature. Elle est conclue à titre précaire et est révocable à tout moment par chacune des parties sans indemnité moyennant un préavis de trois mois notifié par envoi recommandé prenant cours le premier jour du mois suivant et ce, sans préjudice du droit du concédant de résilier la convention sans préavis et sans indemnité pour des motifs liés à l'intérêt général.

Les concessionnaires reconnaissent expressément la précarité de la présente convention de concession.

Tout manquement des concessionnaires à l'une des obligations résultant pour eux de la présente convention entraînera la résolution de celle-ci de plein droit et sans sommation et ce sans préjudice du droit pour le concédant de réclamer s'il échet des dommages et intérêts.

#### **Article 6 : Incessibilité – Caractère intuitu personae**

Le bien continue à relever du domaine public de la Ville de Tournai.

Les concessionnaires ne peuvent ni céder leurs droits résultant de la présente convention ni accorder à des tiers aucun droit (droits réels ou autres) sur le bien.

La convention présente un caractère "intuitu personae" dans le chef des concessionnaires de sorte qu'elle prendra fin de plein droit :

- Au décès du dernier d'entre eux sans qu'il puisse créer quelque droit que ce soit dans le chef de ses héritiers;
- Au cas où les concessionnaires ou l'un d'entre eux n'occuperai(en)t plus l'immeuble sis à 7500 TOURNAI, rue du Palais Saint-Jacques, 7;
- À la vente de cet immeuble sis à TOURNAI, rue du Palais Saint-Jacques, 7.

L'acte authentique de vente devra faire mention de l'autorisation accordée à titre précaire. Les nouveaux propriétaires de l'immeuble précité devront formuler expressément une demande auprès de l'administration communale afin de pouvoir, le cas échéant, bénéficier, à leur tour, d'une convention de concession domaniale personnelle.

#### **Article 7 : Entretien – Responsabilité**

##### **Entretien**

Les concessionnaires s'engagent à user du bien visé à l'article 2 du présent contrat en bon père de famille et à le tenir en bon état d'entretien et en parfait état de propreté.

##### **Dommmages causés au bien concédé**

Pendant la durée de la concession, les concessionnaires sont responsables de tous les dommages, quelle que soit leur nature, causés au bien concédé.

Il leur incombe de remettre en état, à leurs frais, le bien endommagé.

Ils sont tenus d'informer aussi vite que possible, et en tout cas dans les 48 heures, le concédant des dégradations, détériorations ou usures anormales qui se seraient produites sur le bien.

##### **Accidents, dommages causés au concédant ou à des tiers**

Les concessionnaires seront responsables de tous les dommages ou accidents, quelle que soit leur nature, causés à quiconque, liés à l'exercice des droits et obligations qui leur sont conférés par la convention.

Les concessionnaires exonèrent le concédant de toute responsabilité au cas où pareils dommages ou accidents se produiraient même si ces dommages ou accidents étaient dus à des vices et défauts quelconques (apparents ou cachés) du bien.

Les concessionnaires :

- garantissent le concédant contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui du chef des accidents ou dommages précités
- s'engagent à intervenir volontairement dans les procédures mues à ce titre contre le concédant.

**Article 8 : Assurance**

Les concessionnaires assureront leurs responsabilités résultant de ce qui est prévu à l'article 7. Ils s'engagent à justifier du paiement des primes à toute demande de la Ville de Tournai.

**Article 9 : Accès au bien concédé**

Le concédant a en permanence accès au bien afin de s'assurer de ce que les concessionnaires n'ont pas outrepassé ou modifié les droits qui leur ont été accordés et de ce qu'ils s'acquittent correctement et pleinement des obligations qui leur incombent en vertu de la présente convention. En outre, les concessionnaires autorisent le concédant et tout autre organisme compétent à accéder en tout temps et pour cause d'utilité publique au bien concédé (par exemple : pour l'entretien et la réparation des conduites et canalisations,...).

**Article 10 : Enregistrement**

Le concédant fera enregistrer la présente convention.

Les frais d'enregistrement et autres frais éventuels de la présente convention sont à charge des concessionnaires qui supporteront seuls tous les droits et amendes auxquels celle-ci donnerait ouverture.

**Article 11 : Tribunaux compétents**

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux du Hainaut, section de TOURNAI.

Fait à Tournai, le ..... en trois exemplaires, chaque partie déclarant avoir reçu le sien.

<p><b>19. Tournai, quai des Vicinaux et rue des Trois Coins. Convention de concession domaniale au profit d'une société. Approbation.</b></p>
---

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, pose la question suivante :

"Pourquoi tant de temps s'est écoulé entre la décision du Collège (en novembre 2014) et la soumission du projet au Conseil communal (fin juin 2015) ? De plus, les travaux ont déjà commencé et nous sommes donc mis devant un fait accompli."

Le **Directeur général adjoint** explique que ce type de dossier nécessite souvent de longues phases de négociation avec les propriétaires. La recherche des informations nécessaires à l'établissement des actes prend également du temps. Tout ceci explique les délais que peuvent prendre ces dossiers. L'objectif est de prévenir les intérêts de la Ville.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la société coopérative à responsabilité limitée COSELIMMO est propriétaire des infrastructures sises à Tournai, quai des Vicinaux, cadastrées ou l'ayant été 2ème division, section A, n° 11/02 F et section A, n° 11/02 G, d'une contenance respective de 49 a 15 ca et 1 a 35 ca;  
Considérant que la société susmentionnée a introduit un permis d'urbanisme relatif à la reconstruction et à la modernisation des entrepôts octroyé par le Collège communal en séance du 12 décembre 2014;  
Considérant que, dans ce contexte, la société coopérative à responsabilité limitée COSELIMMO a sollicité, aux termes de sa correspondance du 4 novembre 2014, la conclusion d'une convention de

concession domaniale portant sur la partie du domaine public située face aux infrastructures lui appartenant installées à l'angle du quai des Vicinaux et de la rue des Trois Coins;  
Considérant que la superficie globale convoitée par cette société a une contenance mesurée de 9a 68ca selon le plan de mesurage levé et dressé par un géomètre-expert;

Considérant que ce projet, qui implique une modification de l'îlot directionnel à la jonction de la rue des Trois Coins et du quai des Vicinaux, a été avalisé par les services compétents eu égard au fait que son remplacement par un croisement de type carrefour vise à dégager au maximum la visibilité par rapport au pont de chemin de fer (situation existante et situation projetée en annexe);

Considérant qu'en contrepartie de la conclusion de la concession domaniale, la société coopérative à responsabilité limitée COSELIMMO s'engage à entretenir à ses frais les différentes infrastructures et/ou accotements et/ou espaces verts périphériques délimités dans cette demande de permis d'urbanisme;

Considérant également que cette société procédera au réaménagement de la rue des Trois Coins conformément aux exigences du cahier des charges "qualiroutes" ainsi qu'à la note émise par le service technique;

Considérant que l'attention du Conseil communal est attirée sur le fait que l'objectif final de la société coopérative à responsabilité limitée COSELIMMO est d'acquérir à court ou moyen terme la partie de parcelle concernée par la convention de concession domaniale;

Considérant qu'en sa séance du 29 décembre 2014, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'accord du Conseil Communal et de l'obtention du permis d'urbanisme sollicité :

- sur la conclusion d'une convention de concession domaniale, au profit de ladite société portant sur la partie du domaine public située à l'angle du quai des Vicinaux et de la rue des Trois Coins, afin d'y aménager des emplacements de parking dévolus à cette société
- sur les principales modalités de la convention de concession domaniale à intervenir;

Considérant que cette décision a été notifiée en date du 6 janvier 2015 à la société précitée en l'invitant à communiquer à l'administration communale son accord sur les modalités de la convention de concession domaniale à intervenir;

Considérant qu'aux termes de sa correspondance du 12 mars 2015, la SCRL COSELIMMO a donné son accord sur lesdites modalités afin que le service compétent puisse assurer le suivi du dossier;

Considérant que le Collège communal, en séance du 3 avril 2015, a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur les termes de la convention de concession domaniale octroyée à la SCRL COSELIMMO ainsi que sur le plan de mesurage;

Considérant que ladite société a avalisé par courrier daté du 30 avril 2015 le projet de convention de concession dont question;

Vu l'extrait du plan cadastral relatif à la situation;

Considérant que dans le cadre de ce dossier, une seconde convention de concession domaniale devra être conclue au profit d'ORES Assets pour l'implantation d'une cabine électrique à la rue des Trois Coins le long du bâtiment de la SCRL COSELIMMO;

Considérant qu'il s'agit de la volonté de la SCRL COSELIMMO de déplacer la cabine électrique existante implantée sur le domaine privé;

Considérant que cette proposition n'agréé pas l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets, mais qu'un accord a été trouvé pour l'implantation de ladite cabine sur le domaine public, à front de la rue des Trois Coins, tous les frais étant à charge d'ORES Assets;

Considérant qu'à l'heure actuelle, le service patrimoine est dans l'attente de la demande d'ORES Assets;

Vu les articles L 1122-30 et L 1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;



A l'unanimité;

### **DECIDE :**

de marquer son accord sur les termes de la convention de concession domaniale au profit de la société coopérative à responsabilité limitée COSELIMMO, portant sur une partie du domaine public (9 a 68ca) située à l'angle du quai des Vicinaux et de la rue des Trois Coins, face aux infrastructures de ladite société, afin qu'elle y aménage des emplacements de parking qui lui seront dévolus :

#### **"Convention de concession domaniale"**

Entre les soussignés :

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et par Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, en vertu des articles L1132-3, L1123-5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal datée du 29 juin 2015.

Ladite délibération a été notifiée à l'autorité de tutelle, laquelle n'a pas émis d'objection à la conclusion de la présente convention dans le délai lui imparti,

Ci-après dénommée «le concédant»

Et

La société coopérative à responsabilité limitée "COSELIMMO", numéro d'entreprise 0842.215.168, dont le siège social est situé à 7522 MARQUAIN, rue de la Terre à Briques, 18, représentée par Messieurs Christian et Frédéric DUFOUR, administrateurs délégués, en vertu des statuts publiés aux annexes au Moniteur belge en date du .....,

ci-après dénommée «le concessionnaire»

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

#### **Préambule**

La société coopérative à responsabilité limitée COSELIMMO est propriétaire des terrains, entrepôts et autres infrastructures sis à Tournai, quai des Vicinaux, cadastrés ou l'ayant été 2ème division, section A, n° 11/02F et section A, n° 11/02G, d'une contenance respective de 49 a 15 ca et 1 a 35 ca.

Cette société a introduit un permis d'urbanisme relatif à la reconstruction et à la modernisation de ces entrepôts.

Dans ce contexte, cette société a sollicité la conclusion d'une convention de concession domaniale portant sur la partie du domaine public située face aux infrastructures lui appartenant.

L'objet de la présente convention est de définir les modalités de cette concession domaniale.

#### **Article 1 : Situation – description – destination du bien concédé**

Le concédant donne en concession au concessionnaire qui l'accepte, une partie du domaine public communal située à l'angle du quai des Vicinaux et de la rue des Trois Coins, selon le plan de mesurage levé et dressé en date du 19 mars 2015 par Monsieur Fabrice PIODA, géomètre-expert, et approuvé par le Collège communal en date du 3 avril 2015 reprise sous liseré bleu, d'une contenance de 9 a 68 ca.

La parcelle concédée est exclusivement destinée à l'aménagement d'emplacements de parking dévolus à ladite société selon le croquis annexé à la présente convention.

Les photographies, prises en date du ....., jointes au présent contrat tiennent lieu d'état des lieux contradictoire entre parties. L'aménagement doit respecter les conditions fixées à l'article 5 de la présente convention.

#### **Article 2 : Gratuité**

La présente convention est consentie à titre gratuit vu les aménagements des abords qui seront réalisés par le concessionnaire.

Pour ces aménagements, ce dernier se charge d'obtenir toutes les autorisations requises.

#### **Article 3 : Caractéristiques de la concession**

La présente convention de concession domaniale prend cours au jour de sa signature.

Elle est conclue à titre précaire et est révocable à tout moment et sans indemnité moyennant un préavis de trois mois notifié par envoi recommandé prenant cours le premier jour du mois suivant et ce, sans préjudice du droit du concédant de résilier la convention sans préavis et sans indemnité pour des motifs liés à l'intérêt général.

Le concessionnaire reconnaît expressément la précarité de la présente convention de concession.

A l'expiration de la présente convention, le concessionnaire devra remettre, à ses frais exclusifs, les lieux dans leur pristin état.

#### **Article 4 : Incessibilité – caractère intuitu personae – résiliation de plein droit**

Le bien continue à relever du domaine public de la Ville de Tournai.

Le concessionnaire ne peut ni céder ses droits résultant de la présente convention ni accorder à des tiers aucun droit (droits réels ou autres) sur le bien.

La convention présente un caractère «intuitu personae» dans le chef du concessionnaire de sorte qu'elle prendra fin de plein droit :

- en cas de dissolution du concessionnaire
- en cas de vente des terrains ou infrastructures appartenant au concessionnaire situés à Tournai, quai des Vicinaux, cadastrés ou l'ayant été 2ème division, section A, n° 11/02 F et section A, n° 11/02 G.

La présente convention est également résiliée de plein droit et sans sommation en cas de manquement du concessionnaire à l'une des obligations qui résultent pour lui des dispositions de la concession sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts. Il en serait ainsi notamment au cas où le concessionnaire n'aménagerait pas les emplacements de parking (selon le croquis joint à la présente convention et dans le respect des conditions fixées à l'article 5 de celle-ci) dans le délai de six mois à dater de sa signature.

#### **Article 5 : Conditions**

- pour les aménagements, le concessionnaire devra s'être conformé aux règlements en vigueur et aux prescriptions légales en la matière et s'être muni des autorisations et permis à délivrer par les autorités compétentes.  
Il en fera de même pour tout autre aménagement futur qu'il souhaiterait réaliser.
- le concessionnaire sera tenu de respecter les conditions complémentaires suivantes :
  - l'accès aux câbles et canalisations souterrains appartenant aux sociétés d'adduction de fluides et d'énergie devra être maintenu à tout instant
  - le réseau d'égouttage hors fonction situé dans la parcelle objet de la convention sera démonté par le concessionnaire
  - les aménagements seront de type amovible afin de pouvoir, le cas échéant, être déplacés
- de plus, le concessionnaire s'interdit formellement :
  - d'ériger toute espèce de construction (bâtiment, mur de séparation, clôture, etc.) et de planter des arbres et arbustes
  - de pratiquer des fouilles ou déplacements ou enlèvements de terre de nature à modifier le niveau naturel du sol ou à nuire à la stabilité des conduites qui y seraient posées
  - d'établir un dépôt de matières toxiques et, notamment, d'hydrocarbures
  - de manière générale, de faire quoi que ce soit qui puisse nuire, de quelque façon que ce soit, aux câbles et canalisations installés en sous-sol, ainsi qu'à leur stabilité
- toute modification aux aménagements figurant sur le croquis annexé à la convention et tout nouvel aménagement devront être préalablement autorisés par écrit par le Collège communal.

#### **Article 6 : Entretien - Responsabilité**

##### **Entretien**

Le concessionnaire s'engage à user du bien visé à l'article 1 du présent contrat en bon père de famille et à le tenir en bon état d'entretien et en parfait état de propreté.

##### **Dommages causés au bien concédé**

Pendant la durée de la concession, le concessionnaire est responsable de tous les dommages, quelle que soit leur nature, causés au bien concédé.

Il lui incombe de remettre en état, à ses frais, le bien endommagé.

Il est tenu d'informer aussi vite que possible, et en tout cas dans les 48 heures, le concédant des dégradations, détériorations ou usures anormales qui se seraient produites sur le bien.

#### Accidents, dommages causés au concessionnaire ou à des tiers

Le concessionnaire est responsable de tous les dommages ou accidents, quelle que soit leur nature, causés à quiconque, liés à l'exercice des droits et obligations qui lui sont conférés par la convention.

Le concessionnaire exonère le concédant de toute responsabilité au cas où pareils dommages ou accidents se produiraient, même si ces dommages ou accidents étaient dus à des vices et défauts quelconques (apparents ou cachés) du bien.

Le concessionnaire :

- garantit le concédant contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui du chef des accidents ou dommages précités
- s'engage à intervenir volontairement dans les procédures mues à ce titre contre le concédant.

#### Article 7 : Assurances

Le concessionnaire assurera sa responsabilité résultant de ce qui est prévu à l'article 6. Il s'engage à justifier du paiement des primes à toute demande du concédant.

#### Article 8 : Accès au bien concédé

Le concédant a en permanence accès au bien concédé afin de s'assurer de ce que le concessionnaire n'a pas outrepassé ou modifié les droits qui lui ont été accordés et de ce qu'il s'acquitte correctement et pleinement des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention.

En outre, le concessionnaire autorise le concédant et tout autre organisme compétent à accéder en tout temps et pour cause d'utilité publique au bien concédé (par exemple : entretien et réparation des câbles et canalisations).

#### Article 9 : Enregistrement – Frais

Le concédant fera enregistrer la présente convention.

Les frais d'enregistrement et autres frais éventuels de la présente convention sont à charge du concessionnaire qui supportera seul tous les droits et amendes auxquels celle-ci donnerait ouverture.

#### Article 10 : Tribunaux compétents

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – section Tournai.

Fait à Tournai, le ..... en trois exemplaires, chaque partie déclarant avoir reçu le sien."

**20. Tournai, rue du Sondart. Ecole communale Paris. Convention de mise à disposition d'un local au profit de l'association tournaissienne d'improvisation théâtrale. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire de l'immeuble sis à Tournai, rue du Sondart, 12 (école communale Paris);

Considérant la correspondance du 23 mai 2014 de l'association sans but lucratif "Association tournaissienne d'improvisation" (dont le siège est établi à 7620 Wez-Velvain, rue du Calvaire, 16)

sollicitant l'autorisation de l'administration communale de pouvoir disposer d'un local à l'école Paris afin d'y stocker son matériel scénique;

Considérant que, suite à une visite des lieux le 25 juin 2014, il appert que l'association sans but lucratif "Association tournaissienne d'improvisation" occupe déjà un local du rez-de-chaussée (n°31) situé sous l'escalier depuis le mois de février 2014, et ce avec l'accord du directeur de l'établissement scolaire en question;

Considérant que ce local est également occupé par l'école;

Considérant, dès lors, que l'attention du Collège communal a été attirée sur le fait que l'usage de ce local devait être exclusif afin d'éviter tous conflits;

Considérant que, de ce fait, le Collège communal, lors de sa séance du 13 février 2015, a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur la conclusion d'une convention de mise à disposition portant sur le local désigné au profit de l'association sans but lucratif "Association tournaissienne d'improvisation", d'une durée indéterminée et moyennant le paiement d'une indemnité de 120,00€ par an comprenant la participation aux frais d'eau, d'électricité et de chauffage;

Considérant le rapport rédigé par le service interne de prévention et de protection en date du 8 janvier 2015 précisant que le stockage représente une charge calorifique conséquente sans toutefois être "facilement inflammable"; qu'en fonction de la location sous l'escalier (voie d'évacuation), ce service préconise de procéder à la fermeture de la liaison située devant la fenêtre (entresol) qui sert de ventilation vers les escaliers. Le matériau utilisé assurera un rf (résistance au feu) de 1.00 (type promat ou autre);

Considérant donc que les services techniques ont été chargés de procéder aux travaux selon les préconisations du service interne de prévention et de protection;

Considérant que l'asbl "Association tournaissienne d'improvisation" a marqué son accord sur les termes de la convention à intervenir à l'exception des deux paragraphes concernant l'alarme;

Considérant qu'à ce sujet, un mail a été adressé au représentant de l'asbl afin de l'avertir que l'implantation scolaire communale Paris était équipée d'un système d'alarme, que, dès lors, sa remarque ne pouvait être prise en considération et que, d'autre part, le Conseil communal examinerait le projet de convention initial;

Vu les articles L 1122-30 et L 1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

de marquer son accord sur les termes de la convention de mise à disposition, au profit de l'asbl "Association tournaissienne d'improvisation" (dont le siège social est établi à 7620 Wez-Velvain, rue du Calvaire, 16), portant sur le local n° 31 de l'école communale Paris, d'une durée indéterminée, moyennant le paiement d'une indemnité de 120,00€ par an comprenant la participation de l'asbl aux frais de consommation d'eau, d'électricité et de chauffage :

### **"CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**

Entre

LA VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132-3, L1123-5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de décentralisation par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction

maïorale, et Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, en exécution de la délibération du Conseil communal en date du 29 juin 2015, ci-après dénommée "la Ville",  
ET

L'association sans but lucratif " Association tournaïsiennne d'improvisation" dont le siège social est établi à 7620 Wez-Velvain, rue du Calvaire, 16, numéro d'entreprise n° 479.996.877, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par l'assemblée générale du 14 novembre 2013 et publiés aux annexes au Moniteur belge le 6 février 2014 sous le numéro 14036725, ici représentée par .....,  
ci-après dénommée "l'occupante" ou "l'association",

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

**Article 1er : objet**

La Ville met à disposition de l'occupante qui l'accepte, un local (correspondant au local n°31 situé au rez-de-chaussée) de l'école communale Paris, sise à TOURNAI, rue du Sondart, 12, parfaitement connu de l'occupante.

Le local mis à disposition est défini en accord avec le directeur de l'établissement scolaire communal. La présente convention a pour objet de préciser les conditions auxquelles est soumise la mise à disposition de ce local.

Des photos jointes en annexe pour faire partie intégrante de la présente convention révèlent l'état du bien. Celles-ci tiennent lieu d'état des lieux contradictoire entre les parties.

**Article 2 : accès - clefs**

L'occupante est autorisée à utiliser les couloirs du bâtiment uniquement pour accéder au local mis à disposition.

Elle reconnaît avoir reçu une clef du bâtiment, une clef du local ainsi que le code de l'alarme de l'école.

Il est interdit de reproduire ces clefs.

En cas de perte d'une clef/des clefs, l'occupante en informera immédiatement la Ville et prendra en charge tous les frais résultant du remplacement du/des barillet(s).

L'occupante s'engage à prendre toutes les mesures utiles afin d'éviter la présence d'intrus dans le bâtiment, à brancher l'alarme quand elle est la dernière à sortir du bâtiment et à refermer à clef le bâtiment en dehors des heures d'ouverture de l'école et le local dès qu'elle quitte celui-ci.

**Article 3 : durée**

La convention de mise à disposition est accordée pour une durée indéterminée ayant pris cours le 1er février 2014. Chacune des parties pouvant y mettre fin à tout moment et sans motif, moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée prenant cours le 1er jour du mois qui suit sa notification.

**Article 4 : redevance – frais énergétiques**

Cette mise à disposition est accordée moyennant le paiement d'une indemnité de 120,00 € par an comprenant la participation de l'occupante aux frais de consommation d'eau, d'électricité et de chauffage.

Cette indemnité est due par anticipation et est payable chaque année pour le 5 mars au plus tard par versement au numéro de compte 091-0004055-10 au nom de l'administration communale de Tournai avec la mention "Tournai. Association tournaïsiennne d'improvisation. Occupation local école Paris - mois .....année .....".

L'indemnité afférente à l'année 2014 sera payée prorata temporis dans un délai d'un mois à compter de la signature de la présente convention. L'indemnité afférente à l'année 2015 sera payée dans le même délai.

En cas de non-paiement dans les délais requis :

- le recouvrement s'effectuera conformément à l'article L1124-40 § 1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

- l'association est tenue de payer à la ville les intérêts de retard calculés au taux légal sans que celle-ci ne soit tenue de lui adresser de mise en demeure préalable.

Il est procédé, chaque année, au réajustement de l'indemnité sur base de l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat de mise à disposition. Le nouveau montant de l'indemnité est calculé et fixé conformément à la formule ci-après :

$$\text{Nouveau montant} = \frac{\text{indemnité de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{Indice de base}}$$

L'indemnité de base est l'indemnité telle qu'elle est fixée à l'alinéa 1er du présent article.

L'indice de base est celui du mois précédant le mois de la signature du contrat.

Le nouvel indice est celui du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat.

Chaque adaptation annuelle de l'indemnité est acquise de plein droit par la partie bénéficiaire sans que celle-ci doive mettre en demeure l'autre partie.

L'occupante évitera tout gaspillage (fermeture complète du robinet du dévidoir après utilisation, diminution du chauffage et extinction des interrupteurs avant de quitter le bâtiment...).

#### **Article 5 : destination**

La présente convention est envisagée et conclue afin de permettre à l'occupante de stocker le matériel scénique nécessaire à la réalisation de son objet social.

Pendant toute la durée de la convention, l'occupante est tenue de respecter en permanence cette destination.

Aucune autre utilisation du local (par exemple : organisation de fêtes,...) n'est autorisée.

Toute dérogation à ce principe doit faire l'objet d'un examen préalable et d'un accord écrit du Collège communal.

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'occupant s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques, ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice de droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

#### **Article 6 : locations – cession de droit**

Toute "sous-location" du local et toute cession des droits dérivant de la présente convention sont interdites.

#### **Article 7 : aménagements – transformations**

Pendant toute la durée de la convention, l'occupante ne peut ni aménager, ni améliorer le bien mis à sa disposition sans le consentement du Collège communal.

En cas d'accord, les travaux ainsi réalisés resteront, à l'expiration de la présente convention, la propriété de la Ville sans que l'occupante puisse réclamer de ce chef quelque indemnité que ce soit.

#### **Article 8 : propreté – occupation en bon père de famille**

L'occupante s'engage à occuper le local et à utiliser le matériel en bon père de famille et à les tenir en parfait état de propreté.

L'occupante signalera immédiatement à la Ville les dégâts occasionnés au local et au matériel mis à sa disposition.

L'occupante doit permettre l'accès au local à la Ville à toute demande afin de s'assurer de l'utilisation correcte du local et du matériel et du parfait état de propreté.

#### **Article 9 : entretien – réparations**

La Ville a, à sa charge, toutes les grosses réparations, telles que strictement définies à l'article 606 du Code civil, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Cette dernière s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement de l'association.

L'association doit signaler immédiatement à la Ville les dégâts dont la charge incombe au propriétaire.

Les grosses réparations dues au défaut de réparations locatives ou de menu entretien ou encore à un défaut de prévoyance sont également à la charge de l'association.

L'association s'engage à entretenir en parfait état le local mis à disposition et à procéder, à ses frais, à toutes réparations utiles

#### **Article 10 : responsabilité**

Pendant la durée de la convention, l'occupante occupe le local mis à disposition à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque. La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du lieu mis à disposition, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'occupante, à ses membres et préposés ou à des tiers.

L'occupante déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

#### **Article 11 : assurances**

La Ville déclare que ledit bien est couvert en assurance "Incendie" avec clause "abandon de recours".

L'occupante s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurance suivantes :

- assurance "Incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes" couvrant les risques non supportés par la Ville (notamment ses meubles et le recours des voisins)
- assurance-loi couvrant son personnel.
- assurance responsabilité civile couvrant les accidents qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation.

A toute demande de la Ville, l'occupante justifiera du paiement régulier des primes.

#### **Article 12 : occupations exceptionnelles par la Ville**

L'association s'engage à satisfaire aux demandes d'occupation du local introduites ponctuellement par la Ville par exemple pour l'organisation d'élections.

En cas d'occupation par la Ville, l'association ne pourra accéder aux locaux.

Avant l'occupation, l'association prendra les informations nécessaires auprès de la Ville en vue de la libération du local.

#### **Article 13 : droits des voisins**

L'occupante s'oblige à prendre toute disposition utile pour que les activités exercées dans le local mis à disposition ne perturbent pas la tranquillité des voisins.

L'occupante s'engage tout particulièrement à respecter et faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

#### **Article 14 : interdiction de fumer**

Il est interdit de fumer dans le bien mis à disposition.

L'occupante s'engage à faire respecter cette interdiction.

#### **Article 15 : bonbonnes de gaz - interdiction**

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans le local mis à disposition.

#### **Article 16 : résiliation – dissolution de l'association sans but lucratif**

La présente convention est résiliée de plein droit dans les hypothèses suivantes:

- en cas de manquement de l'occupante à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts
- en cas de dissolution de l'association sans but lucratif
- en cas de modification de l'objet social de l'association, lequel consiste principalement à organiser des manifestations artistiques de loisirs et culturelles.

- au cas où l'association devrait être considérée comme inactive (parce qu'elle n'a pas respecté son obligation de déposer ses comptes annuels pour trois exercices sociaux consécutifs).

**Article 17 : respect des lois et conventions internationales en vigueur**

L'occupante sera seule responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur, notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

**Article 18 : budgets et comptes**

L'association s'engage à fournir à la Ville, à la demande de celle-ci, ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

Elle s'oblige à respecter les obligations du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives au contrôle des subventions octroyées par les communes (articles L3331-1 et suivants).

La circulaire du 14 février 2008 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions précise que l'article L 3331-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation vise également les subventions indirectes, par exemple la mise à disposition d'un local (estimation de la valeur sur la base du revenu cadastral ou par référence à d'autres locaux similaires).

**Article 19 : enregistrement**

Les frais d'enregistrement de la présente convention sont à charge exclusive de l'occupante qui supportera seule tous droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture.

**Article 20 : litige**

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – section Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à TOURNAI en triple exemplaire, le .....

Chacune des parties ayant reçu le sien."

<p><b>21. Litige avec l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) et l'intercommunale de gaz du Hainaut (IGH) relatif à la réfection de trottoirs. Convention transactionnelle. Approbation.</b></p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant sa décision du 27 août 2007 d'autoriser le Collège communal à ester en justice contre, notamment, l'intercommunale d'Electricité du Hainaut (I.E.H.) et l'intercommunale de Gaz du Hainaut (I.G.H.), en vue d'obtenir le remboursement des montants de factures contestées par la Ville relatives à des travaux de réfection de trottoirs, lesquels étaient indûment prélevés d'office par ces dernières sur les dividendes annuels revenant à la Ville dans le secteur de l'énergie;

Considérant le jugement du tribunal de première instance de Tournai rendu en date du 20 juillet 2011 et l'arrêt de la Cour d'appel de Mons rendu en date du 14 janvier 2013;

Considérant qu'au terme de l'arrêt précité (2011/RG/1006), la Cour d'appel de Mons a confirmé le jugement du tribunal de première instance de Tournai du 20 juillet 2011 qui avait jugé illégales les compensations réalisées par les intercommunales I.E.H. et I.G.H. avec les dividendes dus à la Ville de Tournai;

Considérant que la Cour a, par contre, considéré que l'article 21, e) du règlement général de police de la Ville de Tournai était entaché d'illégalité en ce qu'il impose aux permissionnaires de réfectionner tout trottoir sur lequel une tranchée a été creusée, sur toute la largeur de celui-ci et ce, que la Ville de Tournai ait été affectée ou non par les travaux concernés, ce qui dépassait une simple remise en état des lieux dans leur pristin état;



Considérant que la cour a désigné Monsieur Luc MOULIN en qualité d'expert judiciaire avec, notamment, pour mission d'évaluer le surcoût qu'entraînait réellement l'obligation faite aux deux intercommunales de réparer la largeur totale des trottoirs plutôt que la partie endommagée de ceux-ci, surcoût à prendre en charge par la Ville de Tournai en exécution de l'arrêt précité du 14 janvier 2013;

Considérant que, durant l'expertise, un accord a pu être dégagé entre parties;

Considérant que celui-ci a été formalisé dans une convention transactionnelle à conclure entre la Ville de Tournai et la SCRL ORES Assets compte tenu du fait que les deux intercommunales IEH et IGH ont fusionné avec six autres intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie pour constituer la SCRL ORES Assets;

Vu l'article L1122-30 du code de la démocratie locale et décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

de marquer son accord sur la convention transactionnelle dont les termes suivent:

Entre

ORES Assets, constituée sous la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à 1348 Louvain-la-Neuve, avenue Jean Monnet, 2, immatriculée sous le numéro 543.696.579,

Représentée par son conseil d'administration,

Ci-après désignée par les termes suivants : «ORES Assets»,

Et

La Ville de Tournai,

Représentée par ... , dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, Enclos Saint-Martin, rue Saint-Martin, 52,

Ci-après désignée par les termes suivants : «la Ville de Tournai».

ORES Assets et la Ville de Tournai sont ensemble dénommées ci-après : «les parties».

### **IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :**

La présente convention a pour objet de mettre fin à un litige né entre la Ville de Tournai, d'une part, l'intercommunale d'Electricité du Hainaut (I.E.H.) et l'intercommunale de Gaz du Hainaut (I.G.H.), d'autre part. Ces deux intercommunales ont fusionné avec six autres intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie pour constituer la SCRL ORES Assets. La présente convention est donc conclue entre la Ville de Tournai et ORES Assets.

Le litige opposant la Ville de Tournai et les intercommunales I.E.H. et I.G.H. porte sur la réfection des trottoirs réalisée et facturée entre 2004 et mai 2010 par ces dernières à la Ville de Tournai ainsi que sur les retenues opérées par les deux intercommunales sur les dividendes dus à la Ville de Tournai pour la période allant de 2004 à février 2008 inclus.

Par un arrêt du 14 janvier 2013 (2011/RG/1006), la Cour d'appel de Mons a confirmé le jugement du tribunal de première instance de Tournai du 20 juillet 2011 qui avait jugé illégales les compensations réalisées par les intercommunales I.E.H. et I.G.H. avec les dividendes dus à la Ville de Tournai.

La Cour a, par contre, considéré que l'article 21, e) du règlement général de police de la ville de Tournai était entaché d'illégalité en ce qu'il impose aux permissionnaires de réfectionner tout trottoir sur lequel une tranchée a été creusée, sur toute la largeur de celui-ci et ce, que la Ville de Tournai ait

été affectée ou non par les travaux concernés, ce qui dépassait une simple remise en état des lieux dans leur pristin état.

La Cour a désigné Monsieur Luc MOULIN en qualité d'expert judiciaire avec notamment pour mission d'évaluer le surcoût qu'entraînait réellement l'obligation faite aux deux intercommunales de réparer la largeur totale des trottoirs plutôt que la partie endommagée de ceux-ci, surcoût à prendre en charge par la Ville de Tournai en exécution de l'arrêt précité du 14 janvier 2013. La Cour a, toutefois, déjà statué sur deux éléments à prendre en considération dans cette évaluation, à savoir :

- d'une part, les intercommunales n'étaient pas en droit de réclamer à la Ville de Tournai le paiement de la TVA en sus du surcoût engendré par les travaux litigieux;
- d'autre part, en ce qui concerne les frais généraux, la Cour a considéré que le taux de 16,5% apparaissait raisonnable, mais que celui de 21,16%, dûment accepté par le représentant de la Ville de Tournai au sein du conseil d'administration de l'IEH le 13 février 2007 pouvait être appliqué aux prestations de l'IEH (à l'exclusion de celles de l'IGH) postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

C'est ainsi qu'au début du mois de janvier 2014, pour se conformer à ces deux règles dégagées par la Cour d'appel de Mons, l'I.E.H. a versé à la Ville de Tournai un montant de 67.795,53€ (soit : 59.438,21€ pour la TVA, 6.912,60€ pour les frais généraux et 1.444,72€ d'intérêts au taux légal jusqu'au 30 octobre 2013) et l'I.G.H. a versé à la Ville de Tournai un montant de 248.691,92€ (soit : 205.715,47€ pour la TVA, 37.676,83€ pour les frais généraux et 5.299,62€ d'intérêts au taux légal jusqu'au 30 octobre 2013).

Le 27 février 2013 a eu lieu la première réunion d'expertise suite à laquelle ont été organisées plusieurs vues des lieux où furent exécutés les travaux litigieux.

Le 18 décembre 2013, ORES Assets a adressé à la Ville de Tournai la proposition de transaction suivante :

«Pour l'ensemble des dossiers concernés faisant l'objet du litige en justice, les services des parties établiront l'impact financier des rectifications à apporter par rapport aux montants réclamés à l'époque en considérant :

- pour les revêtements hydrocarbonés, la réfection à prendre en charge par l'IEH/IGH est fixée à 40 cm ;
- pour les revêtements en dalles et pavage, la réfection à prendre en charge par l'IEH/IGH est fixée à 67,5 cm».

Par une décision du 14 février 2014, le Collège communal de la Ville de Tournai a décidé :

- «- d'approuver la proposition de transaction formulée par l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) en ce qui concerne le passé;
- qu'en ce qui concerne les dispositions futures, de poursuivre les négociations avec l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) en vue d'aboutir à un accord pour la fin mai au plus tard».

Par une décision du 16 mai 2014, le Collège communal de la Ville de Tournai a décidé :

- « - de confirmer sa position du 14 février 2014 de marquer son accord sur la proposition de l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) formulée dans son courrier du 18 décembre 2013 et d'en informer Maître Olivier VERSLYPE en vue d'une notification officielle à l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES)».

**EN SUITE DE QUOI LES PARTIES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :**

#### Article 1er

Les parties conviennent de mettre un terme au litige toujours pendant devant la 2ème chambre de la Cour d'appel de Mons sous le numéro de rôle 2011/RG/1006 moyennant le versement des montants suivants :

1. Pour la période couvrant 2004 à février 2008 inclus : ORES Assets reconnaît être redevable envers la Ville de Tournai d'un montant de 283.014,35€ (soit : 216.951,22€ + 66.063,13€ d'intérêts calculés au taux légal depuis le 15 novembre 2007 jusqu'au 28 février 2015).
2. Pour la période couvrant septembre 2008 à mai 2010 inclus : La Ville de Tournai reconnaît être redevable envers ORES Assets d'un montant de 116.857,10€ (soit : 105.421,73€, dont 18.990,85€ pour l'I.E.H. et 86.430,88€ pour l'I.G.H., + 11.435,37€ d'intérêts calculés au taux légal depuis le 26 octobre 2011 jusqu'au 28 février 2015).
3. En ce qui concerne l'indemnité de procédure : Les parties acceptent de compenser les indemnités de procédure.
4. En ce qui concerne les frais d'expertise : Chaque partie prendra à sa charge la moitié des frais d'expertise.

#### Article 2

Après versements effectifs des sommes visées à l'article 1er, points 1 et 2, de la présente convention, ORES Assets établira des conclusions de désistement d'action, conclusions qui seront contresignées par la Ville de Tournai de manière à permettre le prononcé d'un arrêt actant ce désistement.

#### Article 3

Les parties déclarent être bien informées de tous les éléments de fait et de droit.

En conséquence, elles renoncent à se prévaloir de toute erreur et de toute omission relatives à l'existence ou à l'étendue de leurs droits ainsi que de toute lésion qualifiée.

#### Article 4

La présente convention est indivisible. Si l'une de ses dispositions venait à être déclarée nulle, les parties s'engagent à négocier de bonne foi une disposition d'un effet économique équivalent.

#### Article 5

La présente convention, qui a un caractère transactionnel et forfaitaire, est conclue pour solde de tous comptes généralement quelconques entre les parties. Son exécution met fin à l'ensemble du litige opposant les parties pour les années 2004 à 2010 et remplit ces parties de tous leurs droits, à quelque titre et pour quelque motif que ce soit.

#### Article 6

La présente convention est régie par le droit belge.

Tout différend relatif à la présente convention, son interprétation, son exécution sera de la compétence exclusive du tribunal de première instance du Hainaut, division Tournai.

<p><b>22. Ecole du Château. Enseignement fondamental. Projet "Mon club, mon école". Convention de partenariat entre la Ville de Tournai (école du Château) et les clubs de sport. Modifications. Approbation.</b></p>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un

enseignement fondamental de qualité à chaque élève et mettre en oeuvre une politique sportive pour tous en stimulant la pratique du sport, notamment, chez les enfants;  
Vu le Programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en sa séance du 14 juin 2013, le Collège communal a donné son accord de principe sur la création d'une section sportive à l'école du Château, avenue Leray, 33 à 7500 Tournai, à la rentrée scolaire 2013-2014 dans le cadre du programme de subvention "Mon club, mon école" de la direction générale du sport – Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant qu'en sa séance du 1er juillet 2013, le Conseil communal a approuvé le projet de convention relatif au partenariat entre la Ville de Tournai (école du Château) et quatre clubs sportifs: l'Estudiantes Handball club, le Tournai Hockey club, le Judo Top Niveau et le Tennis club de Kain;

Considérant qu'en sa séance du 8 mai 2015, le Collège communal a marqué son accord de principe quant à l'ouverture, dès la rentrée scolaire 2015-2016, d'une option danse via une collaboration de type "Mon club, mon école" avec le Centre Danses et Compagnie ASBL, place Gabrielle Petit, 11 à 7500 Tournai;

Considérant qu'il y a donc lieu d'étendre la convention de partenariat au Centre Danses et Compagnie ASBL ou à tout autre club qui entretiendrait une collaboration "Mon club, mon école" avec l'école du Château;

Considérant qu'il y a lieu de modifier la convention afin qu'elle soit d'application le temps complet de la collaboration, indépendamment du renouvellement récurrent de la convention de base tripartite "Mon club, mon école" conclue entre la Fédération Wallonie-Bruxelles, le club et l'école, et de l'étendre à tout club sportif intéressé par le projet "Mon club, mon école" avec l'école du Château;  
Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **PREND CONNAISSANCE**

de la création d'une option danse au sein de la section sportive à l'école du Château à la rentrée scolaire 2015-2016;

### **DECIDE**

de marquer son accord sur le projet modifié de convention relative au partenariat entre la Ville de Tournai (école du Château) et tout club sportif, et dont les termes suivent :

Entre :

D'une part :

L'école du Château agissant au nom de la Ville de Tournai,  
représentée par l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, et son Directeur général adjoint, Monsieur Thierry LESPLINGART  
Rue Saint-Martin, 52  
Code postal : 7500  
Localité : Tournai  
ci-après dénommée "l'école"

D'autre part :

L'association .....  
représentée par .....  
GSM .....  
Rue ..... n° ..... boîte .....  
Code postal .....

Localité .....  
ci-après dénommée "le club"

### **Préambule**

Dans le souci de promouvoir la pratique sportive chez les élèves qu'elle accueille, l'école a développé dans le cadre de son programme pédagogique une filière sportive sous la dénomination "école des sports" avec des horaires scolaires aménagés à cet effet.

En vue de développer cette filière, l'école et le club participent à l'opération "Mon club, mon école" initiée par la Fédération Wallonie-Bruxelles et se sont engagés, par convention(s) signée(s) avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, à organiser, pendant un (des) cycle(s) de 20 heures, des séances de pratique sportive à destination des élèves de 8 à 14 ans.

Complémentairement à la convention précitée conclue avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, les parties conviennent ce qui suit :

**IL EST CONVENU :**

### **Article 1 – Objet**

Dans le strict respect de la convention action "Mon club, mon école" dont question dans le préambule, le club s'engage à organiser, à destination exclusive des élèves inscrits à l'école des sports, un cycle de 20 heures de séances d'initiation et de perfectionnement sportif dans la discipline suivante : ..... (à compléter).

### **Article 2 – Horaire**

Ces séances se dérouleront selon un horaire précis établi de commun accord entre la direction de l'école et le club.

Le club s'engage à respecter l'horaire ainsi établi et à informer en temps utile l'école de tout changement survenant par suite d'un cas de force majeure.

### **Article 3 – Sécurité**

Le club veillera particulièrement au respect des règles de sécurité et à ce que le matériel qu'il utilise réponde aux normes de sécurité.

### **Article 4 – Publicité**

Pour toute action publicitaire développée par le club en lien avec l'exécution de la présente convention, le club s'engage à faire apparaître clairement et visiblement la mention suivante : "en partenariat avec l'école du Château et le soutien de la ville de Tournai".

Le club s'engage à cesser toute action publicitaire en lien avec l'exécution de la présente convention en cas de rupture de la convention pour l'un des motifs visés par l'article 8.

### **Article 5 – Assurance**

Dans le cadre des séances sportives visées par la présente convention, les enfants sont couverts par l'assurance de l'école.

La ville déclare avoir souscrit une assurance auprès d'Ethias "Assurance scolaire des écoles gardiennes et primaires", contrat 45-267-359.

Le club s'engage à souscrire une assurance couvrant ses moniteurs contre les risques en responsabilité civile et contre les accidents corporels qui surviendraient dans le cadre des cours.

### **Article 6 – Financement**

Le financement des séances sportives faisant l'objet des présentes est assuré, dans le chef du club, par la subvention octroyée par la Fédération Wallonie-Bruxelles en exécution de la convention-action "Mon club, mon école" évoquée dans le préambule.

Aucune participation financière ne peut être réclamée par le club pour les séances organisées en exécution de la présente convention, ni auprès de l'école, ni auprès des élèves.

#### **Article 7 – Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

#### **Article 8 – Résiliation**

La présente convention est résiliée de plein droit en cas de non-reconduction de la convention "Mon club, mon école" évoquée en préambule.

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'école dans les cas suivants :

- non-respect par le club de la convention action "Mon club, mon école" évoquée en préambule et, en particulier, en cas de non-respect de la charte du mouvement sportif de la Fédération Wallonie-Bruxelles;
- non-respect par le club des engagements souscrits au terme de la présente;
- perte, dans le chef du club, de son agrégation.

#### **Article 9 – Compétence juridictionnelle**

Pour tout litige afférent à l'interprétation et exécution de la présente convention, seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai seront compétents.

Pour l'école du Château

Le directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART

L'échevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS

Pour le club

Le secrétaire,

Le président,

<p><b>23. Ecole du Château. Enseignement fondamental. Projet "Mon club, mon école". Convention tripartite de partenariat entre la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Ville de Tournai (école du Château) et les clubs de sport. Modification. Approbation.</b></p>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève et mettre en oeuvre une politique sportive pour tous en stimulant la pratique du sport, notamment, chez les enfants;

Vu le Programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en sa séance du 14 juin 2013, le Collège communal a donné son accord de principe sur la création d'une section sportive à l'école du Château, avenue Leray, 33 à 7500 Tournai, à la rentrée scolaire 2013-2014 dans le cadre du programme de subvention "Mon club, mon école" de la direction générale du sport - Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant qu'en sa séance du 1er juillet 2013, le Conseil communal a approuvé le projet de convention relatif au partenariat entre la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Ville de Tournai (école du

Château) et quatre clubs sportifs: l'Estudiantes Handball club, le Tournai Hockey club, le Judo Top Niveau et le Tennis club de Kain;

Considérant que cette convention a, depuis lors, été modifiée par la Fédération Wallonie-Bruxelles avec l'ajout de l'article 8 relatif au défibrillateur externe automatique;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

de marquer son accord sur le projet modifié de convention tripartite relative au programme de subvention "Mon club, mon école" à conclure entre la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Ville de Tournai et tout club sportif et dont les termes suivent :

"Entre les soussignés

de première part :

René COLLIN – Ministre des Sports

ci-après dénommé "La Communauté française",

de seconde part :

Pour les activités sportives : Le club : .....

Pour l'arbitrage : la fédération / commission pédagogique / club : .....

ici représenté légalement par .....

en qualité de .....

ci-après dénommé "l'organisateur"

de troisième part :

L'école .....

ici représenté par .....

en qualité de .....

ci-après dénommée "l'école"

**IL EST CONVENU :**

#### Article 1

L'organisateur a établi contact avec l'école afin de développer des séances de formation à

1/ la sensibilisation à la pratique sportive dans la discipline : .....

ou

2/ l'arbitrage dans la discipline sportive .....

Les séances auront lieu à raison de ..... heures par semaine, du (date)

..... au ..... (minimum 20 heures d'activités).

Le calendrier des activités doit être rigoureusement complété dans le formulaire "informations complémentaires" annexé à la présente convention.

#### Article 2

Si l'activité se déroule pendant l'horaire scolaire (y compris le temps de midi), c'est sous le couvert de l'assurance de l'école.

Si l'activité se déroule en dehors de l'horaire scolaire (après 16 heures et mercredi après-midi) c'est sous le couvert de l'assurance de l'organisateur.

#### Article 3

La Communauté française s'engage à subventionner l'école à raison de 150,00 €.

Ce montant sera versé sur le compte bancaire de l'école,

au n° IBAN BE .....

ouvert au nom de .....

à l'issue de l'activité et après réception de la déclaration de créance et du rapport d'activités ci-annexé.

#### Article 4

La Communauté française s'engage à subventionner l'organisateur à raison de 500,00 €.

Ce montant sera versé sur le compte bancaire de l'organisateur,

au n° IBAN BE .....

ouvert au nom de .....

à l'issue de l'activité et après réception de la déclaration de créance et du rapport d'activités ci-annexé.

#### Article 5

La présente convention fait référence à la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.

#### Article 6

L'ensemble des acteurs s'engage à souscrire, respecter, défendre et promouvoir la Charte du mouvement sportif de la FWB, accessible sur [www.adepts.be](http://www.adepts.be) / vivons sport

#### Article 7

La libération de la subvention est subordonnée à un avis favorable émis par l'inspecteur du centre de conseil du sport concerné.

#### Article 8

Conformément aux termes de l'article 2 du décret du 25 octobre 2012 relatif à la présence de défibrillateurs externes automatiques de catégorie 1 dans les infrastructures sportives, nous déclarons sur l'honneur que les activités sportives pour lesquelles la subvention facultative est demandée ne se pratiquent que dans des infrastructures sportives équipées d'un D.E.A.

Nous nous engageons à fournir les attestations relatives aux dispositions du paragraphe ci-dessus à la demande de l'administration.

Nous nous engageons à informer spontanément l'administration de toute modification relative à la présence d'un D.E.A.

Nous avons conscience que les subventions facultatives de la Communauté française nous sont indûment octroyées si les renseignements transmis sont inexacts.

Fait en trois exemplaires à ....., le .....

Pour la Communauté française

René COLLIN

Ministre des sports

Pour l'école

Le directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART

L'échevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS

Pour l'organisateur



## **24. Ecole communale Arthur Haulot. Projet d'établissement. Approbation.**

D'emblée, le **Président** d'assemblée propose aux membres du Conseil de globaliser les interventions pour les points 24 à 37 de l'ordre du jour.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"Ces projets d'établissement de l'enseignement communal sont très bien et poussent les enfants à devenir des adultes tolérants, respectueux des autres, de la différence et de l'environnement (il y a même une grande place accordée à l'environnement, ce qui nous ravit en tant qu'écologistes !). Certains points nous interpellent quand même, comme :

- l'accueil des enfants à besoin spécifique.

En général, les écoles sont ouvertes à l'accueil de ces enfants à mobilité réduite ou présentant des retards scolaires.

Par contre, que met-on derrière la phrase "Accueillir des enfants à besoin spécifique pour autant que cela soit compatible avec la vie scolaire et relationnelle dans l'établissement". Quels sont les critères et qui décide de la compatibilité ou non ?

- la présence et la place des parents au sein de l'école.

Souvent on parle de communication vis-à-vis des parents par le biais de réunions de classe. Si les parents en expriment le besoin, les instituteurs, la direction sont disponibles. Une seule école parle de la présence de parents dans leur conseil de participation, d'autres écoles ont un conseil de participation, mais ne parlent pas des parents. Nous sommes très étonnés de ne pas trouver la présence d'associations de parents au sein des écoles. Est-ce un oubli et si cela n'existe pas pourquoi ?

De nombreuses écoles organisent des classes vertes ce qui est très bien, certaines des classes de neige! Les classes de neige restent un voyage très onéreux et toutes les familles ne peuvent pas le payer malgré le système d'étalement de paiement proposé par l'école. Est-ce bien pertinent d'organiser des classes de neige alors que des classes vertes peuvent être réalisées et sont nettement moins coûteuses ?"

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, lui répond comme suit :

"La procédure d'accueil des enfants en inclusion débute par une demande des parents ou des enseignants et de la direction. Ensuite, nous devons obtenir l'accord du directeur du PMS, du directeur de l'institution qui devrait accueillir cet enfant, du PMS compétent en matière d'enseignement spécial, du pouvoir organisateur. Le principe est de ne pas accepter des enfants en première année uniquement parce que nous avons un projet d'inclusion, mais que des enfants fréquentent l'enseignement communal plutôt que l'enseignement spécialisé, quand c'est possible. C'est l'objectif du dispositif d'inclusion. L'école du Val d'Orcq est un peu le fer de lance de ce système. Elle a joué un rôle pilote. Plusieurs enfants en inclusion fréquentent cet établissement. On commence à avoir des demandes dans d'autres écoles.

Il est obligatoire de le prévoir dans le projet d'établissement. C'est pour cela qu'on a renouvelé tous les projets.

Pour répondre à la deuxième question, je crois qu'il y a des parents dans tous les conseils de participation. Je suis donc étonné que vous me disiez que dans certains conseils de participation, il n'y a pas de parents.

En ce qui concerne la différence entre les classes vertes et les classes de neige, je ne suis pas d'accord avec vous. Nous faisons beaucoup d'efforts pour que le coût soit le plus réduit possible. Je précise, par ailleurs, que chaque implantation scolaire organise des classes vertes. C'est vrai qu'elles coûtent moins cher que les classes de neige. Les locations, les remontées mécaniques, les cours de ski, tout cela a un coût. Nous devons respecter certaines règles concernant la participation des enfants aux classes de neige. Il faut que 90% de la classe soit inscrite aux classes de neige. Sinon, l'inspecteur ne donne pas son accord. Ce fut le cas l'année dernière. Ce n'est pas toujours à cause des moyens financiers. Parfois, les parents ne veulent pas voir partir leurs enfants pour des motifs religieux, par exemple.

L'organisation de ces classes est tributaire de la motivation de la direction et de celle de l'enseignant. Si cette motivation existe et si des actions et activités sont réalisées pour essayer de diminuer les frais de participation, en général, la classe parvient à partir en classe de neige."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, constate que tous les projets d'établissement sont étoffés, sauf celui de l'école du Château : "c'est un peu léger, très sommaire, à croire qu'ils étaient moins motivés pour remplir leur document !"

Le **Président** d'assemblée clôture le débat sur ces points après avoir rappelé que chaque membre du Conseil a le droit de penser ce qu'il veut.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école Arthur Haulot, boulevard des Combattants, 134 à 7500 Tournai, s'est réuni le 23 janvier 2015 et a approuvé le projet d'établissement;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE**

le projet d'établissement de l'école Arthur Haulot, boulevard des Combattants, 134 à 7500 Tournai, soit :

## **"PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE ARTHUR HAULOT : "De l'oral à l'écrit : un aller-retour"**

Motivation du choix du projet : le langage oral est le pivot, l'élément central autour duquel viennent s'articuler les apprentissages.

### **1. PHILOSOPHIE GENERALE**

"Le langage s'apprend par interaction, dans les dialogues entre l'enfant et l'adulte éducateur."  
(Laurence LANTIN).

"Parmi les diverses activités de communication et de rédaction, l'élève pourra :

- se connaître, prendre confiance :
- se prendre en charge
- prendre des responsabilités
- être sensible à l'échange, au plaisir de communiquer,...";

(extraits des "socles de compétences, compétences transversales", ministère de la Communauté française, 1999)

### **2. LE PROJET D'ETABLISSEMENT ET LE DECRET "MISSIONS"**

#### **a) Objectifs généraux**

"Promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun de ses élèves.  
Amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place dans la vie économique, sociale et culturelle. Préparer tous les élèves à être des citoyens responsables (...), capables de contribuer au développement d'une société (...);

(extrait du décret "missions", article 6)

"Détecter les difficultés et les handicaps des enfants et leur apporter les remédiations nécessaires."

(extrait du décret "missions" rappelant les objectifs particuliers de l'enseignement maternel, article 12)

#### **b) Moyens**

Collaboration avec des partenaires privilégiés :

- le centre psycho-médico-social (PMS) : suivi des enfants et des familles, orientation et mise au point d'aide et de remédiation;
- le service d'aide à l'intégration sociale (SAIS) : structure qui accueille gratuitement des enfants après l'école afin de les aider dans leur scolarité;
- l'institut d'enseignement secondaire paramédical provincial (IESPP) : présence de stagiaires pour une aide individuelle.

### **3. LE PROJET D'ETABLISSEMENT ET LE PROJET EDUCATIF DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL DE TOURNAI**

"L'école communale est une école humaniste. Elle est centrée sur le développement et l'épanouissement de l'enfant et prend en compte les besoins de la société."

"L'école communale est respectueuse des droits de l'enfant. Elle favorise les comportements d'épanouissement personnel, d'autonomie, de socialisation."

### **4. LE PROJET D'ETABLISSEMENT ET LE PROJET PEDAGOGIQUE DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL DE TOURNAI**

"L'école communale veut être une école qui donne la primauté à une formation qui apprend à vivre."

- elle doit être un lieu de vie où se développe un épanouissement global qui prenne en compte la personnalité de l'enfant dans toutes ses composantes (sociale, intellectuelle, corporelle, culturelle...)
- l'école communale valorise la réussite de l'enfant, en pratiquant une pédagogie active partant du vécu."

## **5. LE PROJET D'ETABLISSEMENT DANS LES SOCLES DE COMPETENCES ET LE PROGRAMME DU CONSEIL DE L'ENSEIGNEMENT DES COMMUNES ET PROVINCES (CECP)**

"Travailler à s'approprier la langue française, c'est travailler à acquérir le langage de référence de tout apprentissage, c'est développer l'aptitude et le plaisir à communiquer, c'est accéder à la culture.

La langue française est la première clé qui s'offre à l'enfant pour accéder à l'ensemble des domaines de l'apprentissage, ceci implique la responsabilité de tous dans la construction de ce langage de référence."

## **6. MISE EN ŒUVRE ET PRATIQUE DE CLASSE**

Le projet fonctionne déjà bien. Des évaluations périodiques permettent de le faire évoluer et de proposer un «cahier de charges» précis et efficace pour les années à venir.

Les activités évoquées ci-après constituent l'épine dorsale et l'émergence concrète du projet. Il est bien entendu que les missions et activités habituelles d'une école maternelle sont toujours appliquées et même amplifiées grâce aux ouvertures offertes.

Le langage peut prendre deux formes :

- l'une dite de "langage intérieur" : quand on écoute, quand on lit, quand on réfléchit sur un texte, quand on réfléchit sur quelque chose que l'on veut écrire, il n'aboutit pas à une production, une énonciation.
- l'autre dite de "langage extériorisé" : l'activité langagière a alors pour effet un produit que l'on peut recueillir et qu'on appelle discours ou texte, oral ou écrit.

Activités ciblant le langage oral et l'écrit au travers de divers domaines :

- faire verbaliser les actions des enfants, accepter et analyser les erreurs.
- utiliser des pictogrammes et les verbaliser en section maternelle et en P1.
- accentuer l'utilisation des chants et comptines (enrichissement du vocabulaire, mémorisation) surtout en maternelle et P1 et P2
- utiliser une banque de référentiels qui accompagnera l'enfant dans son cursus (Polo le lapin en maternelle).
- travailler la chronologie. Cette structuration mentale du temps est indispensable à toute compréhension. En maternelle, profiter des récits, des recettes, de la chronologie de la journée, des saisons... En primaire, avant et après tous les types de textes, dans la planification de la semaine...
- oraliser à partir d'images en utilisant des supports existants, présentations orales des productions à de vrais auditeurs (autres classes, parents, adultes,...).
- présenter des exposés (de P3 à P6) : se documenter, trier, rassembler ses idées afin de concevoir une élocution.
- lecture et création d'histoires, de contes : travail du schéma narratif, en dégager l'organisation telles les descriptions et la chronologie. Présentation à un public. Tables de discussions avec les personnes extérieures.
- cycle 8-12 : ateliers scientifiques, apprendre à structurer une démarche de réflexion, d'émission et de vérification d'hypothèses par la démarche expérimentale.

## **7. INTEGRATION D'ENFANTS A BESOINS SPECIFIQUES**

Possibilité d'intégrer des enfants à mobilité réduite ou ayant des retards scolaires si ceux-ci ont déjà été scolarisés depuis au moins deux ans dans l'école.

L'équipe éducative se réserve le droit d'accepter l'intégration au cas par cas sur avis du PMS ou tout autre service compétent.

## **8. ORGANISATION DE L'ANNEE COMPLEMENTAIRE**

L'année complémentaire s'organise au sein de la classe en différenciant le travail de l'élève sur base du bilan de compétences et des acquis de l'année précédente, mais également suite aux avis du PMS, de la direction et du titulaire. Chaque élève possède un dossier individuel confidentiel à l'école."

## **25. Ecole Arthur Haulot (implantation maternelle du Nord). Projet d'établissement. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école Arthur Haulot (implantation maternelle du Nord), rue du Nord, 1 à 7500 Tournai, s'est réuni le 23 janvier 2015 et a approuvé le projet d'établissement;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE**

le projet d'établissement de l'école Arthur Haulot (implantation maternelle du Nord), rue du Nord, 1 à 7500 Tournai, soit :

**PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE DU NORD : "Aménagement de notre cour : rentabiliser le temps de récréation"**

Motivation du choix du projet :

Orientation : développer la manipulation, l'expérimentation, l'expression orale, l'éducation à l'environnement.

Valeurs : respect, tolérance, fraternité, épanouissement.

Priorités : aménagement de notre cour. Comment ?

### **1. PHILOSOPHIE GENERALE**

"Tout au long de sa scolarité, l'élève sera amené à réfléchir sur lui-même, sur les autres, sur son environnement; la structuration de sa personnalité engage son avenir."

Parmi les diverses activités de communication, l'élève pourra :

Se connaître, prendre confiance :

- se prendre en charge,
- prendre des responsabilités,
- être sensible à la vie, à la nature..."

(Extraits des "Socles de compétences, compétences transversales", Ministère de la Communauté française, 1999)

## **2. LE PROJET D'ETABLISSEMENT ET LE DECRET "MISSIONS"**

### **a) Objectifs généraux**

"Promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun de ses élèves. Amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place dans la vie économique, sociale et culturelle. Préparer tous les élèves à être des citoyens responsables..., capables de contribuer au développement d'une société..."

(extrait du décret "Missions", article 6)

"Détecter les difficultés et les handicaps des enfants et leur apporter les remédiations nécessaires."

(extrait du décret "Missions" rappelant les objectifs particuliers de l'enseignement maternel, article 12)

### **b) Moyens**

Collaboration avec des partenaires privilégiés :

- le centre-psycho-médico-social (PMS) : suivi des enfants et des familles, orientation et mise au point d'aide et de remédiation.
- le centre de promotion de la santé à l'école (PSE) : projet commun de prévention de la pédiculose, visite régulière à l'école, réunion d'information avec les parents...
- L'institut d'enseignement secondaire paramédical provincial (IESPP) : présence de stagiaires.
- L'école provinciale de nursing : présence permanente d'un étudiant renouvelé par quinzaine : soins corporels, habitude à l'hygiène (se brosser des dents, se laver les mains, se peigner les cheveux...).

## **3. LE PROJET D'ETABLISSEMENT ET LE PROJET EDUCATIF DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL DE TOURNAI**

"L'école communale est une école humaniste. Elle est centrée sur le développement et l'épanouissement de l'enfant et prend en compte les besoins de la société."

" L'école communale est respectueuse des droits de l'enfant. Elle favorise les comportements d'épanouissement personnel, d'autonomie, de socialisation..."

## **4. LE PROJET D'ETABLISSEMENT ET LE PROJET PEDAGOGIQUE DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL DE TOURNAI**

*"L'école communale veut être une école qui donne la primauté à une formation qui apprend à vivre.*

- *Elle doit être un lieu de vie où se développe un épanouissement global qui prenne en compte la personnalité de l'enfant dans toutes ses composantes (sociale, intellectuelle, corporelle, culturelle...).*
- *L'école communale valorise la réussite de l'enfant en pratiquant une pédagogie active partant du vécu... "*

## **5. LE PROJET D'ETABLISSEMENT DANS LES SOCLES DE COMPETENCES ET LE PROGRAMME DU CONSEIL DE L'ENSEIGNEMENT DES COMMUNES ET PROVINCES (CECP)**

La sensibilisation au respect touche à des domaines aussi divers que l'hygiène, le savoir-vivre, la diététique, l'éducation physique, toutes compétences reprises dans les socles.

Elle est une situation mobilisatrice pour de nombreuses acquisitions : langage oral, vocabulaire, structuration du temps et de l'espace, schéma corporel et psychomotricité fine, socialisation...

## **6. MISE EN ŒUVRE ET PRATIQUE EN CLASSE**

Les activités évoquées ci-après constituent l'épine dorsale et l'émergence concrète du projet. Il est bien entendu que les missions et activités habituelles d'une école maternelle sont toujours appliquées et même amplifiées grâce aux ouvertures offertes.

### **Moyens mis en œuvre pour favoriser l'épanouissement de l'enfant :**

- réalisation d'un enclos pour les animaux
- collaboration des parents pour réaliser l'enclos
- montage des cages : lecture d'un plan
- responsabiliser les enfants aux soins des animaux et nettoyage des cages (tableau des charges)
- réalisation d'un potager dans notre cour et installation d'un bac à fleurs (préparation des bacs : ponçage, peinture)
- en collaboration avec le centre régional d'initiation à l'environnement (CRIE), plantations de bulbes, de fruits, légumes, plantes aromatiques qui découlent sur des activités culinaires.
- en hiver, création d'un poste de nourrissage (observations, découverte des oiseaux de chez nous). En été, installation d'un hôtel à insectes.
- espace graphisme sur les murs : création de tableaux
- espace psychomoteur : jeu de la marelle, quilles, jeu de massacre, espace football...
- circuit vélo, apprentissage du code de la route, animation de l'association de parents pour la protection des enfants sur la route (APPER)
- espace manipulations (bacs à eau, à sable, à matières)
- tri sélectif au sein de l'école (papiers, PMC, piles...)
- espace expression : dramatisation (marionnettes, déguisements)
- espace lecture
- visites envisagées afin de consolider les acquis et découvrir notre environnement (musée de folklore et des Beaux-Arts, jardins de l'école d'horticulture, Ipalle, musée de la marionnette)
- instauration d'un règlement au sein de la classe (panneaux, mots-clés, nombre d'enfants, sablier, minuterie)

## **7. INTEGRATION D'ENFANTS A BESOINS SPECIFIQUES**

Attention particulière à la différence et au handicap.

<b>26. Ecole Arthur Haulot (implantation maternelle Beyaert). Projet d'établissement. Approbation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école Arthur Haulot (implantation maternelle Beyaert), rue Beyaert, 12 à 7500 Tournai, s'est réuni le 23 janvier 2015 et a approuvé le projet d'établissement;

Considérant que la Commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;  
Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

### **APPROUVE**

le projet d'établissement de l'école Arthur Haulot (implantation maternelle Beyaert), rue Beyaert, 12 à 7500 Tournai, soit :

#### **PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE BEYAERT : "Le respect, c'est capital"**

Motivation du choix du projet : comme l'huile permet au moteur de tourner sans se gripper, le respect permet à chaque individu de s'émanciper, de vivre en harmonie. En collaboration avec le centre de promotion de la santé à l'école (PSE) et la section infirmier de l'institut d'enseignement secondaire paramédical provincial (IESPP), l'équipe éducative veut instaurer chez les petits de bonnes habitudes tant au niveau du respect des personnes, de l'autorité, des lieux, du matériel et de l'opinion différente.

#### **1. PHILOSOPHIE GENERALE**

"Tout au long de sa scolarité, l'élève sera amené à réfléchir sur lui-même, sur les autres, sur son environnement; la structuration de sa personnalité engage son avenir."

"Parmi les diverses activités de communication, l'élève pourra :

Se connaître, prendre confiance :

- se prendre en charge,
- prendre des responsabilités,
- être sensible à la vie, à la nature..."

(extraits des "Socles de compétences, compétences transversales", Ministère de la Communauté française, 1999)

#### **2. LE PROJET D'ETABLISSEMENT ET LE DECRET "MISSIONS"**

##### **a) Objectifs généraux**

"Promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun de ses élèves. Amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place dans la vie économique, sociale et culturelle. Préparer tous les élèves à être des citoyens responsables..., capables de contribuer au développement d'une société,..."

(extrait du décret "Missions", article 6)

"Détecter les difficultés et les handicaps des enfants et leur apporter les remédiations nécessaires."

(extrait du décret "Missions" rappelant les objectifs particuliers de l'enseignement maternel. article 12)

##### **b) Moyens**

Collaboration avec des partenaires privilégiés :

- Le centre psycho-médico-social (PMS) : suivi des enfants et des familles, orientation et mise au point d'aide et de remédiation.
- Le centre de promotion de la santé à l'école (PSE) : projet commun de prévention de la pédiculose, visite régulière à l'école, réunion d'information avec les parents,...
- L'institut d'enseignement secondaire paramédical provincial (IESPP) : présence de stagiaires.
- L'école provinciale de nursing : présence permanente d'un étudiant renouvelé par quinzaine : soins corporels, habitude à l'hygiène (se brosser des dents, se laver les mains, se peigner les cheveux...).



### **3. LE PROJET D'ETABLISSEMENT ET LE PROJET EDUCATIF DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL DE TOURNAI**

"L'école communale est une école humaniste. Elle est centrée sur le développement et l'épanouissement de l'enfant et prend en compte les besoins de la société."

"L'école communale est respectueuse des droits de l'enfant. Elle favorise les comportements d'épanouissement personnel, d'autonomie, de socialisation..."

### **4. LE PROJET D'ETABLISSEMENT ET LE PROJET PEDAGOGIQUE DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL DE TOURNAI**

"L'école communale veut être une école qui donne la primauté à une formation qui apprend à vivre.

- Elle doit être un lieu de vie où se développe un épanouissement global qui prenne en compte la personnalité de l'enfant dans toutes ses composantes (sociale, intellectuelle, corporelle, culturelle...)
- L'école communale valorise la réussite de l'enfant, en pratiquant une pédagogie active partant du vécu..."

### **5. LE PROJET D'ETABLISSEMENT DANS LES SOCLES DE COMPETENCES ET LE PROGRAMME DU CONSEIL DE L'ENSEIGNEMENT DES COMMUNES ET DES PROVINCES (CECP)**

La sensibilisation au respect touche à des domaines aussi divers que l'hygiène, le savoir-vivre, la diététique, l'éducation physique, toutes compétences reprises dans les socles.

Elle est une situation mobilisatrice pour de nombreuses acquisitions : langage oral, vocabulaire, structuration du temps et de l'espace, schéma corporel et psychomotricité fine, socialisation...

### **6. MISE EN ŒUVRE ET PRATIQUE DE CLASSE**

Les activités évoquées ci-après constituent l'épine dorsale et l'émergence concrète du projet. Il est bien entendu que les missions et activités habituelles d'une école maternelle sont toujours appliquées et même amplifiées grâce aux ouvertures offertes.

#### **a) Moyens mis en œuvre visant le développement rationnel de l'enfant :**

- définition d'un code de bonne conduite et charte affichée.
- accentuation des normes de sécurité et de confort à l'intérieur de l'école (utilisation d'un bouton-poussoir pour l'ouverture et la fermeture de la porte d'entrée, installation d'une barrière de sécurité au niveau de la sortie de l'école).
- achat de jeux d'extérieur pour que l'enfant puisse se défouler positivement durant les récréations.
- gestion de la violence : être à l'écoute, organisation d'activités à l'éducation sur la non-violence. Lors des activités diverses, insister sur les bonnes relations entre enfants et envers les adultes : règles de politesse, respect des autres et de soi, acceptation des règles et limites.
- proposer des activités poussant à la socialisation et à l'expression.
- acquérir par la pratique des habitudes telles que se laver les mains avant de passer à table, après être allé aux toilettes, se brosser les dents après le repas, se peigner les cheveux tous les jours,...
- organiser de "petits déjeuners malins" et se poser des questions sur nos habitudes alimentaires.
- améliorer progressivement la qualité des collations.
- se doter des meilleures conditions possibles pour les cours de psychomotricité et d'accoutumance à l'eau.
- le mouvement est aussi source de santé. En collaboration avec le professeur de psychomotricité, l'accent est mis sur l'importance du maintien et d'une activité physique régulière.
- apprendre aux enfants à se vêtir seuls et de manière adéquate.

**b) Moyens privilégiés d'ordre pédagogique**

- attention particulière au langage et à la lecture au 1er cycle (Papy conteur, Polo le lapin, notre mascotte de classe).
- respecter les consignes.
- favoriser le travail en cycles.
- favoriser les «petits» groupes.
- travailler en équipe.
- école ouverte sur la nature afin de comprendre son environnement et de mieux le respecter (création d'un potager dans notre parc, soins apportés aux animaux de notre école, chèvres, poules, canards,...).
- école ouverte sur le monde extérieur (découverte de l'environnement de plus en plus éloigné : école, quartier, campagne, visites pédagogiques, Ipalle,...).

**c) Moyens permettant l'éclosion de la citoyenneté responsable**

- application d'un code de bonne conduite insistant sur la politesse.
- respect et bonne entente avec les générations aînées.
- promotion du tri sélectif au sein de l'école.
- encourager une alimentation saine et équilibrée (journée fruits le mercredi, petit déjeuner malin le vendredi, création d'un tableau quotidien des bonnes et mauvaises collations, bannir les boissons chimiques et les mauvais aliments pour la santé...).

**7. INTEGRATION D'ENFANTS A BESOINS SPECIFIQUES**

Attention particulière à la différence et au handicap.

<p><b>27. Ecole Arthur Haulot (implantation maternelle Saint-Lazare). Projet d'établissement. Approbation.</b></p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école Arthur Haulot (implantation maternelle Saint-Lazare), chaussée de Lille, 273 à 7500 Tournai, s'est réuni le 23 janvier 2015 et a approuvé le projet d'établissement;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**APPROUVE**

le projet d'établissement de l'école Arthur Haulot (implantation maternelle Saint-Lazare), chaussée de Lille, 273 à 7500 Tournai, soit :

## **PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE SAINT-LAZARE : "Une école qui vit au rythme de l'enfant"**

Comme l'huile permet au moteur de tourner sans se gripper, le respect permet à chaque individu de s'émanciper, de vivre en harmonie. En collaboration avec le centre de promotion de la santé à l'école (PSE) et la section infirmier de l'institut d'enseignement secondaire paramédical provincial (IESPP), l'équipe éducative veut instaurer chez les petits de la tolérance afin d'être capable d'interagir avec les autres. La bienveillance : entraide, camaraderie, acceptation des différences.

### **1. PHILOSOPHIE GENERALE**

"Tout au long de sa scolarité, l'élève sera amené à réfléchir sur lui-même, sur les autres, sur son environnement; la structuration de sa personnalité engage son avenir."

"Parmi les diverses activités de communication, l'élève pourra :

Se connaître, prendre confiance :

- se prendre en charge
- prendre des responsabilités
- être sensible à la vie, à la nature..."

(Extraits des "Socles de compétences, compétences transversales, Ministère de la Communauté française, 1999).

### **2. LE PROJET D'ETABLISSEMENT ET LE DECRET "MISSIONS"**

#### **a) Objectifs généraux**

"Promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun de ses élèves. Amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place dans la vie économique, sociale et culturelle. Préparer tous les élèves à être des citoyens responsables..., capables de contribuer au développement d'une société..."

(extrait du décret "Missions", article 6)

"Déceler les difficultés et les handicaps des enfants et leur apporter les remédiations nécessaires."

(extrait du décret "Missions" rappelant les objectifs particuliers de l'enseignement maternel, article 12)

#### **b) Moyens**

Collaboration avec des partenaires privilégiés :

- le centre psycho-médico-social (PMS) : suivi des enfants et des familles, orientation et mise au point d'aide et de remédiation
- le centre de promotion de la santé à l'école (PSE) : projet commun de prévention de la pédiculose, visite régulière à l'école, réunion d'information avec les parents...
- l'institut d'enseignement secondaire paramédical provincial (IESPP) : présence de stagiaires.

### **3. LE PROJET D'ETABLISSEMENT ET LE PROJET EDUCATIF DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL DE TOURNAI**

" L'école communale est une école humaniste. Elle est centrée sur le développement et l'épanouissement de l'enfant et prend en compte les besoins de la société."

"L'école communale est respectueuse des droits de l'enfant. Elle favorise les comportements d'épanouissement personnel, d'autonomie, de socialisation..."

#### **4. LE PROJET D'ETABLISSEMENT ET LE PROJET PEDAGOGIQUE DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL DE TOURNAI**

" L'école communale veut être une école qui donne la primauté à une formation qui apprend à vivre.

- elle doit être un lieu de vie où se développe un épanouissement global qui prenne en compte la personnalité de l'enfant dans toutes ses composantes (sociale, intellectuelle, corporelle, culturelle...)
- l'école communale valorise la réussite de l'enfant, en pratiquant une pédagogie active partant du vécu..."

#### **5. LE PROJET D'ETABLISSEMENT DANS LES SOCLES DE COMPETENCES ET LE PROGRAMME DU CONSEIL DE L'ENSEIGNEMENT DES COMMUNES ET DES PROVINCES (CECP)**

La sensibilisation au respect touche à des domaines aussi divers que l'hygiène, le savoir-vivre, la diététique, l'éducation physique, toutes compétences reprises dans les socles.

Elle est une situation mobilisatrice pour de nombreuses acquisitions : langage oral, vocabulaire, structuration du temps et de l'espace, schéma corporel et psychomotricité fine, socialisation...

#### **6. MISE EN ŒUVRE ET PRATIQUE DE CLASSE**

Les activités évoquées ci-après constituent l'épine dorsale et l'émergence concrète du projet. Il est bien entendu que les missions et activités habituelles d'une école maternelle sont toujours appliquées et même amplifiées grâce aux ouvertures offertes.

##### **a) Moyens mis en œuvre visant le développement rationnel de l'enfant :**

- définition d'un code de bonne conduite et charte affichée
- gestion de la violence : être à l'écoute, organisation d'activités à l'éducation sur la non-violence. Lors des activités diverses, insister sur les bonnes relations entre enfants et envers les adultes : règles de politesse, respect des autres et de soi, acceptation des règles et limites
- proposer des activités poussant à la socialisation et à l'expression.

##### **b) Moyens privilégiés d'ordre pédagogique :**

- attention particulière au langage et à la lecture au 1er cycle (Papy conteur, Polo le lapin, notre mascotte de classe).
- respecter les consignes
- favoriser le travail en cycles
- favoriser les "petits" groupes
- travailler en équipe
- règles de vie dans les coins de la classe : utilisation de colliers nominatifs...
- être intransigeant : bruit, disputes, non-respect du matériel...
- "le jeu à l'école maternelle" : espace d'apprentissage social, langagier, mathématique et moteur. L'enfant s'exprime, expérimente, construit ses connaissances, structure sa pensée et élabore sa vision du monde. Il apprend à être lui-même, à interagir avec les autres, à résoudre des problèmes. Il développe son imagination, sa créativité. En activité spontanée, le jeu aide l'enfant à s'approprier la réalité.

##### **c) Moyens permettant l'éclosion de la citoyenneté responsable :**

- application d'un code de bonne conduite insistant sur la politesse
- respect et bonne entente avec les générations aînées
- attention particulière à la différence et au handicap.

## **7. POINTS FORTS DE L'ECOLE**

- structure pour enfants de 2 ans et demi à 6 ans
- pas d'obligation de calquer son horaire sur celui d'une section primaire
- les enseignantes communiquent beaucoup entre elles, elles travaillent en collaboration, échangent et connaissent bien les enfants (faiblesses et points forts)
- coin sieste au calme, bibliothèque et prêt de livres...
- possibilité de rouler à vélo en sécurité, tous les enfants sont capables de rouler à deux roues en fin de scolarité maternelle.
- cycles d'accoutumance à l'eau, stages de psychomotricité, sorties pour des spectacles et des visites
- classes vertes ou gîte à l'école
- locaux adaptés : grands espaces, salle de psychomotricité, jeux, abri pour l'hiver...

## **28. Ecole communale Jean Noté. Projet d'établissement. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école Jean Noté, avenue de Gaulle, 1 à 7500 Tournai, s'est réuni le 26 janvier 2015 et a approuvé le projet d'établissement;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE**

le projet d'établissement de l'école Jean Noté, avenue de Gaulle, 1 à 7500 Tournai, soit :

### **PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE JEAN NOTE**

#### **Introduction et généralités**

Ce projet d'établissement est élaboré en fonction :

#### **a) du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental**

- Promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves
- Amener tous les enfants à s'approprier des savoirs et acquérir les compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle
- Préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte sur les autres cultures
- Assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale

#### **b) du décret "Ecole de la réussite"**

- Mise en place d'une organisation en cycles

c) de la circulaire du 10 août 1998

- Assurer la continuité des apprentissages de la première à la sixième primaire
- Respecter les rythmes individuels par la différenciation des apprentissages
- Rendre collective la prise en charge du cycle par un fonctionnement en équipe et par la concertation
- Distinguer évaluation sommative et formative

d) du projet éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur

e) de la circulaire du 14 septembre 1998

- Organisation des classes de dépaysement

f) de la circulaire du 24 janvier 2002

- Apprentissage des langues

g) du décret du 11 juillet 2002

- Organisation des formations en cours de carrière

**A. Donner un sens aux apprentissages**

L'enfant développera ses compétences, le plus souvent possible, au départ de situations de vie.

Il sera un enfant "acteur", confronté à la résolution de problèmes vrais.

Il pourra ainsi acquérir des compétences solides et transférables :

- Savoir parler, écouter, lire et écrire
- Traiter l'information
- Observer scientifiquement
- Expérimenter
- Constater
- Créer...

*Actions concrètes :*

- Promouvoir des activités concrètes impliquant des manipulations pour aider l'enfant à accéder à l'abstraction (création de jeux mathématiques et de jeux expérimentaux)
- Favoriser les activités d'éveil, vecteurs d'apprentissages significatifs donnant le désir d'apprendre
- Apprendre à rédiger des écrits divers : lettres, invitations, résumés, synthèses...
- Favoriser les travaux de recherche, seul ou en groupe : dictionnaire, documents divers
- Mettre en œuvre des échanges dans le cycle et les intercycles
  - \* Travail en cycle 2 et demi/5
  - \* Travail en cycle 5/8
  - \* Travail en cycle 9/12

**B. Assurer la continuité**

Pour permettre à l'enfant de parcourir sa scolarité de manière continue, étape par étape, la cohérence et la continuité intra et intercycles sont de rigueur.

*Actions concrètes :*

- Travail en cycles
- Echanges et collaboration inter-classes
- Rechercher, créer et utiliser des référentiels :
  - \* Code grammatical commun (de la 1ère à la 6ème primaire)
  - \* Cahier de synthèse
- Intercalaires communs
- Apprendre aux enfants à créer et à utiliser une table des matières pour les classeurs d'intercalaires communs
- Etablir clairement les objectifs à atteindre en fin de cycles
- Evaluer, quotidiennement, de manière formative, les apprentissages des élèves
- Evaluer, de manière sommative, les séquences d'apprentissage : minimum quatre bulletins par an

- Apprendre la rigueur qui sera exigée dans tous les travaux et dans le respect du règlement de discipline de l'école
- Organiser de véritables concertations intra ou intercycles à des moments favorables pour tous.

### **C. Aider les enfants en difficulté**

L'école communale, ouverte à tous, refuse la sélection sociale et économique : elle accorde une sollicitude équitable à tous les enfants.

*Actions concrètes :*

- Plus de prise en charge individuelle des enfants en difficulté par une enseignante
- Création d'entraide entre les enfants (tutorat)
- Groupe de besoins
- Prendre en compte les problèmes particuliers rencontrés par certains enfants (vue, ouïe, motricité, dyslexie...) par le biais du centre psycho-médico-social (PMS), de logopède, kinésithérapeute, centre médical...
- Différencier, dans la mesure du possible, les méthodes et les outils d'apprentissage
- Apprendre à l'enfant à gérer son temps (contrats, devoirs...)
- Accueillir des enfants à besoins spécifiques pour autant que cela soit compatible avec la vie scolaire et relationnelle dans l'établissement.

### **D. Contribuer à l'éducation de l'enfant dans le respect de lui-même, des autres, de son environnement et de son patrimoine**

L'école communale est, par excellence, le point de rencontre, le milieu social, le lieu où l'on étudie, où l'on éduque, où l'on joue ensemble et où l'on partage la vie de tous les autres.

*Actions concrètes :*

- Adapter, modifier le règlement de classe et/ou école, avec les enfants, si cela s'avère nécessaire
- Sensibiliser les enfants au respect de l'environnement, du patrimoine en leur faisant découvrir ceux-ci : sorties, visites, journée patrimoine, géographie, histoire, écologie...
- Respecter l'enfant en tant que personne à part entière, aménager des temps de parole (conseil de coopération)
- Promouvoir une école où l'adulte, enseignant ou autre, dans sa personne ou dans son travail, est aussi respecté par l'enfant (savoir-vivre)

### **E. La communication avec les parents**

Des réunions d'information seront organisées :

- en début d'année lors d'une réunion par classe, dans le courant de l'année lors d'une réunion individuelle et une réunion en fin d'année
- à l'attention des parents qui en éprouveraient la nécessité, par rapport à des besoins personnels.

Nous tâcherons au mieux de véhiculer l'information par le biais du journal de classe des enfants ou par divers feuillets.

De plus, nous veillerons également à solliciter les parents, à l'occasion, en tant que personnes ressources (aide lors d'activités extérieures, utilisation des potentialités et spécificités dans des activités scolaires...).

### **F. Accueil des enfants à besoins spécifiques dans le cadre de l'intégration dans l'enseignement ordinaire**

Accueillir des enfants à besoins spécifiques pour autant que cela soit compatible avec la vie scolaire et relationnelle dans l'établissement.

## **G. Le passage primaire-secondaire**

Des informations et conseils seront donnés par l'intermédiaire du centre PMS.

## **H. Organisation de l'année complémentaire**

- L'organisation de cette année complémentaire est une obligation décréte qui comporte trois principes :
  1. son organisation doit rester exceptionnelle
  2. il ne peut s'agir d'un redoublement ni de création de classe supplémentaire
  3. sa mise en place doit être adaptée en fonction des réalités de l'école suivant deux points de vue :
- le point de vue pédagogique qui s'appuie conjointement sur :
  - \* des choix réfléchis sur les groupements possibles des élèves
  - \* la concrétisation des moyens rappelés dans le décret (continuité, différenciation et évaluation formative dans les apprentissages)
- le point de vue législatif qui place l'école dans l'obligation de respecter :
  - \* la loi du 29 juin 1983 relative à l'obligation scolaire (possibilité de dérogations pour ce qui concerne l'avancement et le maintien)
  - \* le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental (redoublement interdit au sein d'une étape)
- La situation de l'enfant est évaluée tout au long de l'année

### ***Projets spécifiques***

#### **1. Section primaire**

##### **Un jardin insoupçonné**

- Collaboration avec BIODIBAP, le Centre régional d'initiation à l'environnement (CRIE) et le service jardinage de la Ville
- Ouvrir les enfants à la biodiversité
- Entretien des plantations et de la mare, fabrication d'hôtels à insectes
- Exploitation d'un jardin potager
- Observation du biotope
- Répartition des tâches d'entretien, participation à des ateliers scientifiques par cycles

##### **Sorties**

Visite de musées, spectacles, classes vertes, activités sportives diverses, partenariat pédagogique avec des écoles secondaires, classes de dépaysement...

#### **2. Section maternelle**

- Exploitation du verger, du jardin potager et culture de légumes, réalisation d'activités culinaires avec les récoltes, utilisation d'outils, manipulations, entretien du jardin au rythme des saisons
- Ateliers psychomoteurs en collaboration entre les classes maternelles
- Visite mensuelle à la bibliothèque de la Ville
- Modules d'accoutumance à l'eau
- Sorties : musées, spectacles, journée à la ferme, chèvreserie, classes de dépaysement,...
- Hygiène à la santé
- Brossage des dents
- Lavage régulier des mains
- Sensibilisation à une alimentation saine.



## **29. Ecole Jean Noté (implantation de Barry). Projet d'établissement. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école Jean Noté (implantation de Barry), rue de l'Eglise Saint-Albin, 18 à 7534 Barry, s'est réuni le 30 janvier 2015 et a approuvé le projet d'établissement;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE**

le projet d'établissement de l'école Jean Noté (implantation de Barry), rue de l'Eglise Saint-Albin, 18 à 7534 Barry, soit :

#### **PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE DE BARRY**

##### **Introduction et généralités**

Ce projet d'établissement est élaboré en fonction de :

##### **a) Décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental**

- Promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves
- Amener tous les enfants à s'approprier des savoirs et acquérir les compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle
- Préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte sur les autres cultures
- Assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale

##### **b) Décret "Ecole de la réussite"**

- Mise en place d'une organisation en cycles

##### **c) La circulaire du 10 août 1998**

- Assurer la continuité des apprentissages de la première à la sixième primaire
- Respecter les rythmes individuels par la différenciation des apprentissages
- Rendre collective la prise en charge du cycle par un fonctionnement en équipe et par la concertation
- Distinguer évaluation sommative et formative

##### **d) Projet éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur**

##### **e) Circulaire 14 septembre 1998**

- Organisation des classes de dépaysement

##### **f) Circulaire du 24 janvier 2002**

- Apprentissage des langues

##### **g) Décret du 11 juillet 2002**

- Organisation des formations en cours de carrière

### **A. Donner du sens aux apprentissages**

Développer les multiples apprentissages à partir de situations pratiques en tenant compte des ressources, des potentialités, des difficultés de chacun pour amener tous les élèves à réinvestir dans des situations nouvelles.

#### **Activités concrètes :**

Deux grands domaines ciblés : **histoire et géographie.**

Sur le plan humain :

- des rencontres avec des partenaires
- présence de l'école dans le village
- échange et collaboration avec l'école maternelle
- des visites, des témoignages, des participations... des réalisations et des constructions
- cercle de collaborateurs : des habitants du village, des enseignants, des parents
- ateliers avec l'aide et le soutien d'institutions telles que : le centre régional de l'initiation à l'environnement (CRIE), la province de Hainaut, le service pédagogique de la Ville de Tournai, les écrivains publics...
- des ressources humaines : participants, témoins, partenaires
- des ressources matérielles : patrimoine, monuments, objets
- des ressources iconographiques : cartes postales, photos, affiches, articles de presse
- des projets : marche nocturne, sauvegarde du patrimoine, des peintures murales extérieures, des visites, des jeux durant la récréation...

### **B. Assurer la continuité**

Construire des apprentissages en tenant compte du futur proche et plus lointain des élèves.

Nos classes composites permettent une projection de cette continuité.

#### **Activités concrètes :**

- Les enseignants ont mis en place un système de classement des leçons dans tous les domaines
- Les synthèses destinées à suivre les élèves sont photocopiées sur feuille de couleur
- Une grille de pondération destinée à l'évaluation de l'orthographe a été adoptée
- Des ateliers musicaux, artistiques, scientifiques... organisés au cycle 2 et au cycle 3
- L'évaluation formative est pratiquée dans chaque classe.

### **C. Aider les enfants en difficulté**

Ecole familiale aux dimensions sociales et humaines.

Des enseignants proches des enfants et attentifs aux attentes des parents.

#### **Activités concrètes:**

- Le centre psycho-médico-social (PMS) : aide psychopédagogique
- Le CPSE de Péruwelz, promotion à la santé : aide médicale
- Une étude active avec un suivi des élèves qui y participent
- Des valeurs sûres : partage, respect, solidarité
- Des tutorats favorisés grâce à nos classes composites
- De l'auto-socio-construction

#### **D. Contribuer à l'éducation de l'enfant dans le respect de lui-même, des autres, de son environnement et de son patrimoine**

Un parrainage est mis en place dès la rentrée : encadrement des plus petits par les plus grands au réfectoire, lors des sorties...

Un climat d'entraide est instauré.

L'élève est invité constamment à respecter les lieux, l'environnement et la propreté.

Lors des apprentissages, l'élève est amené à prendre en considération le matériel, le cadre de vie et le travail de chacun.

L'école applique les règles de politesse et de savoir-vivre à respecter dans l'enseignement communal de Tournai.

L'élève apprend le respect de soi, le respect des autres, le respect des règles de vie.

Un suivi particulier est donné à l'organisation de l'année complémentaire.

##### **Activités concrètes:**

- Organisation des cycles 5/8 et 8/12.
- Accueil des enfants aux besoins spécifiques.
- Passage du primaire vers le secondaire avec l'aide du PMS.
- Accueil des parents, communication favorisée et facilitée

#### **E. La communication avec les parents**

Des réunions d'information seront organisées :

- en début d'année lors d'une réunion par classe, dans le courant de l'année lors d'une réunion individuelle et une réunion en fin d'année
- à l'attention des parents qui en éprouveraient la nécessité, par rapport à des besoins personnels

##### **Activités concrètes :**

Nous tâcherons au mieux de véhiculer l'information par le biais du journal de classe des enfants ou par divers feuillets.

De plus, nous veillerons également à solliciter les parents, à l'occasion, en tant que personnes ressources (aide lors d'activités extérieures, utilisation des potentialités et spécificités dans des activités scolaires...).

#### **F. Accueil des enfants à besoins spécifiques dans le cadre de l'intégration dans l'enseignement ordinaire**

Accueillir des enfants à besoins spécifiques pour autant que cela soit compatible avec la vie scolaire et relationnelle dans l'établissement.

#### **G. Le passage primaire-secondaire**

Des informations et conseils seront donnés par l'intermédiaire du centre PMS.

#### **H. Organisation de l'année complémentaire**

L'organisation de cette année complémentaire est une obligation décréte qui comporte trois principes :

1. son organisation doit rester exceptionnelle
  2. il ne peut s'agir d'un redoublement, ni de création de classe supplémentaire
  3. sa mise en place doit être adaptée en fonction des réalités de l'école suivant deux points de vue :
- le point de vue pédagogique (choix réfléchis quant aux groupements possibles des élèves et concrétisation des moyens rappelés dans le décret : continuité, différenciation et évaluation formative dans les apprentissages)

- le point de vue législatif (obligation de respecter l'obligation scolaire et le décret de la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental (redoublement interdit au sein d'une étape)).

La situation de l'enfant est évaluée tout au long de l'année.

### **30. Ecole Jean Noté (implantation de Vaulx). Projet d'établissement. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école Jean Noté (implantation de Vaulx), rue des Ablioux, 48 à 7536 Vaulx, s'est réuni le 27 janvier 2015 et a approuvé le projet d'établissement;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **APPROUVE**

le projet d'établissement de l'école Jean Noté (implantation de Vaulx), rue des Ablioux, 48 à 7536 Vaulx, soit :

#### **PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE DE VAULX**

##### **Introduction et généralités**

Ce projet d'établissement est élaboré en fonction de :

##### **a) Décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental**

- Promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves
- Amener tous les enfants à s'approprier des savoirs et acquérir les compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle
- Préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte sur les autres cultures
- Assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale

##### **b) Décret "Ecole de la réussite"**

- Mise en place d'une organisation en cycles

##### **c) La circulaire du 10 août 1998**

- Assurer la continuité des apprentissages de la première à la sixième primaire
- Respecter les rythmes individuels par la différenciation des apprentissages
- Rendre collective la prise en charge du cycle par un fonctionnement en équipe et par la concertation
- Distinguer évaluation sommative et formative

##### **d) Projet éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur**

##### **e) Circulaire du 14 septembre 1998**

- Organisation des classes de dépaysement

f) Circulaire du 24 janvier 2002

- Apprentissage des langues

g) Décret du 11 juillet 2002

- Organisation des formations en cours de carrière

**A. Donner un sens aux apprentissages**

L'enfant développera ses compétences, le plus souvent possible, au départ de situations de vie.

Il sera un enfant "acteur", confronté à la résolution de problèmes vrais.

Il pourra ainsi acquérir des compétences solides et transférables :

- Savoir parler, écouter, lire et écrire
- Traiter l'information
- Observer scientifiquement
- Expérimenter
- Constater
- Créer...

Actions concrètes :

- Promouvoir des activités concrètes impliquant des manipulations pour aider l'enfant à accéder à l'abstraction (création de jeux mathématiques et de jeux expérimentaux)
- Favoriser les activités d'éveil, vecteurs d'apprentissages significatifs donnant le désir d'apprendre.
- Apprendre à rédiger des écrits divers : lettres, invitations, résumés, synthèses...
- Favoriser les travaux de recherche, seul ou en groupe : dictionnaire, documents divers
- Mettre en œuvre des échanges dans le cycle et les intercycles
  - \*Travail en cycle 2 et demi/5
  - \*Travail en cycle 5/8
  - \*Travail en cycle 9/12.

**B. Assurer la continuité**

Pour permettre à l'enfant de parcourir sa scolarité de manière continue, étape par étape, la cohérence et la continuité intra et intercycles sont de rigueur.

Actions concrètes :

- Travail en cycles
- Echanges et collaboration interclasses
- Rechercher, créer et utiliser des référentiels :
  - \* Code grammatical commun (de la 1ère à la 6ème primaire)
  - \* Cahier de synthèse
- Intercalaires communs
- Apprendre aux enfants à créer et à utiliser une table des matières pour les classeurs d'intercalaires communs
- Etablir clairement les objectifs à atteindre en fin de cycles
- Evaluer, quotidiennement, de manière formative, les apprentissages des élèves
- Evaluer, de manière sommative, les séquences d'apprentissage : minimum quatre bulletins par an
- Apprendre la rigueur qui sera exigée dans tous les travaux et dans le respect du règlement de discipline de l'école
- Organiser de véritables concertations intra ou intercycles à des moments favorables pour tous.

### **C. Aider les enfants en difficulté**

L'école communale, ouverte à tous, refuse la sélection sociale et économique: elle accorde une sollicitude équitable à tous les enfants.

*Actions concrètes :*

- Plus de prise en charge individuelle des enfants en difficulté par une enseignante
- Création d'entraide entre les enfants (tutorat)
- Groupe de besoins
- Prendre en compte les problèmes particuliers rencontrés par certains enfants (vue, ouïe, motricité, dyslexie...) par le biais du centre psycho-médico-social (PMS), de logopède, kinésithérapeute, centre médical...
- Différencier, dans la mesure du possible, les méthodes et les outils d'apprentissages
- Apprendre à l'enfant à gérer son temps (contrats, devoirs...)
- Accueillir des enfants à besoin spécifique pour autant que cela soit compatible avec la vie scolaire et relationnelle dans l'établissement.

### **D. Contribuer à l'éducation de l'enfant dans le respect de lui-même, des autres, de son environnement et de son patrimoine**

L'école communale est, par excellence, le point de rencontre, le milieu social, le lieu où l'on étudie, où l'on éduque, où l'on joue ensemble et où l'on partage la vie de tous les autres.

*Actions concrètes :*

- Adapter, modifier le règlement de classe et/ou école, avec les enfants, si cela s'avère nécessaire
- Sensibiliser les enfants au respect de l'environnement, du patrimoine en leur faisant découvrir ceux-ci : sorties, visites, journée patrimoine, géographie, histoire, écologie...
- Respecter l'enfant en tant que personne à part entière, aménager des temps de parole (conseil de coopération)
- Promouvoir une école où l'adulte, enseignant ou autre, dans sa personne ou dans son travail, est aussi respecté par l'enfant (savoir-vivre).

### **E. La communication avec les parents**

Des réunions d'information seront organisées :

- en début d'année lors d'une réunion par classe, dans le courant de l'année lors d'une réunion individuelle et une réunion en fin d'année
- à l'attention des parents qui en éprouveraient la nécessité, par rapport à des besoins personnels

Nous tâcherons au mieux de véhiculer l'information par le biais du journal de classe des enfants ou par divers feuillets.

De plus, nous veillerons également à solliciter les parents, à l'occasion, en tant que personnes ressources (aide lors d'activités extérieures, utilisation des potentialités et spécificités dans des activités scolaires...).

### **F. Accueil des enfants à besoins spécifiques dans le cadre de l'intégration dans l'enseignement ordinaire**

Accueillir des enfants à besoins spécifiques pour autant que cela soit compatible avec la vie scolaire et relationnelle dans l'établissement.

### **G. Le passage primaire-secondaire**

Des informations et conseils seront donnés par l'intermédiaire du centre PMS.

## **H. Organisation de l'année complémentaire**

L'organisation de cette année complémentaire est une obligation décrétable qui comporte trois principes :

1. son organisation doit rester exceptionnelle
  2. il ne peut s'agir d'un redoublement, ni de création de classe supplémentaire
  3. sa mise en place doit être adaptée en fonction des réalités de l'école suivant deux points de vue :
- le point de vue pédagogique qui s'appuie conjointement sur :
    - \* des choix réfléchis aux groupements possibles des élèves
    - \* la concrétisation des moyens rappelés dans le décret (continuité, différenciation et évaluation formative dans les apprentissages)
  - le point de vue législatif qui place l'école dans l'obligation de respecter :
    - \* la loi du 29 juin 1983 relative à l'obligation scolaire (possibilité de dérogations pour ce qui concerne l'avancement et le maintien)
    - \* le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental (redoublement interdit au sein d'une étape)

La situation de l'enfant est évaluée tout au long de l'année.

### **Projets spécifiques**

#### **1. Section primaire**

##### Un jardin

- Collaboration avec le Centre régional d'initiation à l'environnement (CRIE) et le service jardinage de la Ville
- Ouvrir les enfants à la biodiversité
- Entretien des plantations, fabrication d'hôtels à insectes, de nichoirs...
- Répartition des tâches d'entretien, participation à des ateliers scientifiques par cycles

##### Tri sélectif

##### Sorties

Visite de musées, spectacles, classes vertes, activités sportives diverses, partenariat pédagogique avec des écoles secondaires, classes de dépaysement...

#### **2. Section maternelle**

- Exploitation du jardin potager et culture de légumes, réalisation d'activités culinaires avec les récoltes, utilisation d'outils, manipulations, entretien du jardin au rythme des saisons, compostage, tri sélectif
- Ateliers psychomoteurs en collaboration entre les classes maternelles
- Visite mensuelle à la bibliothèque de la Ville
- Modules d'accoutumance à l'eau
- Sorties : musées, spectacles, journée à la ferme, chévrerie, classes de dépaysement...
- Hygiène à la santé
- Brossage des dents
- Lavage régulier des mains
- Sensibilisation à une alimentation saine, petits déjeuners à l'école.

### **31. Ecole du Val d'Orcq. Projet d'établissement. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école du Val d'Orcq, résidence Marcel Carbonnelle, 7b à 7500 Tournai, s'est réuni le 27 novembre 2014 et a approuvé le projet d'établissement après adaptation;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **APPROUVE**

le projet d'établissement de l'école du Val d'Orcq, résidence Marcel Carbonnelle, 7b à 7500 Tournai, soit :

**PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE DU VAL D'ORCQ : "Nous avons tous un point commun, nous sommes tous différents" ou "Comment mettre l'intégration des enfants à besoins spécifiques au service de l'ensemble des élèves?"**

#### **I. Les prescrits légaux**

- le décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre du 24 juillet 1997 prône l'école pour tous, l'école qui répond aux besoins de chacun
- les socles de compétences (mai 1999)
- le décret organisant l'enseignement spécialisé du 3 mars 2004 fixe, notamment, les modalités de l'intégration scolaire
- les avis du Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé (C.S.E.S.) en relation avec l'intégration
- le projet éducatif et pédagogique de l'enseignement communal de Tournai.

#### **II. Le projet d'établissement**

Le projet d'établissement s'articule autour de 4 grands axes :

##### **a) Le sens donné aux apprentissages**

Les seules limites sont celles posées par l'élève.

L'intégration des enfants à besoins spécifiques est la source intarissable de la réflexion de l'équipe éducative. Plus on s'intéresse aux besoins des enfants, plus les réponses à apporter et les méthodes à utiliser s'enrichissent.

La pédagogie différenciée indispensable aux enfants en intégration est donc transférée, en tout ou en partie selon les domaines, dans les pratiques quotidiennes au service de tous les enfants.



Quelques exemples d'une liste non exhaustive :

- notre enseignement différencié s'est tourné vers les nouvelles technologies (tableaux blancs interactifs, ordinateurs portables, cyberclasse)
- utilisation d'indices visuels qui permettent la mise en évidence de l'essentiel/l'accessoire et renforcent la prégnance de certains apprentissages : surlignage, couleurs, pictogrammes, diagrammes, photos...
- modulation du temps de travail, des cours collectifs et individualisés
- installation de rituels (Braingym)
- méthodes de travail pour apprendre à apprendre (cartes mentales : schéma reproduisant les associations d'idées réalisées par le cerveau)
- gestion mentale : faire prendre conscience des habitudes mentales mises en œuvre au cours des activités et structurer les gestes mentaux (attention, mémorisation, compréhension, réflexion, imagination) pour mener l'élève vers l'autonomie.

*b) La continuité des apprentissages*

- mise en place d'un cycle 5/8
- pédagogie active partant du vécu de l'enfant, de ses besoins et de ses préoccupations
- organisation d'une année complémentaire avec mise en place d'un enseignement différencié et à travers le travail en cycles
- carnet individuel de l'élève
- évaluation formative centrée sur l'enfant, ses acquis et ses progressions
- passage de documents, référentiels, synthèses, matériel d'une classe à l'autre
- mise en place de méthodologies communes : vocabulaire utilisé, codes de couleur, pictogrammes, matériels mis à disposition des enfants,...
- concertation permanente entre les enseignants
- animation du centre psycho-médico social (PMS) avec les élèves de 6ème année pour l'orientation vers le secondaire.

*c) L'éducation de l'enfant dans le respect de lui-même, des autres, de son environnement et de son patrimoine*

- l'école est une école de la démocratie. Elle encourage l'enfant à la construction d'une société démocratique et l'amène à s'exercer à la citoyenneté responsable
- l'école est humaniste, elle est centrée sur le développement de l'enfant. Elle vise à son mieux-être affectif, physique et intellectuel
- l'école est respectueuse des droits de l'enfant, elle favorise les comportements d'autonomie, de confiance en soi, de socialisation et du sens des responsabilités

Elle attache une attention particulière à la gestion des conflits et à la prévention de la violence en partenariat avec le service d'aide à l'intégration sociale (S.A.I.S.) et le P.M.S.

- elle assure la promotion d'une alimentation saine et d'une bonne hygiène de vie (fruits à l'école, produits laitiers,...)
- elle amène les enfants à la découverte de leur patrimoine et de leur environnement (théâtre, cinéma, visites culturelles, musées, expositions, classes de dépaysement,...)
- les fonctions exécutives s'activant dans les mêmes zones du cerveau que les domaines artistiques, l'école promotionnera, dans des activités concrètes, l'art sous toutes ses formes.

#### d) L'aide aux enfants en difficulté

L'école est engagée dans le processus d'intégration (voir chapitre III).

Dans ce cadre, elle s'est dotée d'un équipement performant : tableaux blancs interactifs, ordinateurs portables, logiciels "Kurzweil 3000" (programme de synthèse vocale pour les enfants dyslexiques), "Wody" (prédicteur orthographique) pour la dysorthographe ou encore les outils du logiciel "Gerip" pour les rééducations.

Elle met en place les stratégies liées aux besoins spécifiques des enfants.

Elle s'articule donc autour de deux volets. Tout d'abord, le volet thérapeutique axé sur les troubles spécifiques dont se charge la logopède en travail individuel. D'autre part, le volet pédagogique réservé à l'enseignant qui adapte ses séquences d'apprentissage à travers un matériel et des canevas adaptés.

Elle préconise de permettre à l'enfant de participer à toutes les interactions sociales qui ont lieu au sein de la classe et de l'école afin qu'il puisse être stimulé par ses compagnons de classe.

Elle vise à long terme à une autonomie relative en fonction des besoins pérennes de l'enfant. En accord avec l'inspection, elle prévoit des évaluations adaptées, y compris dans les épreuves certificatives.

Exemples d'aménagements pour un enfant présentant un trouble déficitaire de l'attention (T.D.A.) :

- aménagements de l'espace, par exemple, en organisant le matériel, en supprimant tout distracteur...
- aménagements du temps, par exemple, en fragmentant les activités, en adaptant les situations d'évaluation...
- aménagements psycho-affectifs, par exemple, en donnant des consignes fractionnées et précises, en respectant la fatigabilité de l'enfant...
- aménagements méthodologiques, par exemple en proposant un schéma de planification, en élaborant des documents aérés, en utilisant l'outil informatique...

### **III. L'intégration**

#### a) La philosophie générale

L'intégration exige un travail sur les mentalités et sur les attitudes prédominantes de la société ainsi que des milieux éducatifs, par rapport à la place que doit avoir tout élève ou toute personne à besoins spécifiques dans les établissements et dans la vie.

L'intégration est une réponse recherchée, adaptée et soutenue qui permet à chaque enfant de préparer une intégration professionnelle et/ou sociale la plus harmonieuse possible.

L'intégration s'apprécie non seulement dans le cadre du présent, mais doit aussi envisager l'avenir. C'est un processus à construire ensemble avec un respect total de l'identité et de la diversité de chacun.

L'intégration est chaque fois un projet unique, qu'il soit individuel ou collectif, qui doit :

- être guidé par l'éthique, la déontologie et la responsabilisation de tous les acteurs
- répondre, de manière personnalisée, aux besoins éducatifs spécifiques de chacun des enfants intégrés dans un milieu de vie scolaire ordinaire
- se fonder sur des arguments pédagogiques
- étudier objectivement la faisabilité du projet
- proposer la mise en oeuvre d'un dispositif dynamique.

L'élève, lui, sera toujours au centre des priorités éducatives.

L'intégration implique des modèles d'intégration efficaces dans la mesure où ils prendront en compte des changements concrets de la société :

- relations famille-enfant-enseignant.
- technologies nouvelles.
- outils pédagogiques adaptés.

#### b) La formation

L'intégration suppose une formation et une valorisation des membres des personnels.

L'école, dans la mesure de ses moyens et de ses disponibilités, veillera donc à :

- une formation initiale de haut niveau qui devrait inclure des connaissances sur le développement de l'enfant, les modalités de l'intervention précoce, la problématique des différents besoins, la différenciation, l'évaluation et les nouvelles technologies
- une formation continue indispensable pour continuer à apprendre et à adapter sa pratique à chaque enfant à besoins spécifiques
- un investissement dans des recherches-actions qui permettent de théoriser et de modéliser les pratiques pédagogiques les plus performantes.

#### c) Les collaborations

- Les parents : l'intégration, c'est le choix possible des parents. Ils sont les décideurs, les responsables principaux de l'éducation de leur enfant; ils ont donc un rôle essentiel dans toutes les prises de décision
- Le centre psycho-médico-social (PMS)
- Les services ambulatoires (centres pluridisciplinaires, centres d'aide précoce, services d'aide à l'intégration,...)
- Le centre de promotion de la santé à l'école (PSE)
- Les services médicaux
- Les services sociaux
- Les logopèdes indépendantes.

#### d) La gestion administrative

La proposition d'intégration doit se faire auprès du chef d'établissement d'enseignement spécialisé et doit émaner d'au moins un des intervenants suivants :

- le conseil de classe de l'établissement d'enseignement spécialisé (équipes éducative, paramédicale et auxiliaire d'éducation)
- l'organisme qui assure la guidance des élèves de cet établissement (le centre psycho-médico-social ordinaire ou spécialisé (C.P.M.S./S))
- les parents, la personne responsable de l'enfant
- l'équipe éducative d'un établissement d'enseignement ordinaire.

Le projet d'intégration est défini conjointement par les deux équipes éducatives, assistées par l'organisme ou le centre qui assure la guidance de l'élève. L'organisme ou le centre P.M.S. de l'enseignement ordinaire est associé à cette procédure.

#### Protocole d'intégration

À l'issue de la procédure, un protocole est établi. Il contient :

- le projet d'intégration (la synthèse du dossier de l'élève, les objectifs visés, l'équipement spécifique, les besoins de l'élève en matière de transport et les dispenses éventuelles au programme de l'enseignement ordinaire, le dispositif de liaison entre les deux écoles)
- les modalités d'accompagnement et le choix du personnel
- les modalités de concertation et les modalités d'évaluation interne de l'intégration
- l'accord des deux centres P.M.S.
- l'accord des deux directions
- l'accord des parents.

#### Types d'intégration

Il existe quatre types d'intégration :

- Intégration temporaire partielle
- Intégration permanente partielle
- Intégration temporaire totale
- Intégration permanente totale.

Le projet d'établissement s'inscrit dans le cadre de ces deux derniers types. L'enfant est administrativement inscrit dans l'école d'enseignement spécialisé, mais fréquente l'établissement d'enseignement ordinaire. Les intégrations sont limitées à six élèves pour l'établissement.

### **IV. Divers**

*a) Liaison famille-école*

Cette liaison se réalise par :

En maternelle : un cahier ou une farde de communication

En primaire : un journal de classe et une farde de communication

En maternelle et primaire : une réunion la première semaine de chaque rentrée scolaire

En primaire : 3 réunions de parents par année scolaire

En maternelle et primaire : des réunions privées avec l'enseignant, la direction ou le PMS à la demande d'un des intervenants.

*b) Frais scolaires*

Les frais scolaires sont liés aux repas, déplacements en bus, fréquentation de la piscine, visites culturelles, spectacles, cinémas, classes de dépaysement, voyage scolaire, excursion,...

Dans le cadre des activités pédagogiques, une participation pourrait être demandée, par exemple pour l'achat d'un roman dans le cadre d'une activité de lecture ainsi que pour des activités festives, par exemple, la fête de l'école.

<b>32. Ecole du Château. Projet d'établissement. Approbation.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école du Château, avenue Leray, 33 à 7500 Tournai, s'est réuni le 6 février 2015 et a approuvé le projet d'établissement;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**APPROUVE**

le projet d'établissement de l'école du Château, avenue Leray, 33 à 7500 Tournai, soit :

**PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE DU CHATEAU : "Culture, bien-être et sports : un esprit sain dans un corps sain"**

*Susciter le goût de la culture et de la créativité et favoriser la participation à des activités culturelles et sportives. (extrait du décret "Missions", article 8)*

**Culture**

Nos enfants assistent et participent à de nombreuses pièces de théâtre, projections cinématographiques, visites de musées...

Collaboration étroite avec Madame Liliane Clément, détachée pédagogique des musées de la Ville de Tournai.

**Bien-être et santé :**

L'Office de la naissance et de l'enfance (ONE), le centre de promotion de la santé à l'école (PSE), l'institut de l'enseignement secondaire paramédical provincial (IESPP)... procurent de nombreuses animations, dès le plus jeune âge, sur l'alimentation saine, l'hygiène...

**Sports :**

Depuis le 1er septembre 2013 :

- les enfants de maternelle ont trente minutes de psychomotricité par jour.
- les enfants de primaire bénéficient d'une section sportive dès la troisième primaire. Cette filière propose une initiation d'une heure par semaine dans deux disciplines individuelles (judo et tennis) ainsi que deux collectives (handball et hockey sur gazon).

Classes de dépassement :

- au degré moyen: classes vertes (Vielsalm, Aiseau,...).
- en 5ème primaire: classes de neige.
- en 6ème primaire: classes de voile ou sports terrestres organisées par l'administration de l'éducation physique, du sport et de la vie en plein air (ADEPS).

<p><b>33. Ecole Camille Dépinoy (implantations maternelle et primaire de Blandain). Projets d'établissements. Approbation.</b></p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école Camille Dépinoy (implantation maternelle de Blandain, rue Edmond Richard, 4 à 7522 Blandain et implantation primaire de Blandain, rue Oscar Roger, 25 à 7522 Blandain), s'est réuni le 20 janvier 2015 et a approuvé les projets d'établissement après adaptation;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ces projets d'établissement conformes au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

## APPROUVE

les projets d'établissement de l'école Camille Dépinoy (implantation maternelle de Blandain, rue Edmond Richard, 4 à 7522 Blandain et implantation primaire de Blandain, rue Oscar Roger, 25 à 7522 Blandain), soit :

**PROJETS D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE DE BLANDAIN (MATERNELLE ET PRIMAIRE) : "La lecture au service de l'écriture" et "L'enfant acteur de la protection de son environnement"**

### 1. Objectifs

- Permettre à chaque enfant l'accès à des lectures adaptées à son âge et ce, dès l'entrée en maternelle.
- Faire découvrir à l'enfant différents supports et types de lecture.
- Prendre conscience que chaque apprentissage se base sur la lecture et ce, aussi pour les mathématiques et l'éveil.
- Rendre les enfants acteurs de la protection de leur environnement à travers des activités d'observation.

### 2. Que proposons-nous pour y parvenir ?

Notre première priorité sera d'aménager une bibliothèque au sein de l'école avec coin lecture afin que les élèves fassent la démarche d'aller vers le livre.

*En maternelle*, l'accent sera mis sur :

#### Lecture

- Lecture quotidienne d'albums
- Utilisation de boîtes à mots
- Utilisation de référentiels pour la prélecture
- Reconnaissance de mots clés
- Recherche de livres adaptés au thème en cours à la bibliothèque
- Lecture d'affiches, de recettes, de textes informatifs...

#### Savoir parler

- Comptines, chants, jeux de doigts, de mains...
- Présentation d'albums par les enfants, de photos, de dessins...
- Utilisation d'un vocabulaire précis (création de référentiels)

#### Savoir écrire

- Réalisation d'un livre, d'un album...

#### Eveil

- Observation de la faune et la flore de l'espace nature

*En primaire*, l'accent sera mis sur :

#### Lecture

- Ateliers différenciés de lecture respectant le niveau de lecture de l'enfant (de la fiche au livre...)
- Rallye-lecture
- Analyse d'albums et de romans, en groupe classe
- Fréquentation de la bibliothèque
- Lecture d'informations en relation avec le projet d'aménagement de l'espace nature

#### Parler

- Poésies, chants...
- Travail de la justification : savoir justifier son choix, son point de vue
- Invention d'histoires à partir d'images, terminer la fin d'une histoire...
- Elocutions sur des faits divers, des faits d'actualités, centres d'intérêt...
- Présentation des travaux réalisés dans le cadre du projet nature

### Ecrire

- Mise en place d'ateliers d'écriture
- Travail sur et à partir de différents supports
- Réalisation de livres, romans, albums...
- Autocorrection des écrits à l'aide de référentiels...
- Appel à des intervenants extérieurs spécialisés dans l'écriture...

### Eveil

- Observation de la faune et la flore des espaces nature
- Activités en partenariat avec le centre régional de l'initiation à l'environnement (CRIE) dans le cadre du cycle 5/8.
- Aménagement de l'espace vert (plantations, mise en place d'abris...)

## **3. Intégration d'enfants à besoins spécifiques**

Possibilité d'intégrer des enfants ayant des retards scolaires ou à mobilité réduite.

## **4. Organisation de l'année complémentaire**

L'année complémentaire s'organise au sein de la classe en différenciant le travail de l'élève sur base du bilan de compétences et des acquis de l'année précédente.

## **5. Nos méthodes**

*"Par une pédagogie active, rendre l'enfant autonome et participer à son épanouissement."*

Développer les différentes disciplines reprises dans les *"socles de compétences"*, le programme par la continuité dans les apprentissages, par la différenciation.

Amener les enfants à comprendre, à vaincre les difficultés d'apprentissage à leur rythme. Par l'évaluation formative, ils se rendront compte de leurs erreurs et les corrigeront.

1. Ouverture sur le monde par différentes activités artistiques, créatives et d'écriture :

- journal de l'école
- création de décorations pour l'école
- bricolages et autres réalisations pour fêtes
- saynètes pour fêtes d'école, affiches

2. Amener l'enfant à réfléchir, à résoudre des défis afin de mettre en pratique la théorie qui doit lui être enseignée :

- défis, situations mobilisatrices
- jeux, expériences, manipulations, recherches, observation...

3. Dans les séquences "classes" individuelles, intégrer des travaux de groupe dans différents domaines pour amener les enfants à s'entraider, à partager, à échanger des opinions, à se respecter :

- ateliers lecture, écriture, mathématique
- groupes de travail dans la recherche et l'éveil
- travaux inter-cycles
- cycle 5/8
- ateliers bricolage

4. Vérification des acquis par des évaluations formatives et certificatives :

- bulletins
- évaluations externes non certificatives en P4
- évaluations certificatives en fin de cycle (fin de 2ème primaire) et fin de 6ème primaire, certificat d'études de base (CEB)

5. Amener parents et enfants à faire un choix judicieux pour préparer au mieux leur orientation en sollicitant l'intervention du Centre psycho-médico-social (PMS) :

- réunion avec le Centre PMS pour présenter les différentes orientations (vers l'enseignement secondaire)
- visite chez les professionnels (boulangers, pompiers...)

- accueil de parents ou proches venant partager, présenter leur métier.

6. Organisation de manifestations sportives, sorties culturelles, classes de découverte :

- manifestations sportives organisées par le pouvoir organisateur de la Ville de Tournai (mini-tennis, courses d'orientation, athlétisme...)
- sorties organisées par le service pédagogique de la Ville de Tournai
- sorties spécifiques organisées par les enseignants (musées, théâtre, cinéma, archéosite d'Aubechies...)
- classes de neige, de mer, nature et de découverte... (réalisables si le taux de participation fixé par la Communauté française est atteint)
- natation, psychomotricité, éducation physique,...

7. Ouvrir l'enfant sur l'extérieur, l'amener à respecter son école, son environnement proche, son environnement plus élargi. L'amener à respecter autrui, lui faire connaître ses droits et ses devoirs :

- participer à des manifestations patriotiques (exemple : le 11 novembre...)
- entretien de la cour de récréation et aménagement des abords de l'école
- règlement d'ordre intérieur, règlement de classe
- tableau des services, rangement de classe
- participer à des manifestations locales afin d'élargir les contacts avec la population

8. Intégration des nouvelles technologies dans les apprentissages (tableau interactif, cyberclasse, tablettes...).

Remarque : tous les exemples cités dans ce document sont donnés à titre indicatif et fonction des projets de l'année.

<p><b>34. Ecole Camille Dépinoy. Projets d'établissement. Approbation.</b></p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école Camille Dépinoy, rue de Tournai, 1 (parc du Château) à 7520 Templeuve, s'est réuni le 20 janvier 2015 et a approuvé les projets d'établissement après adaptation;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ces projets d'établissement conformes au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**APPROUVE**

les projets d'établissement de l'école Camille Dépinoy, rue de Tournai, 1 (parc du Château) à 7520 Templeuve, soit :



**PROJETS D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE CAMILLE DEPINOY : "La lecture au service de l'écriture" et "L'enfant acteur de la protection de son environnement"**

**1. Objectifs**

- permettre à chaque enfant l'accès à des lectures adaptées à son âge et ce, dès l'entrée en maternelle.
- analyser différents types d'écrits et en dégager les structures propres.
- à partir de ces analyses, permettre à l'enfant la rédaction d'écrits répondant mieux à leurs caractéristiques propres.
- rendre les enfants acteurs de la protection de leur environnement à travers des activités d'observation et d'aménagement des différents espaces nature de l'école (arboretum, jardin mellifère, verger, haie...).

**2. Que proposons-nous pour y parvenir?**

*En maternelle, l'accent sera mis sur :*

Lecture

- lecture quotidienne d'albums
- utilisation de boîtes à mots
- utilisation de référentiels pour la prélecture
- reconnaissance de mots clés
- recherche de livres adaptés au thème en cours à la bibliothèque
- lecture d'affiches, de recettes, de textes informatifs,...
- lecture d'informations en relation avec le projet d'aménagement du parc;

Parler

- comptines, chants, jeux de doigts, de mains,...
- présentation d'albums par les enfants, de photos, de dessins...
- utilisation d'un vocabulaire précis (prolongement avec création de référentiels)
- présentation des travaux réalisés dans le cadre du projet nature;

Ecrire

- travail de la dextérité fine : modelage avec différents supports
- graphisme adapté à l'âge de l'enfant
- écriture de son prénom,...
- réalisation d'un livre, d'un album,...
- réalisations en relation avec le projet nature en vue d'une exposition;

Eveil

- observation de la faune et la flore des espaces nature de l'école
- activités nature en partenariat avec le centre régional d'initiation à l'environnement (CRIE) dans le cadre du cycle 5/8
- aménagement de l'espace vert (plantations, mise en place d'abris divers,...);

*En primaire, l'accent sera mis sur :*

Lecture

- ateliers différenciés de lecture respectant le niveau de lecture de l'enfant (de la fiche au livre...)
- rallye-lecture
- analyse d'albums et de romans, en groupe classe
- fréquentation de la bibliothèque
- lecture d'informations en relation avec le projet d'aménagement du parc;

Parler

- poésies, chants,...
- travail de la justification : savoir justifier son choix, son point de vue

- invention d'histoires à partir d'images, terminer la fin d'une histoire,...
- élocutions sur des faits divers, des faits d'actualités, centres d'intérêt,...
- présentation des travaux réalisés dans le cadre du projet nature;

#### Ecrire

- mise en place d'ateliers d'écriture
- travail sur et à partir de différents supports
- réalisation de livres, romans, albums, comptes-rendus d'observations
- autocorrection des écrits à l'aide de référentiels,...
- appel à des intervenants extérieurs spécialisés dans l'écriture,...;

#### Eveil

- observation de la faune et la flore des espaces nature de l'école.
- activités nature en partenariat avec le CRIE dans le cadre du cycle 5/8.
- aménagement de l'espace vert (plantations, mise en place d'abris divers,...);

### **3. Intégration d'enfants à besoins spécifiques**

Possibilité d'intégrer des enfants ayant des retards scolaires ou à mobilité réduite.

### **4. Organisation de l'année complémentaire**

L'année complémentaire s'organise au sein de la classe en différenciant le travail de l'élève sur base du bilan de compétences et des acquis de l'année précédente.

### **5. Nos méthodes**

*"Par une pédagogie active, rendre l'enfant autonome et participer à son épanouissement."*

Développer les différentes disciplines reprises dans les *"socles de compétences"*, le programme par la continuité dans les apprentissages, par la différenciation.

Amener les enfants à comprendre, à vaincre les difficultés d'apprentissage à leur rythme. Par l'évaluation formative, ils se rendront compte de leurs erreurs et les corrigeront.

1. Ouverture sur le monde par différentes activités artistiques, créatives et d'écriture :

- journal de l'école
- élocutions, expositions
- création de décorations pour l'école
- bricolages et autres réalisations pour fêtes (exemple : marché de printemps etc.)
- saynètes pour fêtes d'école
- affiches
- correspondance interscolaire
- etc.;

2. Amener l'enfant à réfléchir, à résoudre des défis afin de mettre en pratique la théorie qui doit lui être enseignée :

- défis
- situations mobilisatrices
- jeux, expériences, manipulations, recherches, observations
- etc.;

3. Dans les séquences "classes" individuelles, intégrer des travaux de groupe dans différents domaines pour amener les enfants à s'entraider, à partager, à échanger des opinions, à se respecter :

- ateliers scientifiques, groupes de niveaux
- ateliers bricolage
- groupes de travail dans la recherche et l'éveil
- travaux intercycles
- psychomotricité
- éducation physique

- danses folkloriques;

4. Ouvrir l'enfant sur l'extérieur, l'amener à respecter son école, son environnement proche, son environnement plus élargi. L'amener à respecter autrui, lui faire connaître ses droits et ses devoirs :

- participer à des manifestations patriotiques (exemple : le 11 novembre...)
- projet "Télévie"
- entretien de la cour de récréation
- aménagement des abords de l'école
- règlement d'ordre intérieur, règlement de classe
- tableau des charges
- rangement de classe
- projet "MEGA" (mon engagement pour garantir l'avenir) en collaboration avec la police
- projet "Biodibap" qui vise à l'accueil de la biodiversité au sein de l'école;

5. Participer à des manifestations locales afin d'élargir les contacts avec la population :

- marche des allumoirs
- marche parrainée (exemple : participation au Télévie,...)
- fête d'Halloween
- cérémonie du 11 novembre
- visites chez les commerçants locaux
- achats au marché du village
- participation aux festivités du village (exemple : char fleuri,...);

6. Intégration des nouvelles technologies dans les apprentissages (tableau interactif, cyberclasse,...).

Remarque : tous les exemples cités dans ce document sont donnés à titre indicatif en fonction des projets de l'année.

### **35. Ecole de Marquain. Projet d'établissement. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école de Marquain, rue de l'Alène d'Or, 9 à 7522 Marquain, s'est réuni le 1er décembre 2014 et a approuvé le projet d'établissement;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE**

le projet d'établissement de l'école de Marquain, rue de l'Alène d'Or, 9 à 7522 Marquain, soit :

## **PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE DE MARQUAIN : "Mets tes sens en éveil"**

### **Ce projet d'établissement est élaboré en fonction du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental**

#### **Article 6**

La Communauté française pour l'enseignement qu'elle organise et tout pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné poursuivent simultanément et sans hiérarchie les objectifs suivants :

- promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves
- amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle
- préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures
- assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.

#### **Article 67**

Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69 § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

- des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et des savoirs;
  - des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;
  - de l'environnement social, culturel et économique de l'école;
  - de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.
- Lorsqu'il s'agit d'un établissement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mis en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves issus de l'enseignement spécial.

Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.

### **Le projet d'établissement et le projet éducatif dans l'enseignement communal**

"L'école communale est une école humaniste, elle est centrée sur le développement et l'épanouissement de l'enfant.

L'école communale est respectueuse des droits de l'enfant, elle considère l'enfant comme principal artisan de son développement et favorise les comportements d'épanouissement personnel et de créativité."

(extrait du projet éducatif de l'enseignement communal de Tournai.)

### **Le projet d'établissement et le projet pédagogique de l'enseignement communal**

"L'école communale est un lieu de vie où se développe un épanouissement global qui prend en compte la personnalité de l'enfant dans toutes ses composantes : sociale, intellectuelle, corporelle et culturelle.

Elle vise à optimiser les compétences en communication et créativité."

(extrait du projet pédagogique de l'enseignement communal de Tournai)

### **SEQUENCES D'APPRENTISSAGE**

- Maintien des classes de dépaysement, sorties culturelles, activités culturelles avec la collaboration de la Ville de Tournai, activités sportives organisées par la Fédération sportive de l'enseignement communal de Tournai (F.S.E.C.T.), rencontres et animations avec des artistes et artisans : collaboration, autonomie, décloisonnement, camaraderie, liberté, responsabilité, respect, tolérance, confiance en soi,...
- Aménagement et entretien du jardin de l'école

- Collaboration avec le centre régional d'initiation à l'environnement (C.R.I.E.), Galilée, Monde et Nature,...
- Travail des valeurs au quotidien (pages 8 et 9 du programme du Conseil de l'enseignement des communes et provinces)
- Autonomie, épanouissement, esprit critique, objectivité, confiance en soi, considération envers les autres, ouverture d'esprit
- Tri des déchets, bac à compost, visite d'une usine de tri, travail en collaboration avec IPALLE
- Travail autour de la nature (exploiter le jardin, découverte des animaux)
- Création d'un élevage : poules, lapins,...
- Construction d'un poulailler, d'un clapier
- Prévoir un plan d'eau clôturé
- Découverte du village, visite chez l'apiculteur
- Recherches sur internet, visionnage de documentaires sur les animaux, établir des fiches signalétiques (via les ordinateurs)
- Éveil historique : autour du village
- Éveil géographique : travail autour de maquettes
- Maternelles : plan de la classe
- 1ère et 2ème années primaires : plan de l'école
- 3ème, 4ème, 5ème et 6ème années primaires : plan du village
- Décoration des cours de récréation (tendre des toiles pour trouver de l'ombre)
- Peinture de la cour primaire (silhouettes)
- Nouvelles plantations.

<p><b>36. Ecole de Marquain (implantation "Petit Colisée"). Projet d'établissement. Approbation.</b></p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école de Marquain (implantation "Petit Colisée"), avenue de Maire, 40 à 7500 Tournai, s'est réuni le 1er décembre 2014 et a approuvé le projet d'établissement;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE**

le projet d'établissement de l'école de Marquain (implantation "Petit Colisée"), avenue de Maire, 40 à 7500 Tournai, soit :

**PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE DU PETIT COLISEE : "L'être en éveil"**

**Ce projet d'établissement est élaboré en fonction du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental**

## Article 6

La Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise et tout pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné poursuivent simultanément et sans hiérarchie les objectifs suivants :

- promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves
- amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle
- préparer tous les élèves à être citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures
- assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.

## Article 67

Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

- des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et de savoirs;
  - des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;
  - de l'environnement social, culturel et économique de l'école;
  - de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.
- Lorsqu'il s'agit d'un établissement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mis en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves issus de l'enseignement spécial.

Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.

### **Le projet de l'établissement et le projet éducatif de l'enseignement communal**

"L'école communale est une école humaniste, elle est centrée sur le développement et l'épanouissement de l'enfant.

L'école communale est respectueuse des droits de l'enfant, elle considère l'enfant comme principal artisan de son développement et favorise les comportements d'épanouissement personnel et de créativité."

(extrait du projet éducatif de l'enseignement communal de Tournai)

### **Le projet d'établissement et le projet pédagogique de l'enseignement communal**

"L'école communale est un lieu de vie où se développe un épanouissement global qui prend en compte la personnalité de l'enfant dans toutes ses composantes : sociale, intellectuelle, corporelle et culturelle.

Elle vise à optimiser les compétences en communication et créativité."

(extrait du projet pédagogique de l'enseignement communal de Tournai)

## **1. NOTRE CIBLE**

L'épanouissement global de l'enfant afin qu'il débute harmonieusement son parcours scolaire, tous sens en éveil et que s'esquisse déjà l'esprit citoyen.

## **2. NOTRE AMBITION**

Que chaque enfant dans sa spécificité puisse se construire, s'affirmer, prendre sa place dans la vie d'aujourd'hui et de demain (en bonne intelligence).

## **3. VALEURS DEVELOPPEES**

- L'épanouissement personnel qui constitue le socle indispensable à la construction de la personne.
- Le respect de l'unicité de l'enfant, de ses caractéristiques.
- L'estime de soi et des autres.

- L'autonomie : l'épanouissement global implique l'émancipation de l'individu, la capacité de s'organiser.
- Le sens social : tolérance, respect et estime réciproque sont des valeurs indissociables, indispensables au processus de socialisation.

#### **4. NOS ACTIONS**

Deux axes privilégiés (*programme 5.2-5.3*) :

a) Appréhender le monde, l'environnement par des approches sensorielles et motrices

b) Aménagement des espaces verts (jardin, potager, verger)

- Aménagement des espaces verts : jardinage
- Installation de plantes qui attirent les animaux (découverte du vivant)
- Aménagement du potager et de l'espace plantes aromatiques
- Entretien et culture des espaces verts + récolte et utilisation des produits (repas, conditionnement, vente....)
- Vivre dans l'environnement naturel des moments privilégiés pour que l'enfant ait envie de respecter la nature : école du dehors
- Mise en place d'exemples en matière d'écologie (tri sélectif, compostage, utilisation des gourdes, boîtes à tartines, récupération et recyclage...)
- Aménagement de la cour de récréation (fresque colorée, jeux tracés au sol, parcours...)
- Aménagement d'un espace «expo» (estime de soi)
- Encourager la créativité sous toutes ses formes et découvrir la créativité des autres (célèbres ou pas)
- Organiser ponctuellement des ateliers «philosophiques» (avec des personnes ressources)
- Favoriser les échanges cosmopolites (découvrir sa culture et celle des autres).

### **37. Ecole de Marquain (implantation de Vezon "Crayons de Soleil). Projet d'établissement. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école de Marquain (implantation de Vezon "Crayons de soleil"), rue des Prisonniers, 9 à 7538 Vezon, s'est réuni le 1er décembre 2014 et a approuvé le projet d'établissement;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**APPROUVE**

le projet d'établissement de l'école de Marquain (implantation de Vezon "Crayons de soleil"), rue des Prisonniers, 9 à 7538 Vezon, soit:

**PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE DE VEZON "CRAYONS DE SOLEIL" : L'école des mots "tion"**

**Ce projet d'établissement est élaboré en fonction du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental**

**Article 6**

La Communauté française pour l'enseignement qu'elle organise et tout pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné, poursuivent simultanément et sans hiérarchie les objectifs suivants :

- promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves
- amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle
- préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures
- assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.

**Article 67**

Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

- des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et de savoirs :
  - des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études :
  - de l'environnement social, culturel et économique de l'école
  - de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.
- Lorsqu'il s'agit d'un établissement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mis en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves issus de l'enseignement spécial.

Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.

**Le projet d'établissement et le projet éducatif de l'enseignement communal**

" L'école communale est une école humaniste, elle est centrée sur le développement et l'épanouissement de l'enfant.

L'école communale est respectueuse des droits de l'enfant, elle considère l'enfant comme principal artisan de son développement et favorise les comportements d'épanouissement personnel et de créativité."

(extrait du projet éducatif de l'enseignement communal de Tournai)

**Le projet d'établissement et le projet pédagogique de l'enseignement communal**

" L'école communale est un lieu de vie où se développe un épanouissement global qui prend en compte la personnalité de l'enfant dans toutes ses composantes : sociale, intellectuelle, corporelle et culturelle.

Elle vise à optimiser les compétences en communication et créativité."

(extrait du projet pédagogique de l'enseignement communal de Tournai)

**1. PROJET**

Créer un climat, un milieu d'apprentissage qui donne envie à TOUS de s'investir dans les apprentissages :



MOTIVATION dans le respect des origines sociales et culturelles :

INTEGRATION ainsi que la prise en compte du rythme et du niveau d'apprentissage de chacun :

DIFFERENCIATION et ce en favorisant l'interaction des enfants par la mise en place d'ateliers (2 ans et demi – 12 ans).

COLLABORATION

## **2. SEQUENCES D'APPRENTISSAGE**

### VALEURS DEVELOPPEES

- L'équipe éducative s'engage à se former à la "méthode Félicitée" (identité propre à l'implantation).
- Maintenir les classes de dépaysement, les sorties culturelles, activités culturelles avec la collaboration de la ville de Tournai, activités sportives organisées par la Fédération sportive de l'enseignement communal de Tournai (FSECT), les rencontres et animations avec des artistes et artisans : collaboration, autonomie, décroisement, camaraderie, liberté, responsabilité, respect, tolérance, confiance en soi...
- Installation et exploitation d'une station météo.
- Aménagement et entretien du jardin de l'école.
- Création d'une mare pédagogique.
- Collaboration avec le Centre régional d'initiation à l'environnement (CRIE), Galilée, Esero, Monde et Nature....
- Petits élevages divers.
- Organisation des ateliers et poursuite des projets (Esero, environnement : jardin, station météo, amélioration du bâtiment).
- Travail des valeurs au quotidien (pages 8 et 9 du programme Conseil de l'enseignement des Communes et Provinces (CECP)).
- Autonomie, épanouissement, esprit critique, objectivité, confiance en soi, considération envers les autres, ouverture d'esprit

### **38. Plan d'investissement communal (PIC) 2013-2016. Modification. Approbation.**

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient d'emblée comme suit :

"La réfection de la rue de l'Eglise à Blandain est attendue depuis 30 ans. Je ne vais pas certainement pas m'y opposer. Mais lorsqu'on lit le dossier, en particulier à propos de l'intervention de la SPGE, on ne peut que constater des discordances entre les modes de subsidiation et la réflexion que les différents niveaux de pouvoir peuvent avoir par rapport à des problèmes de voirie. Je me demande quand on se rendra compte en Wallonie qu'il est intéressant de coordonner les différents modes de subsidiation ou de dépenses publiques, communales ou autres, pour aboutir enfin à une réfection sérieuse, convenable et en profondeur d'une voirie. Pourquoi ne va-t-on pas refaire l'égouttage dans cette rue ? La SPGE ne veut pas le subventionner parce qu'il n'y a pas de station d'épuration. S'il n'y a pas de station d'épuration ou si ce projet ne progresse pas comme on le voudrait, contrairement à Templeuve, c'est justement parce que la SPGE ne veut pas subventionner la station d'épuration, ni les égouts. En attendant, on tourne en rond. On va refaire une voirie qui le nécessite sans refaire l'égouttage. Dans le dossier, il est précisé que l'inspection visuelle des égouts a permis de conclure qu'ils vont encore tenir 10 ans. Mais, pour une voirie, 10 ans, c'est peu de chose. Je suis perplexe par rapport à ce dossier. Est-il prévu de refaire les avaloirs et les chambres de visite ? Sinon, ce sera encore pire. Pourquoi, au lieu d'une simple inspection visuelle (cette rue ne mesure que 250 - 300m), pourquoi n'a-t-on pas demandé à IPALLE de faire une étude endoscopique des égouts ? Si tous les opérateurs pouvaient se réunir pour réaliser un projet, on ferait des économies. On ferait les choses correctement et de manière plus durable."

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, apporte les précisions suivantes au sujet de ce dossier:

"Il n'y a pas eu d'étude endoscopique à proprement parler. Il y a eu des zooms endoscopiques. Par les orifices des chambres de visite, on a descendu une caméra et on a réalisé des zooms. Au vu de ce qui a été fait, on peut estimer que la durée de vie de l'égout est telle qu'on peut commencer les travaux en surface. Nous verrons au moment des travaux s'il y a des affaissements. Nous sommes actuellement en phase d'estimation, pas encore en phase de réalisation. Au départ, rien n'était prévu mais comme les prix actuels sont bas, nous entamons des travaux à la rue Haudion et à la rue de l'Eglise Saint-Eleuthère à Blandain. Si les techniciens estiment que les égouts sont en bon état, je suppose que leur analyse est correcte."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, insiste à nouveau sur l'intérêt de faire réaliser une endoscopie par l'intercommunale : "sur une petite voirie, cela ne coûte pas une fortune !" dit-il.

Pour Monsieur l'Echevin **Armand BOITE**, la convention avec IPALLE, qui fait l'objet d'un point en urgence au Conseil de ce soir, permettra de réaliser une endoscopie après curage de l'égout si nécessaire.

Le **Président** d'assemblée conclut le débat comme suit :

"Nous chargeons, au nom du Conseil communal, l'Echevin des travaux de vérifier avec des compléments d'investigation par endoscopie, si des travaux sont nécessaires pour garantir la

viabilité des égouts. Je me réjouis, par ailleurs, comme de nombreux conseillers communaux, qu'on se préoccupe des voiries dans les villages."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 16 septembre 2013, le Conseil communal a approuvé le plan d'investissement communal pour un montant total de 9.746.187,00€;

Considérant qu'en séance du 9 décembre 2013, le Conseil communal a approuvé le plan d'investissement communal modifié (regroupement des points 8 et 9 en un seul point);

Vu le courrier du 3 février 2014 émanant de Monsieur FURLAN, ministre des Pouvoirs locaux, stipulant textuellement ce qui suit : "De l'examen réalisé par mon administration, il résulte que les dossiers repris dans le tableau en annexe sont éligibles et susceptibles d'être retenus dans votre plan d'investissement communal 2013-2016, à concurrence du montant provisoire du droit de tirage de 3.481.939,00€.

Par contre, les dossiers ci-après ont fait l'objet d'un avis défavorable de la société publique de gestion de l'eau (SPGE) en ce qui concerne l'égouttage pour les raisons suivantes :

- rénovation de voirie et égouttage de la rue de l'Eglise Saint-Eleuthère à Blandain. Etant donné que la station d'épuration devant récolter les eaux usées est inexistante, ce dossier est à reporter à un futur programme d'investissement
- rénovation de voirie et égouttage de la rue Abbé Nestor Frère à Froyennes. Au vu de sa densité peu élevée, de sa faible priorité et du statut exclusif, ce dossier est à reporter à un futur programme d'investissement
- rénovation de voirie et égouttage de la rue Haudion à Lamain. Vu l'inexistence de la station d'épuration et la faible priorité, ce dossier est à reporter à un futur programme d'investissement.";

Vu le courrier du 17 avril 2014 émanant du service public de Wallonie - direction générale opérationnelle (DGO) 1, stipulant textuellement ce qui suit : " Monsieur le Ministre me demande d'attirer votre attention sur le fait que votre enveloppe n'est pas entièrement épuisée par les projets repris dans votre PIC approuvé (3.334.805,67€). Je vous invite donc à introduire, si vous le souhaitez, une demande de modification de votre PIC en y faisant figurer un ou plusieurs dossiers complémentaires.";

Vu le rapport du chef de bureau technique :

"Attendu que le montant maximal attribuable à la Ville de Tournai dans le cadre du PIC 2013-2016 est de 3.481.938,00€;

Considérant que le montant total des estimations des projets inscrits au PIC approuvé par la Région wallonne s'élève à 3.334.805,67€, laissant une partie de l'enveloppe budgétaire inutilisée;

Vu, par ailleurs, la conjoncture actuelle, et singulièrement la baisse des prix remis dans le cadre des adjudications, augmentant par là le montant de cette enveloppe;

Attendu qu'il convient d'utiliser au mieux les subsides régionaux;

Vu l'état de vétusté avancé des revêtements des rues Haudion à Lamain et de l'Eglise Saint-Eleuthère à Blandain;

Vu le risque pour la sécurité des usagers qui en découle;

Considérant l'inexistence de station d'épuration reprenant les réseaux d'égouttage de ces voiries et donc la faible priorité accordée par la SPGE pour la rénovation ou l'extension de l'égouttage;

Considérant que le contrôle visuel des réseaux d'égouttage permet d'envisager de postposer leur réhabilitation et que les services techniques proposent, par voie de modification, d'inscrire au PIC 2013-2016, les travaux de rénovation de voirie à la rue Haudion à Lamain, pour un montant estimé à

850.000,00€ et à la rue de l'Eglise Saint-Eleuthère à Blandain, pour un montant estimé à 500.000,00€ en reportant à plus tard (plus de dix ans) la remise en état de l'égouttage." ;  
 Sur proposition du Collège communal;  
 A l'unanimité;

## DECIDE

d'approuver le plan d'investissement communal modifié et réajusté suite à l'adjudication du point 5 - Rénovation de voirie et d'égouttage de la rue des Sports, de la rue de la Citadelle (pie), de Barges (pie) et Général Piron à Tournai - établi comme suit :

	Intitulé de l'investissement	Estimation des travaux (en ce compris frais d'études et essais)	Estimation des interventions extérieures		Estimation des montants à prendre en compte dans le plan d'investissement	Estimation des montants à prélever sur fonds propres communaux	Estimation de l'intervention régionale (DGO1)
			SPGE	autres intervenants			
1	GAURAIN-RAMECROIX - rue de Bourgambray	2.000.920,00€	667.500,00€		1.333.420,00 €	666.710,00 €	666.710,00 €
2	GAURAIN-RAMECROIX - rue Wiots (liaison Tiefert - Rocs)	1.663.000,00€	1.663.000,00€			0,00 €	0,00 €
3	KAIN - rue d'Omerie	245.500,00€	245.500,00€			0,00 €	0,00 €
4	TEMPLEUVE - place	363.078,51€	363.078,51€			0,00 €	0,00 €
5	TOURNAI - rue Général Piron (pie), rue des Sports, rue de la Citadelle (pie), rue de Barges (pie)	1.529.890,55€	505.925,62€		1.023.964,93 €	511.982,47 €	511.982,47 €
6	TOURNAI - rue des Jésuites (partie haute)	1.025.872,31€	112.322,31€		913.550,00 €	456.775,00 €	456.775,00 €
7	TOURNAI - place Verte	2.570.940,04€	278.595,04€		2.292.345,00 €	1.146.172,50 €	1.146.172,50 €
8	TOURNAI - rue Hautem	332.508,00€			332.508,00 €	166.254,00 €	166.254,00 €
9	LAMAIN - rue Haudion	850.000,00€			850.000,00 €	425.000,00 €	425.000,00 €
10	BLANDAIN - rue de l'Eglise Saint-Eleuthère	500.000,00€			500.000,00 €	250.000,00 €	250.000,00 €
(*) : sauf dérogation dûment motivée, les interventions de la commune et de la DGO1 sont équivalentes pour chaque investissement [(4)/2]							
		DEMANDE DE DEROGATION					
Dépassement du plafond de 150% (6) > [(1) * 1,5]		NON			Les demandes de dérogation dûment motivées sont à reprendre dans une note annexe.		
Parts régionale (5) et communale (6) non concordantes		NON					
Non-respect des priorités régionales		NON					
Thésaurisation avec la		NON					

<b>39. Travaux de trottoirs (2015) à Tournai et Templeuve. Mode et conditions de passation du marché.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5 § 2;

Considérant que le projet définitif relatif aux travaux de trottoirs 2015 dans l'entité de Tournai a été établi et qu'il concerne la rue du Château (pie) à Tournai et la rue aux Pois (pie) à Templeuve;

Considérant que ce projet prévoit :

- la démolition de revêtement de terre-plein
- le démontage et la démolition d'éléments linéaires
- la démolition de trapillons
- les déblais localisés
- la réalisation d'une fondation en béton maigre pour éléments linéaires
- la réalisation d'une fondation en béton maigre pour terre-plein
- la fourniture et pose de pavés de béton pour terre-plein aménagé
- la fourniture et la pose d'éléments linéaires
- la fourniture et la pose d'éléments localisés;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 167.890,00€ hors TVA, soit 203.146,90€ TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 205.000,00€ sont inscrits à l'article 4217/731-60 du budget extraordinaire 2015;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir l'adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet les travaux de trottoirs 2015 à Tournai, dans la rue du Château (pie) à Tournai et la rue aux Pois (pie) à Templeuve pour un montant estimé à 167.890,00€ hors TVA soit 203.146,90€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte, conformément aux articles 23 et 24 de la loi sur les marchés publics.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrément en catégorie C - classe 2 et une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise ne se trouve pas dans l'une des situations visées par l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 205.000,00€ sont inscrits à l'article 4217/731-60 du budget extraordinaire 2015.

<b>40. Tournai. Travaux de scellement de joints de pavage (2015). Mode et conditions de passation du marché.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §3;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux de scellement de joints de pavage 2015 : place de Lille (pie), rues de la Culture (pie) et des Jésuites (pie) à Tournai;

Considérant que le projet prévoit :

- le démontage d'une partie de la chaussée en pavés de pierre
- la repose d'un revêtement en pavés de pierre
- la réalisation d'un scellement de joints entre pavés de pierre;

Vu le devis estimatif des travaux s'élevant à 82.220,00€ hors TVA soit 99.486,20€ TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 170.000,00€ (dont 100.000,00€ pour le présent dossier) sont inscrits à l'article 4213/731-60 du budget extraordinaire 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet les travaux de scellement de joints de pavage 2015, place de Lille (pie), rues de la Culture (pie) et des Jésuites (pie) à Tournai, pour un montant estimé à 82.220,00€ hors TVA soit 99.486,20€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs entrepreneurs conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 170.000,00€ sont inscrits à l'article 4213/731-60 du budget extraordinaire 2015.

<b>41. Travaux d'accotements et filets d'eau (2015) à Templeuve, Havinnes et Melles. Mode et conditions de passation du marché.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que le projet définitif relatif aux travaux d'accotement et filets d'eau 2015 a été établi et qu'il concerne le Trieu de l'Ewil (pie), la rue Haute (pie) à Templeuve, la rue Machin (pie) à Havinnes et la rue du Miroir (pie) à Melles;

Considérant que le projet prévoit :

- la démolition d'éléments linéaires existants
- les déblais localisés
- la réalisation de fondation en béton maigre pour éléments linéaires
- la fourniture et la pose de filets d'eau de type IIA2
- la fourniture et la pose d'avaloirs;

Vu le devis estimatif des travaux s'élevant à 57.697,50€ hors TVA soit 69.813,9 € TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 170.000,00€ (dont 70.000,00€ pour ce dossier) sont inscrits à l'article 4213/731-60 du budget extraordinaire de 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet les travaux d'accotements et filets d'eau 2015 au Trieu de l'Ewil (pie) et à la rue Haute (pie) à Templeuve, à la rue Machin (pie) à Havinnes et à la rue du Miroir (pie) à Melles, dont le montant est estimé ± 57.697,50€ hors TVA soit 69.813,98€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs entrepreneurs conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 170.000,00€ sont inscrits à l'article 4213/731-60 du budget extraordinaire 2015.

## **42. Eclairage public. Vezon, rue des Anglais. Remplacement d'un point lumineux. Acceptation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 18 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mettant à la charge des gestionnaires de réseau de distribution une obligation de service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut a été désignée en tant que gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité ORES Assets est né de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, dont l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Vu le courrier du 25 mars 2015 émanant d'ORES Assets par lequel l'intercommunale a indiqué, suite à l'intervention de son service dépannage, que le luminaire géolum n°255/08979 sis rue des Anglais à 7538 Vezon a fait l'objet de dégradations causées par un tiers connu dans le cadre d'un accident et que le coût de la remise en état s'élève forfaitairement à 2.500,46€ hors TVA, soit 3.025,56€ TVA 21% comprise;

Vu l'avis favorable des services techniques communaux;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus sous l'article 426/735-60 à concurrence de 150.000,00€ au budget extraordinaire 2015 (financement par emprunt) et 50.000,00€ en modification budgétaire extraordinaire 2015 (financement par fonds de réserve);

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, le remplacement du luminaire géolum n°255/08979 sis rue des Anglais à 7538 Vezon, au montant forfaitaire de 2.500,46€ hors TVA, soit 3.025,56€ TVA 21% comprise.



<b>43. Eclairage public. Tournai, avenue De Gaulle. Remplacement d'un ouvrage existant pour cause de vétusté. Acceptation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 18 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mettant à la charge des gestionnaires de réseau de distribution une obligation de service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (I.E.H.) a été désignée en tant que gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité ORES Assets est né de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, dont l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Vu le courrier du 12 mai 2015 émanant d'ORES Assets par lequel l'intercommunale a indiqué, suite au signalement Lumiweb numéro 2221587 et à l'intervention de son service dépannage, que le luminaire géolum numéro 255/06107, sis avenue De Gaulle à 7500 Tournai, est vétuste et irréparable et que le coût du remplacement de l'ouvrage s'élève forfaitairement à 2.829,69€ hors TVA, soit 3.423,92€ TVA 21% comprise;

Vu l'avis favorable des services techniques communaux;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus sous l'article 426/735-60, à concurrence de 150.000,00€ au budget extraordinaire 2015 (financement par emprunt) et 50.000,00€ en modification budgétaire extraordinaire 2015 (financement par fonds de réserve);

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, le remplacement du luminaire géolum n°255/06107 sis avenue De Gaulle à 7500 Tournai, au montant forfaitaire de 2.829,69€ hors TVA, soit 3.423,92€ TVA 21% comprise.

<b>44. Eclairage public. Gaurain-Ramecroix, rue Wirie. Ajout d'un point lumineux. Acceptation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 18 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "*aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne*";

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mettant à la charge des gestionnaires de réseau de distribution une obligation de service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (I.E.H.) a été désignée en tant que gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité ORES Assets est né de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, dont l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Considérant que par son courrier du 18 mai 2015, ORES Assets indique que, suite à la demande du Collège communal du 27 avril 2015 pour l'ajout d'un point lumineux, sis rue Wirie à 7530 Gaurain-Ramecroix, une offre a été établie au montant forfaitaire de 1.817,77€ hors TVA, soit 2.199,50€ TVA 21% comprise;

Considérant que les services techniques ont émis un avis favorable;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus sous l'article 426/735-60, à concurrence de 150.000,00€ au budget extraordinaire 2015 (financement par emprunt) et 50.000,00€ en modification budgétaire extraordinaire 2015 (financement par fonds de réserve);

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, l'ajout d'un point lumineux, sis rue Wirie à 7530 Gaurain-Ramecroix, au montant forfaitaire de 1.817,77€ hors TVA, soit 2.199,50€ TVA 21% comprise.

<b>45. Ecole de Froidmont. Reconstruction. Menuiseries extérieures. Avenant n° 1. Approbation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la décision du Collège communal du 6 septembre 2013 de désigner l'entreprise DETRAC NV, Jagershoek, 14 à 8570 Vichte, en qualité d'entrepreneur adjudicataire des travaux de reconstruction de l'école de Froidmont - menuiseries extérieures - au montant de son offre régulière et la plus basse s'élevant à 76.259,61€ hors TVA, soit 92.274,12€ TVA comprise;

Considérant qu'en cours d'exécution, des travaux supplémentaires se sont avérés nécessaires;

Vu le rapport de l'auteur de projet relatif à ces travaux supplémentaires :

**"A. TRAVAUX PRINCIPAUX EN PLUS ET EN MOINS**

\* Dans un souci d'uniformiser le revêtement de façade (la construction de la nouvelle école faisant l'objet de 6 marchés séparés), il a été décidé de faire réaliser l'ensemble des bardages en bois rétifé par la même entreprise.

Les surfaces à revêtir extérieurement de bardage initialement intégrées aux ensembles menuisés ont ainsi été remplacées par des trumeaux à ossature bois à réaliser par l'entreprise en charge des travaux de charpenterie et des travaux de revêtement de façade, certains larges ensembles menuisés (en moins postes 1.2.7. - 1.2.9. - 1.2.13) étant ainsi remplacés par des châssis indépendants (en plus postes 1.1.1. - 1.1.3.).

\* Suite aux études permettant de fixer tous les encombrements en local technique, la double porte extérieure de ce local (en moins poste 1.1.5.) a été remplacée par une porte simple (en plus poste 1.1.4.).

\* La sortie prévue à l'arrière des maternelles vers le préau en prévision d'une éventuelle future extension sera réalisée en plein (en moins poste 1.1.6. et en plus poste 1.1.4.).

**B. TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES**

Vu l'urgence d'introduire le dossier afin de pouvoir prétendre à la subsidiation de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre du programme prioritaire de travaux (PPT) infrastructures scolaires, le responsable PEB (performance énergétique des bâtiments) a été désigné en aval de la mise en adjudication.

\* Afin de satisfaire aux exigences PEB, le volume accueil a été considéré "hors volume protégé". En ce sens, l'isolation parement brique des murs extérieurs des volumes attenants se prolonge à l'intérieur du volume accueil, et les accès vers ces volumes, psychomotricité d'un côté (poste complémentaire 1.216.) et espaces administratifs & maternelles de l'autre (PC 1.2.174), ainsi que le châssis vitré entre bureau directrice et volume accueil (PC 1.1.7.), initialement comptabilisés en tant que menuiseries intérieures sont à considérer comme menuiseries extérieures et sont à inclure dans le présent marché.

Ces menuiseries sont en outre à munir de vitrage double feuilleté RF60 pour satisfaire aux normes de compartimentage incendie.

L'entreprise adjudicataire DETRAC NV a introduit son décompte n° 1 reprenant les travaux principaux en moins, en plus et les postes complémentaires.

Nous suggérons dès lors au Collège communal d'approuver cet avenant modificatif, dont les prix peuvent être considérés comme acceptables.";

Considérant que l'avenant au contrat de l'entreprise s'établit comme suit:

A. TRAVAUX PRINCIPAUX											
Article	Désignation des ouvrages	nature	Unité	Qtité	Qtité	Qtité	Qtité finale	Prix unitaire	Prix unitaire	Montant	Montant
				offre	en plus	en moins	prévisible	offre	convenu	en plus	en moins
1.1.1.	Châssis rectangulaire 215 x 80 cm	QP	PCE	5	2		7	919,80		1.839,60	0,00
1.1.3.	Châssis trapézoïdal 215 x 51/89	QP	PCE	4	3		7	1.245,27		3.735,81	0,00
1.1.4.	Simple porte extérieure pleine	QP	PCE	1	2		3	1.498,49		2.996,98	0,00
1.1.5.	Double porte extérieure pleine	QP	PCE	1		1	0	2.118,97		0,00	2.118,97
1.1.6.	Simple porte semi-vitrée	QP	PCE	2		1	1	1.652,12		0,00	1.652,12
1.2.2.	Ensemble "horizontal étage maternelles côté jardin"	FFT	-	1			1	1.217,50		0,00	0,00
1.2.7.	Ensemble composé étage M2 donnant sur jardin	FFT	-	1	0	1		2.322,53		0,00	2.322,53
1.2.9.	Ensemble P1-P2 sur jardin	FFT	-	1	0	1		5.267,23		0,00	5.267,23
1.2.13.	Ensemble châssis escalier arrière sur cour primaire	FFT	-	1	0	1		3.041,30		0,00	3.041,30
B. TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES											
Article	Désignation des ouvrages	nature	Unité	Qtité	Qtité	Qtité	Qtité finale	Prix unitaire	Prix unitaire	Montant	Montant
				offre	en plus	en moins	prévisible	offre	convenu	en plus	en moins
PC 1.1.7.	châssis fixe Rf60 - double vitrage 95*239	FFT	-	0	1		1		2.350,12	2.350,12	0,00
PC 1.2.15.	Ensemble trapézoïdal réfectoire sous préau	FFT	-	0	1		1		2.558,23	2.558,23	0,00

PC 1.2.16.	Ensemble vitré accès Accueil - Psychom otricité	FFT	-	0	1		1		6.364,60	6.364,60	0,00
PC 1.2.17.	Ensemble vitré accès Accueil - Administr atif	FFT	-	0	1		1		4.722,65	4.722,65	0,00
								TRAVAUX EN PLUS		24.567,99	
								TRAVAUX EN MOINS			14.402,15
	DELAI SUPPLE MENTAI RE DEMAN DE:	-									
								<b>TOTAL AVENANT n° 1</b>		<b>10.165,84 €</b>	
									TVA 21%	2.134,83 €	
									<b>TOTAL TVAC</b>	<b>12.300,67 €</b>	

Considérant qu'aucun délai complémentaire n'est nécessaire pour l'exécution de ces travaux;  
Considérant que cet avenant s'élève à 10.165,84€ hors TVA, soit 12.300,67€ TVA comprise, soit 13,33% du montant initial du marché;

Vu l'article L1222-4 du code de la démocratie locale et de la décentralisation, selon lequel toute modification apportée à un contrat relève de la compétence du Conseil communal pour toute dépense de plus de 10%;

Vu l'article 37 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 autorisant des modifications limitées à 15% du montant du marché initial motivées par voie d'avenant;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus sous l'article 7221/722-60/13;

A l'unanimité;

### DECIDE

d'approuver l'avenant n° 1 au contrat pour les travaux de reconstruction de l'école de Froidmont - menuiseries extérieures - s'élevant à 10.165,84€ hors TVA, soit 12.300,67€ TVA comprise, soit 13,33% du montant initial du marché.

<b>46. Ecole de Froidmont. Reconstruction. Raccordements en eau et électricité. Approbation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article 18 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Considérant que les travaux de reconstruction de l'école de Froidmont sont en cours d'exécution;

Considérant que lors de l'établissement du dossier, il a fallu respecter des ratios financiers afin que ce dossier soit recevable au programme prioritaire des travaux des infrastructures scolaires, sous peine d'être pénalisé par sa non-éligibilité auprès du pouvoir subsidiant;

Considérant qu'à cet effet, il a été convenu que les frais de raccordement en eau et électricité seraient à prévoir indépendamment des budgets pour la reconstruction de l'école et à financer sur fonds propres;

Considérant qu'il convient de procéder aux raccordements en eau et électricité de l'école de Froidmont conformément aux normes en vigueur et aux exigences des impétrants concernés;

Considérant que le devis de l'opérateur des réseaux gaz et électricité (Ores Assets) pour le raccordement en électricité s'élève à 8.879,56€ TVA comprise et celui de la société wallonne des eaux (SWDE) s'élève à 3.196,71€ TVA comprise;

Considérant que les crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2015 par voie de modification budgétaire n° 1;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

- de confier à l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES Assets) le raccordement en électricité de l'école de Froidmont au montant de son devis s'élevant à 8.879,56€ TVA comprise;
- de confier à la société wallonne des eaux (SWDE) le raccordement en eau de l'école de Froidmont au montant de son devis s'élevant à 3.196,71€ TVA comprise.

<b>47. Crèche Clos des Poussins. Travaux de traitement contre l'humidité. Mode et conditions de passation du marché.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, §1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il convient de réaliser des travaux de traitement contre l'humidité dans le bâtiment "Les Calinoux" à la crèche Clos des Poussins;

Considérant que de l'humidité ascensionnelle est apparue dans le bâtiment et que, dès lors, les susdits travaux sont indispensables pour le bien-être des enfants et du personnel;  
Considérant que ce marché est estimé à 5.989,50€ TVA comprise;

Considérant qu'un crédit de 6.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire n°1 sous l'article budgétaire 8441/724-60 (montant financé par fonds de réserve);  
Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;  
Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;  
Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

### **DECIDE:**

Article 1er : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet le traitement de l'humidité au Clos des poussins pour un montant estimé à ± 5.989,50€ TVA comprise; ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : un crédit de 6.000,00€ est inscrit par voie de modification budgétaire n°1 sous l'article budgétaire 8441/724-60. Montant financé par fonds de réserve.

<b>48. Bibliothèque communale. Mise à jour des PC. Reconfiguration et paramétrage du réseau Explore. Mode et conditions de passation du marché.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;  
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;  
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §4;  
Considérant qu'il convient de passer un marché de services ayant pour objet la mise à jour des PC, la reconfiguration et le paramétrage du réseau Explore de la bibliothèque communale avec insertion et paramétrage de nouvelles imprimantes, mise à jour du réseau de consultation d'internet de la salle de lecture, avec reconfiguration du logiciel de sécurité Sitekiosk, installation et configuration de routeurs Wi-Fi dans les sections et filiales de la bibliothèque communale, pour un montant estimé à ± 4.400,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 27.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015, sous l'article budgétaire 767/742-53; que ce montant sera financé par fonds de réserve et par subsides (sollicités auprès de la Communauté française);

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu de ses caractéristiques, ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1er : il est passé un marché de services ayant pour objet la mise à jour des PC, la reconfiguration et le paramétrage du réseau Explore de la bibliothèque communale avec insertion et paramétrage de nouvelles imprimantes, mise à jour du réseau de consultation d'internet de la salle de lecture, avec reconfiguration du logiciel de sécurité Sitekiosk, installation et configuration de routeurs Wi-Fi dans les sections et filiales, pour un montant estimé à ± 4.400,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110-2e de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché est conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : le marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 27.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 767/742-53. Ce montant sera financé par fonds de réserve et par subsides (sollicités auprès de la Communauté française).

<b>49. Ecoles communales. Acquisition de mobilier divers pour l'année 2015. Mode et conditions de passation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, §1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;



Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5, §2;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition de mobilier divers pour plusieurs écoles communales afin de remplacer le mobilier vétuste ou d'équiper certains établissements;

Considérant que les écoles concernées par cette acquisition sont :

- l'école Arthur Haulot : acquisition de chaises et de bancs pour les classes primaires
- l'école de Gaurain : acquisition d'armoires métalliques et d'un tableau vert à fixation murale
- l'école de Vaulx : acquisition d'une table pour le réfectoire
- l'école de Marquain : acquisition d'un tableau vert réglable en hauteur
- l'école du Château : acquisition de vingt bancs avec sièges attenants;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à +/- 13.600,40€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 14.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire n°1 sous l'article budgétaire 722/741-98 (montant financé par fonds de réserve);

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE:**

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de mobilier divers pour plusieurs écoles communales pour un montant estimé à ± 13.600,40€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est régi d'une part par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 14.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire n°1 sous l'article budgétaire 722/741-98. Ce montant est financé par fonds de réserve.

<b>50. Ecoles communales. Maintenance 2015. Acquisition de matériaux et de matériel. Mode et conditions de passation de marché</b>
--

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, demande pourquoi la remise en état de la salle de gymnastique de l'école de Warchin a été retirée du dossier. "C'est une salle qui en a rudement besoin !" s'exclame-t-elle.

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, précise que le revêtement envisagé, du carrelage, n'est pas adapté à cette salle pour la pratique de l'éducation physique. Le dossier a donc été retiré. Il sera remis à l'ordre du jour lorsqu'il aura été rectifié.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, §1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5, §2;

Considérant qu'afin de remettre en état et sécuriser certaines écoles communales, il s'avère nécessaire de réaliser des travaux d'entretien, à savoir:

- le remplacement des sanitaires dans les écoles de Blandain et Arthur Haulot à Tournai,
- la pose de vannes thermostatiques sur les chauffages à l'école Paris à Tournai,
- la mise en conformité de la cuve à mazout à l'école de Marquain,
- la remise en état des faux plafonds aux écoles de Marquain, Arthur Haulot (Tournai) et Vaulx,
- le remplacement d'éclairages obsolètes aux écoles de Vaulx, Apicoliers 1 (Kain) et Beau Séjour (Tournai),
- la mise en conformité du coffret électrique de l'école Arthur Haulot (Tournai),
- le remplacement des tentures par du tissu ignifugé de type M1 aux écoles Saint-Lazare (Tournai) et de Vaulx;

Considérant que ces travaux seront effectués par la main-d'oeuvre communale;

Considérant qu'afin d'acquérir les matériaux nécessaires, un marché de fournitures à lots sera passé et composé comme suit:

- lot 1 : acquisition de matériel sanitaire estimé à 5.463,76 € TVA comprise,
  - lot 2 : acquisition de matériel de chauffage estimé à 14.383,88 € TVA comprise,
  - lot 3 : acquisition de matériel de menuiserie estimé à 6.166,16 € TVA comprise,
  - lot 4 : acquisition de matériel électrique estimé à 17.375,60 € TVA comprise,
  - lot 5 : acquisition de tissus estimé à 6.413,00 € TVA comprise;
- Vu le devis estimatif s'élevant à 45.429,00 € hors TVA, soit 49.802,40 € TVA comprise;

Considérant qu'un crédit de 416.740,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7227/724-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation des marchés et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ces marchés, il lui est proposé de les passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité

#### **DECIDE :**

Article 1 : il sera passé un marché à lots ayant pour objet l'acquisition de matériaux pour la maintenance des écoles estimé et ventilé comme suit :

- lot 1 : acquisition de matériel sanitaire estimé à 5.463,76€ TVA comprise,
- lot 2 : acquisition de matériel de chauffage estimé à 14.383,88€ TVA comprise,
- lot 3 : acquisition de matériel de menuiserie estimé à 6.166,16€ TVA comprise,
- lot 4 : acquisition de matériel électrique estimé à 17.375,60€ TVA comprise,

- lot 5 : acquisition de tissus estimé à 6.413,00€ TVA comprise, représentant un montant total de 45.429,00€ hors TVA soit 49.802,40€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7227/724-60 à concurrence de 416.740,00€, financé par fonds de réserve.

<b>51. Ecole d'Havinnes. Maintenance. Acquisition de matériel sanitaire. Mode et conditions de passation du marché.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'ASBL TREEMPLIN 2000, organisme d'insertion socioprofessionnelle, a participé à divers travaux de maintenance dans les bâtiments de l'école d'Havinnes pour la création d'un logement et que les derniers aménagements, avant de pouvoir occuper les lieux, consistent à installer les sanitaires;

Considérant que le marché de fournitures relatif à l'acquisition du matériel sanitaire est estimé à 5.000,00€ TVA comprise, que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 5.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 722/724-60;

Considérant que, selon l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

1. de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel sanitaire destiné à l'aménagement d'un logement à l'école d'Havinnes par l'ASBL TREEMPLIN 2000, pour un montant estimé de 5.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;
2. de passer ce marché par procédure négociée sans publicité, après consultation de plusieurs fournisseurs, et ce conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;
3. le marché sera constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;
4. un crédit de 5.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 722/724-60. Ce montant sera financé par fonds de réserve.

<b>52. Services administratifs et écoles communales. Acquisition de photocopieurs. Recours à la centrale d'achat. Acceptation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2, 4° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics qui permet à un pouvoir adjudicateur organisé sous la forme de centrale de marchés de passer des marchés publics ou de conclure des accords-cadres de travaux, de fournitures ou de services destinés à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Vu l'article 15 de cette même loi qui prévoit qu'un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation;

Vu sa décision, prise en date du 20 octobre 2008, d'adhérer par convention à différents marchés de la Région wallonne;

Considérant que, dans le cadre de l'analyse relative au renouvellement du parc de photocopieurs, l'acquisition de petits copieurs A4 via la centrale de marché du service public de Wallonie s'avère plus avantageuse que la location;

Considérant que le modèle proposé par la centrale de marché présente des performances supérieures au modèle équivalent actuellement utilisé au sein des divers services communaux;

Considérant que le service informatique a effectué un relevé des besoins de l'administration en la matière et qu'il convient d'acquérir 44 copieurs dont les caractéristiques souhaitées correspondent au marché SPW MACHI 13/23 - référence T2.05.01 -13C36 lot 1 - valide jusqu'au 31 décembre 2015 pour un montant total (options comprises) de 37.630,77€ hors TVA soit 45.533,23€ TVA comprise;

Considérant que cette acquisition se fera auprès de la firme désignée par la centrale d'achat du service public de Wallonie, aux prix et conditions indiqués dans son contrat passé avec la Région wallonne;

Considérant que l'entretien omnium de ces copieurs s'élève 0,0054€ par copie ou impression et sera imputé sur les budgets ordinaires 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant que des crédits permettant de supporter les dépenses résultant de l'acquisition de ces copieurs sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53;

Considérant qu'une régularisation des crédits sera effectuée lors de la prochaine modification budgétaire pour les copieurs destinés aux écoles et crèches communales, aux infrastructures sportives et aux musées;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

de recourir à la centrale d'achat du service public de Wallonie pour l'acquisition de 44 copieurs destinés aux services communaux et aux écoles communales pour un montant de 37.630,77€ hors TVA soit 45.533,23€ TVA comprise.

<b>53. Service informatique. Acquisition de logiciels et de licences informatiques destinés à l'administration communale. Mode et conditions de passation du marché.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1er, 1°a;

Considérant que les services communaux, notamment le bureau d'études, les services de l'urbanisme, de la cartographie, de la communication et de l'informatique, ont besoin, dans le cadre de leur fonctionnement, d'acquérir de nouveaux logiciels et de nouvelles licences informatiques;

Considérant que le service informatique a établi, à cet effet, un cahier spécial des charges;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 12.248,82€ hors TVA, soit 14.821,07€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet l'acquisition de logiciels et de licences informatiques destinés aux différents services de l'administration communale, estimé à 12.248,82€ hors TVA, soit 14.821,07€ TVA comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78, § 1, 84, 95, 127 et 160 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 et financés par emprunt.

**54. Service informatique. Acquisition de licences informatiques destinées à l'administration communale. Mode et conditions de passation du marché.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1er, 1<sup>o</sup>a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment l'article 61;

Considérant que les nouveaux projets informatiques (cartographie des cimetières, Intranet, outil de ticketing,...) nécessitent notamment l'acquisition de licences Microsoft Server;

Considérant que le service informatique doit recourir régulièrement à des commandes isolées relatives à des licences Microsoft Office et Microsoft Windows pour des besoins ponctuels;

Considérant que, dans le but de faire des économies d'échelle, le service informatique a établi les documents d'un marché à commandes portant sur une durée d'une année et ayant pour objet l'acquisition de licences Microsoft;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 21.805,00€ hors TVA soit 26.384,05€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er 1<sup>o</sup> a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : il sera passé un marché à commandes pour une année, ayant pour objet l'acquisition de licences informatiques Microsoft destinées aux différents services de l'administration communale, estimé à 21.805,00€ hors TVA, soit 26.384,05€ TVA comprise.

Ces montants ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1<sup>o</sup> a de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78, § 1, 84, 95, 127 et 160 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 et financés par emprunt.

**55. Service informatique. Acquisition de petit matériel informatique, de matériel de projection et de consommables (3 lots) pour une durée d'un an. Proposition d'approbation au Conseil communal.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1er 1° a);

Considérant que l'acquisition de petit matériel informatique (switches, clés USB, lecteur carte ID, imprimantes, claviers, souris, appareil photo, cartouches imprimante,...) se fait actuellement au fur et à mesure des besoins de l'administration;

Considérant que des marchés ponctuels sont également passés pour l'achat de consommables d'impression;

Considérant que, dans le but de rationaliser ces commandes, il serait judicieux de passer un marché à lots et à commandes ayant pour objet l'acquisition de petit matériel informatique (lot 1), de matériel de projection (lot 2) et de consommables (lot 3);

Considérant que, compte tenu des variations de prix à court terme pour ce genre de fournitures, la durée préconisée du marché est d'une année;

Considérant que le service informatique a établi les documents d'un marché à lots et à commandes de petit matériel informatique pour une durée d'une année, estimé et ventilé comme suit :

- lot 1 : petit matériel informatique : 18.003,65€ hors TVA soit 21.784,42€ TVA comprise

- lot 2 : matériel de projection : 11.238,00€ hors TVA soit 13.597,98€ TVA comprise

- lot 3 : consommables : 12.091,20€ hors TVA soit 14.630,35€ TVA comprise,

représentant un montant total de 41.332,85€ hors TVA soit 50.012,75€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires aux diverses commandes seront engagés au fur et à mesure de celles-ci sur les articles adéquats du budget ordinaire ou extraordinaire;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1 : il sera passé un marché à lots et à commandes pour une durée d'une année portant sur l'acquisition de petit matériel informatique estimé et ventilé comme suit :

- Lot 1 : petit matériel informatique : 18.003,65€ hors TVA soit 21.784,42€ TVA comprise

- Lot 2 : matériel de projection : 11.238,00€ hors TVA soit 13.597,98€ TVA comprise

- Lot 3 : consommables : 12.091,20€ hors TVA soit 14.630,35€ TVA comprise,

représentant un montant total de 41.332,85€ hors TVA soit 50.012,75€ TVA comprise;

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits, d'une part, au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 à concurrence de 820.000,00€ (financement par emprunt pour ce marché) et, d'autre part, sous divers articles du budget ordinaire.

<p><b>56. Académie des Beaux-Arts (cours du soir). Acquisition d'un broyeur pour matières premières. Mode et conditions de passation du marché.</b></p>
---

A la demande du Président d'assemblée, l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, explique aux conseillers communaux la différence entre un broyeur et une machine à broyer du verre, tous deux destinés à l'atelier du verre de l'académie des Beaux-Arts.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §4;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition d'un broyeur pour matières premières destiné à l'académie des Beaux-Arts (cours du soir), principalement à l'atelier du verre, afin de permettre aux étudiants de travailler avec un matériel adéquat;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 7.100,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 16.600,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/744-51 (montant financé par fonds de réserve);

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**



Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un broyeur pour matières premières destiné à l'académie des Beaux-Arts (cours du soir) pour un montant estimé à ± 7.100,00€ TVA comprise; ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110-2e de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché est conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : le marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 16.600,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/744-51 (montant financé par fonds de réserve).

<p><b>57. Académie des Beaux-Arts (cours du soir). Acquisition d'une machine à broyer. Mode et conditions de passation du marché.</b></p>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §4;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition d'une machine à broyer destinée à l'académie des Beaux-Arts (cours du soir), et plus particulièrement à son atelier du verre, afin de permettre la fabrication de poudre de verre à partir de verre de récupération;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 9.500,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 16.600,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/744-51 (montant financé par fonds de réserve);

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'une machine à broyer le verre destinée à l'académie des Beaux-Arts (cours du soir) pour un montant estimé à ± 9.500,00€ TVA comprise; ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110-2e de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché est conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : le marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 16.600,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/744-51 (montant financé par fonds de réserve).

<p><b>58. Hall sportif de Kain. Acquisition de matériel d'équipement. Mode et conditions de passation des marchés.</b></p>
--

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, demande à quoi serviront ces machines.

Monsieur l'Echevin PS, **Tarik BOUZIANE**, lui répond :

"Une auto-laveuse est prévue pour nettoyer les 2.000m<sup>2</sup> de surface. Depuis l'ouverture, le sol est nettoyé avec une serpillière et une raclette. La machine à laver et le séchoir sont destinés au nettoyage des serpillières et des tenues des sportifs.

Les clubs sportifs pourront nettoyer leurs équipements sportifs sur place. Beaucoup de clubs le font."

"L'idée est judicieuse", selon la Conseillère communale **Monique WILLOCQ**. Elle précise néanmoins qu'il conviendra aussi de refaire le terrain de football pour éviter que les vêtements des sportifs ne soient couverts de boue.

Pour le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, cette perspective d'utilisation pose question :

"Je ne vois pas pourquoi, dans cette salle, les clubs vont pouvoir laver leurs vêtements. Attendez-vous à devoir installer une machine à laver professionnelle dans chaque salle communale. Franchement, je ne comprends pas la différence qui est faite entre les salles. Ou vous installez des machines partout et les sportifs vont pouvoir réaliser d'importantes économies d'eau et d'électricité. Et comme il y a plusieurs salles communales, attendez-vous à ce que les budgets explosent !"

Le **Président** d'assemblée intervient à son tour :

"La machine va être installée dans une annexe. Votre réflexion porte sur une initiative qui est prise et qui ne semble pas contestée. A moins que vous vouliez la contester ?

Il est intéressant de le savoir parce que si, pour la première expérience de ce type, vous votez contre, c'est parce que vous souhaitez que tout soit mis en place par la suite en même temps. Mais quand on veut faire du phasage, on commence toujours par quelque chose en fonction des moyens disponibles.

Je passe au vote et je vois qu'un conseiller communal MR s'abstient. Monsieur VANDECAVEYE, pouvez-vous m'expliquer la raison de votre abstention?"

Le Conseiller communal MR, **Emmanuel VANDECAVEYE**, justifie son abstention par le fait que cela va créer, selon lui, de la concurrence entre les clubs.

Monsieur l'Echevin **Tarik BOUZIANE** se dit étonné par ces réactions :

"Au stade Luc Varenne, ces dispositifs existent et sont utilisés couramment. A la Maison des sports, le club de handball nettoie son linge sur place également. C'est une pratique courante dans les halls sportifs les plus récents. Si on pouvait mettre en place ces dispositifs dans tous les halls, je ne demanderais pas mieux."

Par 23 voix pour et 6 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, B. LAVALLEE, G. HUEZ, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes H. CLEMENT-COUPLET, C. GUISSSET-LEMOINE, M. E. VANDECAVEYE.

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, §1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition de matériel d'équipement pour le bon entretien et le bon fonctionnement du hall sportif de Kain;

Considérant que celui-ci consiste en :

- une auto-laveuse
- une machine à laver professionnelle
- un sèche-linge professionnel;

Considérant qu'il convient de passer deux marchés de fournitures ventilés comme suit:

1. Acquisition d'une auto-laveuse pour le hall sportif de Kain estimée à 5.000,00€ TVA comprise,
2. Acquisition d'une machine à laver professionnelle et d'un sèche-linge professionnel estimée à 2.000,00€ TVA comprise;

Considérant qu'un crédit de 8.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7642/744-51 (montant financé par fonds de réserve);  
Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation des marchés et d'en fixer les conditions;  
Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ces marchés, il lui est proposé de les passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;  
Sur proposition du Collège communal;  
Par 23 voix pour et 6 abstentions;

### **DECIDE:**

Article 1er : il sera passé deux marchés de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel d'équipement pour le hall sportif de Kain, estimés et ventilés comme suit:

1. Acquisition d'une auto-laveuse estimée à 5.000,00€ TVA comprise,
2. Acquisition d'une machine à laver professionnelle et d'un sèche-linge professionnel estimée à 2.000,00€ TVA comprise.

Article 2 : ces marchés peuvent être passés par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure et après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ces marchés peuvent être constatés par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : un crédit de 8.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7642/744-51 (montant financé par fonds de réserve).

<b>59. Infrastructures sportives. Maintenance. Acquisition de matériaux et travaux. Mode et conditions de passation des marchés.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, §1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5, §2;

Considérant que, vu la vétusté de certaines infrastructures sportives, il s'avère nécessaire de procéder à leur remise en état;

Considérant que, cette année, priorité sera donnée aux infrastructures suivantes:

- La réfection des vestiaires des installations sportives du Pas du Roc par l'acquisition de matériaux de construction, de matériel sanitaire et de bancs de vestiaires.
- La remise en état des installations sportives du domaine des Eaux sauvages par le nettoyage et la mise en peinture de la salle de sport.
- La réfection du bardage extérieur et de la corniche du stade Jules Hossey;

Considérant que pour les installations du Pas du Roc, il sera passé un marché à lots de fournitures estimé à 10.833,13€ TVA comprise et réparti comme suit:

- lot 1: acquisition de matériaux de construction estimée à 2.117,50€ TVA comprise,
- lot 2: acquisition de matériel sanitaire estimée à 4.117,63€ TVA comprise,
- lot 3: acquisition de bancs de vestiaires estimée à 4.598,00€ TVA comprise;

Considérant qu'en ce qui concerne le domaine des Eaux sauvages et le stade Jules Hossey, il sera passé un marché de travaux à lots estimé à 38.441,70€ TVA comprise et réparti comme suit:

- lot 1: domaine des Eaux sauvages, nettoyage et mise en peinture de la salle de sport estimés à 26.462,70€ TVA comprise,
- lot 2: stade Jules Hossey, remplacement d'une partie du bardage extérieur et de la corniche estimé à 11.979,00€ TVA comprise;

Vu les devis estimatifs s'élevant au montant total de 49.274,83€ TVA comprise;

Considérant qu'un crédit de 50.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7643/724-60 et qu'un crédit de 20.000,00€ est inscrit sous l'article 7647/724-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation des marchés et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ces marchés, il lui est proposé de les passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE:**

Article 1 : il sera passé, dans le cadre de la maintenance des infrastructures sportives, deux marchés, l'un de fournitures et l'autre de travaux, estimés et ventilés comme suit:

1. Acquisition de matériaux pour la réfection des vestiaires du Pas du Roc estimée à 10.833,13€ TVA comprise, répartie comme suit:

- lot 1 : acquisition de matériaux de construction estimée à 2.117,50€ TVA comprise,
- lot 2 : acquisition de matériel sanitaire estimée à 4.117,63€ TVA comprise,
- lot 3 : acquisition de bancs de vestiaires estimée à 4.598,00€ TVA comprise.

2. Travaux de maintenance au sein de diverses infrastructures sportives estimés à 38.441,70€ TVA comprise:

- lot 1 : domaine des Eaux sauvages, nettoyage et mise en peinture de la salle de sport estimés à 26.462,70€ TVA comprise,
- lot 2: stade Jules Hossey, remplacement d'une partie du bardage extérieur et de la corniche estimé à 11.979,00€ TVA comprise.

Article 2 : ces marchés de fournitures et de travaux seront passés par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les marchés, dont il est question à l'article 1er, seront régis, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents des marchés établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à ces dépenses sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous les articles 7643/724-60 à concurrence de 50.000,00€ et 7647/724-60 à concurrence de 20.000,00€.

<b>60. Service propreté publique. Acquisition d'une balayeuse. Mode et conditions de passation du marché.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5 §2;

Considérant que l'acquisition d'une seconde grande balayeuse destinée au service propreté publique serait utile afin de pouvoir les faire travailler simultanément sur les deux rives de l'Escaut;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 200.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 200.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 875/743-98 et que ce montant est financé par emprunt;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il revient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques du marché, celui-ci peut être passé par adjudication ouverte conformément à l'article 24 de la loi du 15 juin 2006;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet l'acquisition d'une balayeuse destinée au service propreté publique pour un montant estimé à ± 200.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication publique et ce, conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les critères de sélection consistent en la fourniture des documents suivants:

- une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire attestant qu'il ne se trouve pas dans l'un des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics
- une déclaration bancaire appropriée
- une attestation ONSS relative à l'avant-dernier trimestre civil écoulé par rapport au jour de l'ouverture des offres
- des preuves des principales livraisons, au cours des trois dernières années, de matériel similaire à celui faisant l'objet du présent marché ou d'un montant équivalent à celui du marché (200.000,00€).

Article 4 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 5 : un crédit de 200.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire de 2015 sous l'article budgétaire 875/743-98. Ce montant est financé par emprunt.

<b>61. Services techniques. Acquisition de panneaux de signalisation. Mode et conditions de passation du marché.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §3;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition de panneaux de signalisation destinés à différents services techniques (service signalisation, districts de Kain et de Gaurain), la pose de panneaux de type F1a et F3a aux entrées et sorties de la ville et des villages étant devenue obligatoire, suite au nouveau règlement des états généraux de la sécurité routière;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 19.755,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 20.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 4212/741-52 et que ce montant est financé par fonds de réserve;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il est proposé au Conseil communal de choisir la procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1 : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de panneaux de signalisation destinés à différents services techniques (service signalisation, districts de Kain et de Gaurain) pour un montant estimé à ± 19.755,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, est régi d'une part par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 25.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 4212/741-52. Ce montant est financé par fonds de réserve.

<b>62. Acquisition d'isoloirs pour les élections et la consultation populaire. Mode et conditions de passation du marché.</b>
---

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient d'emblée sur ce point :

"Je ne vais pas revenir sur ce que j'ai déjà dit au sujet de la consultation populaire. Tout le monde sait ce que j'en pense. Mais la démocratie a parlé. Je ne vais donc pas voter contre ou m'abstenir sur ce dossier. Il est logique que nous mettions en oeuvre ce qui a été décidé. Mais, surtout, n'y voyez pas un léger fléchissement de ma part : je n'ai pas changé d'avis !"

Se disant attentive à l'utilisation de l'argent public, Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, considère que l'acquisition d'isoloirs pour les élections et la consultation populaire est un investissement durable.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition de nouveaux isoloirs destinés aux élections;

Considérant que ceux-ci serviront notamment dans le cadre de la consultation populaire prévue en octobre 2015 et remplaceront les isoloirs vétustes;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 25.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 25.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 104/741-98 (montant financé par fonds de réserve);

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

Article 1 : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'isoloirs destinés aux élections pour un montant estimé à ± 25.000,00€ TVA comprise; ce montant a valeur d'indication sans plus. Ceux-ci serviront également dans le cadre de la consultation populaire prévue en octobre 2015 et remplaceront les isoloirs vétustes.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.



Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 25.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 104/741-98 (montant financé par fonds de réserve).

<b>63. Consultation populaire du 25 octobre 2015. Fixation du montant des jetons de présence. Approbation.</b>
--

Toujours dans le souci d'éviter de dépenser l'argent public, la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, demande si le terme "prévoir" figurant dans la législation doit être compris comme une obligation de verser un jeton de présence aux membres des différents bureaux électoraux.

"A Namur, précise-t-elle, aucun jeton de présence n'a été payé. Ce sont des fonctionnaires communaux et des volontaires bénévoles qui ont assuré les permanences. C'est l'idée que nous proposons à Tournai pour éviter de dépenser l'argent public."

Le **Directeur général adjoint** précise que les dispositions légales prévoient que des jetons de présence soient versés. Il appartient au Conseil communal d'en fixer le montant. Les montants proposés sont les mêmes que ceux des élections communales de 2012, soit pour la majorité des membres (présidents et membres des bureaux de vote et de dépouillement) 12,50€. Il rappelle, par ailleurs, que si l'organisation de la consultation populaire incombe aux services communaux, la participation aux bureaux électoraux est une démarche citoyenne qui n'échoit pas nécessairement à ce même personnel."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Geoffroy HUEZ**, intervient comme suit : "12,50€ pour qu'un avocat préside un bureau de vote pendant une matinée, je vous assure que ce n'est pas très cher. Seul le président du bureau communal reçoit une indemnité de 75,00€. Pour la plupart des membres, c'est 12,50€."

Le **Président** d'assemblée ajoute ce qui suit :

"C'est montrer que la démocratie peut aussi s'appuyer sur l'investissement des citoyens. Pour ceux qui sont attentifs à la liberté démocratique, je pense qu'il est important que l'Etat et les structures locales administratives ne campent pas dans toutes les fonctions de contrôle. Les citoyens doivent continuer à exercer leur rôle."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, précise que sa famille politique n'a jamais demandé que des fonctionnaires communaux soient systématiquement désignés pour constituer les bureaux électoraux. Ce qu'elle propose, c'est que l'organisation de cette consultation populaire se fasse avec l'aide des fonctionnaires communaux.

"Effectivement, il y aura besoin de logistique et de manutention. Ce seront des fonctionnaires communaux qui s'en chargeront. Ils récupéreront leurs heures. Le procès d'intention qui nous est fait n'est donc pas correct", conclut-elle.

Pour le **Président** d'assemblée, il ne s'agit pas de faire un procès d'intention à qui que ce soit. Et de conclure le débat comme suit :

"Ce qui est clair, c'est que les ouvriers et les employés communaux devront tous participer à la mise en place de la consultation. Ils le feront avec la loyauté qui est la leur.

Pour les fonctions de contrôle ordinaires qui sont réglées par décret et par la loi, c'est un engagement citoyen. Pour revenir à l'ordre du jour, je précise qu'il s'agit à ce stade de fixer le montant de ce jeton de présence."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu sa délibération du 27 avril 2015, par laquelle il a été décidé d'organiser une consultation populaire au sujet du futur aménagement du Pont des Trous;

Vu la décision du Collège communal du 30 avril 2015 de fixer au 25 octobre 2015 la date de cette consultation populaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 fixant les dispositions particulières relatives à la procédure d'organisation d'une consultation populaire communale et notamment l'article 2 qui stipule en son 3ème alinéa que *"les articles L4125-3 à L4125-5, L4125-9 à L4125-15 et L4135-1 du Code sont mutatis mutandis applicables à la consultation populaire communale"*;

Vu l'article L4135-1, alinéa 1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation qui prévoit que *"les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement"*;

Considérant qu'il convient, dès lors, de fixer les montants des jetons de présence des membres du bureau principal (appelé bureau communal) et des bureaux de vote et de dépouillement;

Vu la circulaire du service public de Wallonie, datée du 10 octobre 2012, relative aux frais électoraux engagés dans le cadre de l'organisation des élections communales et provinciales du 14 octobre 2012 qui fixait les montants des jetons de présence comme suit:

- président du bureau principal : 75,00€

- autres membres du bureau principal : 50,00€

- présidents et membres des bureaux de vote et de dépouillement : 12,50€;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon susvisé renvoie à bon nombre de dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives à l'élection communale;

Considérant qu'il serait, dès lors, pertinent de calquer les montants des jetons de présence sur ceux octroyés lors du scrutin communal de 2012;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus aux articles 1043/121-48 et 1043/122-48 du budget ordinaire 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

de fixer les montants des jetons de présence octroyés aux membres des différents bureaux électoraux constitués dans le cadre de la consultation populaire du 25 octobre 2015, comme suit :

- président du bureau principal (appelé bureau communal) : 75,00€

- autres membres du bureau communal : 50,00€

- présidents et membres des bureaux de vote et de dépouillement : 12,50€.

Les dépenses seront imputées aux articles 1043/121-48 et 1043/122-48 du budget ordinaire 2015, selon que l'indemnité sera versée à un membre du personnel communal ou non.

#### **64. Fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve. Compte 2014. Approbation.**

Monsieur l'Echevin **Armand BOITE** sort de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 26 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 21 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Etienne à Templeuve arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 11 mai 2015 réceptionnée le 18 mai 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que l'organe représentatif agréé dans sa décision du 11 mai 2015 a réformé le montant de 265,70€ inscrit à l'article 3 du chapitre I des dépenses, pour le ramener à 42,68€ afin de maintenir l'équilibre avec les recettes inscrites aux articles 14 et 15 du chapitre I;

Considérant que l'organe représentatif agréé réforme le montant de 4.784,43€ inscrit à l'article 5 du chapitre I des dépenses compte tenu des pièces justificatives jointes au compte, pour le ramener à 4.758,75€;

Considérant que, sur base des pièces justificatives annexées au compte et relatives à l'article 6A du chapitre I des dépenses, le montant admis par l'organe représentatif agréé est de 5.932,61€ au lieu et place de 5.932,71€;

Considérant que l'organe représentatif agréé demande au conseil de fabrique de veiller à joindre un récapitulatif article par article dans les justificatifs des prochains comptes à remettre pour approbation;

Considérant que, sur base de l'arrêté d'approbation du compte 2013 par le Collège du Conseil provincial du Hainaut en séance du 28 août 2014, le résultat du compte 2013 de la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve est de 332,86€, qu'il y a donc lieu d'inscrire ce montant à l'article 19 des recettes extraordinaires du chapitre II et qu'en conséquence, le montant du déficit du compte 2013 de 49,38€ inscrit à l'article 51 des dépenses extraordinaires du chapitre II doit être supprimé;

Considérant l'inscription de 9.420,00€ à l'article 53 des dépenses du chapitre II sans qu'un crédit approuvé n'ait été prévu au budget 2014 de la fabrique d'église;

Considérant que ce montant peut être admis compte tenu de l'inscription de la somme de 9.420,55€ à l'article 23 des recettes du chapitre II;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II dépenses n'est constaté;  
Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 22 mai 2015 rendu conformément à l'article L1124-40,§1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 26 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Etienne à Templeuve arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
19	Reliquat du compte 2013	0,00 €	332,86 €
51	Déficit du compte 2013	49,38 €	0,00 €
6A	Combustible chauffage	5.932,71 €	5.932,61 €
3	Cire, encens et chandelles	265,70 €	42,68 €
5	Eclairage	4.784,43 €	4.758,75 €

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	55.089,67 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	42.719,62 €
Recettes extraordinaires totales	10.416,71 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	332,86 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	12.594,58 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	38.111,50 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	9.420,00 €
<b>Recettes totales</b>	<b>65.506,38 €</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>60.126,08 €</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>5.380,30 €</b>

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur le fait que, pour les prochains comptes à remettre, un justificatif article par article doit être joint.

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et

signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve;
- à l'organe représentatif agréé.

#### **65. Fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont. Compte 2014. Approbation**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 avril 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 4 mai 2015 réceptionnée le 6 mai 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le Conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 11 mai 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

## DECIDE :

**Article 1** : la délibération du 17 avril 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	24.177,45 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	20.704,67 €
Recettes extraordinaires totales	879,97 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	879,97 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.843,25 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	18.245,22 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00 €
<b>Recettes totales</b>	<b>25.057,42 €</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>23.088,47 €</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>1.968,95 €</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont;
- à l'organe représentatif agréé.

### 66. Fabrique d'église Saint-Brice à Tournai. Compte 2014. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 30 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 11 mai 2015 réceptionnée en date du 18 mai 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Brice à Tournai au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 19 mai 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 30 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	85.366,22€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	36.666,06€
Recettes extraordinaires totales	31.781,03€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	7.933,86€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	11.609,72€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	67.909,01€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	24.224,70€
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>117.147,25€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>103.743,43€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>13.403,82€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Brice à Tournai;
- à l'organe représentatif agréé.

## **67. Fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai. Compte 2014. Approbation**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 30 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 21 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 4 mai 2015 réceptionnée en date du 5 mai 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'inscription de la somme de 3.175,19€ à l'article 53 des dépenses du chapitre II;

Considérant que cette dépense peut être admise compte tenu du fait qu'il s'agit d'un placement d'une partie du subside reçu et inscrit à l'article 25 des recettes du chapitre II;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 8 mai 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 30 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :



Recettes ordinaires totales	33.743,54€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	23.903,78€
Recettes extraordinaires totales	14.793,78€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	7.793,78€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.983,16€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	32.050,30€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	7.000,00€
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>48.537,32€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>42.033,46€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>6.503,86€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai;
- à l'organe représentatif agréé.

#### **68. Fabrique d'église Saint-Amand à Tournai (Allain). Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 avril 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 16 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 22 avril 2015 réceptionnée en date du 24 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que, sur base des pièces justificatives jointes, les dépenses inscrites à l'article 50 m du chapitre II des dépenses, pour un montant de 72,53€, devraient plutôt être reprises à l'article 50 I du même chapitre et qu'il y a donc lieu de corriger;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base de la correction apportée, le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Amand à Tournai (Allain) est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 28 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 13 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Tournai (Allain) arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
50 m	Frais bancaires	72,53€	0,00€
50 I	Frais de garde	0,00€	72,53€

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	22.239,03€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	20.184,37€
Recettes extraordinaires totales	6.416,38€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	6.416,38€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.298,55€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	19.854,22€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>28.655,41€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>22.152,77€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>6.502,64€</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Tournai (Allain) et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'état. A cet effet, une requête en annulation, datée et signée, doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'état, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Tournai (Allain);
- à l'organe représentatif agréé.

**69. Fabrique d'église. Saint-Amand à Marquain. Modification budgétaire 2015 n°1.  
Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 12 avril 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 13 mai 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 18 mai 2015 réceptionnée le 20 mai 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2015 de la fabrique d'église Saint-Amand à Marquain et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire, qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015 et que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2015 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant que la fabrique d'église sollicite un subside extraordinaire de 60.000,00€ afin de réaliser des travaux urgents de sécurisation des contreforts de l'église et qu'un crédit de 60.000,00€ est disponible au budget extraordinaire 2015 de la Ville sous l'article 790/522-53;

Vu l'avis positif du directeur financier du 26 mai 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

**Article 1er** : la délibération du 12 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	18.776,44 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	6.121,12 €
Recettes extraordinaires totales	60.611,42 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	60.000,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	516,42 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.974,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	15.413,86 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	60.000,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>79.387,86 €</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>79.387,86 €</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00 €</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain
- à l'organe représentatif agréé.

<b>70. Fabrique d'église. Saint-André à Chercq. Modification budgétaire 2015 n°1. Approbation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 15 avril 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 23 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 4 mai 2015 réceptionnée le 6 mai 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2015 de la fabrique d'église Saint-André à Chercq et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire, qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015 et que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2015 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis positif du directeur financier du 7 mai 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1er** : la délibération du 15 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015, est approuvée comme suit :

Recettes ordinaires totales	37.252,21€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	27.839,38€
Recettes extraordinaires totales	20.664,67€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	2.248,92€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.375,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	17.564,30€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	35.977,58€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>57.916,88€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>57.916,88€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à l'établissement cultuel Saint-André à Chercq;
- à l'organe représentatif agréé.

## **71. Fabrique d'église Saint-Amand à Marquain. Compte 2014. Approbation**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 30 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 10 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 8 avril 2015 réceptionnée en date du 10 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Amand à Marquain au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 30 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	23.149,37 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	10.298,59 €
Recettes extraordinaires totales	2.059,43 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	1.551,69 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.608,73 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	17.849,02 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00 €
Recettes totales	25.208,80 €
Dépenses totales	20.457,75 €
Résultat comptable	4.751,05 €

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Marquain;
- à l'organe représentatif agréé.

## **72. Fabrique d'église Sainte Vierge à Melles. Compte 2014. Approbation**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte Vierge à Melles arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 2 avril 2015 réceptionnée en date du 9 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que l'organe représentatif agréé a constaté des erreurs matérielles dans les articles 5 et 6b du chapitre I des dépenses et qu'il y a donc lieu de les corriger sur base des pièces justificatives annexées au compte;

Considérant que l'organe représentatif agréé demande qu'à l'avenir les factures relatives aux dépenses de l'article 15 soient libellées au nom de la fabrique d'église;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la dépense extraordinaire de 143,39€ à l'article 63a du chapitre II n'a pas fait l'objet d'une inscription au budget 2014 et qu'il y a lieu de la corriger;

Considérant qu'aux articles 17, 19, 26, 35b, 45, 47, 48, 50a, 50c, 50e du chapitre II des dépenses ordinaires, des dépassements de crédits budgétaires approuvés ont été constatés et qu'ils engendrent de ce fait un dépassement du total budgétaire dudit chapitre;

Considérant que ces dépenses sont admises à titre exceptionnel en rappelant qu'à l'avenir, toute dépense ne peut avoir lieu que dans les limites des crédits budgétaires inscrits par le conseil de fabrique et approuvés par l'autorité de tutelle;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2014 de la fabrique d'église Sainte Vierge à Melles est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1 :** la délibération du 18 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte Vierge à Melles arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
63a	Dépenses extraordinaires relatives à un exercice antérieur	143,39 €	0,00 €
5	Eclairage	158,79 €	144,46 €
6B	Eau	113,54 €	86,00 €

**Article 2 :** la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	14.893,06 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.789,18 €
Recettes extraordinaires totales	0,00 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	0,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.830,46 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	12.873,21 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	4.13 €
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	4,13 €
Recettes totales	14.893,06 €



Dépenses totales	14.707,80 €
Résultat comptable	185,26 €

L'organe représentatif agréé demande que les factures relatives aux dépenses de l'article 15 du chapitre I des dépenses soient libellées au nom de la fabrique d'église Sainte Vierge à Melles et que toutes les copies de factures relatives à l'article 6b du chapitre I des dépenses soient annexées au compte.

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Sainte Vierge à Melles et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Sainte Vierge à Melles;
- à l'organe représentatif agréé.

### **73. Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai. Compte 2014. Approbation**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 23 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 1er avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 2 avril 2015 réceptionnée en date du 9 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 23 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	69.800,01 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	36.112,38 €
Recettes extraordinaires totales	54.461,71 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	0,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	8.447,27 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	47.963,92 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	55.205,10 €
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	972,41 €
Recettes totales	124.261,72 €
Dépenses totales	111.616,29 €
Résultat comptable	12.645,43 €

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai;
- à l'organe représentatif agréé.

#### **74. Fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin. Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 9 avril 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 13 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Esplechin arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 22 avril 2015 réceptionnée en date du 24 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 27 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 9 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Esplechin arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	22.462,63€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	15.312,97€
Recettes extraordinaires totales	3.540,81€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	1.309,81€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.188,53€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	18.684,87€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	2.231,00€
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00€
Recettes totales	26.003,44€
Dépenses totales	24.104,40€
Résultat comptable	1.899,04€

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin;
- à l'organe représentatif agréé.

<b>75. Fabrique d'église Saint-Martin à Warchin. Compte 2014. Approbation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 9 avril 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 16 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 22 avril 2015 réceptionnée en date du 24 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant l'arrêté du Collège du Conseil provincial du Hainaut du 28 août 2014 relatif au compte 2013 par lequel le résultat dudit compte 2013 s'élève à 18.272,67€ et qu'il y a lieu de corriger le montant de 18.495,78€ inscrit au compte 2014 par le conseil de fabrique;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base de la correction apportée, le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 27 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 9 avril 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
19	Boni du compte de l'exercice 2013	18.495,78€	18.272,67€

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	20.819,67€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	18.656,68€
Recettes extraordinaires totales	37.130,90€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	18.272,67€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.362,65€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	15.633,88€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	18.839,00€
Recettes totales	57.950,57€
Dépenses totales	35.835,53€
Résultat comptable	22.115,04€

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin;
- à l'organe représentatif agréé.

<b>76. Fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau. Compte 2014. Approbation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 avril 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 23 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 4 mai 2015 réceptionnée en date du 5 mai 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que l'organe représentatif agréé demande, pour les prochains comptes à déposer, qu'un relevé article par article soit présent dans les pièces justificatives, cette remarque valant également pour les recettes et dépenses du chapitre II;

Considérant que, sur base de l'arrêté d'approbation du compte 2013 par le Collège du Conseil provincial du Hainaut en séance du 9 octobre 2014, le résultat du compte 2013 de la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau est de 7.810,00€ et qu'il y a donc lieu de remplacer le montant de 7.919,21€ inscrit par le conseil de fabrique à l'article 19 des recettes extraordinaires du chapitre II;

Considérant le montant de 2.663,82€ inscrit à l'article 50n et le montant de 83,10€ inscrit à l'article 44 du chapitre II des dépenses sans que des crédits n'aient été approuvés au budget 2014 de la fabrique;

Considérant que ces dépenses sont admises à titre exceptionnel étant donné que le total du chapitre II des dépenses n'est pas dépassé et qu'il est rappelé au conseil de fabrique de veiller à l'inscription de toutes les prévisions de recettes et dépenses lors de l'élaboration des prochains budgets de la fabrique;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun dépassement de crédit dans l'ensemble des articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 11 mai 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

**DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 17 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
19	Reliquat du compte 2013	7.919,21 €	7.810,00 €

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	13.330,30 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	0,00 €
Recettes extraordinaires totales	7.810,00 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	7.810,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.161,53 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	11.339,19 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
<b>Recettes totales</b>	<b>21.140,30 €</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>12.500,72 €</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>8.639,58 €</b>

L'organe représentatif agréé demande qu'un relevé article par article soit présent dans les pièces justificatives à remettre avec les prochains comptes de la fabrique. La remarque est valable pour l'ensemble des recettes et dépenses du compte.

Le Conseil de fabrique doit veiller à inscrire au budget de la fabrique d'église l'ensemble des recettes et dépenses à réaliser lors de l'exercice.

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau;
- à l'organe représentatif agréé.

## **77. Fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx. Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 30 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 3 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 9 avril 2015 réceptionnée le 10 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que le compte susvisé ne reprend pas, en l'article 5 du chapitre I des dépenses, les montants effectivement décaissés par la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx au cours de l'exercice 2014, et qu'il convient dès lors de l'adapter;

Considérant qu'à l'article 5 du chapitre I des dépenses, l'organe représentatif agréé remarque qu'une dépense de 36,21€ a été inscrite par erreur et qu'il y a lieu de la corriger;

Considérant qu'à l'article 15 du chapitre I des dépenses, l'organe représentatif agréé invite le conseil de fabrique à indiquer le nombre de feuillets achetés;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que dans les pièces justificatives remises par le trésorier le 23 avril 2015 et réceptionnées le 24 avril 2015, une dépense de 23.783,76€ n'a pas été inscrite à l'article 56 des dépenses extraordinaires du chapitre II et que, compte tenu des explications du conseil de fabrique, il y a lieu de l'ajouter au montant déjà inscrit, soit un montant global de 39.640,81€;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun autre dépassement de crédit dans les articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base de la correction apportée, le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx est conforme à la loi;



Vu l'avis positif du directeur financier du 11 mai 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

**DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 30 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
5	Éclairage	1.537,77 €	1.499,56 €
56	Grosses réparations à l'église	15.857,05 €	39.640,81 €

L'attention de l'établissement cultuel est attirée sur le point suivant : à l'avenir, il y aurait lieu d'indiquer le nombre de feuillets achetés à l'article 15 du chapitre I des dépenses.

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	29.179,23 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	26.667,02 €
Recettes extraordinaires totales	48.268,97 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	5.268,97 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.386,49 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	24.215,40 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	39.640,81 €
Recettes totales	77.748,20 €
Dépenses totales	68.242,70 €
Résultat comptable	9.205,50 €

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx;

- à l'organe représentatif agréé.

<b>78. Fabrique d'église Saint-Albin à Barry. Compte 2014. Approbation.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 19 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 29 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 5 mai 2015 réceptionnée en date du 6 mai 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que l'organe représentatif agréé remarque l'absence de justificatifs des dépenses inscrites à l'article 6a du chapitre I pour un montant de 94,85€, que ces dépenses peuvent être admises compte tenu de la présence des factures dans les justificatifs remis à la Ville de Tournai et que le montant de 94,85€ est donc maintenu au compte 2014;

Considérant que l'organe représentatif agréé demande qu'à l'avenir une déclaration de créance relative aux dépenses inscrites à l'article 15 du chapitre I soit jointe aux justificatifs du compte;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Albin à Barry au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 11 mai 2015 rendu conformément à l'article 1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 19 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	12.999,45€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	11.873,95€
Recettes extraordinaires totales	1.285,59€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	1.285,59€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.929,02€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	10.178,48€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>14.285,04€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>12.107,50€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>2.177,54€</b>

L'organe représentatif agréé demande qu'à l'avenir une déclaration de créance relative aux dépenses inscrites à l'article 15 du chapitre I soit jointe aux justificatifs du compte.

Le conseil de fabrique est invité à joindre dans les justificatifs des comptes à venir un récapitulatif article par article des recettes et des dépenses.

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Albin à Barry;
- à l'organe représentatif agréé.

### **79. Fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai. Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 avril 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 16 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 16 avril 2015 réceptionnée en date du 21 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le dépassement de crédit de 1.395,00€ à l'article 53 des dépenses extraordinaires du chapitre II (placement de capitaux) peut être admis étant donné le caractère de la dépense et l'inscription d'une somme supplémentaire de 1.508,12€ à l'article 23 des recettes du chapitre II;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun autre dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;  
Vu l'avis positif du directeur financier du 28 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 13 avril 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	165.680,71€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	0,00€
Recettes extraordinaires totales	331.727,02€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	98.338,90€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	20.779,16€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	163.398,29€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	233.275,00€
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>497.407,73€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>417.452,45€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>79.955,28€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai;
- à l'organe représentatif agréé.

## **80. Fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai. Compte 2014. Approbation**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 23 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 10 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Lazare à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 14 avril 2015 réceptionnée le 17 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'inscription de 2.200,00€ à l'article 53 des dépenses extraordinaires du chapitre II et de 2.164,89€ à l'article 23 des recettes extraordinaires du chapitre II, de 300,00€ à l'article 50b des dépenses du chapitre II et de 300,00€ à l'article 18b des recettes du chapitre I sans qu'un crédit budgétaire ne soit inscrit au budget 2014 de la fabrique d'église;

Considérant que ces montants peuvent être admis à titre exceptionnel;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 23 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Lazare à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	25.474,06 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	21.732,43 €
Recettes extraordinaires totales	5.948,61 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	3.783,72 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.552,48 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	24.452,13 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	2.200,00 €
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00 €
Recettes totales	31.422,67 €
Dépenses totales	28.204,61 €
Résultat comptable	3.218,06 €

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai;
- à l'organe représentatif agréé.

<p><b>81. Fabrique d'église Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies. Compte 2014.</b>  <b>Approbation</b></p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 9 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies arrête le compte, pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 14 avril 2015 réceptionnée en date du 17 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 13 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	21.570,74 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	7.170,05 €
Recettes extraordinaires totales	13.850,23 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	13.850,23 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.286,46 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	16.526,62 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00 €
Recettes totales	35.420,97 €
Dépenses totales	17.813,08 €
Résultat comptable	17.607,89 €

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies;
- à l'organe représentatif agréé.

<b>82. Fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai. Compte 2014. Approbation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 22 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 13 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 22 avril 2015 réceptionnée en date du 24 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, sur base des pièces justificatives jointes au compte, l'organe représentatif agréé corrige le montant de 121,00€ inscrit à l'article 3 du chapitre I des dépenses pour le ramener à 99,00€;

Considérant que le montant de 22,00€ réformé par l'organe représentatif agréé est bien justifié par une facture de 22,00€ jointe en annexe du compte et qu'il y a donc lieu de maintenir le montant inscrit par le conseil de fabrique à l'article 3 des dépenses du chapitre I à 121,00€;

Considérant que, suivant la délibération du 28 août 2014 du Collège du Conseil provincial du Hainaut et relative à l'approbation du compte 2013 de la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette de Tournai, le résultat du compte 2013 à inscrire à l'article 19 des recettes doit être de 13.849,13€ au lieu de 13.775,46€ inscrits par le conseil de fabrique et qu'il y a donc lieu de corriger;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique en date du 27 avril 2015, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base de la correction apportée, le compte 2014 de la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 29 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 23 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :



Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
19	Boni du compte de l'exercice 2013	13.775,46€	13.849,13€

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	22.401,02€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	17.956,04€
Recettes extraordinaires totales	13.869,14€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	13.849,13€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.114,62€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	18.846,67€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>36.270,16€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>20.961,29€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>15.308,87€</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai;
- à l'organe représentatif agréé.

### **83. Fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq. Compte 2014. Approbation**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014 ;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 26 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 27 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 8 avril 2015 réceptionnée en date du 10 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de Fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE:**

**Article 1** : la délibération du 26 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	14.132,05 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	5.865,57 €
Recettes extraordinaires totales	10.786,36 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	10.786,36 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	669,77 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	17.768,12 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
Recettes totales	24.918,41 €
Dépenses totales	18.437,89 €
Résultat comptable	6.480,52 €

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq;
- à l'organe représentatif agréé.

#### **84. Fabrique d'église Saint-Omer à Kain. Compte 2014. Approbation**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 19 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 8 avril 2015 réceptionnée en date du 10 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que l'organe représentatif agréé demande que, pour les exercices à venir, une déclaration de créance soit jointe comme justificatif des dépenses inscrites à l'article 9 du chapitre I des dépenses;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Omer à Kain au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 19 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	24.355,39 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	19.954,17 €
Recettes extraordinaires totales	11.919,57 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	11.919,57 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.799,44 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	21.548,93 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00 €
Recettes totales	36.274,96 €
Dépenses totales	24.348,37 €
Résultat comptable	11.926,59 €

L'organe représentatif agréé demande pour les exercices à venir, qu'une déclaration de créance soit jointe comme justificatif des dépenses inscrites à l'article 9 du chapitre I des dépenses.

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Omer à Kain;
- à l'organe représentatif agréé.

## **85. Fabrique d'église Sacré-Coeur à Tournai. Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 23 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sacré-Coeur à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 22 avril 2015 réceptionnée en date du 24 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant la délibération du 31 juillet 2014 du Collège du Conseil provincial du Hainaut et relative à l'approbation du compte 2013 de la fabrique d'église Sacré-Coeur de Tournai, le résultat du compte 2013 à prendre en compte à l'article 19 des recettes doit être de 14.505,16€ au lieu de 13.775,46€ inscrits par le conseil de fabrique et qu'il y a donc lieu de corriger;

Considérant que, vu le calcul de la remise au trésorier inscrite à l'article 41 du chapitre II des dépenses du compte 2014 (total des recettes ordinaires 46.987,11€ - subside communal ordinaire 22.334,71€) x 5% = 1.232,62€, le montant inscrit par le conseil de fabrique de 1.233,00€ doit être corrigé et ramené à 1.232,62€;

Considérant l'inscription de 750,00€ à l'article 61 du chapitre II des dépenses extraordinaires sans qu'un crédit approuvé soit prévu au budget 2014 de la fabrique d'église;

Considérant que ce montant correspond à la réduction du précompte immobilier 2014 sur base de la composition familiale de deux locataires, que cette dépense peut être admise étant donné qu'une inscription de 750,00€ à l'article 28 des recettes du chapitre II a été faite et a donc un impact nul sur le résultat du compte et qu'il y a lieu de prévoir les crédits nécessaires en recettes et en dépenses via une modification budgétaire 2015 et dans les budgets ultérieurs si la réduction du précompte immobilier est maintenue;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2014 de la fabrique d'église Sacré-Coeur à Tournai est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 28 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 23 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sacré-Coeur à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
19	Boni du compte de l'exercice 2013	14.283,71€	14.505,16€
41	Remise au trésorier	1.233,00€	1.232,62€

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	46.987,11€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	22.334,71€
Recettes extraordinaires totales	58.338,32€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	14.505,16€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.867,07€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	42.935,23€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	42.750,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>105.325,43€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>90.552,30€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>14.773,13€</b>

Dans l'hypothèse où le droit à réduction du précompte immobilier est maintenu, le conseil de fabrique doit prévoir les crédits nécessaires en recettes et en dépense via une modification budgétaire 2015 ou lors de l'établissement des budgets ultérieurs.

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Sacré-Coeur à Tournai et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Sacré-Coeur à Tournai;
- à l'organe représentatif agréé.

## 86. Fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes. Compte 2014. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 31 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 2 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 8 avril 2015 réceptionnée en date du 10 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le résultat du compte 2013 inscrit à l'article 19 du chapitre II des recettes de 7.246,99€ doit être remplacé par le montant de 9.467,43€ compte tenu de la délibération du 31 juillet 2014 relative à l'approbation du compte 2013 par le Collège du Conseil Provincial du Hainaut;

Considérant les inscriptions de 28.738,11€ à l'article 25 des recettes extraordinaires et à l'article 56 des dépenses extraordinaires du chapitre II;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun autre dépassement de crédit dans les articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

**Article 1** : la délibération du 31 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
19	Reliquat du compte 2013	7.246,99 €	9.467,43 €

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	28.555,04 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	20.709,42 €
Recettes extraordinaires totales	53.205,54 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	9.467,43 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.106,13 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	22.491,37 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	43.725,93 €
Recettes totales	81.760,58 €
Dépenses totales	71.323,43 €
Résultat comptable	10.437,15 €

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes;
- à l'organe représentatif agréé.

## **87. Fabrique d'église Saint-Amand à Ere. Compte 2014. Approbation**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;



Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 31 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 9 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere arrête le compte, pour l'exercice 2014, dudit établissement cultuel;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 8 avril 2015 réceptionnée en date du 10 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Amand à Ere au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1 :** la délibération du 31 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	21.613,17 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	10.568,24 €
Recettes extraordinaires totales	3.234,56 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	1.650,56 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	903,28 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	18.172,65 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	1.584,00 €
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00 €
Recettes totales	24.847,73 €
Dépenses totales	20.659,93 €
Résultat comptable	4.187,80 €

**Article 2 :** conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3 :** conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Ere;

- à l'organe représentatif agréé.

## **88. Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies. Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 7 avril 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 16 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 22 avril 2015 réceptionnée en date du 24 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que l'organe représentatif agréé modifie le montant inscrit à l'article 3 des dépenses du chapitre I, le nouveau montant étant de 135,09€ en lieu et place de 164,96€, en raison du fait que la dépense de 29,87€ (achat de cierges d'offrande) est à charge de la paroisse et non de la fabrique d'église;

Considérant le dépassement de crédit d'un montant de 45.886,23€ à l'article 53 des dépenses extraordinaires du chapitre II;

Considérant que ce dépassement de crédit peut être accepté compte tenu des explications du conseil de fabrique, à savoir le placement de la somme de 45.886,23€, les travaux de réparation du clocher n'ayant pu être réalisés en 2014;

Considérant que l'arrêté du Collège du Conseil provincial du Hainaut du 28 août 2014 relatif au compte 2013 fixe le résultat du compte 2013 à 3.011,29€ et qu'il y a donc lieu de remplacer le montant de 2.987,04€ inscrit au compte 2014 par le conseil de fabrique;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun autre dépassement de crédit dans les articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base de la correction apportée, le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 28 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 7 avril 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
3	Cire ,encens et chandelles	166,86€	137,09€
19	Boni du compte de l'exercice 2013	2.987,04€	3.011,29€

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	24.721,83€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	22.776,62€
Recettes extraordinaires totales	68.278,86€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	3.011,29€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.540,51€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	19.240,13€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	65.267,57€
<b>Recettes totales</b>	<b>93.000,69€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>89.048,21€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>3.952,48€</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies;
- à l'organe représentatif agréé.

## **89. Fabrique d'église Saint-Amand à Lamain. Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution et ses articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 15 avril 2015 parvenue le 22 avril 2015 à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Lamain arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 29 avril 2015 réceptionnée en date du 30 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que l'organe représentatif agréé demande au conseil de fabrique de joindre impérativement copie des factures relatives aux articles 5 et 6b du chapitre I des dépenses dans les justificatifs du compte (les factures originales ont été envoyées à l'administration communale);

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant la délibération du 17 juillet 2014 du collège du Conseil provincial du Hainaut et relative à l'approbation du compte 2013 de la fabrique d'église Saint-Amand à Lamain, le résultat du compte 2013 à prendre en compte à l'article 19 des recettes doit être de 4.766,73€, en lieu et place du montant de 4.769,73€ inscrit par le conseil de fabrique et qu'il y a donc lieu de l'adapter;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base de la correction apportée, le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Amand à Lamain est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 4 mai 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

**Article 1** : la délibération du 15 avril 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Lamain arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

<b>Article concerné</b>	<b>Intitulé de l'article</b>	<b>Ancien montant</b>	<b>Nouveau montant</b>
19	Boni du compte de l'exercice 2013	4.769,73€	4.766,73€

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	18.650,97€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	14.132,40€
Recettes extraordinaires totales	4.766,73€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	4.766,73€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.181,81€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	14.842,52€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>23.417,70€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>19.024,33€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>4.393,37€</b>

L'organe représentatif agréé demande au conseil de fabrique de joindre copie des factures relatives aux articles 5 et 6B.

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Lamain et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Lamain;
- à l'organe représentatif agréé.

## 90. Fabrique d'église Saint-Maur à Saint-Maur. Compte 2014. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 7 avril 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de ses pièces justificatives le 13 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Maur à Saint-Maur arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 22 avril 2015 réceptionnée en date du 24 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que l'organe représentatif agréé modifie le montant inscrit à l'article 3 du chapitre I des dépenses suivant les pièces justificatives jointes et que le montant de 17,94€ tel qu'inscrit par le conseil de fabrique peut être maintenu après vérification des factures jointes;

Considérant que l'organe représentatif agréé modifie le montant inscrit à l'article 6b du chapitre I des dépenses suivant les pièces justificatives annexées, le montant à inscrire à l'article 6b étant de 33,70€ en lieu et place de 117,53€;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique le 28 avril 2015, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base de la correction apportée, le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Maur à Saint-Maur est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 4 mai 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

**Article 1** : la délibération du 7 avril 2015 par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Maur à Saint-Maur arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
6b	Eau	117,53 €	33,70 €

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	19.023,93 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	12.442,59 €
Recettes extraordinaires totales	8.054,95 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	8.054,95 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	835,95 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	17.485,04 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
<b>Recettes totales</b>	<b>27.078,88 €</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>18.320,99 €</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>8.757,89 €</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Maur à Saint-Maur et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Maur à Saint-Maur;
- à l'organe représentatif agréé.

## 91. Fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain. Modification budgétaire 2015 numéro 1.

Monsieur le Conseiller communal **Jean-Marie VANDENBERGHE** sort de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution et ses articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;  
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;  
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;  
Vu la délibération du 31 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 2 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête sa modification budgétaire 2015 n°1;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 8 avril 2015 réceptionnée en date du 10 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la modification budgétaire et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste de la modification budgétaire;

Considérant que la modification budgétaire ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 17, qu'il convient dès lors de l'adapter et que le subside demandé par la fabrique devrait figurer à l'article 25 des recettes du chapitre II compte tenu des subsides octroyés en 2014 pour l'étude à réaliser;

Considérant que l'inscription de 19.723,00€ à l'article 27 du chapitre II des dépenses devrait figurer au volet extraordinaire du chapitre II à l'article 56 des dépenses;

Considérant que la modification budgétaire 2015 n°1 de la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain entraîne une augmentation du subside communal à l'extraordinaire de 4.723,00€ et qu'un crédit supplémentaire de 4.723,00€ devra être sollicité au budget communal extraordinaire 2015 à l'article 790/522-53 via une modification budgétaire;

Considérant que la 1ère modification budgétaire 2015 telle que corrigée est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis positif du directeur financier du 28 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1er** : la délibération du 31 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête sa 1ère modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **REFORMEE** comme suit:

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recette 17	Supplément communal	42.082,65€	37.359,65€
Recette 25	Subside extraordinaire communal	3.000,00€	7.723,00€
Dépense 27	Entretien et réparation de l'église	31.723,00€	12.000,00€
Dépense 56	Grosses réparations à l'église	0,00€	19.723,00€



**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	55.203,65€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	37.359,65€
Recettes extraordinaires totales	155.209,65€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	7.723,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	7.775,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	47.915,30€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	154.723,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>210.413,30€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>210.413,30€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain
- à l'organe représentatif agréé.

## 92. Finances communales. Subsidés 2015. Octroi de subsidés aux associations locales (3ème partie). Approbation

Monsieur l'Echevin **Armand BOITE** et Monsieur le Conseiller communal **Jean-Marie VANDENBERGHE** rentrent en séance.

Monsieur le Conseiller communal **Emmanuel VANDECAVEYE** sort de séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, demande des précisions au sujet des subsidés et primes octroyés aux ménages pour un montant de 300,00€ ainsi que sur l'analyse du dossier de la Grande Procession.

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, lui donne les explications demandées.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les communes disposent de la possibilité d'accorder une subvention à des associations locales en vue de les soutenir dans le développement de leurs initiatives conformément à la loi du 14 novembre 1983 et au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième partie, livre IV, chapitre unique – modifié par le décret du 31 janvier 2013) relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par [notamment] les communes;

Considérant qu'il a été décidé de revoir globalement la politique d'octroi des subsidés [procédure et modalités d'octroi (critères objectifs,...)] dans le cadre du budget 2015;

Considérant la délibération du Conseil communal du 10 novembre 2014 instaurant un règlement sur l'octroi et le contrôle de l'octroi de subventions aux associations locales;

Considérant que plusieurs demandes d'aide financière ont été introduites fin 2014 et depuis le 1er janvier 2015 par des associations locales;

Considérant la délibération du Conseil communal du 16 septembre 2013 par laquelle il a décidé de déléguer au Collège communal, pour la durée de la législature, la compétence d'octroyer les subventions :

- qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle

- en nature

- motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;

Considérant, pour rappel, qu'il faut distinguer les subsidés **nominativement inscrits au budget**, des **crédits à répartir** entre différentes associations;

Considérant que les **subsidés nominatifs** n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision lors des séances du Conseil communal du 27 avril et du 1er juin 2015, sont inscrits au budget 2015 comme suit :

Article	Libellé	Budget 2015 (€)
104/332-02	Subside à la fédération des secrétaires communaux	250,00
1041/332-02	Subside à la fédération des receveurs communaux	250,00
5611/332-02	Subside aux amis de Tournai ASBL (Après Modification)	46.000,00

	budgétaire)	
76203/332-02	Subside à l'ASBL Ramdam	20.000,00
7621/332-02	Subside pour la piste aux espoirs ASBL	15.000,00
7623/332-03	Subside à l'ASBL centre culturel transfrontalier - Maison de la Culture (Après modification budgétaire)	240.000,00
76301/332-02	Subside à Carnaval de Tournai ASBL	18.000,00
7645/332-02	Subside aux Tournaisiades	10.000,00
871/332-02	Subside à la Croix-Rouge de Belgique - section locale de Tournai	2.500,00
878/332-02	Subside à la commission de sauvegarde du patrimoine funéraire	2.500,00

Considérant que les **crédits à répartir** sont inscrits au budget 2015 comme suit :

Article	Intitulé	Solde initial	Solde disponible
161/332-02	Subsides pour aide au développement	20.000,00€	20.000,00€
5211/321-01	Primes aux lauréats du marché aux fleurs	600,00€	600,00€
6204/332-02	Subventions associations d'éleveurs, agriculteurs	1.000,00€	1.000,00€
652/332-02	Subventions aux cercles de pêche	250,00€	250,00€
7601331-01	Subsides d'encouragement aux artistes	2.000,00€	2.000,00€
761/332-02	Subsides aux associations de jeunesse	10.000,00€	2.300,00€
762/332-02	Subsides aux associations culturelles et de loisirs	9.500,00€	5.350,00€
76201/332-02	Subsides aux associations/chorales	2.700,00€	2.700,00€
76202/332-02	Subsides aux associations/fanfarses	4.500,00€	4.500,00€
763/331-01	Subsides et primes aux ménages	300,00€	300,00€
763/332-02	Subsides pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	22.250,00€

Article	Intitulé	Solde initial	Solde disponible
7631/332-02	Subsides aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subsides d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	2.800,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	52.000,00€
766/331-01	Primes concours "Façades fleuries"	1.500,00€	1.500,00€
775/331-01	Prix artistique	3.500,00€	3.500,00€
801/332-02	Subsides à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	22.750,00€
80105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	2.500,00€
930/331-01	Primes à la restauration de façades non classées	12.400,00€	12.400,00€
<b>TOTAL</b>		<b>202.300,00€</b>	<b>162.700,00€</b>

**Considérant que les demandes suivantes ont été introduites par des associations qui satisfont à différents points de l'article 11 du Règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides qui dispose:**

"L'objet de la demande de subvention s'inscrira :

- dans les objectifs stratégiques et opérationnels définis dans le Programme de politique générale 2012-2018 et le Programme stratégique transversal 2013-2018, comme suit :

- \* agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi
- \* agir pour garantir la cohésion sociale, la solidarité
- \* agir pour s'affirmer comme une région de qualité : enseignement, culture, sport
- \* agir pour atteindre l'excellence environnementale
- \* agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale
- \* agir pour valoriser notre situation géographique
- \* agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance et de la participation.

- dans les valeurs arrêtées dans la Charte des valeurs :

- \* respect – Etre respecté et être respectueux
- \* qualité – Donner le meilleur de soi
- \* honnêteté – Etre intègre
- \* bien-être – Qualité de la vie
- \* écoute – Entendre, s'entendre et être entendu
- \* solidarité – Etre plus forts ensemble
- \* service public – Etre un vrai service public local " :

<b>801/332-02 Diverses associations - Aide sociale</b> <b>Crédit initial et disponible : 23.750,00€</b>		
<b>ASSOCIATION</b>	<b>Motif</b>	<b>Demande</b>
Une assiette pour tous	Aide au fonctionnement du restaurant social	10.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>10.000,00€</b>
<b>762/332-02 Associations culturelles et de loisirs</b> <b>Crédit initial : 9.500,00€ Solde disponible : 5.350,00€</b>		
<b>Association</b>	<b>Motif</b>	<b>Demande</b>
Danses et compagnie	Spectacle bisannuel des ateliers de danse	2.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>2.000,00€</b>
<b>763/332-02 Fêtes et cérémonies</b> <b>Crédit initial : 38.000,00€ Solde disponible : 22.250,00€</b>		
<b>Association</b>	<b>Motif</b>	<b>Demande 2015</b>
ASBL Grande Procession	Organisation de la Procession du 13 septembre	5.000,00€
Union boulangers du Tournaisis	Aide au fonctionnement de l'association	200,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>5.200,00€</b>
<b>764/331-01 Encouragement aux sportifs</b> <b>Crédit initial et disponible : 2.800,00€</b>		
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Demande</b>
Vancoppernelle Auwen	Soutien à la saison sportive	300,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>300,00€</b>

<b>764/332-02 Subsidés aux associations sportives</b> <b>Crédit initial : 63.000,00€ Solde disponible : 52.000,00€</b>		
<b>Association</b>	<b>Motif</b>	<b>Demande</b>
Estudiantes handball	Soutien au fonctionnement et à l'école de jeunes	5.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>5.000,00€</b>

Considérant que les associations suivantes, bénéficiaires d'un subside nominatif, ont complété le formulaire prévu par le règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions ou sont liées à la ville par une convention :

<b>Article</b>	<b>Association</b>	<b>Montant</b>
5611/332-02	Les Amis de Tournai	46.000,00€
<b>Total nominatif</b>		<b>46.000,00€</b>

Considérant que, selon leurs déclarations dans le formulaire officiel de demande, les associations suivantes répondent ou pas aux prescrits de l'article 12 du règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides comme suit :

<p><b>Article 12</b> (règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subventions) : pour pouvoir introduire une demande de subside, l'association doit remplir les conditions suivantes :</p> <p>a) se prévaloir d'une existence de minimum 1 an précédant l'année de la demande</p> <p>b) avoir son siège social sur le territoire de l'entité et intéresser un nombre significatif d'habitants de la Ville de Tournai</p> <p>c) à défaut de répondre au point "b", justifier d'activités régulières ou d'un impact significatif envers la population de l'entité</p> <p>d) disposer d'un compte ouvert au nom de l'association</p> <p>e) disposer de statuts conformes à la loi du 2 mai 2002 et/ou d'un règlement d'ordre intérieur actualisé (si existant)</p> <p>f) promouvoir des activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* basées sur un calendrier</li> <li>* qui s'inscrivent dans une politique d'ouverture au public</li> <li>* qui font l'objet d'une publicité.</li> </ul> <p>g) ne pas avoir d'activités contraires aux principes de la déclaration universelle des droits de l'homme ni se prévaloir de publications ou d'activités à caractère raciste, xénophobe ou sexiste.</p> <p><b>Date out/date in = date d'envoi du formulaire de demande et date de réception à l'administration.</b></p>								
Demandeur	Critère A	Critère B	Critère C	Critère D	Critère E	Critère F	Critère G	Date out/in
Une assiette pour tous	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	28/05 29/05
Danses et Cie	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	30/04 22/05
Grande Procession	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 06/05
Union des patrons boulangers du Tournaisis	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	21/01 22/05
Vancoppenolle Auwen	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	20/05 02/06
Estudiantes (Handball)	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 05/06
Les Amis de Tournai	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	27/05 02/06

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement la cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi d'une subvention destinée à permettre la poursuite des activités, et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant que les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles et dans le respect du règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions;

Considérant que les subsides repris dans la présente décision sont constitués par un ou des versement(s) en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire;

Considérant que les subsides seront liquidés conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il est proposé d'examiner les dossiers introduits par les associations locales sur base de l'octroi des subsides lors de l'exercice 2014, et ainsi de limiter l'impact budgétaire;

Considérant les délibérations du Conseil communal des 31 mars 2014, 28 avril 2014, 30 juin 2014, 22 septembre 2014, 10 novembre 2014, 16 décembre 2014 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2014;

Considérant les délibérations du Conseil communal du 27 avril 2015 et du 1er juin 2015 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2015;

Vu l'avis positif du directeur financier rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

1/ d'approuver le subside repris au service ordinaire comme suit :

Article	Association	Montant
5611/332-02	Les Amis de Tournai	46.000,00€
Total nominatif		46.000,00€

2/ d'examiner les demandes d'aide financière adressées par les associations et d'octroyer les subsides (3ème partie) repris au service ordinaire comme suit :

<b>801/332-02 Diverses associations - Aide sociale</b> <b>Crédit initial et disponible : 23.750,00€</b>		
ASSOCIATION	Motif	Demande
Une assiette pour tous	Aide au fonctionnement du restaurant social	10.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>10.000,00€</b>

<b>762/332-02 Associations culturelles et de loisirs</b> <b>Crédit initial : 9.500,00€ Solde disponible : 5.350,00€</b>		
Association	Motif	Demande
Danses et compagnie	Spectacle bisannuel des ateliers de danse	2.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>2.000,00€</b>
<b>763/332-02 Fêtes et cérémonies</b> <b>Crédit initial : 38.000,00€ Solde disponible : 22.250,00€</b>		
Association	Motif	Demande
ASBL Grande Procession	Organisation de la Procession du 13 septembre	5.000,00€

<b>762/332-02 Associations culturelles et de loisirs</b> <b>Crédit initial : 9.500,00€ Solde disponible : 5.350,00€</b>		
Association	Motif	Demande
Union boulangers du Tournaisis	Frais de fonctionnement de l'association	200,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>5.200,00€</b>

<b>764/331-01 Encouragement aux sportifs</b> <b>Crédit initial et disponible : 2.800,00€</b>		
Demandeur	Motif	Demande
Vancoppernelle Auwen	Soutien à la saison sportive	300,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>300,00€</b>

<b>764/332-02 Subsidés aux associations sportives</b> <b>Crédit initial : 63.000,00€ Solde disponible : 52.000,00€</b>		
Association	Motif	Demande
Estudiantes handball	Soutien au fonctionnement et à l'école de jeunes	5.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>5.000,00€</b>

**Montant total octroyé dans les articles généraux : 22.500,00€**

3/ que les crédits, ou le solde de ceux-ci, feront l'objet d'une décision ultérieure comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde après nouveaux octrois
161/332-02	Subsidés pour l'aide au développement	20.000,00€	20.000,00€
5211/321-01	Primes aux lauréats du marché aux fleurs	600,00€	600,00€
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00€	1.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	2.000,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	2.300,00€
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	9.500,00€	5.150,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	2.700,00€	2.700,00€



76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.500,00€	4.500,00€
763/331-01	Subsides et primes accordés aux ménages	300,00€	300,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	17.050,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	2.500,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	47.000,00€
766/331-01	Primes concours "Façades fleuries"	1.500,00€	1.500,00€
775/331-01	Prix artistique	3.500,00€	3.500,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	12.750,00€
80105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	2.500,00€
930/331-01	Primes à la restauration de façades non classées	12.400,00€	12.400,00€
TOTAL		202.300,00€	140.200,00€

**93. Musée des Beaux-Arts. Prêt de 50 oeuvres au Musée des Beaux-Arts de Liège.  
Ratification.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le musée des Beaux-Arts de Liège souhaite organiser une exposition sur la complémentarité entre deux collections d'exception, la collection du musée des Beaux-Arts de Tournai et celle du musée des Beaux-Arts de Liège;

Considérant que l'exposition "Jeux de Miroir - Le rendez-vous des chefs-d'oeuvre", qui se tiendra du 26 juin au 13 septembre 2015, soulignera les points forts des deux ensembles : d'une part l'impressionnisme avec le fonds Van Cutsem de Tournai et, d'autre part, le modernisme avec la collection de Liège;

Considérant qu'à cette occasion, la Ville de Liège sollicite le prêt des oeuvres suivantes, choisies en concertation avec le conservateur du Musée des Beaux-Arts de Tournai :

- Van Rysselberghe, Nu au tub, 1922, huile sur toile, 28x103, dépôt de l'Etat (sous réserve), 500.000,00€
- Carl Gussow, Mon trésor, 1873, huile sur bois, 57x42, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Henri Fantin-Latour, Roses, 1881, huile sur toile, 50x61, coll. Van Cutsem, 1.000.000,00€
- Rogier Van der Weyden, Vierge à l'enfant (diptyque de Jean Gros), huile sur bois, 38x28, dépôt de l'Etat (sous réserve), 15.000.000,00€
- Willem Kalf, Nature morte au citron, huile sur toile, 76x62, 300.000,00€
- Joos Van Craesbeek, Trois chanteurs, huile sur toile, 64x54, coll. Fauquez, 100.000,00€
- Anonyme des anciens Pays-Bas, Le Christ aux limbes, huile sur bois, 32x42, coll. Fauquez, 200.000,00€
- Hans Van Dalem, Au clavecin, 1646, huile sur toile, 119x159, coll. Equennez, 300.000,00€
- Anonyme des anciens Pays-Bas (suiveur de Bosch ou Brueghel), Le Raccommodeur de soufflet, huile sur bois, 112x151 500.000,00€
- David II Teniers, Scène de cabaret, huile sur bois, 23x34, 100.000,00€
- Toulouse-Lautrec, Dans les coulisses (Suzanne Valadon ?), 1888, gouache sur carton, 68x55, coll. Van Cutsem, 3.000.000,00€
- Albrecht Dürer, Le triomphe de la mort, 1503, burin, 21x15, coll. Paelinck, 50.000,00€
- Jean Gossart, Saint Donatien (diptyque de Jean Carondelet), huile sur bois, 43x34, coll. Fauquez, 5.000.000,00€
- Charles Le Brun, Portrait équestre de Louis XIV, Ca. 1668, huile sur toile, 291x228, don de Louis XIV à la ville de Tournai, 500.000,00€
- Jean Delville, Impéria, 1892, pastel sur papier, 15x56, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Birge Harrison, L'attente ou le rendez-vous, 1881, huile sur toile, 111x151, coll. Van Cutsem, 200.000,00€
- Douglas Robinson, La vague, 1893, huile sur toile, 114x201, coll. Van Cutsem, 200.000,00€
- Henri Fantin-Latour, La lecture (Mlle Marie Fantin, sœur du peintre), huile sur toile, 101x81, coll. Van Cutsem, 1.000.000,00€
- Henri de Braekeleer, L'atelier, 1873, huile sur bois, 77x114, coll. Van Cutsem, 500.000,00€
- José-Maria Bracho y Murillo, Nature morte, 1876, huile sur bois, 50x65, 100.000,00€
- Louis Gallait, Portrait du colonel Hallart, huile sur toile, 100x82, 100.000,00€
- Jules Bastien-Lepage, La communiant, 1875, huile sur toile, 53x38, coll. Van Cutsem, 300.000,00€
- Eugène Delacroix, Tête de lion, crayon sur papier, 27x23, coll. Van Cutsem, 1.000.000,00€
- Hyacinthe Rigaud, Othello, huile sur toile, 55x45, 100.000,00€
- Cavalier d'Arpin, Madeleine pénitente, 1588/90, huile sur toile, 74x60, 100.000,00€
- Francesco Cairo, Sainte Cécile, huile sur toile, 95x73, 200.000,00€
- Joseph Stevens, Le dogue, huile sur toile, 77x55, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Joseph Stevens, La vieille lice, huile sur toile, 60x50, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Niels Pederson Mols, La rentrée des vaches au soleil couchant, 1892, huile sur toile, 131x162, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Willy Finch, L'homme à la houe, 1886, huile sur toile, 110x148, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Guillaume Van Strydonck, Le vieillard et les trois jeunes hommes, 1887, huile sur toile, 202x243, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Louis Pion, Goûter aux champs, 1877, huile sur toile, 85x130, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Théodore Verstraete, Le haleur, huile sur toile, 108x218, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Constantin Meunier, Maison de charbonnier, huile sur toile, 52x40, coll. Van Cutsem, 50.000,00€
- Frits Van den Berghe, Roulottes, aquarelle sur papier, 25x34, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Ignacio Zuloaga, Le nain Don Pedro, huile sur toile, 184x100, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Jean-François Raffaëli, Vieux bonhomme, huile sur toile, 46x39, coll. Van Cutsem, 50.000,00€
- Théodore Verstraete, Enterrement en Campine, 1888, huile sur toile, 161x205, coll. Van Cutsem, 200.000,00€

- Charles Degroux, Pèlerinage à Dieghem, 1857, huile sur toile, 93x140, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Anonyme des anciens Pays-Bas, Le sermon sur la montagne, huile sur bois, 75x61, coll. Fauquez, 100.000,00€
- Jules Bastien-Lepage, Le colporteur endormi, 1882, huile sur toile, 105x94, coll. Van Cutsem, 200.000,00€
- Mariano Fortuny y Carlo, Homme agonisant, eau-forte, 20.000,00€
- Philippe Auguste Hennequin, Les Erinyes poursuivant Oreste, huile sur toile, 46x56, 100.000,00€
- Vincent Van Gogh, Oliviers à Montmajour, 1888, encre sur papier, 48x60, coll. Van Cutsem, 30.000.000,00€
- Gustave Courbet, Etudes de rochers (La Loue), huile sur toile, 42x47, coll. Van Cutsem, 1.000.000,00€
- Louis Anquetin, Jeune femme accoudée, 1890, pastel sur carton, 60x51, coll. Van Cutsem, 500.000,00€
- Piat Sauvage, Minerve enseignant la Folie, huile sur porcelaine, 26x38, coll. Fauquez, 50.000,00€
- Pierre Guillaume Regamey, Cuirassiers (campagne de Crimée), 1869, huile sur toile, 180x215, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Mathieu Van Helmont, On a tué le cochon, huile sur bois, 45x66, coll. Fauquez, 100.000,00€
- Antoine Van Dyck, Portrait d'un gentilhomme, 1631, huile sur toile, 107x84, 1.000.000,00€;

Considérant que les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (clou à clou) des oeuvres prêtées seront totalement à charge de l'emprunteur;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

de ratifier le prêt des oeuvres reprises ci-après dans le cadre de l'exposition "Jeux de Miroir - Le rendez-vous des chefs-d'oeuvre" du musée des Beaux-Arts de Liège, qui se tiendra du 26 juin au 13 septembre 2015 :

- Van Rysselberghe, Nu au tub, 1922, huile sur toile, 28x103, dépôt de l'Etat (sous réserve), 500.000,00€
- Carl Gussov, Mon trésor, 1873, huile sur bois, 57x42, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Henri Fantin-Latour, Roses, 1881, huile sur toile, 50x61, coll. Van Cutsem, 1.000.000,00€
- Rogier Van der Weyden, Vierge à l'enfant (diptyque de Jean Gros), huile sur bois, 38x28, dépôt de l'Etat (sous réserve), 15.000.000,00€
- Willem Kalf, Nature morte au citron, huile sur toile, 76x62, 300.000,00€
- Joos Van Craesbeek, Trois chanteurs, huile sur toile, 64x54, coll. Fauquez, 100.000,00€
- Anonyme des anciens Pays-Bas, Le Christ aux limbes, huile sur bois, 32x42, coll. Fauquez, 200.000,00€
- Hans Van Dalem, Au clavecin, 1646, huile sur toile, 119x159, coll. Equenez, 300.000,00€
- Anonyme des anciens Pays-Bas (suiveur de Bosch ou Brueghel), Le Raccommodeur de soufflet, huile sur bois, 112x151 500.000,00€
- David II Teniers, Scène de cabaret, huile sur bois, 23x34, 100.000,00€
- Toulouse-Lautrec, Dans les coulisses (Suzanne Valadon ?), 1888, gouache sur carton, 68x55, coll. Van Cutsem, 3.000.000,00€
- Albrecht Dürer, Le triomphe de la mort, 1503, burin, 21x15, coll. Paelinck, 50.000,00€
- Jean Gossart, Saint Donatien (diptyque de Jean Carondelet), huile sur bois, 43x34, coll. Fauquez, 5.000.000,00€
- Charles Le Brun, Portrait équestre de Louis XIV, Ca. 1668, huile sur toile, 291x228, don de Louis XIV à la ville de Tournai, 500.000,00€
- Jean Delville, Impéria, 1892, pastel sur papier, 15x56, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Birge Harrison, L'attente ou le rendez-vous, 1881, huile sur toile, 111x151, coll. Van Cutsem, 200.000,00€
- Douglas Robinson, La vague, 1893, huile sur toile, 114x201, coll. Van Cutsem, 200.000,00€
- Henri Fantin-Latour, La lecture (Mlle Marie Fantin, sœur du peintre), huile sur toile, 101x81, coll. Van Cutsem, 1.000.000,00€

- Henri de Braekeleer, L'atelier, 1873, huile sur bois, 77x114, coll. Van Cutsem, 500.000,00€
- José-Maria Bracho y Murillo, Nature morte, 1876, huile sur bois, 50x65, 100.000,00€
- Louis Gallait, Portrait du colonel Hallart, huile sur toile, 100x82, 100.000,00€
- Jules Bastien-Lepage, La communiant, 1875, huile sur toile, 53x38, coll. Van Cutsem, 300.000,00€
- Eugène Delacroix, Tête de lion, crayon sur papier, 27x23, coll. Van Cutsem, 1.000.000,00€
- Hyacinthe Rigaud, Othello, huile sur toile, 55x45, 100.000,00€
- Cavalier d'Arpin, Madeleine pénitente, 1588/90, huile sur toile, 74x60, 100.000,00€
- Francesco Cairo, Sainte Cécile, huile sur toile, 95x73, 200.000,00€
- Joseph Stevens, Le dogue, huile sur toile, 77x55, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Joseph Stevens, La vieille lice, huile sur toile, 60x50, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Niels Pederson Mols, La rentrée des vaches au soleil couchant, 1892, huile sur toile, 131x162, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Willy Finch, L'homme à la houe, 1886, huile sur toile, 110x148, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Guillaume Van Strydonck, Le vieillard et les trois jeunes hommes, 1887, huile sur toile, 202x243, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Louis Pion, Goûter aux champs, 1877, huile sur toile, 85x130, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Théodore Verstraete, Le haleur, huile sur toile, 108x218, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Constantin Meunier, Maison de charbonnier, huile sur toile, 52x40, coll. Van Cutsem, 50.000,00€
- Frits Van den Berghe, Roulottes, aquarelle sur papier, 25x34, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Ignacio Zuloaga, Le nain Don Pedro, huile sur toile, 184x100, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Jean-François Raffaëli, Vieux bonhomme, huile sur toile, 46x39, coll. Van Cutsem, 50.000,00€
- Théodore Verstraete, Enterrement en Campine, 1888, huile sur toile, 161x205, coll. Van Cutsem, 200.000,00€
- Charles Degroux, Pèlerinage à Dieghem, 1857, huile sur toile, 93x140, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Anonyme des anciens Pays-Bas, Le sermon sur la montagne, huile sur bois, 75x61, coll. Fauquez, 100.000,00€
- Jules Bastien-Lepage, Le colporteur endormi, 1882, huile sur toile, 105x94, coll. Van Cutsem, 200.000,00€
- Mariano Fortuny y Carlo, Homme agonisant, eau-forte, 20.000,00€
- Philippe Auguste Hennequin, Les Erinyes poursuivant Oreste, huile sur toile, 46x56, 100.000,00€
- Vincent Van Gogh, Oliviers à Montmajour, 1888, encre sur papier, 48x60, coll. Van Cutsem, 30.000.000,00€
- Gustave Courbet, Etudes de rochers (La Loue), huile sur toile, 42x47, coll. Van Cutsem, 1.000.000,00€
- Louis Anquetin, Jeune femme accoudée, 1890, pastel sur carton, 60x51, coll. Van Cutsem, 500.000,00€
- Piat Sauvage, Minerve enseignant la Folie, huile sur porcelaine, 26x38, coll. Fauquez, 50.000,00€
- Pierre Guillaume Regamey, Cuirassiers (campagne de Crimée), 1869, huile sur toile, 180x215, coll. Van Cutsem, 100.000,00€
- Mathieu Van Helmont, On a tué le cochon, huile sur bois, 45x66, coll. Fauquez, 100.000,00€
- Antoine Van Dyck, Portrait d'un gentilhomme, 1631, huile sur toile, 107x84, 1.000.000,00€.

#### **94. Musée de Folklore. Prêt au centre de la marionnette. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, dans le cadre des journées du patrimoine qui se tiendront les 12 et 13 septembre 2015 sur le thème "D'un monde à l'autre (Régence, Rococo et Néoclassicisme)", le centre de la marionnette de la Fédération Wallonie-Bruxelles sollicite le prêt du castelet (théâtre de guignol) (valeur d'assurance : 2.000,00 €) du 3 août au 16 septembre 2015;

Considérant qu'à cette occasion, le centre de la marionnette souhaite mettre en place une visite guidée qui permettrait de faire un parallèle entre le décor néoclassique du bâtiment qui abrite le musée et le théâtre de marionnettes;

Considérant l'avis favorable de Madame la conservatrice du musée de Folklore à condition que le centre de la marionnette procède à la restauration des faces latérales du castelet comme convenu précédemment;

Considérant que la mention d'appartenance au musée de Folklore devra être clairement indiquée;

Considérant que les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance clou à clou de cette pièce sont totalement à charge de l'emprunteur;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

d'approuver, moyennant restauration, le prêt du castelet (théâtre de guignol) (valeur d'assurance : 2.000,00€) au centre de la marionnette de la Fédération Wallonie-Bruxelles à Tournai, du 3 août au 16 septembre 2015, à l'occasion des journées du patrimoine.

### **95. Musée d'Histoire militaire. Prêt au Mons Memorial Museum. Ratification.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le programme de politique générale 2012-2018 approuvé par le Conseil communal le 18 décembre 2012 visant, notamment, à renforcer l'attractivité de Tournai en participant à des événements d'envergure permettant de positionner la Ville sur la carte de l'Europe;

Considérant que cette année, à l'occasion de Mons capitale européenne de la culture, le pôle muséal de la Ville de Mons inaugure plusieurs espaces muséaux dont le Mons Memorial Museum;

Considérant que le Mons Memorial Museum organisera une exposition liée au bicentenaire de la bataille de Waterloo intitulée "Un numéro, un destin. Au service de Napoléon" du 13 juin au 27 septembre 2015;

Considérant qu'à cette occasion les organisateurs sollicitent le prêt des pièces suivantes :

- fusil d'infanterie modèle AN9 (manufacture impériale de Saint-Etienne) et sa baïonnette - époque napoléonienne (valeur d'assurance: 3.000,00€),

- sabre briquet modèle AN11 - époque napoléonienne (valeur d'assurance : 500,00€);

Considérant l'avis favorable de Monsieur le conservateur du musée d'Histoire militaire, à condition que la mention "collection du musée d'Histoire militaire de Tournai" soit bien visible à côté des pièces présentées;

Considérant que les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (clou à clou) des pièces prêtées seront totalement à charge de l'emprunteur;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

de ratifier le prêt du fusil d'infanterie modèle AN9 (manufacture impériale de Saint-Etienne) et sa baïonnette - époque napoléonienne (valeur d'assurance : 3.000,00€) et du sabre briquet modèle AN11 - époque napoléonienne (valeur d'assurance : 500,00€) au Mons Memorial Museum pour son exposition "Un numéro, un destin. Au service de Napoléon", qui se tiendra du 13 juin au 27 septembre 2015.

## Points en urgence et complémentaire

<b>114. Service d'aide aux communes proposé par l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE). Secteur "Eau". Adhésion. Convention. Approbation.</b>
--

Monsieur le Conseiller communal **Emmanuel VANDECAVEYE** rentre en séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la nouvelle loi communale et plus particulièrement son article 135;

Vu le Code de la démocratie locale et plus particulièrement son article L1122-30;

Vu les statuts de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE);

Attendu que la Ville est associée à l'intercommunale IPALLE et plus particulièrement à son secteur «Epurateur»;

Vu la directive européenne du 15 janvier 2014 relative à la passation des marchés publics et notamment ses articles 11 et 12;

Considérant que les relations entre la Ville et l'intercommunale IPALLE respectent les conditions fixées à l'article 12 susmentionné (théorie dite du «in house»);

Vu le code de l'eau et, notamment, ses articles D343 et D344 prévoyant la possibilité pour le gouvernement d'agréer des personnes morales en qualité d'organismes d'assainissement chargés notamment des missions suivantes :

- contribuer à l'élaboration des programmes d'assainissement en exécution du plan de gestion de bassin hydrographique et assurer le service d'assainissement;
- assurer la maîtrise de la conception, de la réalisation et de l'aménagement des ouvrages destinés à collecter et à épurer les eaux usées provenant des égouts publics;
- gérer, exploiter et améliorer l'efficacité des installations assurant, dans le ressort territorial de l'organisme, l'épuration des eaux usées collectées par les égouts publics;
- organiser avec les communes, qui se situent dans le ressort territorial de l'organisme, une parfaite collaboration entre l'épuration et l'égouttage communal;

Considérant la définition des «eaux usées» donnée à l'article D2,39° du code de l'eau à savoir : "les eaux polluées artificiellement en ce compris les eaux de ruissellement artificiel d'origine pluviale";

Vu l'agrément d'IPALLE, par arrêté de la Région wallonne du vingt-huit septembre mil neuf cent nonante publié au Moniteur belge du vingt-sept octobre mil neuf cent nonante, en qualité d'organisme d'assainissement sur son territoire de compétence;

Considérant la compétence exclusive, au sens de l'article 11 de la directive du 15 janvier 2014, dont dispose IPALLE en vertu des dispositions susmentionnées du code de l'eau;

Vu la partie réglementaire du code de l'eau contenant le règlement général d'assainissement;

Attendu notamment que, conformément à l'article R277,§2 du code de l'eau, tout nouveau raccordement à l'égout doit faire l'objet d'une autorisation préalable écrite du Collège communal et que les travaux de raccordement, sur le domaine public, doivent être réalisés sous le contrôle de la Ville et effectués par les services communaux ou par un entrepreneur désigné par la Ville;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 29 avril 2010 approuvant le contrat d'égouttage et ses annexes;

Vu la décision du Conseil communal du 12 juillet 2010 de conclure ledit contrat d'égouttage relatif à son territoire communal avec l'intercommunale IPALLE en sa qualité d'organisme d'assainissement agréé;

Vu le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement;

Attendu qu'en vertu de l'article 140 du code de l'environnement, tel qu'introduit par le décret ci-dessus, le Conseil communal peut désigner des agents intercommunaux chargés de contrôler le respect des lois et décrets visés à l'article D138, alinéa 1er du code de l'environnement (dont le code de l'eau) et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci et de constater des infractions; Attendu que le Conseil communal est dès lors habilité, sur cette base, à désigner des agents de l'intercommunale IPALLE, particulièrement dans le domaine de compétence de cette dernière, chargés notamment de constater les infractions au code de l'eau;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE) en évolution vers le Code du Développement territorial (CoDT) et notamment ses articles 128 et 136;

Vu la circulaire du 9 janvier 2003, publiée au Moniteur belge du 4 mars 2003, relative à la délivrance de permis dans les zones exposées à des inondations et à la lutte contre l'imperméabilisation des espaces;

Vu le cahier spécial des charges type «Qualiroute»;

Vu la norme européenne NBN EN 752 relative aux «réseaux d'évacuation et d'assainissement à l'extérieur des bâtiments», qui a, notamment, pour objectif de lutter contre les inondations et qui prévoit, à ce titre, que les branchements, collecteurs et autres éléments doivent être conçus, construits, entretenus et exploités de manière à garantir leur intégrité structurelle pendant la durée de vie de conception;

Considérant la compétence d'IPALLE en ces matières;

Considérant que, dans le souci d'assurer une gestion cohérente et intégrée de la problématique de l'assainissement des eaux usées sur le territoire de la Ville de Tournai, l'avis d'IPALLE devrait figurer dans le dossier de demande de permis d'urbanisme et/ou d'urbanisation afférent à tout projet susceptible d'avoir un impact non négligeable sur la collecte et l'épuration des eaux usées et soumis à l'instruction des services communaux;

Considérant que, par ailleurs, l'actualité de ces derniers mois a révélé l'état inquiétant du réseau d'égouttage de la Ville de Tournai ainsi que la nécessité urgente de prendre des mesures pour y remédier et ce, notamment, dans certaines zones comme l'avenue de Maire particulièrement exposée aux risques d'inondation lors des pluies d'orage d'été;

Considérant qu'IPALLE dispose des outils et des connaissances techniques nécessaires pour intervenir de manière efficace et remédier aux situations d'urgence;

Considérant qu'une étroite collaboration avec IPALLE permettra à la Ville d'intervenir plus efficacement et rapidement pour assurer l'efficacité de son réseau d'égouttage;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

d'adhérer au service d'aide aux communes proposé par IPALLE - Secteur "Eau" et de marquer son accord sur le projet de convention établi à cet effet et dont les termes suivent :

Entre

d'une part,

La Ville de Tournai, représentée par M. ...., en  
exécution d'une délibération du Conseil communal du 29 juin 2015;  
et

L'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE), ayant son siège social à 7503 FROYENNES,  
chemin de l'Eau vive, 1, inscrite à la Banque carrefour des entreprises (B.C.E.) sous le numéro  
0216.881.904, valablement représentée d'après ses statuts par  
.....

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

#### Article 1

De s'inscrire dans la démarche proposée par IPALLE (via son secteur «Eputation») en vue d'assurer,  
conformément aux dispositions du Code de l'eau, une gestion cohérente et intégrée de la  
problématique de l'assainissement des eaux usées sur son territoire.

#### Article 2

2.1. d'adhérer au schéma défini par IPALLE en vue d'assurer une gestion homogène des eaux usées  
sur son territoire et, dès lors, d'imposer un avis préalable et formel d'IPALLE comme pièce  
obligatoire à fournir pour assurer la complétude d'une demande de permis d'urbanisme et/ou  
d'urbanisation dont l'instruction relève de la compétence de la commune et ce, au minimum  
pour les projets tels que repris dans le logigramme figurant en annexe 2.

et dès lors :

2.2. Quant aux charges d'urbanisme :

- d'imposer, dans les permis sollicités, les charges d'urbanisme qui seraient conseillées par  
IPALLE
- d'imposer au demandeur, par l'intermédiaire des prescriptions requises dans son permis, le  
contrôle par IPALLE, selon les conditions fixées en annexe (voir modalités de prise en charge  
des prestations), de la bonne mise en œuvre de ces charges d'urbanisme.

2.3. Quant au raccordement à l'égout :

- de déléguer à IPALLE la gestion et le suivi des raccordements particuliers à l'égout tel que repris  
à l'article R.277 du code de l'eau.
- de déléguer aux agents compétents en la matière et sous contrat IPALLE, la constatation des  
infractions environnementales liées aux défauts de raccordements en infraction aux  
dispositions du code de l'eau

2.4. de marquer accord quant à la facturation de ces prestations par IPALLE aux demandeurs  
concernés et ce, sur base des «modalités de prise en charge» détaillées dans l'annexe 1.A ci-  
jointe.

A défaut d'imposition de contrôle d'exécution par IPALLE dans les documents de permis, les  
prestations seront portées à charge de l'administration communale.

#### Article 3 : autres services

3.1. de recourir, au cas par cas, aux prestations proposées par IPALLE énumérées ci-après :

- Audit «RESEAU» d'un bassin technique et analyse des cas particuliers de problème d'égouttage
- Analyse et simulation hydraulique des réseaux/ruisseaux
- Programme d'entretien préventif des réseaux d'égouttage (délimitation des zones, planification,  
estimation, etc.)
- Entretien «PREVENTIF» des réseaux d'égouttage (curage, fraisage, etc.)
- Entretien des ouvrages de lutte contre les inondations
- Entretien des avaloirs



Etude hydrographique et hydraulique

Simulation hydraulique

Mise en évidence des problèmes de sous-dimensionnement

La délégation de maîtrise d'ouvrage (DMO) pour les études et travaux conjoints

Etude de faisabilité pour réalisation de l'épuration en «Autonome groupé» + exploitation

3.2. Chaque demande de prestations de la commune fera préalablement l'objet d'une proposition financière d'IPALLE établie sur base des taux horaires détaillés en annexe 1.B et approuvés par les instances de l'intercommunale.

La proposition établie par IPALLE déterminera également les conditions d'exécution des prestations en cause (modalités techniques, délais d'exécution, etc.), les règles de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics étant, par défaut, d'application.

La commune demeure libre d'accepter ou refuser la proposition émise par l'intercommunale sans être tenue de justifier sa décision. A défaut d'acceptation dans le chef de la commune, celle-ci est libérée de l'obligation contractuelle de recourir aux services d'Ipalle pour la prestation visée par la proposition.

#### Article 4 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée sortant ses effets à la date de sa signature par la Ville de Tournai; elle est résiliable à tout moment moyennant préavis de 15 jours notifié par voie recommandée.

Annexe :

1.A

Service d'aide aux communes

Modalités de prise en charge des prestations arrêtées par le comité sectoriel épuration du 24 juin 2014

Charge d'urbanisme

Avis préalables

Contrôles sur site

PU (€ ) hors TVA

PU (€) hors TVA

Demandes diverses (épuration autonome, avis sur raccordement, dérogation, etc.)

P.m. (1)

142,94 (2)

Demandes relatives à 1 ou 2 «Unités de logement », hors zone aléa d'inondation

P.m. (1)

142,94 (2)

Avis préalables :

Ces avis sont traités par l'administration communale dans le cadre de l'instruction du permis. Sur demande, l'avis formel d'IPALLE peut être remis.

Contrôles sur site :

Prestations IPALLE effectuées dans le cadre :

d'un contrôle de SEI (à charge du demandeur)

d'un contrôle du raccordement particulier à l'égout à charge du demandeur,

Avis préalables (3)

Contrôles sur site (4)

P.U. (€) hors TVA

P.U. (€) hors TVA

Nombre d'«Unités de logement » : 1 ou 2 en zone d'aléas d'inondation

200,00 €

200,00 €

Projet > 2 lots / unités de logement ou équivalent et / ou > 5.000 m<sup>2</sup> + réunions d'accompagnement (à 78,00 €/heure)

250,00 €

624,00 €

Projet > 5 lots / unités de logement ou équivalent et / ou > 5.000 m<sup>2</sup> + réunions d'accompagnement (à 78,00 €/heure)

400,00 €

624,00 €

Projet > 10 lots / unités de logement ou équivalent et / ou > 5.000 m<sup>2</sup> + réunions d'accompagnement (à 78,00 €/heure)

500,00 €

936,00 €

Projet > 20 lots / unités de logement ou équivalent + réunions d'accompagnement (à 78,00 €/heure)

600,00 €

936,00 €

Projet > 50 lots / unités de logement ou équivalent + réunions d'accompagnement (à 78,00 €/heure)

1.000,00 €

2.184,00 €

Projet > 100 lots / unités de logement ou équivalent + réunions d'accompagnement (à 78,00 € / heure)

1.000,00 €

2.184,00 €

Remise d'avis sur les équipements de gestion de l'Eau

(conception hydraulique, conformité au Qualiroute, métré, équipement, etc.)

500,00 €

Avis préalables :

La rémunération de l'avis préalable d'Ipalle (obligatoire pour assurer la complétude d'un dossier de demande de permis) est une charge d'urbanisme pour le demandeur. Facturation spécifique IPALLE à ce dernier.

Contrôles sur site :

Prestations effectuées par IPALLE et constituant une charge d'urbanisme pour le «demandeur».

Facturation spécifique IPALLE à ce dernier.

P.U. (€) hors TVA

Gestion et suivi des raccordements particuliers à l'égout

142,94 € (5)

(5) prestation à charge du demandeur, à majorer de 78,00 €/heure le cas échéant

P.U. (€) hors TVA

Infraction environnementale liée au Code de l'eau ou au contrat d'égouttage

142,94 € (6)

(6) prestation à charge du demandeur, à majorer de 78,00 €/heure le cas échéant

## 1.B

Services à charge de l'administration communale

Ces services repris ci-après seront chiffrés au cas par cas, sur base d'un devis engageant selon l'importance de la prestation demandée :

Audit «RESEAU» d'un bassin technique et analyse des cas particuliers de problème d'égouttage

Analyse et simulation hydraulique des réseaux/ruisseaux

Programme d'entretien préventif des réseaux d'égouttage (délimitation des zones, planification, estimation, etc.)

Entretien «PREVENTIF» des réseaux d'égouttage (curage, fraisage, etc.)

Entretien des ouvrages de lutte contre les inondations

Entretien des avaloirs

Etude hydrographique et hydraulique

Simulation hydraulique

Mise en évidence des problèmes de sous-dimensionnement

La délégation de maîtrise d'ouvrage (DMO) pour les études et travaux conjoints

Etude de faisabilité pour réalisation de l'épuration en «Autonome groupé» + exploitation

La tarification sera basée :

- sur les coûts horaires définis par le Conseil d'administration du 24 octobre 2013, à savoir 78,00 €/heure pour un ingénieur et 60,00 €/heure pour un surveillant;
- sur les taux définis dans le contrat d'égouttage;
- sur les éventuels prix remis par des prestataires extérieurs sur base des marchés publics (exemple : curage).

**115. Service des espaces verts. Bâtiment à Rumillies. Etudes de faisabilité et responsable PEB (performance énergétique des bâtiments). Mode et conditions de passation du marché.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §4;

Considérant que les études de faisabilité et relatives au responsable "performance énergétique" des bâtiments sont indispensables au déroulement du projet de relocalisation du service des espaces verts à Rumillies (construction d'un hangar avec vestiaires et bureau), tant pour définir précisément les clauses techniques du cahier des charges qu'en vue de l'introduction ultérieure d'une demande de permis d'urbanisme;

Considérant que, depuis le 1er mai 2015, toute demande de permis d'urbanisme doit, en effet, être précédée d'une étude de faisabilité;

Considérant qu'il est proposé de s'adjoindre les services d'un auteur d'études de faisabilité et responsable PEB habilité dans le cadre de ce type de prestations;  
Considérant que le coût de ce marché est estimé à 5.780,00€ hors TVA, soit 6.993,80€ TVA comprise;  
Considérant que les crédits nécessaires ont été prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015), sous l'article budgétaire 766/733-60;  
Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il peut être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26 de la loi sur les marchés publics;  
Considérant que l'état actuel des locaux du service des espaces verts nécessite une relocalisation rapide;  
Considérant qu'il est obligatoire d'obtenir un certificat "performance énergétique" du bâtiment pour cette relocalisation à Rumillies;  
Considérant que le prochain Conseil communal est prévu fin septembre et qu'il est urgent de faire avancer le dossier avant les vacances;  
Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet les études relatives à la faisabilité et au responsable "performance énergétique" des bâtiments préalables à la rénovation du bâtiment prévu pour le service des espaces verts à Rumillies, dont le coût est estimé à 5.780,00€ hors TVA, soit 6.993,80€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché de services sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : ce marché, inférieur à 8.500,00€ hors TVA, sera constaté sur simple facture acceptée conformément à l'article 105 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics.

Article 4 : les crédits nécessaires ont été prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015), sous l'article budgétaire 766/733-60.

<b>116. Point complémentaire déposé par Madame la Conseillère communale, Hélène CLEMENT-COUPLET. Demande d'un audit sur le fonctionnement du CPAS.</b>
--

Le **Président** d'assemblée invite d'emblée **Monsieur le Directeur général adjoint** à informer le Conseil communal de l'avis administratif rendu par la tutelle au sujet de ce point. Celui-ci précise que le point complémentaire, envoyé le mardi soir précédent, respecte les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. L'administration en a pris connaissance le mercredi matin et a sollicité immédiatement l'avis de la tutelle. Le Directeur général adjoint donne ensuite connaissance à l'assemblée des éléments essentiels de l'avis de la tutelle :

«.... Au regard des articles 112 bis et ter de la loi organique, le Conseil communal exerce la tutelle sur le budget, les comptes du Conseil de l'action sociale. L'action du Conseil communal est limitée dans ce cadre à l'approbation des délibérations qui lui sont soumises. Le Conseil communal ne dispose pas, sur cette base, de la compétence de décider de réaliser un audit sur une autre personne

juridique distincte, à savoir le Conseil de l'action sociale.

Par conséquent, il peut être conclu qu'aucune disposition ne permet au Conseil communal de solliciter la réalisation d'un audit sur le Conseil de l'action sociale. Pareille décision appartient à ce dernier, et à lui seul.»

Le **Président** d'assemblée reprend alors la parole :

"En tant que Président d'assemblée, il m'est obligatoire de poser la question administrative. C'est ce que j'ai fait en début de ce point. Clairement, nous n'avons pas autorité pour prendre une délibération qui porte sur ce type de démarche. Etant une instance à la responsabilité juridique différente du CPAS, seul le Conseil de l'action sociale peut introduire une demande à son échelon. J'ajouterais que pour des raisons qui ont trait à l'organisation judiciaire, il y a des arguments de fond qui font que le terme d'un audit et son organisation à ce stade risquent d'entrer en conflit avec les intérêts de l'enquête. Sous une autre forme dont nous devons discuter lors d'un prochain Conseil communal - je pense notamment à un groupe de travail mixte CPAS/Ville - nous devons envisager d'autres formes d'organisation que l'audit qui peut poser des problèmes juridiques. Indépendamment de ce débat, que je ne veux pas ouvrir aujourd'hui puisque nous n'avons pas compétence, je voulais simplement que le directeur général adjoint nous fasse part de ce qui est aujourd'hui la position de l'organe de tutelle sur laquelle nous ne pouvons que prendre acte. Comme le cdH a été à l'origine du point, je voulais le signaler. Ce n'est pas un refus d'inscrire ce point. Mais nous ne pouvons pas aujourd'hui légalement délibérer."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

### **PREND CONNAISSANCE**

de l'avis de l'autorité de tutelle;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

de ne pas délibérer sur ce point.

## **117. Questions.**

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour et du point complémentaire, Monsieur le **Président** d'assemblée invite les conseillers communaux à poser leurs questions :

### **1) Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVI, à propos du poulailler à Marquain**

"En date du 19 juin dernier, nous apprenions par la presse que le Collège communal avait rendu un avis favorable dans la procédure d'octroi du permis pour la création d'un poulailler industriel de près de 40.000 poulets à Marquain.

Pourriez-vous nous confirmer cette décision et nous expliquer la cohérence de celle-ci sachant qu'il y a quelques mois une autre demande au Mont Saint-Aubert était refusée pour la raison suivante : «La décision du Collège est conforme à l'esprit de la déclaration de politique communale dans sa volonté d'agir pour atteindre l'excellence environnementale et d'agir pour relever le défi de

l'attractivité urbaine et rurale» ? J'ajouterais que la déclaration de politique communale mentionne également vouloir promouvoir une alimentation durable."

**2) Monsieur le Conseiller communal cdH, Jean-Marie VANDENBERGHE, à propos de l'octroi de permis dans le domaine de l'élevage intensif sur le territoire de Tournai, quelle logique ?**

"Il y a quelques mois, le Collège communal donnait un avis défavorable dans le cadre d'une demande de permis relative à un poulailler industriel au Mont-Saint-Aubert.

A cette occasion, le Collège communiquait en précisant que ce refus était un signe de sa volonté de ne pas voir de projet d'élevage intensif se développer sur le territoire communal.

Dans le dernier Tournai Info, le Collège choisissait le thème du développement durable comme ligne de conduite indispensable au bien-être des citoyens.

J'ai été d'autant plus surpris d'apprendre que le Collège venait de donner un avis favorable dans le cadre d'une nouvelle demande de permis relative à la construction d'un poulailler industriel sur les hauteurs de Marquain.

Cela m'amène à poser la question suivante : quelle est la logique suivie par le Collège lorsqu'il s'agit d'octroyer ou non un avis favorable dans le cadre d'une demande de permis en matière d'élevage intensif sur le territoire communal ?"

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, répond en ces termes à ces deux questions :

"D'abord, quelques mots sur le permis.

Le 19 juin dernier, le Collège communal a donc autorisé la SPRL Kipland à construire et exploiter un poulailler pour 37.985 poulets de chair avec la création d'un chemin d'accès privatif qui rejoint directement le Chemin des Vaches et le poulailler, excluant ainsi l'utilisation du Chemin de la Bataille de Bouvines.

La demande de permis unique avait été déposée à l'administration communale le 11 juillet 2014 et l'avis favorable de la Région wallonne (le rapport de synthèse) fut reçu en date du 8 juin 2015.

Le Collège a, sur base de ce rapport de synthèse, émis une série de recommandations et conditions particulières strictes liées à l'exploitation, notamment par rapport au charroi (avec des plages horaires à respecter) et à son itinéraire. Des charges d'urbanisme ont également été imposées concernant l'entretien et la propreté des voiries. Enfin, il fut décidé de mettre en place un comité d'accompagnement avec des représentants de la Ville, des riverains et de la Région wallonne. Le comité se réunira deux fois par an et ce, pendant cinq ans à partir de la première réunion. Le demandeur devra informer les membres du comité de l'évolution des travaux par une note descriptive accompagnée d'un reportage photographique toutes les 6 semaines.

En ce qui concerne la question du bien-être animal, la Ville de Tournai s'aligne sur la position wallonne et l'arrêté royal du 13 juin 2010 fixant les règles relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande. Il n'y est pas spécifié de normes en nombre de poulets, mais en poids. Le projet est ici dimensionné de manière à répondre à ces dispositions avec une densité de 39kg par mètre carré, soit environ 16 poulets par mètre carré au stade final.

Pour conclure, je rappelle que le Collège communal avait, en date du 14 août 2013, déjà octroyé un permis unique à la SPRL Kipland pour la construction et l'exploitation d'un poulailler de 37.985 poulets sur le même site. Par l'arrêté ministériel du 23 décembre 2013, le Ministre HENRY infirmait

la décision de première instance du Collège communal et refusait le permis unique. Le demandeur a alors introduit une nouvelle demande tenant compte des griefs motivant la décision de refus. C'est donc par rapport à tous ces éléments (et notamment le fait que le Collège s'était déjà prononcé favorablement en 2013 sur une demande de permis unique de la SPRL Kipland pour un même projet) que toute comparaison avec un autre dossier serait inappropriée."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, réplique comme suit :

"Je n'ai pas reçu de réponse aux questions qui sont posées. Quelle est la cohérence de publier des textes, comme le Conseiller communal Jean-Marie VANDENBERGHE vient de le rappeler dans Tournai info en disant qu'on veut faire du développement durable, qu'on veut des circuits courts et d'accepter ce type de projet ? C'est d'une incohérence assez édifiante. Il faut savoir que l'offre de produits de qualité et en provenance des circuits courts est insuffisante pour faire face à la demande. Allez au marché ! Allez chez Coprosain pour avoir de la viande de qualité ! Allez au marché fermier voir comment on s'arrache les fruits et les légumes de qualité ! Tandis que vous, vous acceptez de la production mauvaise pour la santé des personnes. Je ne comprends pas pourquoi vous acceptez ce type de projet. En plus, on ne peut pas dire que cela va créer de l'emploi. Une seule personne va profiter de cette entreprise, alors que l'agriculture raisonnée et de proximité crée réellement de l'emploi. Je constate que c'est un choix politique qui a été posé par le Collège et qui est complètement incohérent avec la déclaration de politique communale. Je ne peux m'empêcher de poser la question suivante : derrière tout cela, est-ce que ce n'est pas, finalement, plus de "poussant" politique dont on a besoin, plutôt que de cohérence et de choses qui ont du sens?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, réplique ensuite :

"Je n'ai pas obtenu de réponse à ma question mais je m'y attendais un peu. Je trouve cela déplorable. Je pense qu'au sein du Collège, il y a des personnes qui ont la volonté de développer autre chose. Mais avoir une ligne de conduite, cela demande un courage politique par rapport à certaines situations. Dans ce dossier, je ne vois ni ligne de conduite, ni courage politique. On parle ici de l'alimentation, de l'agriculture. Je crois qu'un Collège doit avoir le courage de se fixer une ligne de conduite. On croyait, il y a quelques semaines, que cette ligne était définie et puis on ne peut qu'être déçu. Mais en plus, insérer un chapitre sur le bien-être animal alors qu'aucun des deux n'a posé la question sur ce sujet, c'est meubler pour ne pas répondre à ce qu'on a demandé. Pas de réponse, pas de cohérence. Il n'y a rien."

Et le **Président** d'assemblée de conclure comme suit :

"Le Collège est confronté à des questions qui portent à la fois sur l'éthique alimentaire et le développement économique complexe de nos sociétés. Singulièrement, dans une région qui est une région de production agro-alimentaire importante et dont les différents témoignages récents montrent la diversification - je pense à de grands groupes sucriers, à des gens qui ont transformé les produits betteraviers - montrent que l'intelligence humaine permet des ramifications. C'est le pari que j'espère, dans l'avenir, on fera par rapport à des choix d'industrialisation dont je laisse l'appréciation à chacun d'entre vous."

### **3) Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE, à propos de la consultation populaire relative au Pont des Trous**

Consultation populaire relative au Pont des Trous : demande de clarification des projets soumis à consultation .

"Le groupe ECOLO a demandé l'organisation d'une consultation populaire en avril dernier afin que les Tournaisien(ne)s puissent s'exprimer sur l'avenir d'un monument emblématique de la cité.

La décision de consulter la population a déjà suscité beaucoup de réactions.

Le groupe ECOLO se réjouit que le débat public soit lancé dès maintenant et espère que les Tournaisien(ne)s se mobiliseront pour donner leur avis lors de la consultation, comme viennent de le faire les Eupennois ce 14 juin (taux de participation : 33%).

Sur la place publique tournaisienne s'expriment des frustrations, des interpellations et des propositions constructives.

Des architectes locaux proposent de nouvelles esquisses. Des associations de défense du patrimoine s'expriment également avec pertinence. Le groupe ECOLO retient particulièrement l'analyse réalisée par la Fondation Pasquier Grenier :

«Le bureau d'ingénieurs chargé d'élaborer les différentes versions a travaillé sous la guidance d'un comité d'accompagnement qui a privilégié une seule des versions proposées, la version métallique, au détriment de celle de pierre. Seule cette version métallique a ensuite vu son élaboration s'affiner. Pasquier Grenier constate dès lors que le choix semble s'ouvrir entre une version portée à maturation et une autre restée «en rade» depuis deux ans et donc non aboutie. La pertinence de la consultation requiert pourtant de pouvoir choisir entre des versions ayant bénéficié des mêmes soins d'élaboration.

Une version alternative mi-pierre/mi-acier vient de paraître dans la presse, issue du milieu des architectes. Même si elle ajoute malheureusement à la confusion des esprits en l'état actuel du dossier et de la consultation prévue, Pasquier Grenier constate qu'elle n'est pas inintéressante et qu'elle fait regretter que cet enjeu majeur du retraitement du pont des Trous n'ait pas été l'objet d'un ambitieux concours d'architectes, ouvrant à de véritables créations.

Le choix des Tournaisiens ne portera donc «que» sur deux versions à la maturation inégale issues d'un seul et même bureau d'ingénieurs, aussi prestigieux soit-il.»

Si la consultation populaire est un moyen intéressant de faire participer la population au processus de décision, il faut effectivement que le choix porte sur des projets aboutis. Le groupe ECOLO est très sensible aux arguments invoqués par cette association. Le groupe ECOLO regrette aussi qu'il n'y ait pas eu de concours d'architectes. Le dossier d'élargissement de l'Escaut a été confié à un bureau d'ingénieurs-architectes. Celui-ci est accompagné de l'agence ANMA pour le traitement des quais. Dans le même ordre d'idées, un concours d'architectes aurait pu être organisé pour le projet Pont des Trous.

Malgré ces regrets exprimés par beaucoup de Tournaisiens, le dossier doit poursuivre sa route tout en tenant compte de leurs remarques.

En avril 2015, le conseil communal a fait preuve d'une ouverture d'esprit sans précédent à Tournai en invitant la population à participer à la décision finale. Nous demandons de poursuivre dans cette voie d'ouverture et de permettre au bureau d'ingénieurs de présenter des projets aboutis.

Nous demandons au Collège de nous préciser à quel moment les projets aboutis seront présentés au public. C'est une étape très importante pour la réussite de cette première consultation populaire à Tournai."



Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, lui répond en ces termes :

"En séance du 27 avril 2015, le Conseil communal, statuant à la majorité, a décidé de consulter la population tournaïsiennne sur le nouvel aménagement du Pont des Trous, afin de lui permettre de choisir entre l'option moderne en résille ou l'option ancienne en pierre, toutes deux rendant possible la navigation des bateaux de plus gros tonnage, comme le souhaite la Région wallonne à Tournai.

En vue de mettre cette décision à exécution, le Collège a déjà pris bon nombre de décisions.

Ainsi, afin de garantir la sécurité juridique de cette consultation, la délibération du Conseil communal a été soumise à la tutelle générale;

- Le choix de la date de cette consultation populaire a été fixé au 25 octobre 2015;
- Un magistrat a été désigné (et son suppléant) pour présider le bureau communal, bureau chargé de chapeauter cette organisation;
- Les crédits nécessaires à son bon déroulement ont été prévus par voie de modification budgétaire;
- Un marché public a été lancé pour la confection et la fourniture des convocations, des bulletins de participation et des colis destinés aux différents bureaux électoraux;
- Le mode d'envoi des convocations a été défini;
- Le montant des jetons de présence, point qui a, par ailleurs, été soumis à la délibération de la présente assemblée ce jour, au même titre que l'acquisition de nouveaux isoloirs sont prévus.

En outre, en séance du 29 mai 2015, le Collège communal a décidé d'intégrer une présentation complète de 4 pages de cet évènement dans le bulletin communal Tournai Info qui sera distribué début septembre.

Dans ce contexte, les deux esquisses seront publiées. Pour rappel, celles-ci ont déjà été présentées aux Tournaisiens lors de la réunion d'information préalable à l'étude d'incidence qui s'est tenue à l'Hôtel de Ville en novembre 2013. Je rappelle d'ailleurs que No Télé a transmis en direct cette réunion d'information préalable et y a consacré un débat.

Tout cela pour vous dire que depuis 2012, le Collège a travaillé en toute transparence sur ce dossier en veillant à une bonne information des Tournaisiens."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, réplique comme suit :

"Le Collège a bien travaillé : il a choisi la date de la consultation, désigné le magistrat, prévu les crédits nécessaires, prévu le mode d'envoi des convocations, l'acquisition d'isoloirs... mais tout cela ne répond pas à ma question.

En tant que mandataire publique, en tant qu'élue communale, je suis interpellée aussi par ce que les citoyens disent. J'ai entendu des choses intéressantes et pertinentes. Parfois, des interpellations me posent question. C'est pour cela que j'ai cité l'interpellation de l'association Pasquier Grenier. Quand on est amené à faire des choix, quand on donne à la population la possibilité de participer à la décision finale qui implique un monument aussi emblématique, je pense qu'on doit aussi être interpellé par les réflexions des citoyens avertis. On doit donc pouvoir continuer à réfléchir. Il semble en effet pertinent que les deux projets soient aboutis pour que les citoyens se prononcent sur un vrai choix. Je trouve donc qu'il est important de faire évoluer ces projets de manière parallèle. Or, le comité d'accompagnement suivait l'un des deux projets, celui en résille, l'autre ayant été abandonné au stade de l'esquisse."

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, lui répond en ces termes :

"Pour rappel, l'auteur de projet est la Région wallonne, pas la Ville. Au niveau du comité d'accompagnement, le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT, représentait la CCATM, au même titre que le Conseiller communal Louis-Donat CASTERMAN. Ils étaient présents lors de tous les comités d'accompagnement. Ils ont pu réagir quand ils le souhaitaient. Les deux esquisses ont été présentées et ont fait, à l'époque, l'objet de débats. Je ne vois pas comment remettre maintenant tout cela sur la table."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, fait observer que les deux projets ont été présentés à l'état d'esquisses "il y a déjà deux ans au moins". Depuis lors, le comité d'accompagnement a poursuivi un travail. "Et on ne voit pas ce qu'il fait !" conclut-elle.

Le **Président** d'assemblée apporte à son tour les précisions suivantes :

"Ce qui nous revient des membres du comité d'accompagnement, c'est que, après la démarche publique de 2013, ils ont poursuivi leur travail, non plus sur la question des esquisses puisque celles-là ont été arrêtées. Deux esquisses ont été déposées. Le maître de l'ouvrage étant le propriétaire. Le propriétaire du Pont des Trous est le Service public de Wallonie. Sur cette base, deux esquisses sont retenues, une esquisse contemporaine qui a fait l'objet d'une approbation du Collège; l'autre esquisse, qui avait été mise en balance à l'issue de la procédure, consiste simplement à élargir l'arche centrale du pont en restant dans le style ancien du Pont des Trous. Ce qui est aujourd'hui établi, c'est que ces deux esquisses sont les dernières à faire l'objet de la procédure. Ce sont elles qui, en l'état et par les choix qui ont été faits, doivent être soumises à approbation. Nous reviendrons ultérieurement sur ce point précis."

<b>118. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.</b>
--

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 1er juin 2015 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le Président d'assemblée clôture la séance publique à 22 heures 12.